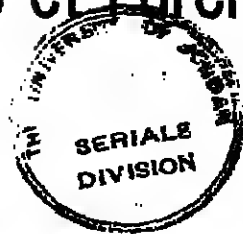


« Arts et Spectacles » : les Français et l'architecture

Le Monde



15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14847 - 7 F

JEUDI 22 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alder les Somaliens

TRANSFORMÉS en lieux de collecte, les écoles et les lycées de France sont devenus, mardi 20 octobre, les mille bras d'une générosité aussi nécessaire qu'insuffisante. Préparé de longue date par M. Bernard Kouchner - orfèvre en résonance médiatique - relayé par une longue chaîne de solidarité d'États, de la poste à l'éducation nationale, l'opération « Du riz pour la Somalie » visait - en mobilisant la jeunesse - au cœur de la « société civile », et chère au ministre de l'action humanitaire. Sa réussite dépasse toutes les espérances.

Comme toujours en pareille circonstance, il ne manque pas d'esprits chagrins pour peser sur l'initiative, chiper sur les chiffres, voire ouvrir une querelle idéologique sur les bienfaits comparés du blé et du riz. Un syndicaliste enseignant va même jusqu'à s'émouvoir qu'on ait mis « l'école laïque » au service de cette cause. Est-il vraiment si choquant que les établissements scolaires aient, le temps d'une journée, des enfants un peu plus graves et fraternelles qu'à l'ordinaire ? Vraiment d'Occidentaux bien nourris, certains griefs frisent l'indécence.

À cette occasion resurgissent des vieilles questions sans réponse. Le gouvernement ne sort-il pas de son rôle en sollicitant avec quelque insistance la générosité du citoyen ? Les ministres n'abusent-ils pas de leur fonction quand ils tendent la main de l'État ? A cinq francs le kilo de riz, toute une population ne se donne-t-elle pas bonne conscience à peu de frais ? D'autres inquiétudes sont plus légitimes. Que va devenir la nourriture collectée ? Arrivera-t-elle jusqu'aux affamés ? Toutes les précautions ont-elles été prises pour l'acheminement vers sa destination finale ?

En reconnaissant qu'une partie de cette aide ne parviendra sans doute jamais jusqu'aux plus nécessiteux, M. Kouchner n'a pas tenté de donner le change. Mais devait-on pour autant prendre prétexte du risque encouru pour justifier l'inertie et continuer d'assister chaque soir devant sa télévision à l'agonie d'un peuple ? Face à l'ampleur de certains drames, on ne peut se contenter de reprocher à l'action humanitaire d'être l'otage de l'indifférence politique. Sauf à faire de l'indifférence universelle la vertu suprême.

Il n'empêche : quelques milliers de tonnes de riz n'arrêteront pas la tragédie somalienne. Celle-ci n'est pas le fait de la nature, mais de l'homme. A la différence d'autres disettes récentes provoquées dans cette même région par la sécheresse, la famine actuelle a une seule cause : la guerre. Depuis le renversement, en janvier 1991, de l'ancien président Siyad Barre, les divers clans et sous-clans ont mis leur pays - et d'abord leur capitale - à feu et à sang, détruisant les villages, et pillant leurs habitants, dans la grande tradition des « shifitas », les bandits d'Afrique orientale.

La communauté internationale se doit de hâter l'envoi des quelques quatre mille « casques bleus » promis par le secrétaire général de l'ONU en leur donnant les moyens militaires de neutraliser les ravageurs de la Somalie. Les enfants français auront peut-être alors le sentiment que leur éphémère mobilisation n'était pas inutile.

Lire nos informations page 14

M0147 - 10220 - 7.00 F



Des bureaux de liaison à Belgrade et à Zagreb

La Fédération yougoslave se rapproche de la Croatie

Les présidents croate et yougoslave, MM. Franjo Tudjman et Dobrica Cosic, se sont engagés, mardi 20 octobre, à Genève, à normaliser leurs relations en établissant des bureaux de liaison à Zagreb et à Belgrade. Ces bureaux, présentés comme la préfiguration d'ambassades, seront chargés de la question des communications entre les deux États. Parallèlement, la situation en Bosnie-Herzégovine s'est encore détériorée, amenant le HCR à interrompre ses convois humanitaires.

Après la Bosnie-Herzégovine et la Yougoslavie, lundi, c'est en tour de cette dernière et de la Croatie de manifester le désir de normaliser leurs relations. Tout comme il l'avait fait, la veille, avec le président bosnien Alija Izetbegovic (le Monde du 21 octobre), M. Dobrica Cosic, chef en titre de la nouvelle Yougoslavie (réduite à la Serbie et au Monténégro), a signé, mardi 20 octobre à Genève, avec son homologue croate, M. Franjo Tudjman, une déclaration commune - et non un accord formel - dans laquelle les deux hommes s'engagent à normaliser leurs relations.

Reprenant les grandes lignes d'une précédente déclaration conjointe, le 30 septembre, ce nouveau texte a été mis au point sous les auspices de M. Cyrus Vance (pour l'ONU) et de lord Owen (pour la CEE).

Concrètement, MM. Tudjman

et Cosic sont convenus de la création de « bureaux de liaison » à Zagreb et à Belgrade dont la tâche essentielle sera de préparer la réouverture des voies de communication entre la Croatie et la Yougoslavie. Ce domaine englobe les liaisons routières et ferroviaires ainsi que les télécommunications, interrompues depuis plus d'un an.

YVES HELLER
Lire la suite et l'article d'ALAIN DEBOVE page 4

DÉBATS

« Kosovo : le symbole de la complexité yougoslave et balkanique », par André Bellon.
« Les prétendus droits historiques », par Bernard Stasi.
« L'Europe de l'obscurité », par Pascal Bruckner.
page 2

Regain d'optimisme sur les marchés financiers

L'attitude de la Bundesbank fait espérer une baisse des taux d'intérêt

Un changement d'attitude de la Bundesbank alimente, sur les marchés financiers, l'espoir d'une baisse des taux allemands. La banque centrale allemande a en effet décidé, le mardi 20 octobre, de revenir aux taux variables pour les liquidités (prises en pension) qu'elle accorde aux banques. Les Banques centrales de Belgique et des Pays-Bas ont pris la balle au

bond en réduisant leurs taux d'escompte d'un quart de point. Sur les marchés boursiers européens, une certaine euphorie a régné mardi à l'ouverture. A Madrid, M. Carlos Solchaga, ministre de l'économie et des finances, s'est dit prêt à une nouvelle dévaluation de la peseta, à condition qu'une réforme du SME (système monétaire européen) intervienne.

En dehors des Bourses, le principal bénéficiaire du retour à un certain optimisme sur les marchés, c'est le dollar. Le billet vert vient de rebondir de 3 % en trois jours, passant de 1,47 DM à près de 1,52 DM et de 4,94 francs à près de 5,15 francs sur l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt allemands, qui semble se préciser, mais à un rythme très lent, naturellement.

Cet espoir était alimenté par l'attitude de la Banque fédérale d'Allemagne, qui a annoncé, mardi 20 octobre, qu'elle revenait, pour ses pensions, à la procédure d'ajustement à taux variable et non plus fixe, celle de mercredi s'établissant à 8,75 % contre 8,90 % auparavant. Lundi, la Bundesbank a convoqué les dirigeants des banques allemandes, pour leur indiquer qu'elle souhaitait voir baisser les taux à court terme.

FRANÇOIS RENARD
Lire la suite page 20



Le Cambodge désenchanté

Un an après les accords de paix de Paris, les Nations unies ont perdu beaucoup de leur prestige aux yeux des Khmers

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Je parle khmer avec le portier et celui qui sert l'eau », constate, avec ironie, un client cambodgien. Pris du marché central, La Paillette, nouveau restaurant en vogue, affiche chaque jour complet. Le personnel est thaïlandais et la clientèle est à 90 %, constituée par le personnel de l'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge. Mais les Cambodgiens n'utilisent que le sigle anglophone, UNTAC. « Untac, c'est le fils de qui ? », se demandent même les petites gens, au début de l'intervention de l'ONU, lorsqu'ils croyaient encore qu'un dieu étranger allait les libérer de la guerre. Ils ne posent plus la question.

Derrière l'ancien stade municipal, transformé en casino populaire en plein air pour Cambodgiens, la digue de Tuol-Kork est célèbre pour ses maisons de rendez-vous qui s'alignent sur pilotis avec leurs grappes de jeunes filles, le plus souvent vietnamiennes. « Je suis arrivée il y a cinq mois », dit l'une. Elles ne parlent pas le khmer, contrairement aux Vietnamiens qui sont, avant la signature des accords de paix de Paris du 23 octobre 1991, soit revenus au Cambodge, où ils vivaient autrefois, soit venus y chercher un emploi. « Il y a moins de jeunes affirmées-elles, car l'UNTAC les loue ». Combien ? « 200 dollars la semaine ». Apparemment, c'est le prix pour étrangers d'une jeune fille de seize ans.

Le portier de l'hôtel confirme :

« C'était 80 dollars les huit jours au début de l'année. Les prix ont doublé ». Pour une petite paysanne vietnamienne, sixième ou huitième rejeton d'une pauvre famille du delta du Mékong, c'est réaliser le rêve de s'enrichir, en quelques semaines, au premier bracelet en or. « Je suis plus heureuse ici que dans la rizière », dit, sans hésitation, l'une d'entre elles.

Le QG des troupes indonésiennes - le contingent le plus nombreux de l'APRONUC, avec deux bataillons - se situe à l'extrémité opposée de la digue, sur une route qui conduit à l'hôtel-dancing Ambassador, propriété thaïlandaise. L'ONU n'a pas introduit au Cambodge que des 4 x 4 Toyota blancs au finion bleu ciel.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 7

Jean-François REVEL

L'ABSOLUTISME INEFFICACE

ou contre le présidentialisme à la française

PLON

« Un essai dévastateur »

LE FIGARO

PLON

ÉDUCATION • CAMPUS

M. Jack Lang relance la réforme universitaire

Alors que deux millions d'étudiants sont en train de rentrer dans l'enseignement supérieur, le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, vient de remettre à l'ordre du jour la rénovation des premiers cycles universitaires. Avec un double objectif : moderniser le contenu et l'organisation de diplômes qui n'ont guère évolué depuis 1973, mais multiplier les concertations et les consultations pour ne pas remettre le feu aux poudres.

Lire l'article de GÉRARD COURTOIS et nos informations sur la rentrée universitaire pages 15 à 17

Les nouveaux atouts de la politique industrielle

Le volontarisme industriel, si caractéristique de l'après-guerre, n'est plus de mise. La crise économique conduit à réinventer une politique industrielle à laquelle même les pays anglo-saxons les plus libéraux se convertissent. Dix ans après M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, réunit chefs d'entreprise, chercheurs, dirigeants politiques et syndicaux pour définir cette nouvelle voie.

Lire page 22
l'article de PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

DÉSARROIS AMÉRICAINS

Le troisième volet de notre enquête :

« Classes moyennes : désenchantement à « Suburbia », par ALAIN FRACHON. « Education : la bataille de l'école publique », par SERGE MARTI. page 6

Un entretien avec M. Antoine Waechter

Les Verts veulent éviter une trop forte majorité de droite. page 12

Des monuments égyptiens en péril

Préoccupés par les conséquences du tremblement de terre, les autorités du Caire lancent un appel international. page 14

Naples tente d'oublier Maradona

Les footballeurs napolitains rencontrent le Paris-Saint-Germain en Coupe d'Europe de l'UEFA. page 19

POINT

Franc-maçonnerie : les mystères d'une galaxie

page 13

Le sommaire complet se trouve page 30

DÉBATS

Kosovo

Le symbole de la complexité yougoslave et balkanique

par André Bellon

L'OPINION publique suit avec attention et anxiété les événements en Bosnie-Herzégovine. Mais les éléments s'imbriquent pour que se déroule au Kosovo un scénario encore plus sombre et dramatique. Une crise majeure dans cette partie de l'Europe aurait sans doute des ramifications allant bien au-delà de l'ancienne Yougoslavie.

La mort du maréchal Tito a montré combien se révélaient artificiels les postulats de base sur lesquels reposaient les fondations de la Fédération.

Une distinction ethnique entre « les peuples slaves du Sud » élevés au rang de peuples constitutifs et les autres nationalités conduit à des droits politiques différents (les peuples constitutifs slaves jouissent d'une République; les principales minorités — albanaise et hongroise — n'ont droit qu'à des régions autonomes au sein de la République de Serbie).

Nous arrivons à la contradiction suivante : les Albanais, plus nombreux que les Macédoniens au sein de la Fédération, ne peuvent disposer des mêmes droits, notamment celui de l'auto-détermination.

Des frontières administratives acceptées par toutes les nations et nationalités ont été dessinées par Milovan Djilas au lendemain de 1945 et ont abouti à des tracés qui, de toute façon, ne pouvaient prendre en compte le mélange inextricable des nationalités. Les Serbes aujourd'hui considèrent que ce découpage représentait la volonté de Tito d'affaiblir leur influence au sein de la Fédération et de les diviser entre différentes Républiques dans lesquelles ils seraient minoritaires (Bosnie, Croatie).

Les années 80 ont donc conduit à l'implosion lente et irréversible de ces deux postulats sans qu'aucune alternative politique pour l'avenir de la Fédération soit ébauchée. D'ailleurs, y avait-il volonté commune de la sauver?

Nos ancêtres les Slaves

Il y a au moins accord entre les Serbes et les Albanais sur l'origine formelle de leurs différends : la Constitution de 1974. Les Serbes considèrent que celle-ci a bafoué leurs droits historiques et culturels en donnant trop d'autonomie aux Albanais du Kosovo, cela au détriment de la communauté serbe qui y vit. Ce lieu symbolique porte les vestiges du patrimoine historique de la Serbie, ce qui faisait dire à André Malraux en 1975, à un interlocuteur serbe : « Votre Albanie n'est pas outre-mer, sur un autre continent, elle est dans votre Orléans ».

C'est aujourd'hui l'événement orthodoxe de Prizren qui nous déclare : « Même si les Serbes avaient à

disparaitre du Kosovo, l'Etat serbe défendrait son territoire car le Kosovo, c'est l'âme de la Serbie, et quand l'âme se détache du corps, le corps n'est plus qu'un cadavre qui se décompose ».

Aussi bien, les politiques, les militaires serbes que le patriarcat orthodoxe tiennent tous le même discours se résumant au rejet de la Constitution de 1974 et à l'application rapide de lois assimilationnistes pour réduire l'impact de l'irréductible albanais au Kosovo (difficultés pour l'accès au travail et au logement, lois ségrégatives sur l'éducation, etc.).

Le message relayé dans l'opinion publique serbe par les intellectuels et les médias, magistralement manipulés par un homme comme Milošević, explique clairement la radicalisation et l'unité qui existent dans l'approche du problème kosovar chez les Serbes.

Les dirigeants serbes ne se posent même pas la question des atteintes aux droits de l'homme. Pour eux, il s'agit d'imposer par la contrainte administrative une culture, une langue à l'ensemble de ceux qui vivent à l'intérieur des frontières de la Serbie. Le message culturel commence par « nos ancêtres les Slaves ». Dans cette logique, les Albanais du Kosovo considérés comme Serbes n'ont qu'à abandonner leur culture ou à partir.

Bien évidemment, le point de vue albanais est diamétralement opposé. La Constitution de 1974 les frustre du statut de peuple constitutif donnant droit à la création d'une République du Kosovo et donc au droit sous-jacent à la sécession.

C'est dans cette optique et après la disparition de Tito qu'ont eu lieu les secousses des années 80. Elles n'ont été que la succession d'émeutes albanaises pour la République du Kosovo et donc au droit sous-jacent à la sécession.

Les années 80 ont donc conduit à l'implosion lente et irréversible de ces deux postulats sans qu'aucune alternative politique pour l'avenir de la Fédération soit ébauchée. D'ailleurs, y avait-il volonté commune de la sauver?

La résistance politique albanaise est incarnée par un homme — Ibrahim Rugova — et une stratégie politique claire — le refus de la violence (de toute façon, les Albanais ne disposent pas de forces armées). Cela se traduit par une stratégie de boycott des institutions officielles. Par exemple, les Albanais, pour scolariser leurs enfants, ont créé un système parallèle d'éducation, dont les professeurs sont ceux licenciés par les Serbes. Ils comptent aussi sur l'appui de la communauté inter-

naionale et celui des Républiques de l'ancienne Yougoslavie pour échanger la ligne politique de Belgrade.

Cette opposition albanaise n'est ni jacobine ni extrémiste. Son leader est conscient que les marges de manœuvre sont étroites, mais il reste ferme sur le fond.

Avant l'écroulement de la Fédération, Ibrahim Rugova pouvait demander l'égalité des droits justifiée par le fait que les Albanais sont le troisième peuple de la Yougoslavie. Aujourd'hui, la fin de l'entité yougoslave légitime selon lui la proclamation semi-clandestine d'une République du Kosovo et l'élection, le 24 mai 1992, d'un Parlement et d'un président de la République.

Il a affirmé parallèlement que cet acte n'exprimait pas la volonté de réunir au sein d'une Grande Albanie tous les Albanais des Balkans. C'est la position qu'il a exprimée lors de la conférence de Londres.

Toute la politique de Milošević repose sur une action cohérente qui consiste à recréer la Yougoslavie sur la base d'un Etat grand serbe dont le Kosovo est partie intégrante.

Mais cette volonté politique de « reserbiiser » la population se heurte à une réalité : les Serbes préfèrent s'installer sur les riches territoires de Vojvodine plutôt que de coloniser une économie qui s'apparente à celle d'un pays du tiers-monde.

De la même façon, il existe une contradiction fondamentale dans les discours des dirigeants serbes. Si Milošević et Karadžić considèrent comme légitime la création d'une Grande Serbie incluant les populations serbes de Bosnie et de Croatie, comment prétendent-ils empêcher sinon par la force que les Albanais du Kosovo proclament eux aussi leur indépendance selon le même principe?

Les prétendus droits historiques

par Bernard Stasi

CHACUN voyage à travers le territoire de ce qui fut la Yougoslavie en apportant la tristique confirmation : nulle part ailleurs dans le monde, l'histoire et la haine ne sont aussi présentes. Une histoire terriblement lourde, que la passion sous-jacente, et qui pèse de tout son poids sur le présent, provoquant des frictions et des tensions qui semblent venir du fond des temps, entrecroisant une haine épaissie et des désirs de vengeance jamais assouvis.

A Pristina, capitale du Kosovo, l'ordre règne. C'est du moins le sentiment que les autorités serbes, tant civiles que militaires, s'efforcent d'inculquer à leurs interlocuteurs, mais que démentent tous les témoignages recueillis auprès de la population albanaise de cette province, et aussi la tension manifeste dans les rues de la ville.

L'impasse, en tout cas, est totale, tant paraissent éternelles les positions des uns et des autres.

Les Albanais, qui représentent plus de 80 % de la population, veulent que le Kosovo, dont l'autonomie a été supprimée par le pouvoir serbe en 1989, accède à l'indépendance et devienne une République souveraine. Les autorités serbes considèrent que les Albanais ne sont qu'une minorité au sein de la Grande Serbie.

Sans doute, les Albanais n'ont, pour l'instant, pas d'autres armes que des fusils de chasse, et leurs leaders jouent, sans illusions, la carte de la résistance passive. Sans doute, les autorités serbes, assurées de leur force, mais visiblement peu pressées d'ouvrir un nouveau front tant que durent les hostilités en Bosnie, tolèrent encore l'expression de l'opposition et n'ont pas mis d'obstacles à des rencontres entre une délégation de parlementaires français et des représentants de la communauté albanaise, élus clandestinement en mai 1992.

Cette relative retenue des deux camps en présence, combien de temps durera-t-elle ? Elle ouvre en tout cas à la communauté internationale l'opportunité d'agir sans être bousculée par une succession d'événements et de faits accomplis comme elle l'a été en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

Mais il n'y a pas de temps à perdre. Des manifestations ont eu lieu ces jours-ci. La population albanaise commence à donner des signes d'impatience. On ne peut exclure que survienne un jour

Le point essentiel sur lequel repose l'avenir des communautés est l'inséparabilité des frontières. La conférence de Londres l'a proclamé une nouvelle fois : c'est dans le cadre des Républiques existantes qu'il faut résoudre les tensions. Le débat doit donc s'engager entre Serbes et Albanais du Kosovo sur le point de l'égalisation des droits politiques, sociaux et économiques, condition nécessaire pour créer la coexistence des communautés au lieu de l'actuelle confrontation quotidienne.

Le rôle de la France

Les bases du dialogue ne peuvent être établies que si les représentants de la communauté albanaise du Kosovo gardent patience et acceptent l'ouverture de négociations en ce posant pas comme préalable la reconnaissance de la République du Kosovo.

Les Serbes seront ainsi placés au pied du mur. Ils devront tenir la parole donnée par Milošević à Londres pour l'ouverture d'un débat autour de la question du Kosovo lors de la tenue des groupes de travail à Genève.

La communauté internationale — ici la CEE et l'ONU — ont une place à tenir dans ce débat. En tant qu'autorité morale, elle doit assurer la tenue du groupe de travail par la négociation, la recherche du compromis en cas de difficultés et par la pression diplomatique si l'un des acteurs bloque le processus.

L'objectif de la mission que nous avons conduite correspond bien à cette volonté. Les représentants albanais — dont Ibrahim Rugova — constituent des interlocuteurs pour de telles négociations.

La France a une place éminente ; elle possède une influence incontestable sur les Serbes du seul fait de l'histoire. Ce crédit doit être utilisé à bon escient pour amener les Serbes à négocier sans qu'ils aient le sentiment d'être des parias de l'ordre international.

Ce contact a une portée symbolique et concrète puisqu'il constitue un message facilement déchiffrable lancé aux Serbes.

La solution politique ne peut provenir a priori que des Albanais et des Serbes. Notre responsabilité consiste d'abord à peser dans le débat des qu'il y a blocage. Cette position est d'autant plus légitime que nous arrivons ici avant l'explosion. Cette entreprise de médiation a donc des chances de réussite.

La France n'a jamais fui devant ses responsabilités en tant qu'ancienne Yougoslavie. Pour notre part et à notre niveau, la constitution d'un groupe parlementaire chargé de façon permanente de ce problème permettrait au suivi actif des évolutions et une sensibilisation de l'opinion publique. Il aurait pour vocation la continuation de l'œuvre engagée lors de notre visite, c'est-à-dire de participer à la création des contacts entre Serbes et Albanais.

Il est temps aujourd'hui de mener ce travail car rien n'est encore irréversible ; mais les conditions peuvent se dégrader. Car des intérêts étrangers pourraient rapidement profiter d'une crise grave au Kosovo, qui destabiliserait d'abord la Macédoine, puis qui enclencherait un jeu d'alliances comparable à celui qui régnait sur les Balkans en 1912-1914.

► André Bellon est président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui vient d'effectuer une mission d'étude au Kosovo.

Ilon albanaise. La France doit dénoncer vigoureusement la politique menée dans cette région comme relevant de la purification ethnique, unanimement condamnée par la communauté internationale. Elle doit soutenir la lutte que mènent les Albanais pour préserver leur identité culturelle, notamment en diffusant, par le canal de RFI, des émissions en albanais, et en protestant contre la fermeture des écoles albanaises.

Compte tenu de la dégradation de la situation économique et sanitaire, une mission humanitaire paraît également nécessaire.

Faudra-t-il une nouvelle fois attendre l'explosion pour que la communauté internationale s'éveille ? Comme pour la Croatie, comme pour la Bosnie, faudra-t-il attendre qu'il soit trop tard et que nous soyons condamnés à n'être que des spectateurs, consternés et impuissants, réduits à nous donner bonne conscience par nos vaines indignations et nos actions humanitaires ?

► Bernard Stasi est premier vice-président du CDS et président du Comité français de surveillance des accords d'Helinski.

Une proposition minimale

Depuis deux ans, les Albanais sont privés de tous les droits de la vie : licenciements sur décision de police, fermeture des écoles albanaises, atteintes aux droits de l'homme, arrestations arbitraires et mauvais traitements, tous ces moyens sont utilisés pour les contraindre soit à l'assimilation, soit au départ.

La conférence qui s'est réunie récemment à Londres pour examiner la situation en ex-Yougoslavie a prévu la création d'un groupe de travail spécial sur le Kosovo, présidé par la Communauté européenne et l'ONU. C'est une proposition minimale qui ménage toutes les solutions politiques et respecte l'intégrité des frontières actuelles. Le pouvoir serbe ne manifeste pas beaucoup de bonne volonté pour l'application de cette décision. Certes, M. Milan Pantic, le premier ministre yougoslave, a, quant à lui, manifesté le désir de nouer le dialogue avec les Albanais du Kosovo et il a décidé de se rendre à Pristina. Parviendra-t-il à convaincre les Albanais de renoncer à leur revendication d'indépendance ? Mais surtout, parviendra-t-il à convaincre le pouvoir de M. Milošević de relâcher son emprise ?

C'est, en tout cas, le moment pour la France, compte tenu de ses liens privilégiés avec la Serbie, d'inciter fortement le gouvernement de M. Milošević à accepter, lui aussi, de dialoguer avec les représentants élus de la popula-

L'Europe de l'obscénité

par Pascal Bruckner

QUARANTE-SEPT ans après la chute du III^e Reich, le fascisme a de nouveau pigé son suc en Europe orientale. Il triomphe aujourd'hui à Belgrade, où le pouvoir en place retrouve peu à peu l'idéologie et les pratiques du défunt Führer : de la politique de purification ethnique à la guerre de conquête, tout cela au nom de la supériorité du peuple serbe sur tous les autres. Lâchés en Bosnie-Herzégovine, tels des chiens, les nazis serbes tuent et terrorisent les populations civiles, allant jusqu'à effacer toute trace matérielle de présence catholique ou musulmane. Sarajevo agonise, des milliers de musulmans coupables du seul crime d'être nés sont chassés du Sanjak et du Monténégro, la famille menace l'ensemble de la région et un nouveau conflit armé coiffe au Kosovo, où 10 % de Serbes imposent un régime d'apartheid à 90 % d'Albanais. Certes, il n'y a pas d'Auschwitz en ex-Yougoslavie mais l'on y fête le génocide ; et l'on ne pourra pas dire cette fois que l'Occident savait pas !

Et que fait l'Europe ? Elle gémit, envoie des colis, brandit l'humanitaire. Or les Bosniaques ne demandent pas seulement des médicaments et de la nourriture, ils veulent surtout que soit levé l'embargo sur les armes pour se défendre avec des canons et des fusils contre leurs agresseurs. Las ! Paris, Londres, Bonn, Madrid répètent invariablement par des sachets de lait en poudre et une intonation : négociez avec vos bourreaux ! Aujourd'hui Hitler et Mussolini seraient confortablement invités à des pourparlers de paix. Il y a quelque chose d'abominable d'écouter dans la passivité de nos gouvernements (et spécialement de la France, qui, avec une sourdine ignominieuse, soutient encore et toujours Belgrade). C'est la Sainte Alliance des lâchetés réciproques : chaque capitale va pêcher chez les autres des raisons de ne rien faire.

Le prix du cynisme

On peut se demander finalement si l'espoir secret des chancelleries n'est pas que l'armée serbe gagne la guerre et finisse d'ici quelques semaines son sale boulot. Et si, aux yeux des dirigeants de la Communauté, le vrai crime des Croates et des Bosniaques n'est pas de résister les armes à la main au lieu de mourir en silence.

Faut-il que nous soyons idiotisés par l'idéologie humanitaire pour vouloir des victimes conformes, sur mesure, qui se laissent immoler sans broncher et que l'on pourra plaider en toute détermination ? Notre compassion glacée nous a déjà permis d'avaloir Vukovar, Dubrovnik, Gorazde, Mostar ; elle nous permettra bien de supporter encore quelques dizaines de milliers de morts supplémentaires. Mais ce cynisme a un prix. L'Europe de l'honneur et du droit tombe tout doucement devant l'Europe de l'obscénité. Si cette dernière devait l'emporter, elle nous conduirait tout droit au suicide : car ce sont nos propres valeurs, notre raison d'être qui sont quotidiennement bafouées dans l'ex-Yougoslavie. Avec notre consentement, les Serbes creusent tout doucement la tombe de la civilisation européenne.

► Pascal Bruckner est écrivain.

La voix du Prix Nobel de la Paix 1992

Elisabeth Burgos

Moi, Rigoberta Menchú

UNE VIE ET UNE VOIX. LA REVOLUTION AU GUATEMALA

Collection Témoins/Gallimard



nrf

GALLIMARD

GRANDE-BRETAGNE : débat aux Communes sur l'avenir des mines

M. Major annonce une nouvelle politique économique orientée vers la croissance

Soucieux de raffermir le soutien des parlementaires conservateurs, à la veille du débat sur l'industrie minière, le gouvernement a annoncé, mardi 20 octobre, de nouvelles concessions et surtout un changement de sa stratégie économique, désormais résolument orientée vers la croissance.

LONDRES

de notre correspondant

Difficile de ne pas voir un lien de cause à effet : à la veille d'un débat incertain à la Chambre des communes, le premier ministre britannique, M. John Major, a multiplié les gestes de bonne volonté en direction de la « base » du Parti conservateur, réputée assez remuante à l'égard du gouvernement pour qu'il ne soit pas improbable qu'une fraction de ses membres décide de voter en faveur de la motion présentée par le Parti travailliste. La retraite politique qui s'est effectuée, lundi, de façon à peu près ordonnée, sous la forme de l'annonce d'un moratoire applicable à une partie des trente mille licenciements prévus, a pris, mardi, des allures de fuite en race campagne.

En annonçant, pélo-mé, de plus larges concessions aux défenseurs de l'industrie minière et une nouvelle stratégie économique orientée vers la croissance, qui représente un changement majeur par rapport au dogme de la lutte presque exclusive contre l'inflation, qui prévalait jusqu'ici, le premier ministre a probablement mis au point le

recette qui lui permettra d'éviter une défaite parlementaire. Mais il aura aussi l'impression que l'on assiste aux gesticulations d'un gouvernement aux abois.

Ce sentiment ne peut être que renforcé par une concession, aux allures un peu mesquines, offerte aux Tories, sous la forme de la « fête » de M. Neil Kinnock : il semblait admis il y a quelques mois que l'ancien leader du Parti travailliste se verrait offrir le poste de commissaire européen (en remplacement de M. Bruce Millan, également membre du Labour), un geste d'apaisement du « vainqueur » au vaincu. Devant le fureur manifestée par de nombreux parlementaires conservateurs, le premier ministre a confirmé, mardi soir, que M. Kinnock n'ira pas à Bruxelles.

S'agissant de la fermeture des mines, les apaisements donnés lundi par M. Michael Heseltine, ministre du commerce et de l'industrie, n'avaient pas emporté la totale adhésion des backbenchers, la « base » du parti Tory. Aux Communes, comme à la Chambre des lords, M. Major et Heseltine, ainsi que Lord Wakeham, le leader de la Chambre des lords, ont insisté sur la volonté du gouvernement d'encourager une étude d'urgence sur l'industrie minière.

Celle-ci inclura une analyse des besoins énergétiques à long terme du pays : le niveau des importations de charbon, les relations entre les fournisseurs d'électricité et les propriétaires de centrales à gaz, les accords selon lesquels les fournisseurs d'électricité aban-

raient de leur position de quasi-monopole, toutes ces questions seront passées en revue. Le gouvernement s'engage à accorder sa « totale coopération » à cette enquête. Les avis des mineurs et des syndicats seront les bienvenus, et la situation de chaque puits promis à la fermeture sera examinée en détail. Cette étude sera « approfondie », a souligné Lord Wakeham, le gouvernement s'engageant à « écouter chaque argument et point de vue », a promis M. Heseltine.

Marge d'incertitude

« Nous ne ferons pas les puits, a insisté le premier ministre, et nous ne ferons pas à l'avance notre jugement ». Même si une marge d'incertitude demeure, il paraissait probable, mercredi matin, que cet ensemble de concessions serait suffisant pour rallier la plupart des parlementaires Tories qui se disaient prêts à voter contre le gouvernement. M. Winston Churchill – le parlementaire Tory qui avait pris la tête de la « révolte » – estimant à peu près satisfait et le « bas » du Parti conservateur accordant son soutien à M. Heseltine.

Mais le retournement en faveur du gouvernement repose bien davantage sur l'annonce d'une nouvelle stratégie économique qui, orientée vers une action dynamique en faveur de la croissance et de l'emploi, conforte les thèses défendues depuis longtemps par

l'aile droite du Parti conservateur (en substance, les « eurosceptiques » et les partisans de M. Thatcher). « Nous recherchons une stratégie qui entraînera la reprise de l'économie, la croissance et des emplois, et qui nous permette de profiter des opportunités offertes par un taux de change très compétitif », a expliqué le premier ministre. Parallèlement à cet objectif de croissance, le gouvernement va adopter une politique draconienne de réduction des dépenses publiques, par exemple en limitant à 2 % la hausse des salaires de la fonction publique, afin de montrer au « marché » et aux agents économiques que le gouvernement tiendra bon sur le front de la hausse des prix.

Manifestement, le gouvernement souhaite être en mesure de réduire encore les taux d'intérêt (passant de 8 % – taux actuel – à 6 %), donnant ainsi à l'investissement et à la consommation l'élan que réclame le patronat. M. Major est encouragé dans cette voie par les rumeurs persistantes quant à la volonté de la Bundesbank de baisser ses propres taux. Cette nouvelle stratégie économique n'est cependant pas exempte de dangers sur le front politique. Le tour de vis sur les dépenses publiques, qui sera annoncé par le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, dans sa « déclaration d'autisme », à la mi-novembre, risque en effet de provoquer une nouvelle révolte au sein du parti Tory.

LAURENT ZECCHINI

Moscou menace de suspendre le retrait de ses troupes des pays baltes

MOSCOU

de notre correspondant

A coup de déclarations contradictoires, les autorités russes font planer le doute sur le rythme du retrait des soldats russes des pays baltes. Lundi 19 octobre, le ministre de la Défense « confirmait » dans un communiqué sa décision de « suspendre » le retrait de certaines unités « jusqu'à ce que soient résolus tous les problèmes liés à leur installation sur leurs nouveaux lieux de stationnement » – c'est-à-dire jusqu'à la construction de locaux d'hébergement et d'équipements annexes sur le territoire russe. Le même jour, pourtant, le général Gratchev, ministre de la Défense, avait expliqué devant la presse qu'il valait mieux retirer au plus vite les troupes russes, avant même que ne soient réglés leurs problèmes d'existence dans les pays baltes étaient devenus difficiles.

L'heure semble malgré tout plus au coup de feu qu'un coup d'accélérateur : quelques jours plus tôt, le même général Gratchev avait annoncé que le retrait de Lestonia de la 15^e division d'aviation, prévu pour décembre de cette année, serait retardé de cinq mois. A un moment où la défense des

droits des minorités russes dans les Républiques ex-soviétiques occupe une très grande place dans le débat politique, les dirigeants de Moscou ne font pas mystère de leur intention d'utiliser le levier que constituent les troupes russes pour influencer sur le comportement des autorités locales, tout particulièrement dans les pays baltes.

Mais, en même temps, les responsables russes subissent eux-mêmes la pression des militaires, et tout particulièrement de leurs familles, qui réclament à quitter les pays baltes. En particulier, l'annonce d'un retrait complet et définitif de toutes les troupes russes de Lituanie d'ici à la fin août 1993 a suscité bien des grognements, et l'accord, considéré comme acquis du côté lituanien, reste entouré d'un certain flou côté russe.

La tendance au durcissement des autorités russes ne concerne pas seulement les pays de l'ex-empire, mais aussi les relations avec le Japon : ainsi le maréchal Chavachkov, commandant en chef des forces de la CEI, a tout récemment remis en question la promesse faite par le président Boris Eltsine d'accélérer la démilitarisation des îles Kouriles méridionales.

J. K.

M. Roland Dumas annule une tournée dans l'ex-URSS

MOSCOU

de notre correspondant

M. Roland Dumas a décidé d'annuler en bloc une tournée d'une semaine qui devait le conduire à partir de mercredi

21 octobre dans six pays de l'ex-URSS : la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan. Le ministre français des Affaires étrangères a justifié ce report par « des raisons de politique intérieure », explication apparemment un peu courte pour les responsables de certains des pays en question.

Le Turkménistan, en particulier, a réagi avec aigreur, priant du même coup le conseiller commercial de l'ambassade de France à Moscou de renoncer à se rendre comme prévu à Achkhabad (le Turkménistan, de même que le Kirghizistan et la Géorgie, dépend encore pour ses relations diplomatiques avec Paris de l'ambassade de France à Moscou).

Le faux bond de M. Dumas risque aussi d'être peu apprécié à Tbilissi, où le ministre français avait déjà annulé une première visite, prévue pour juin dernier.

Parallèlement, le ministre français de l'Équipement, M. Jean-Louis Bianco, a renoncé à se rendre comme prévu à Kiev, où il devait faire une brève visite, vendredi 23 octobre, entre un séjour à Moscou et une visite à Saint-Pétersbourg. Ni le président ukrainien, Leonid Kravtchouk, ni le nouveau premier ministre, Leonid Kouchma, pris par des obligations urgentes, n'étaient en effet en mesure de le recevoir, et M. Bianco n'a donc pas jugé utile de se rendre en Ukraine, où il n'aurait eu comme interlocuteurs que des responsables provisoires, le nouveau gouvernement ukrainien n'ayant pas encore été formé.

J. K.

[An Quai d'Orsay, on prévoyait mercredi matin que la tournée de M. Dumas dans ces six Républiques était simplement reportée pour des raisons de calendrier.]

ALLEMAGNE

Le procès de M. Honecker s'ouvrira le 12 novembre

BERLIN

de notre correspondant

La cour d'assises de Berlin a fixé au 12 novembre l'ouverture du procès de l'ancien chef d'Etat allemand, M. Erich Honecker. Détenu depuis le mois d'août dans la prison berlinoise de Moabit, M. Honecker devra répondre, en sa qualité d'ancien président du conseil de défense de l'ex-RDA, de la mort de douze soldats tués en essayant de franchir le mur de Berlin ou l'ancienne frontière interallemande.

Cinq autres anciens dirigeants de l'ex-Allemagne de l'Est comparaitront en même temps que lui : M. Egon Gahrhelt, ancien chef de la Stasi, Willi Stoph, ancien premier ministre, Heinz Kessler et Fritz Siedel, respectivement anciens ministre et ministre adjoint de la Défense, et Hans Albrecht, ancien responsable du Parti communiste pour la région frontalière de Suhl, en Thuringe. Les douze cas retenus pour l'ouverture du procès concernent quatre soldats tués par des tirs sur le mur de Berlin et huit autres tués par des mines et des installations de tirs automatiques sur la frontière. Le tribunal a décidé de disposer ces douze cas de dix-huit autres encore en cours d'instruction. Le temps presse en effet pour juger l'ancien chef d'Etat qui a dirigé la RDA de 1971 jusqu'à sa chute en octobre 1989. Agé de quatre-vingt ans, il souffre d'un cancer du foie et ses avocats mul-

tiplient leurs efforts pour obtenir l'annulation de la procédure. Les juges ont néanmoins estimé que M. Honecker était pour le moment en état de comparaitre.

Ils ont indiqué, mardi 20 octobre, qu'ils avaient pris en compte dans leur décision l'avis des experts commis pour examiner l'évolution de sa maladie. Selon ces experts, M. Honecker aurait une espérance de vie de six à dix-huit mois. La cour a rejeté plusieurs demandes de mise en liberté de l'ancien chef d'Etat, qui est détenu avec trois autres de ses coaccusés, MM. Mielke, Kessler et Stroletz.

H. de B.
Petra Kelly a été tuée par son compagnon qui s'est ensuite suicidé. L'ancienne dirigeante du parti Vert allemand, Petra Kelly, retrouvée morte lundi 19 octobre en même temps que son ami Gert Bastian (le Monde du 21 octobre), a été tuée par ce dernier qui s'est ensuite donné la mort. La police a découvert le corps de Petra Kelly étendu sur le lit de la chambre à coucher et, devant sa porte, Gert Bastian, un pistolet à portée de main. Selon le chef de la police de Berlin, M. Hartmann, Otto Gert Bastian a tiré une balle dans la tête de sa compagne avant de retourner le Derringer 38 contre lui. D'autre part, l'autopsie effectuée, mardi, devrait permettre de connaître la date exacte du double décès. (AFP, AP)

Depuis le début du siècle

L'inéluctable déclin du charbon britannique

LONDRES

de notre correspondant

La déclin du charbon britannique a suivi un processus inéluctable depuis le début du siècle, s'accroissant après la fin de la seconde guerre mondiale. Alors que 50 puits sont aujourd'hui en activité – il y en avait 958 en 1947 – le dernier plan de licenciement annoncé par le gouvernement britannique prévoit la « survie », à terme, de 19 mines seulement.

LONDRES

de notre correspondant

Ironie de l'histoire, le parlementaire conservateur qui a pris aujourd'hui la tête de la campagne d'opposition aux licenciements des mines, M. Winston Churchill, est le petit-fils de celui qui, en 1912, avait probablement donné le signal de l'affaiblissement de l'industrie charbonnière. Alors premier lord de l'Amirauté, Churchill (l'ancien premier ministre) avait décidé que la Royal Navy devait passer du charbon aux dérivés du pétrole pour la propulsion de ses navires.

A l'époque (en 1913), plus d'un million de mineurs produisaient 282 millions de tonnes de charbon, dont 75 millions étaient exportées. En 1947, lorsque le charbon fut nationalisé, 750 000 mineurs étaient encore employés dans 958 puits.

Concurrence

des autres énergies

Malgré un répit lors de l'augmentation des prix mondiaux du pétrole en 1973-1974, les facteurs conjugués de la récession économique du début de la décennie 1980, des progrès de l'efficacité énergétique et – surtout – de la concurrence des autres sources d'énergie (notamment le gaz), ont entraîné une chute persistante de la demande.

A l'issue de la grève des mineurs de 1984-1985, il n'y avait plus que 169 mines en activité, employant 171 000 mineurs, le chiffre tombant à 50 puits et 53 000 mineurs aujourd'hui. L'étape décisive qui a

scellé le déclin du charbon fut la privatisation, en 1980-1991, du Central Electricity Generating Board (CEGB), sous l'impulsion de la politique ultra-libérale de M. Thatcher. C'est presque unique du charbon britannique, le CEGB s'est mis en deux sociétés – National Power et Power Gen – qui ont eu de facto tous les atouts pour produire l'électricité au meilleur coût.

Un coût non concurrentiel

Or, le vieillissement des exploitations, la qualité du charbon britannique et sa localisation géographique entraînent un coût d'exploitation non concurrentiel : le prix de revient du charbon en provenance du continent américain est d'environ 31,5 livres sterling la tonne (282 francs environ), contre 43 livres (357 francs) pour le minéral britannique. D'autre part, les sociétés régionales de distribution d'électricité, soucieuses d'échapper au quasi-monopole de National Power et PowerGen – elles fournissent 75 % de l'électricité consommée en Angleterre et au pays de Galles – ont contribué au développement spectaculaire de la production de gaz, encouragée par les découvertes successives des gisements.

Malgré des progrès importants en matière de productivité, British Coal (dont les profits ont atteint 170 millions de livres sterling – 1,7 milliard de francs – en 1991-1992), ne peut rivaliser avec la concurrence internationale. Déjà, un cinquième des quelque 88 millions de tonnes de charbon consommées chaque année au Royaume-Uni est importé. Dans un premier temps, le gouvernement a réagi pour soutenir la production nationale, obtenant des contrats charbonniers favorables.

D'une durée de trois ans, ces accords arrivent à échéance en avril 1993. Des négociations pour la signature de nouveaux contrats de cinq ans se poursuivent actuellement mais, en dépit des pressions gouvernementales, ces sociétés ne sont pas prêtes à acheter plus de 40 mil-

lions de tonnes par an. A terme, cela signifie que 15 mines au plus (le plan de licenciement prévoit la « survie » de 19 mines) pourront continuer la production.

Si le débat fait toujours rage sur le point de savoir lequel, du charbon ou du gaz, est la source d'énergie la plus économique, il ne fait en revanche aucun doute que le charbon est plus polluant et nécessite de coûteuses installations de désulfuration. Les préoccupations relatives à la préservation de l'environnement se sont intensifiées ces dernières années et elles font l'objet de nombreuses directives communautaires.

Bien des éléments, au premier rang desquels un engagement pour la construction de centrales au gaz modernes, efficaces et « propres », expliquent donc le déclin du charbon. Le gouvernement affirme qu'il « soutient » la production charbonnière à raison de 100 millions de livres par an.

Calcul biaisé

Le calcul est pourtant biaisé dans la mesure où il présuppose que ces sommes sont investies à perte, sans que le charbon puisse se vendre, ce qui n'est pas – encore – le cas. D'autre part, la chute des licenciements annoncés va être considérable : indemnités, plans de reconversion et pertes de revenus d'impôts.

Alors qu'en Angleterre, l'industrie nucléaire n'est taillé le part du lion des subventions de l'Etat, en Allemagne, le charbon est fortement subventionné. Des licenciements très importants y sont prévus, mais font l'objet d'un plan négocié. Il reste aux mineurs d'outre-Manche l'arme d'une grève générale. Mais une telle action serait risquée, ne serait-ce qu'en raison de l'importance des stocks (46 millions de tonnes, soit près de 7 mois de besoins) disponibles dans les centrales électriques et les mines.

L. Z.

Dominique Lecourt

L'Amérique entre la Bible et Darwin

Par l'image, le son et l'écrit, les Etats-Unis diffusent aujourd'hui des valeurs dont le puritanisme s'avère de plus en plus rigide. En Amérique même, une puissante contre-offensive du fondamentalisme protestant a pris le dessus sur les idéaux progressistes et libertaires des années 60. Simple retour de balancier ? Triomphe temporaire d'obscurantistes incultes ? La vieille question du rapport entre la pensée scientifique et la religion se trouve éclairée par celles que pose le succès des superstations para-scientifiques New-Age.

Collection « Science histoire et société » dirigée par Dominique Lecourt - 232 pages - 145 F. Autre ouvrage paru « L'Etat capital » par J. K. 232 pages - 150 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

EUROPE

Ouverture de négociations à l'initiative de la CEE

La Slovaquie a reporté la mise en route de la centrale électrique sur le Danube

Le premier ministre hongrois, M. József Antall, a envoyé, mardi 20 octobre, des lettres à plusieurs chefs d'Etat, dont M. Mitterrand, pour leur exposer la position de son pays dans le différend qui oppose Budapest et Bratislava sur la centrale électrique de Gabčíkovo, sur le Danube. Parallèlement, la Slovaquie a reporté la mise en route de cette centrale, tandis que des négociations entre Hongrie et Tchécoslovaquie devaient s'ouvrir à Bruxelles mercredi sous les auspices de la CEE.

BUDAPEST

de notre correspondant

L'intervention de la Communauté européenne semble avoir contribué à désamorcer l'une des plus graves crises entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie depuis la chute des régimes communistes dans les deux pays. Alors que la Slovaquie avait annoncé son inten-

tion de dévier le Danube, mardi 20 octobre, pour alimenter la centrale électrique de Gabčíkovo, modifiant ainsi, selon Budapest, le tracé de la frontière avec la Hongrie, le gouvernement de Bratislava a indiqué que cette décision a été reportée pour des raisons « techniques » à l'issue du conseil des ministres de mardi.

Quelques heures plus tôt, à Budapest, M. János Hernák, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, signalait qu'à la suite d'une invitation envoyée lundi soir par la Commission européenne, des délégations hongroise et tchécoslovaque allaient se rencontrer, mercredi à Bruxelles, sous les auspices de la CEE.

Qualifiant ce développement de « nouvelle étape », M. Hernák a précisé que l'objectif de cette rencontre, qui intervient après deux années de négociations bilatérales infructueuses, est de mettre au point le mandat et la composition d'une commission trilatérale avec la CEE, chargée de mener une enquête sur ce contentieux hongro-slovaque. L'annonce de la réu-

nion de Bruxelles a été accueillie avec soulagement à Budapest car elle écarte pour l'instant un affrontement diplomatique avec la Slovaquie qui pourrait avoir de graves conséquences pour la stabilité de la région. Elle témoigne également de l'important rôle préventif joué par la CEE, qui a souvent été accusée de réagir trop tard par rapport aux conflits dans les anciens pays communistes d'Europe.

Pression de l'Allemagne

Tout paraît indiquer que la pression déployée ces derniers jours par l'Allemagne a sérieusement contribué à ramener les deux parties autour de la table de négociation après l'échec, mardi dernier, à Bratislava, des ultimes entretiens hongro-slovaques. M. Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères, a rencontré la semaine dernière les premiers ministres slovaque et hongrois et leur a clairement indiqué que les deux versions d'un très mauvais état d'urgence d'un nouveau foyer

de tension au cœur de l'Europe et leur a recommandé de ne pas pratiquer la politique du fait accompli.

M. Kinkel a, en outre, téléphoné à son homologue magyar, lundi, pour l'informer que la controverse sur Gabčíkovo a été soulevée lors du sommet européen de Birmingham en rappelant que la Communauté souhaite un règlement pacifique de ce problème. Cette pression communautaire a apparemment réussi à convaincre Bratislava de faire marche arrière en reportant provisoirement la déviation du Danube. Après ce premier pas, il reste à voir quelles concessions les Slovaques vont réclamer de la part des Hongrois.

Toutefois, il semble que tout Bratislava que Budapest ont voulu écarter un conflit qui nuirait à l'image des pays d'Europe centrale avant la rencontre, la semaine prochaine à Londres, entre M. Major et Delors et les chefs d'Etat ou de gouvernement du groupe de Visegrad (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie).

YVES-MICHEL RIOIS

La situation dans l'ex-Yougoslavie

La Fédération yougoslave se rapproche de la Croatie

Suite de la première page

Ces bureaux seront également en charge des questions touchant à la « propriété privée, aux retraites, aux transferts de fonds et de celles liées à la double nationalité ».

Les deux chefs d'Etat ne pouvaient manquer d'évoquer le problème aujour du moment : la Bosnie-Herzégovine. Ils l'ont fait, pour se contenter de lancer un appel à la cessation des hostilités et à l'ouverture de négociations sur des « accords constitutionnels (...) sur la base d'un accord entre les deux peuples constituants » (Musulmans, Serbes et Croates), se déclarant quant à eux prêts à « user de toute leur influence pour obtenir une solution juste, pacifique, au conflit ».

La colère du HCR

« Ce ne sont pas des avancées spectaculaires, mais nous pensons que ce sont certainement des avancées », a commenté lord Owen. Cet optimisme tout relatif du diplomate britannique quant à l'avenir de ces manifestations de bonne volonté contraste, toutefois, avec l'état d'esprit manifesté par d'autres responsables internationaux égaux-ment impliqués dans le conflit, au premier rang desquels les dirigeants du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Ceux-ci ont, en effet, mardi, leur « colère » et leur « frustration » devant le sort réservé à leurs efforts, rapporte notre correspondant à Genève, Isabelle Vichniek, et ont relevé l'incapacité de leurs interlocuteurs de Genève à respecter et faire respecter leurs engagements. La situation s'est, en effet, tellement dégradée en Bosnie-Herzégovine que le HCR a été amené à interrompre ses convois d'aide humanitaire.

C'est que, à l'occasion de leur séjour à Genève, les chefs des parties en conflit en Bosnie ont, tous, réaffirmé au HCR leur engagement à faire respecter les garanties de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire. Mais, au même moment, deux convois du HCR étaient attaqués en Bosnie-Herzégovine. « Attuques au milieu de convois aux postes de contrôle et reprise des combats le long de routes vitales » ont donc forcé le HCR à interrompre ses

convois, alors que « des centaines de milliers de personnes font face au froid et à la famine et à des températures glaciales insupportables ». « Ces attaques », a souligné le haut-commissaire aux réfugiés, M. Sadako Ogata, remettent en question l'autorité et la capacité des représentants des différents peuples à négocier et à faire respecter des accords. Or il est fort à craindre que, comme par le passé, il en soit des accords politiques comme des accords humanitaires : qu'ils restent largement lettre morte.

Nouveaux affrontements croato-musulmans

Et ce d'autant que, sur les trois principaux axes des négociations de Genève, les présidents Tudjman, Cosic et Izetbegovic, deux (le yougoslave et le bosniaque) sont dans une situation pour le moins instable. En premier lieu, l'autorité du président Cosic — dont la police, à Belgrade, est paralysée par la police, serbe — est perpétuellement contestée par les dirigeants de la principale composante de sa Fédération, à savoir la Serbie. Quant au président Izetbegovic, outre qu'il ne dispose plus que d'un territoire qui ne cesse de se réduire comme peau de chagrin, il se voit en butte à des difficultés au sein de son propre régime. Des difficultés largement relayées par ses alliés croates. Ceux-ci font, en effet, état depuis plusieurs jours d'un complot nazi contre M. Izetbegovic, absent de Sarajevo — par ses plus proches collaborateurs.

Ces informations ont été démenties par l'entourage du président bosniaque. Reste qu'elles circulent alors que les relations croato-musulmanes se font, de jour en jour, plus tumultueuses. Allié contre les Serbes mais opposés sur l'avenir constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine, Musulmans — partisans d'un Etat unitaire — et Croates — tenants d'une confédération — se sont de nouveau affrontés ces derniers jours en Bosnie. Cette fois, à en croire l'agence de presse croate Hina, forces croates et forces musulmanes se seraient battues au mortier dans la région de Novi Travnik et de Vitez (au nord-ouest de Sarajevo), les secondes ayant attaqué des villages croates.

YVES HELLER

Lutte pour le pouvoir

Bras de fer à Belgrade

par Alain Debove

C'est une lutte pour le pouvoir qui se déroule depuis quelques semaines à Belgrade entre les dirigeants de la nouvelle Yougoslavie, MM. Dobrica Cosic et Milan Panic, et l'équipe en place en Serbie regroupée autour de M. Slobodan Milosevic. Pour l'instant, il est bien difficile de dire qui va l'emporter : les « modérés », soucieux de redorer le blason d'un pays durement touché par les sanctions économiques à l'égard de la guerre pour parvenir à leur but : la Grande Serbie.

En arrivant au pouvoir, à la mi-juillet, M. Milan Panic — cet homme d'affaires fortuné venu tout droit des Etats-Unis — s'était donné « cent jours » pour faire la paix. Effectivement, pendant trois mois, il a multiplié les déplacements à l'étranger pour transmettre un message de réconciliation. Il a « horreur » de la guerre, il est disposé à négocier avec « tout le monde » pour y mettre fin, il fait des propositions aux Bosniaques, aux Croates et aux Albanais du Kosovo et a même l'audace de déclarer que le président Milosevic, est « un homme du passé ». Jusqu'à ces dernières semaines, celui-ci ne commentait guère les initiatives diplomatiques de ce premier ministre fédéral qui tente peut-être de le déloger.

Mais il a quand même marqué un point, lors du récent référendum sur l'amendement de la Constitution serbe, qui aurait permis l'organisation de législatives anticipées en décembre. 50 % des « inscrits » n'ayant pas dit « oui », M. Milosevic peut considérer qu'il a remporté une victoire sur son rival. Il n'y aura donc sans doute pas d'élections et le risque d'être éventuellement évincé du pouvoir est

écarté. Les signes de désaccord profonde entre la Serbie et la République fédérale de Yougoslavie, non reconnue par la communauté internationale, sont nombreux.

Il est clair que la dialogue ouvert récemment par M. Panic avec les Albanais de souche au Kosovo ne sont pas vus d'un très bon œil par les nationalistes serbes. Et lorsque la première ministre annonce pratiquement la réconciliation avec la Croatie et la reconnaissance des frontières actuelles, M. Milosevic prend la parole quelque jour plus tard pour expliquer que les Serbes de Croatie ne vivront jamais dans un Etat croate.

Proposition, démentie, nouvelles propositions, nouveaux démentis... Les médiateurs de la conférence de Genève — M. Cyrus Vance pour l'ONU et lord Owen pour la Communauté européenne — sont habitués, désormais, à ce schéma. Les accords conclus ne sont malheureusement jamais respectés. Ils ont sans doute peu de chances de l'être tant que la situation politique à Belgrade ne sera pas éclaircie. En Serbie, l'opposition, mal organisée, soutient M. Panic et le président de la fédération, l'écrivain Dobrica Cosic, qui semble s'être définitivement désolidarisé de son ancien ami, M. Milosevic. Mais ce dernier peut toujours compter sur un large soutien dans la population, notamment dans les campagnes.

Les progrès des négociations de Genève dépendent, pour une bonne part, de l'issue très incertaine de ce bras de fer politique entre « modérés » et « nationalistes », qui peut dégrader en Serbie même. « La solution de la crise yougoslave prendra des années », aime à dire M. Cyrus Vance.

■ KOSOVO : dix-neuf Albanais de souche condamnés à la prison. — Dix-neuf Albanais de souche du Kosovo ont été condamnés, lundi 19 octobre, à des peines allant de un an à sept ans de prison par le tribunal départemental de Pec. Ils étaient accusés d'« association à des fins hostiles » à la Serbie et à la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), visant à « rattacher le Kosovo à l'Albanie ». Il leur était également reproché d'avoir organisé des « bandes terroristes » et d'avoir « menacé l'intégrité territoriale » de la Yougoslavie. La défection a affirmé que ce procès était « monté de toutes pièces », que les accusés

avaient été « brutalisés » durant l'enquête et « contraints de témoigner sous la torture ». — (AFP.)

■ IRLANDE DU NORD : un militaire assassiné. — Un militaire a été tué par balles, mardi soir 20 octobre à Rushking, dans le comté d'Atrim, dans le nord-est de l'Irlande du Nord, a annoncé la police. Ami du révérend Ian Paisley, dirigeant du Parti démocrate unioniste (DUP), la victime était membre du Royal Irish Regiment (auxiliaires de l'armée britannique en Ulster) et rendait apparemment visite à sa mère lorsqu'il a été tué, a-t-on indiqué de sources informées à Belfast. — (AFP, Reuter.)

PROCHE-ORIENT

IRAQ : alors que les combats avec le PKK continuent

Les Kurdes sont menacés d'un rude hiver

ANKARA

de notre correspondant

D'abord, il y a eu les sanctions des Nations unies contre l'Irak. Ensuite, depuis l'automne dernier, l'embargo appliqué par le gouvernement de Bagdad contre le Kurdistan. Et maintenant, les Kurdes irakiens sont soumis à un troisième blocus, celui imposé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement indépendantiste agissant en Turquie mais ayant des bases dans le nord de l'Irak, en représailles à l'offensive lancée, il y a deux semaines, contre ses militants par les peshmargas, les combattants kurdes irakiens.

Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant qu'une délégation humanitaire composée de représentants des autorités turques, d'organisations non gouvernementales, de la Commission européenne et de diplomates américains, français, britanniques, soit revenue d'un séjour de huit jours dans la région avec des prédictions pessimistes pour l'hiver à venir. « Le nord de l'Irak doit faire face à une situation d'urgence humanitaire aux proportions immenses », a déclaré, lundi 19 octobre à Ankara, M. Catherine Farnsworth, chef de la délégation et représentante d'une agence humanitaire du gouvernement américain.

Arrêt

du trafic routier

Selon M. Farnsworth, plus de la moitié des trois millions d'habitants du nord de l'Irak ne pourront se passer d'une aide alimentaire alors que la quasi-totalité de la population aura besoin de carburant, pour la cuisine et le chauffage. Le coût d'une opération de secours s'élèverait à plus du double des estimations de l'ONU, qui avait prévu 85 millions de dollars pour son programme d'hiver, a déclaré M. Richard Lewartowski, représentant de la Commission européenne.

En attendant un accord ferme entre les Nations unies et Bagdad — M. Boutros Boutros-Ghali a exprimé l'espoir qu'il serait signé cette semaine — la délégation estime que l'acheminement des secours devrait commencer immédiatement à partir de la Turquie. Priorité sera donnée à l'envoi de semences, qui seront plantées en

novembre et décembre, et de carburant pour les véhicules agricoles. Outre la question du financement, les problèmes logistiques à surmonter sont immenses. Dans le meilleur des cas, les routes d'accès à la région ne sont praticables que par des camions de 10 tonnes, et les experts craignent qu'à partir de décembre elles soient complètement bloquées par la neige.

L'assistance des Nations unies et des organisations non gouvernementales est essentielle pour mener à bien ce projet gigantesque. De son côté, le gouvernement turc a affirmé qu'il était prêt à offrir toute l'aide nécessaire à l'acheminement de secours à partir de la Turquie. Mais les conséquences des récents affrontements entre Kurdes irakiens et combattants du PKK pourraient entraîner des difficultés supplémentaires.

Selon les représentants kurdes à Ankara, les combattants du PKK sont désormais accotés au fond de la vallée de Hakurk, près de la frontière iranienne, et les combats se poursuivent également dans le secteur de Haftanin. Des troupes terrestres turques sont engagées dans une « opération limitée » au sol, alors que l'aviation effectue des raids quotidiens.

Des témoins à la frontière confirment l'absence de trafic routier entre la Turquie et l'Irak. La Turquie a promis d'assurer la sécurité des routes d'accès à la frontière pour l'aide humanitaire, mais le pouvoir dissuasif du PKK, qui avait imposé un premier blocus d'un mois, en menaçant les camionneurs cet été, ne doit pas être sous-estimé, d'autant que le temps presse.

NICOLE POPE

■ Dix-neuf morts dans une embuscade en Turquie. — Dans le Sud-Est anatolien, près de la ville de Bingöl, l'attaque d'un autocar par des militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) a fait dix-neuf morts, des civils, mardi 20 octobre, a rapporté l'agence turque Anatolie. La préfecture de Diyarbakir, responsable de treize régions sous état d'urgence dans cette partie de la Turquie, a pour sa part confirmé l'événement sans fournir de bilan. — (AFP.)

Contesté par les Etats-Unis

L'accord avec Bagdad sur les opérations humanitaires de l'ONU a été approuvé par M. Boutros-Ghali

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a annoncé mardi 20 octobre qu'il avait donné son feu vert pour la signature du nouveau protocole d'accord sur les opérations humanitaires des Nations unies en Irak, (le Monde du 20 octobre), s'inscrivant ainsi en faux contre la position des Etats-Unis à ce sujet. Le département d'Etat américain avait exprimé quelques heures plus tôt de « sérieuses réserves » au sujet de ce texte, estimant qu'il réduisait la « liberté d'action » du personnel de l'ONU. Dans des déclarations à Washington Post, des sources gouvernementales américaines avaient indiqué que le texte était « porteur de graves dangers pour l'intégrité des efforts humanitaires en Irak ».

M. Boutros-Ghali, qui a communiqué par écrit sa décision au président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Mérimée, a exprimé l'espoir que « le protocole d'accord sera finalisé et signé dans les prochains jours ». Selon des sources diplomatiques, l'accord serait valable jusqu'au 31 mars et prévoit la présence de 300 « bétrets bleus » (personnel de sécurité), dont 8 à Bagdad et le reste dans le Kurdistan. — (AFP.)

A Washington

Reprise des négociations israélo-arabes

Les négociations bilatérales israélo-arabes devaient reprendre mercredi 21 octobre à Washington, à quelques jours de l'élection présidentielle américaine du 3 novembre, qui pèse sur ces pourparlers et en affecte le rythme. Après une semaine de discussion, les participants doivent suspendre leurs travaux, pour ne les reprendre que le 9 novembre.

Alors que la presse syrienne se déclarait, mardi, pessimiste, le porte-parole de la délégation palestinienne, M. Hanane Achraoui, a exprimé l'espoir que des « progrès tangibles » seraient réalisés au cours de cette septième session. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, selon lequel les pourparlers avec la Syrie sont plus prometteurs qu'avec les Palestiniens, a invité ces derniers à « être patients » et à commencer par accepter de « changer la réalité sur le terrain » (le Monde du 21 octobre).

Dans le but d'apporter sa contribution au processus de paix, le roi Hassan II du Maroc, seul chef d'Etat arabe — avec le président égyptien — à avoir rencontré officiellement des dirigeants israéliens, devait entamer mercredi, pour la première fois depuis trente ans, une tournée dans cinq pays arabes, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, la Jordanie, la Syrie et l'Egypte. — (AFP.)

■ La FDLP revendique un attentat en Cisjordanie. — Le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh, a revendiqué, mardi 20 octobre, dans un communiqué rendu public à Nicosie, un attentat qui avait tué une Israélienne et fait neuf blessés, samedi, en Cisjordanie (le Monde du 20 octobre). Le FDLP a affirmé que cet attentat visait à venger la mort de Hussein Obeidat, un détenu palestinien décédé le 13 octobre à la suite d'un mouvement de grève de la faim dans les prisons israéliennes. — (AFP.)

LE MONDE diplomatique

PREMIER VOLUME de la NOUVELLE COLLECTION "SAVOIRS"

LES MERS, AVENIR de l'EUROPE

132 pages en couleurs - 48 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE LIVRAISON

OCHE-ORIENT

Kurdes sont menacés d'un rude hiver

Les Kurdes du nord-ouest de l'Irak, menacés d'un rude hiver, ont été évacués de leur région d'origine. Les forces irakiennes ont évacué les Kurdes de la région de Sulaymaniyah vers les camps de réfugiés. Les Kurdes ont été évacués de leur région d'origine vers les camps de réfugiés. Les Kurdes ont été évacués de leur région d'origine vers les camps de réfugiés.

AFRIQUE

KENYA : l'opposition restant divisée

Le pouvoir se prépare sereinement aux élections générales

Dans un discours prononcé, mardi 20 octobre, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'indépendance du Kenya, le président Daniel Arap Moi a indiqué que les Kenyans auraient « bientôt la possibilité de choisir leurs dirigeants ». Mais on ignore la date exacte des élections générales, qui doivent être organisées avant le 22 février prochain. L'opposition, donnée favorite il y a encore trois mois, semble avoir gâché ses chances de l'emporter, tant elle est divisée.

NAIROBI

de notre correspondant

Les allusions à l'imminence d'élections générales pluralistes – une première au Kenya – se multiplient dans les discours présidentiels, au point qu'il semble désormais acquis qu'elles auront lieu avant la fin de l'année. Pour le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, au pouvoir depuis 1978, et son parti, la KANU (Kenyan African National Union), la situation paraît plus que favorable. Depuis le retour du multipartisme, en décembre 1990, l'impopularité croissante du régime profitait pourtant largement à l'opposition, mobilisée au sein du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD). Réduisant les opposants les plus populaires du moment, le FORD semblait avoir dépassé les épreuves tribales. Mais chassé de Nairobi, le FORD a dû se retirer de la capitale. Après le retour, en mai dernier, de M. Kenneth Matiba, un ancien ministre d'ethnie kikuyu, le FORD a rapidement éclaté en deux factions, l'une dirigée par M. Matiba, l'autre, par un vieil opposant, M. Oginga Odinga. Le pouvoir n'a pas manqué de jouer de cette rivalité, lorsqu'il a fait progresser les officiers des deux camps après des congrès séparés, chacun se réclamant du « véritable FORD ». Le 11 octobre, le ministre de la Justice a accepté les deux partis à condition qu'un mot distinct soit accolé au sigle FORD.

Rivalités ethniques

M. Wangari Mathai, une opposante très populaire pour son action en faveur de l'écologie et pour avoir organisé une grève de la faim des mères de prisonniers politiques, a tenté de réconcilier M. Matiba et Odinga. Cet effort s'est révélé aussi vain que son appel à la création d'un « front commun de l'opposition contre la KANU » : à sa convocation, jeudi 15 octobre, seul le FORD-Kenya de M. Odinga a répondu présent, avec quelques autres partis mineurs. Ni le FORD-Asili (« origi-

nal », en swahili) de M. Matiba et Shikuku, ni le Parti démocratique (DP) de M. Mwai Kibaki, ancien ministre de la santé, ni le Congrès national du Kenya (KNC) récemment créé par des dirigeants de la faction Matiba, n'ont jugé bon de se déplacer.

Les chefs de l'opposition semblent donc décidés à affronter la machine bien rodée de la KANU en ordre dispersé, avec l'illusion qu'ils pourront détrôner l'ancien parti unique. Le FORD-Kenya semble être le seul à pouvoir tenir la dragée haute au pouvoir, les deux plus larges tribus du pays étant représentées au sein de sa direction : le président Odinga est assis d'un premier vice-président d'origine kikuyu, l'avocat Paul Muir.

Le FORD-Asili, le DP et même le KNC trouvent l'essentiel de leurs forces dans la province du centre (en pays kikuyu) et n'ont pas encore réussi à se donner une assise nationale. De plus, le pouvoir s'est octroyé un statut supplémentaire avec un amendement constitutionnel, voté fort à propos, il y a quelques mois, selon lequel le candidat remportant l'élection présidentielle doit aussi rassembler sur son nom 25 % des suffrages dans cinq des huit provinces. Compte tenu de l'implantation de la KANU et des déplacements incessants du président Moi à travers le pays, l'actuel chef de l'Etat part favori.

Assurance voire arrogance

Les affaires de corruption et les affrontements tribaux du début de l'année avaient fortement terni l'image du régime. Rien n'a été fait pour redresser la barre. La presse nationale, plus audacieuse depuis le retour au multipartisme, révèle fréquemment des cas de trafic d'influence. Et la question des conflits ethniques est toujours présente : si le pays a retrouvé son calme, parmi les cinquante mille personnes déplacées, rares sont celles qui ont osé rejoindre leurs villages.

Emmené par M. Nicholas Biwott, ancien ministre, le régime reste l'un des plus influents personnages de l'Etat, les députés ont rejeté, le 13 octobre, le rapport d'une commission parlementaire sur les affrontements tribaux. L'œuvre des enquêteurs, qui ont manifestement pris leur tâche à cœur, est d'avoir consigné dans leur rapport des entretiens de témoins, accusant M. Biwott d'être le principal instigateur de ces troubles. Face à l'éclatement de l'opposition, les caciques du pouvoir affichent désormais une assurance serena, sinon arrogante. Mais comme le remarque l'hebdomadaire *Weekly Review*, « peut-on les en blâmer ? ». Les partisans de la KANU doivent penser que seul un miracle pourrait les empêcher de gagner les prochaines élections.

JEAN HELENE

ANGOLA : avant d'éventuelles négociations avec le gouvernement de Luanda

L'UNITA renforce sa présence militaire dans le sud du pays

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

La communauté internationale continue ses efforts pour déamorcer une crise qui menace de conduire rapidement à la reprise de la guerre civile. Une « trêve » composée du sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen, d'un diplomate russe, M. Grigory Karasim, et du vice-ministre portugais des affaires étrangères, M. José Manuel Durão Barroso, s'est tenue, mardi 20 octobre, à Huambo, au centre du pays, pour inciter M. Jonas Savimbi, chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), à respecter les accords de paix et à répondre à l'invitation de l'actuel président, M. José Eduardo Dos Santos. Le ministre des affaires étrangères sud-africain, M. Pik Botha, a fait la même démarche, avant de rentrer à Pretoria, dans la nuit de mardi à mercredi.

Avant le voyage de Huambo, les médiateurs s'étaient entretenus avec le président Dos Santos, qui leur a répété ses craintes de voir la situation dégénérer à la suite des actions militaires lancées par l'UNITA pour étendre son emprise sur les régions du sud du pays. Différentes sources ont confirmé que M. Savimbi contrôlait déjà les provinces de Bio, Huambo et Moxico, tandis que d'autres indiquaient, mardi, que l'UNITA continuait d'avancer dans les provinces de Namibe et de Huila où elle occupe de nombreux villages.

M. Savimbi refuse toujours de reconnaître sa défaite dans les élections présidentielle et législatives des 29 et 30 septembre, invoquant une fraude massive. Ces soutiens ont été déclinés « libres et justes » par la représentante de l'ONU en Angola, M. Margaret Anstee, et reconnus comme tels par l'ensemble des observateurs internationaux présents sur le terrain.

En rejetant tout compromis avec le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) du président Dos Santos, et en refusant de s'entretenir avec ce dernier, M. Savimbi semble choisir la voie des armes. Bien que « lâché » par ses anciens alliés américains et sud-africains, il pousse son avantage dans le sud du pays, tenant d'assaut une position régionale qui lui permettrait de plaider la partition de l'Angola lors de futures négociations. Une solution qu'il avait déjà évoquée au lendemain des élections, mais qui ne pourra pas satisfaire le pouvoir en place maintenant légitimé par le verdict des urnes.

FREDERIC FRITSCHER

AMÉRIQUES

BRÉSIL : formation d'un nouveau gouvernement

Les timides premiers pas du président Itamar Franco

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

« M. Itamar Franco doit se mettre au diapason du pays. Son horizon ne doit pas se limiter aux frontières du Juiz-de-Fornas [sa ville d'origine]. » Ce commentaire, émis à un récent editorial du quotidien *Estado de São Paulo* et le dernier titre de couverture de l'hebdomadaire économique *Exame* – « Quelle tristesse ! » – donnent le ton des critiques adressées au nouveau président en exercice, M. Itamar Franco, depuis son accession au pouvoir le 2 octobre, en remplacement de M. Collor de Mello, suspendu pour cause de corruption.

La formation d'un nouveau cabinet, maintenant presque au complet, n'a pas diminué la méfiance à l'endroit du président. Pour la plupart inconnus, les nouveaux ministres sont originaires en majorité, soit de l'Etat du Minas Gerais, soit du Paraná, que M. Franco a fréquenté pendant de nombreuses années. Sans grandes figures nationales et sans la participation explicite des principaux partis de l'Assemblée, le nouveau gouvernement apparaît bien faible pour affronter les lendemains de la crise.

« Sans nous connaître, dit le ministre du plan, M. Paulo Haddad, on nous a collé une étiquette provinciale. Il s'empresse de rassurer les principaux acteurs

économiques du pays : « Il n'y aura pas de plan de choc et nous ne modifierons ni le calendrier des privatisations ni le programme de baisse des tarifs douaniers. »

La confiance est peu favorable pour le nouveau gouvernement. Les résultats du premier tour des élections municipales ont montré que le paysage politique du Brésil était en pleine évolution. Les formations les plus favorables à la destitution de M. Collor, et principalement le Parti des travailleurs (PT, gauche), ont remporté d'évidents succès. Ce dernier affiche maintenant clairement son opposition au nouveau gouvernement.

Prudent optimisme

Les oligarchies traditionnelles, représentées par des hommes comme MM. Leonel Brizola (gouverneur de Rio-de-Janeiro, PDT, centre gauche) ou Antonio Carlos Magalhães (gouverneur de Bahia, PFL, centre-droit) ont essayé de cuisiner des défilés. M. Brizola, dont la candidature a été éliminée au premier tour, a même perdu le contrôle de sa ville.

Le personnel politique est aussi pris à partie, à travers de multiples accusations de corruption formulées dans la foulée de l'impasse de M. Collor. Des proches de ce dernier, comme sa femme Rosane, ont déjà été

inculpés. L'ancienne ministre de l'économie, M. Zelia Cardoso de Mello, et des personnalités de l'ancienne opposition sont aussi mises en cause. Une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la privatisation de la compagnie d'aviation VASP – menée dans des conditions peu claires par l'ancien gouverneur de l'Etat de São Paulo, M. Orestes Quarcia – multiplie en ce moment les auditions.

L'affaire de la prison de São Paulo, où plus d'une centaine de prisonniers ont été tués par les forces de l'ordre, continue d'autre part de provoquer de nombreuses réactions. Le silence du gouverneur de São Paulo, M. Luiz Antonio Fleury, qui a gardé l'information secrète pendant plusieurs heures, et la condamnation – timide et très tardive – des autorités fédérales ont quelque peu freiné l'enthousiasme qui prévalait au lendemain de la destitution temporaire du chef de l'Etat.

Des industriels, comme le vice-président de la firme automobile Autolima, M. Miguel Jorge, affichent un prudent optimisme : « Tous ceux qui sont arrivés au pouvoir jusqu'ici voulaient sauver le pays et se présentaient comme des dieux. Cette fois, les espoirs sont moindres et les dévotions absentes. C'est peut-être une chance de succès. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS : trente ans après la « crise des fusées » de Cuba

La CIA reconnaît ses « erreurs d'appréciation »

La CIA a ignoré des dizaines de témoignages sur l'installation des missiles soviétiques à Cuba en 1962 dans les semaines qui ont précédé la « crise des fusées », selon des documents secrets divulgués par l'agence de renseignement américaine à l'occasion d'un séminaire organisé à son siège, lundi 19 octobre. Un informateur avait, par exemple, expliqué avoir vu à Cuba des remorques si longues que les boîtes à lettres et les lampadaires devaient être retirés du bord des routes pour permettre le passage des convois. Un autre avait vu des véhicules transportant « ce qui ressemblait à de très longs tubes ». De nombreux autres témoignages avaient été rejetés par les analystes de la CIA, qui étaient tellement sceptiques qu'ils avaient demandé à leur bureau de Miami, chargé de collecter les rapports, de ne plus les envoyer. « Aucun parmi nous ne croyait que les Soviétiques envahiraient des missiles balistiques à moyenne portée à Cuba. C'était une erreur d'appréciation », a déclaré Roger Hillsman, qui était alors directeur du Bureau du renseignement au département d'Etat.

Il faut attendre les photographies prises par un avion espion U-2 et montrant des installations de tir de missiles pour que la CIA accepte de reconnaître qu'il s'agissait d'autre chose que de simples constructions défensives. (AFP)

PRÉCISION. – L'université où s'est déroulé le troisième et dernier débat télévisé entre les trois candidats à la présidence des Etats-Unis (le Monde du 21 octobre) est l'université de l'Etat du Michigan.

Toutes les sociétés françaises cotées en bourse ont un point commun

DAFSA est actionnaire de toutes les sociétés répertoriées ci-dessus et fournit analyses et données sur plus de 2000 sociétés françaises et étrangères

DAFSA

Le spécialiste de l'information économique et financière

15 rue de Valenciennes - 75001 Paris Cedex 01 - Tél. (1) 40 36 00 - Télex (1) 40 36 01

ENQUÊTE

Désarrois américains

III. - Classes moyennes : désenchantement à « Suburbia »

Après un premier article consacré aux causes et symptômes du déclin américain, ont été examinées les grandes faiblesses de l'économie, notamment le déficit budgétaire croissant, ainsi que la stratégie industrielle (le Monde des 20 et 21 octobre).

CATONSVILLE (Maryland)

de notre envoyé spécial

« Son bilan intérieur est faible. Il n'a pas fait marcher le gouvernement. Il annonce maintenant des programmes pour l'éducation ou la santé, mais pourquoi ne s'y est-il pas mis il y a quatre ans ? » Le jugement paraît sans appel. Si même Joe Chilcoat, de Catonsville, est si sévère, alors le président George Bush a vraiment de gros problèmes.

Car Joe Chilcoat devrait être l'archétype de l'électeur républicain : jeune (trente-neuf ans), conservateur, farouchement opposé à l'avortement, homme d'affaires, membre du Rotary Club local, envoyant ses filles à l'école privée (confessionnelle) et, surtout - surtout - Joe Chilcoat est banlieusard, citoyen de cette « nouvelle frontière » américaine qu'est la banlieue. Le suburbain est là, entre Main Street, la rue principale, et le Mall, le centre commercial. Un pays qui était depuis dix ans massivement républicain.

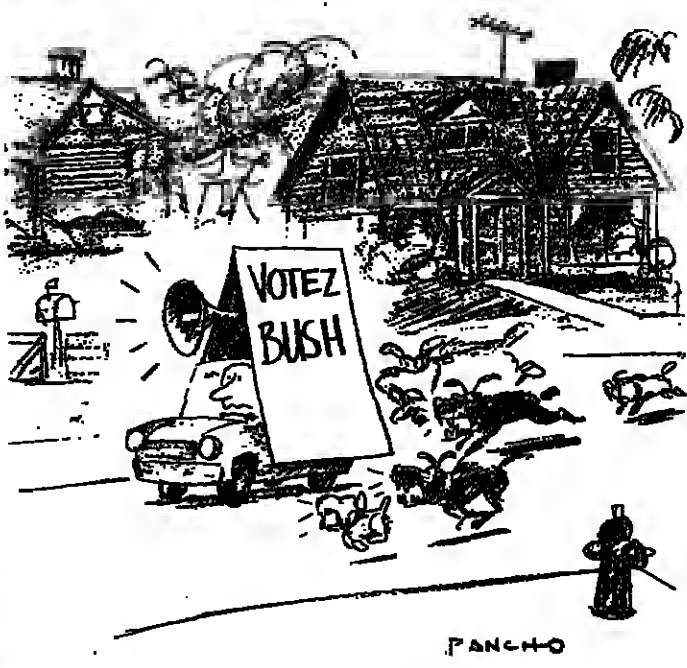
Catonsville est un échantillon de l'Amérique majoritaire, celle de la classe moyenne et des banlieusards. A l'ouest de Baltimore, ce suburbain de trente-cinq mille habitants domine le grand port du Maryland. Le paysage est sans surprise, carte postale ou image d'Épinal de l'Amérique tranquille, alignement de villas cossues sur pelouses et jardins, Main Street - en l'espèce Frederick Street - abrite quelques-unes des institutions de base de la « nouvelle frontière » banlieusarde : le restaurant Pizza Hut, le mini super-marché Seven-Eleven et, symbole de la civilisation post-urbaine, l'inévitable Video-shop.

Reporter politique au Baltimore Sun, Frieser Smith observe : « Catonsville est une de ces banlieues typiques qui sont le champ de bataille principal de ce scrutin. Avec la moitié de la population des États-Unis installée en banlieue, là où l'on vote aussi régulièrement qu'on lave sa voiture, ce sont les Catonsville d'Amérique qui feront l'élection. » Une élection sans précédent, puisque, pour la première fois dans l'histoire du pays, la majorité des électeurs seront des banlieusards. C'est officiel, depuis le recensement de 1990 : les villes ont perdu la bataille, elles n'abritent plus qu'une minorité d'Américains.

Une nation de banlieusards

Le mouvement date de l'après-guerre, et n'a cessé de s'accélérer depuis, pour culminer dans les années 80. Un quart des Américains étaient suburbains (banlieusards) en 1950, un tiers en 1960 et plus de la moitié, donc, aujourd'hui. Lorsque les entreprises ont suivi - ce qui n'est pas toujours le cas - des villes nouvelles ont poussé en bordure des anciennes ; on les appelle les « villes d'à côté » ; elles ne figurent pas encore sur l'itinéraire des touristes. « Nous sommes devenus une nation de banlieusards, avec une frange urbaine et une frange rurale », écrit la revue *Atlantic Monthly* dans une fresque intitulée « Le siècle de la banlieue commence ». Depuis les années 70, le mouvement a des allures d'escapade de masse : la classe moyenne - et moyenne-supérieure, comme disent joliment les statisticiens - a fui les villes, en quête de rues et d'écoles sûres.

Le phénomène a favorisé les républicains. Il s'est accompagné d'une révolte contre l'impôt et contre les programmes sociaux des démocrates, qui bénéficient essentiellement aux défavorisés des villes. Il a trouvé sa pleine expression politique avec le



PANCHO

réaganisme. L'Amérique urbaine avait, elle, triomphé au milieu des années 60 avec le démocrate Lyndon Johnson, qui mit en œuvre les grands programmes de lutte contre la pauvreté (celle des villes, principalement). Depuis, l'Amérique urbaine a cessé de perdre, en poids démographique, économique et politique, et cette évolution s'est faite aux dépens des démocrates.

Leurs grosses « machines » politiques urbaines tournent à vide. Les maires des grandes villes se sentent souvent plus qu'aux destinées de cités qui ont vu l'emploi, le commerce, la classe moyenne - blanche et noire, - bref la richesse, partir pour la « nouvelle frontière », le nouveau pays mythique, « Suburbia ». Bizarrement, cette évolution est, aussi, passée largement inaperçue. Ce sont les villes, donc l'Amérique

minoritaire et ses problèmes, qui ont continué à attirer, sinon à monopoliser, le regard journalistique ou cinématographique - pas les banlieues. Bruce Springfield chante, quelque part, la tristesse de Baltimore, pas l'absence de Catonsville.

C'est à partir des villes que se façonne toujours l'image du pays. D'où une certaine distorsion, qui ferait facilement oublier la formidable opulence des États-Unis. Au sortir des *bellevues*, les périphériques qui ceinturent les villes, on serait presque étonné de découvrir le « pays réel », une Amérique bourgeoise et confortable, celle des *soap operas* qu'on regarde après le journal télévisé.

Au fil des élections présidentielles, « Suburbia », majoritairement, vote républicain : des pans entiers de l'électorat démocrate ont abandonné

leur parti au profit d'abord de Ronald Reagan (1980, 1984), puis de George Bush (1988). La culture suburbaine est plus républicaine que démocrate. Des citadins ont voté républicain en devenant banlieusards, et nombre de banlieues démocrates se sont mises à voter pour le parti de l'éléphant.

Retour au parti démocrate ?

Catonsville est doublement exemplaire. En bonne fille du Maryland, c'était, traditionnellement, une terre majoritairement démocrate : « Si Hitler avait figuré sur le ticket démocrate, on aurait voté pour lui », assure Joe Chilcoat. Et les citoyens de Catonsville n'en ont pas moins voté Reagan et Bush aux trois derniers scrutins présidentiels. Rédacteur en chef de l'hebdomadaire local, le *Catonsville Times*, Pete Kerszel soupçonne même que ce fut, en 1988, un plébiscite « massif » en faveur de George Bush.

Les temps changent. Si l'on en croit quelques experts locaux, Catonsville pourrait bien, le 3 novembre, comme nombre d'autres banlieues, revenir dans le giron démocrate. L'économie y est pour beaucoup. Mais c'est aussi affaire de moralité et de chiffres. Entre un micro-ordinateur et les photos de l'équipe de football locale, Joe Chilcoat, patron de quatre surfaces moyennes Seven-Eleven alentour, explique : « La situation n'est pas étonnante. On paie ses traites. Seulement, il faut travailler plus pour gagner autant ; beaucoup prennent un deuxième job. Et ça dans une population qui considère que son temps de loisir est un droit constitutionnel... Ici, je reçois deux fois plus de demandes d'emploi qu'il y a quatre ans, et beaucoup de personnes plutôt surqualifiées. C'est un indicateur : si même Catonsville est effleurée par la récession, c'est que la situation ailleurs est mauvaise. »

L'administration Bush a donné l'impression d'un comportement totalement indifférent. « *disconnected* », dit-il. Apparemment, ça n'a pas plu à Catonsville, et, comme ladite banlieue est un échantillon représentatif, on peut être sûr que ça n'a pas plu ailleurs dans « Suburbia ». On n'y a, semble-t-il, guère plus apprécié les incendiaires discours sur les valeurs, ce ton de précheur fondamentaliste, entendus à la convention républicaine de Houston ou dans la bouche du président. La banlieue est modérée, peu réceptive aux sermons des ayatollahs de l'extrême droite républicaine.

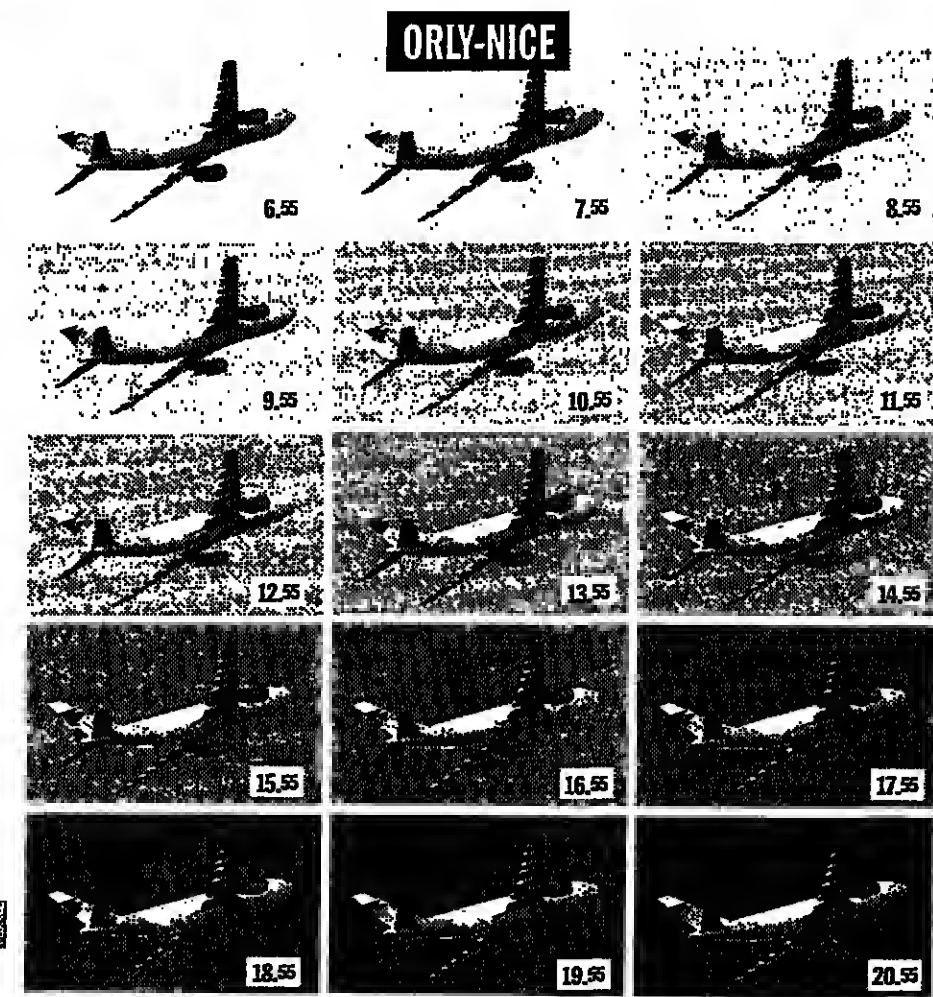
Si elle est patriote et plante volontiers le drapeau de l'Union à la porte de ses maisons, la banlieue est aussi le fief des *baby-boomers*. Ils s'y sont installés avec leurs premiers enfants. Ils ont aujourd'hui quarante et quelques, et les démêlés de Bill Clinton avec la conscription au moment de la guerre du Vietnam ne paraissent pas les échoquer autant que le président. *J'avais dix-huit ans en 1973, la guerre s'est arrêtée à temps pour moi, je ne sais pas ce que j'aurais fait*, dit Joe Chilcoat. *Je n'arrive pas à en vouloir à Clinton (d'avoir tiré quelques ficelles pour éviter d'aller au Vietnam).* Comme le relevait le président, un peu las, lors d'un débat télévisé, « sans doute est-ce affaire de génération ».

Parce que George Bush a déçu et parce que Bill Clinton est le premier candidat démocrate à avoir compris qu'il lui fallait, pour gagner, entreprendre la conquête de « Suburbia » plutôt que continuer à cultiver les minorités urbaines, Catonsville hésite. Et pourrait voter démocrate. C'est de mauvais augure pour M. Bush.

ALAIN FRACHON

PROCHAIN ARTICLE

Pauvreté : le 51^e État de l'Union
par Alain Frachon



DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ÉTOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE.

Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nice et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de choisir jusqu'au dernier moment. Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Évasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes, et, avec son tarif Super Loisirs pour tous à 830 F Aller Retour, Air Inter est la compagnie la moins chère sur cette ligne. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER.

AIR INTER
L'AVION FACILE

Education : la bataille de l'école publique

PORTLAND (Oregon)

de notre envoyé spécial

« Notre réflexion sur l'éducation ne date pas d'aujourd'hui. Dès 1985, l'État de l'Oregon s'est attaché à améliorer la qualité de ses écoles publiques. Nous avons envoyé des missions d'étude en Allemagne, au Japon, en Suède. En partie à partir de ces réflexions, nous avons rédigé et fait approuver par notre Parlement local, en 1991, une loi sur l'éducation pour le vingt et unième siècle. »

Dans son bureau du centre-ville de Salem, capitale de l'Oregon, sur la côte ouest des États-Unis, M. Vers Katz s'anime à l'évocation de ce texte, dont elle fut le rapporteur. Elle siègeait alors au Parlement de cet État - démocrate - de 2,8 millions d'habitants, dont 500 000 enfants fréquentent les écoles publiques. Elle est maintenant candidate à la mairie de Portland.

« Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, poursuit-elle, l'un de ses États s'est fixé, par voie législative, des objectifs précis pour obtenir le meilleur niveau scolaire possible. »

Les élus de l'Oregon ne sont pas les seuls à vouloir contraindre l'Amérique à retourner à l'école. De nombreux organismes avaient depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme, effrayés par le résultat des enquêtes révélant qu'au moins 20 millions d'Américains (soit 8 % de la population) ne savent pas lire ou à peine, et qu'un adulte sur sept est incapable de suivre les États-Unis sur une mappemonde (l'histoire et la géographie restent des disciplines facultatives dans la plupart des établissements secondaires du secteur public, fréquenté par 45 millions d'élèves américains). Plus préoccupant : les États-Unis forment moitié moins d'ingénieurs et de docteurs en sciences qu'au début des années 70.

Lors de sa campagne électorale de 1988, M. Bush s'était présenté comme le futur « président de l'éducation ». Deux ans après son entrée à la Maison Blanche, il exposait un projet qui devait permettre aux élèves américains de

se hisser au premier rang mondial dans les disciplines scientifiques d'ici à l'an 2000. Quelques mois plus tard, le National Education Goal Panel, un organisme tripartite (gouvernement, administration et Congrès), créé pour mener à bien cet ambitieux programme, reconnaissait que le but fixé était hors de portée pour la grande majorité des élèves.

Le désengagement de l'État

En l'espace d'une génération, l'État fédéral a été progressivement déchargé de ses obligations scolaires. Il ne consacre plus que 6 % de son budget à l'enseignement public, contre 10 % au long des années 70. Les États - dont la moitié ont des budgets déficitaires - ont dû prendre le relais. Ils assument dorénavant 30 % à 40 % du financement des établissements publics, le solde étant comblé par les taxes prélevées par les municipalités et par les contributions volontaires des parents ou des bienfaiteurs. Les États-Unis sont tombés au quinzième rang mondial pour la part du revenu national consacrée à l'éducation dans la primaire et le secondaire : cette part ne représente plus que 4,1 % du produit intérieur brut, contre 4,8 % au Japon et 4,8 % en Allemagne.

Au désengagement de l'État se sont ajoutés, depuis juin 1989, les effets de la crise. Les universités, y compris celle de Yale, que le président Bush a fréquentée, ont été contraintes de faire des économies. Le secteur du secondaire est le plus touché. 20 % à 30 % des élèves (voire 50 % dans certains centres-villes tel celui de Chicago) ne terminent pas leur scolarité. Dans la primaire, de nombreux parents ont retiré leurs enfants de l'école publique, jugée trop peu performante, pour les faire étudier à la maison. Ce phénomène toucherait environ 500 000 petits Américains. Les enseignants (blancs à 87 % et féminins à 72 %) se plaignent de leurs conditions de travail et de leurs bas salaires. Ils gagnent en moyenne 34 000 dollars par an (environ 170 000

francs). Réformer un système éducatif n'est pas chose facile. Aux États-Unis, l'entreprise est d'autant plus compliquée que les établissements sont seuls maîtres de l'enseignement dispensé sous leur toit.

L'administration Bush a reculé devant l'ampleur de la tâche. Le président s'est contenté de prôner une concurrence accrue entre écoles publiques, privées ou confessionnelles. Il a proposé d'offrir aux familles à revenu moyen ou à bas revenus une aide de 1 000 dollars pour pouvoir choisir le meilleur établissement pour leurs enfants. Hostile à ce projet de loi, qu'il juge trop favorable au secteur privé, M. Bill Clinton veut privilégier exclusivement l'école publique. S'il est élu, il lui consacrerait, et-t-il promet, 10 milliards de dollars supplémentaires et financerait d'importants programmes de formation professionnelle.

Le sort de l'école ne laisse pas les milieux d'affaires indifférents. Ils sont même de plus en plus sollicités. Une fondation, le New American Schools Development Corporation, a été chargée de recueillir 200 millions de dollars pour ouvrir 500 écoles expérimentales. D'autres initiatives, plus discrètes, ont vu le jour, telle l'expérience de la Corporate Community School de Chicago, qui touche surtout des enfants noirs de deux à huit ans. De nombreuses firmes affectent plus d'un tiers de leurs dons au secteur éducatif et allouent chacune des dizaines de millions de dollars par an à la formation de leurs salariés. C'est le cas, par exemple, de Ford, Kodak, Motorola ou Boeing.

Le projet le plus ambitieux, baptisé Edison, revient au jeune multimillionnaire Chris Whittier (quarante-quatre ans). Il s'est mis en tête de créer, à partir de 1996, un système scolaire totalement indépendant de l'État fédéral, et qui, à terme, pourrait accueillir 2 millions d'élèves dans un millier d'établissements.

SERGE MARTI

ASIE

Le Cambodge désenchanté

Suite de la première page

Les filles ont également découvert les préservatifs, dont l'usage dépend, bien entendu, du bon vouloir du client. Une partie de la clientèle des centaines de maisons de passe de Tuol-Kork, ainsi que celles du fameux Kilomètre 11, un quartier rouge exclusivement vietnamien, vient de Thaïlande, où le sida se répand rapidement.

Comme les hôtes sont dans l'immense majorité vietnamiennes et qu'elles passent leur temps à circuler entre le Cambodge et leur pays, Phnom-Penh promet déjà de devenir le relais, efficace, du transfert de la maladie de la Thaïlande au Vietnam. Au Cambodge même, où aucun contrôle réel ne peut encore s'exercer, les candidats à la déportation sont multitudes, du pauvre - qui paie au plus 4 000 riels (10 francs) la passe - aux étrangers de passage. Même le dieu UNTAC ne sera pas épargné.

« Les gens ont peur »

Entre-temps, non loin du fleuve, dans l'enceinte de la pagode Saravan, M. Thun Sarai gère son Association des droits de l'homme, ADHOC, fondée en juin 1991. Jeté en prison pour avoir voulu former un parti politique, il a été libéré le 7 octobre 1991, à la veille de la signature des accords, après dix-sept mois de détention. Son association, dit-il, a été autorisée à la fois par le CNS, le Conseil national suprême du Cambodge, présidé par le prince Sihanouk, et par le gouvernement de M. Hun Sen. « ADHOC, poursuit-il, compte 6 700 adhérents répartis dans les quatorze provinces du pays. Mais elle n'a pas encore ouvert de bureau en dehors de Phnom-Penh.

Près du palais Chamcar Mnu, dans la villa familiale transformée en ruine, M. Khieu Samphan, l'un des deux représentants des Khmers rouges au CNS, a participé, d'une délicate signature, quatre conventions sur les droits de l'homme. Mais les Khmers rouges refusent toujours l'accès de leurs zones à l'ONU, la désobéissance de leurs forces et la loi électorale.

5 000 membres. Financée par la CEE, reconnue en mai par le CNS et le régime de Phnom-Penh, cette ligne n'a pas non plus ouvert de bureaux en province. « ADHOC, dit-elle, a tenté d'en ouvrir un à Kompong Cham, mais elle n'a pu obtenir la permission du gouvernement. Les gens, en outre, ont peur. » Le représentant de la LICADHO à Sihanoukville serait soumis à des pressions identiques. Néanmoins, existe, à Phnom-Penh, un troisième groupe de protection des droits de l'homme, Vigilance.

Les habitations de la défense des droits de l'homme au Cambodge, qui n'a connu que massacres, guerres, régimes totalitaires et policiers pendant plus de vingt ans, est à mettre au compte de quelques Khmers courageux et d'un Néo-Zélandais, M. Dennis McNamara, directeur des droits de l'homme au sein de l'APRONUC. Ce dernier envoie ses gens donner cours et conseils aux associations concernées.

« Nous avons même obtenu, le 21 septembre, dit-il, que le gouvernement envoie des instructions pour autoriser l'ouverture de représentations des partis politiques en province. » Que se passera-t-il après le retrait de l'APRONUC, en principe l'an prochain ? « Il faut que les organisations non gouvernementales étrangères prennent le relais. Nous les réunirons en novembre à Phnom-Penh. Il faut qu'Amnesty International et Asia Watch s'installent ici. »

Les Khmers rouges face aux élections

Et du côté des Khmers rouges ? M. McNamara, sur son bureau, de beaux cahiers reliés, il les feuilleta : M. Khieu Samphan, l'un des deux représentants des Khmers rouges au CNS, a participé, d'une délicate signature, quatre conventions sur les droits de l'homme. Mais les Khmers rouges refusent toujours l'accès de leurs zones à l'ONU, la désobéissance de leurs forces et la loi électorale.

« Si je ne croyais pas à ma tâche, je ne serais pas ici », dit-il, tout en constatant que même la hiérarchie religieuse bouddhiste, qui se refait une santé, « répugne » à s'engager dans la bataille en faveur des droits de l'homme. « Mais, ajoute-t-il, nous avons obtenu l'accès aux prisons, les gens vivent un peu mieux, nous avons notre propre radio de l'APRONUC et nous formons des officiels. Un officier de police a même été déplacé après avoir battu un détenu. »

Sur le fleuve, non loin du palais royal, des marchands ambulants, cambodgiens et vietnamiens, s'installent en début d'après-midi. Les Phnom-Penh qui en ont les moyens vont y prendre le frais et y boire en famille ou entre amis une bière ou un jus de canne à sucre en dégustant des œufs couvés. Autour des tables traînent une nuée de gens en guenilles, enfants, vieilles femmes, estropiés, invalides, jeunes mères au nourrisson sous le bras. Ils mendient quelque meuble monnaie et vendent verres, assiettes et coquilles d'œuf dès que les clients se lèvent. Le personnel de l'APRONUC fréquente rarement ce lieu de promenade. « Pour des raisons d'hygiène », affirme un vendeur. « Les étrangers qui viennent ici reflètent nos verres et nos plaques. Ils boivent directement à la canette. » De toute façon, les vendeurs ne s'attardent plus longtemps après la tombée de la nuit. « Il y a trop de vols à main armée. »

Sihanouk président ?

De l'autre côté du palais, les Khmers rouges se sont enfin installés dans leurs quartiers, un compound bien carré qui se cache derrière un mur élevé. À l'intérieur, ils ont aménagé des préfabriqués climatisés autour d'un joli parterre d'hibiscus et de cannales. Le 28 septembre, un porte-parole inconnu, complet-veston et cravate, y a tenu une conférence de presse dans un anglais impeccable. « Des élections, dit-il, doivent se dérouler dans un environnement politique neutre. Nous y travaillons avec énergie à travers tout le territoire. »

« Environnement politique neutre » : une expression à retenir, car on en reparlera souvent. Estimant que cette condition n'est pas remplie, les Khmers rouges ne reconnaissent pas l'enregistrement des électeurs, qui a commencé le

5 octobre, et ne veulent pas discuter de l'élection au suffrage universel d'un président, tout en affirmant qu'ils appuieront toujours la candidature du prince Sihanouk. L'APRONUC n'y peut mais.

Car une nouvelle donne s'est introduite dans le jeu politique cambodgien. Eclatée par l'expérience de 1970 - celle d'une Assemblée votant sa destitution - Norodom Sihanouk veut bien être élu au suffrage universel. L'élection d'une Assemblée constituante et législative est toujours prévue en mai 1993. Doit-on organiser celle d'un président après, simultanément ou avant ? Les uns, surtout au sein du gouvernement de Phnom-Penh, souhaiteraient que le scrutin présidentiel ait lieu avant, de façon à combler le « vide politique » actuel. L'APRONUC serait contre.

Mais même la simultanéité des deux scrutins, compromis vers lequel on s'oriente, pose un problème juridique : quels seraient les pouvoirs d'un président élu en l'absence d'une Constitution ? Les juristes de l'APRONUC seraient en train de tracer les grandes lignes d'un texte constitutionnel dont s'inspirerait, le cas échéant, la future Assemblée. En attendant le vote d'un texte définitif, le président s'inspirerait de l'échec omis.

Le porte-parole des Khmers rouges a également fait savoir, le 28 septembre, que son mouvement souhaitait qu'on établisse une distinction entre les Vietnamiens établis au Cambodge avant les accords de Paris et ceux qui y sont venus depuis. « Des cartes d'identité ont été délivrées à ces derniers », dit-il. Ce qui est possible. Des Vietnamiens affirmant avoir acheté ces cartes pour 10 000 riels, soit 25 francs. Mais ils éclatent de rire quand on leur demande s'ils ont l'intention de s'inscrire sur les listes électorales.

« Les élections, c'est une affaire entre Cambodgiens, on ne va surtout pas s'en mêler », affirme l'un d'eux, né au Cambodge, qui s'en est enfui en 1970 et y est revenu en 1979, après le renversement des Khmers rouges par l'armée vietnamienne. « En outre, les Khmers rouges sont fous de croire que Sihanouk peut donner des ordres. Les Vietnamiens du Cambodge n'aiment pas les communistes, de Hanoi comme de

Phnom-Penh », ajoute-t-il. Même si c'est l'évidence, l'APRONUC n'a pas fini de voir les Khmers rouges refuser d'appliquer les accords de Paris parce que, affirmant-ils, il ne peut y avoir d'environnement politique neutre au Cambodge en présence d'une - très forte il est vrai - minorité vietnamienne.

Beaucoup de Phnom-Penhais, de l'étudiant au petit fonctionnaire, pensent et parlent comme les Khmers rouges. A tort, ils avaient cru que le dieu UNTAC les délivrerait de tous leurs maux. Ils parlent aujourd'hui, en riant, de YUONTAC (jeun : expression très péjorative - du genre « sauvage » - mais très courante dont on affuble les Vietnamiens en langue khmère). Il est vrai que M. Yasushi Akashi, le chef de l'APRONUC, a demandé publiquement aux Khmers rouges de ne plus qualifier les Vietnamiens de « sauvages ».

« Une Lamborghini en Amazonie »

Pourtant, l'APRONUC remplit de nombreuses tâches. La moitié en presque des réfugiés en Thaïlande ont été rapatriés. Il n'y a pratiquement plus d'attentats politiques. Le cessez-le-feu entre factions cambodgiennes tient le coup. Une quinzaine de partis politiques ont été recensés par l'APRONUC. Les gens, c'est également vrai, vivent un peu mieux. Mais, faute d'une participation des Khmers rouges, le désarmement, pierre angulaire des accords de paix, est dans les limbes et l'ONU n'a donc pratiquement pas entamé sa principale mission.

« Une Lamborghini en Amazonie », dit de l'APRONUC un observateur. « Pour qu'elle puisse terminer sa traversée, il faut adapter la carrosserie et le moteur », explique-t-il. Il ne perd pas d'échec, mais de « dérapage partiel » de l'opération de l'ONU, un an après la signature des accords et à huit mois, théoriquement, d'élections qui devraient constituer le bouquet final d'un brillant feu d'artifice. Mais les petites gens, eux, ne comprennent toujours pas. Le banditisme, dans l'ensemble, se développe. La vie est de plus en plus chère. A Phnom-Penh, a calculé l'APRONUC, l'augmentation des produits alimentaires a été de 158 % pendant les sept premiers mois de

l'année. Le prix du chi d'ur (un dixième de taël) est passé de 24 500 riels en décembre à 80 500 en août. Et la corruption continue de s'étaler au grand jour.


Au coin des rues, la police militaire de l'APRONUC double parfois les policiers de Phnom-Penh. « Il suffit que l'UNTAC tourne le dos pour que le motocycliste, s'il n'a pas de papiers en règle, verse une amende de 5 000 riels », disent les gens. Cela fait quand même plus de 12 francs, une somme coquette que l'agent, bien sûr, empocher. « En voyant débarquer l'ONU, les Cambodgiens ont cru au Père Noël », constate un autre observateur.

Pour être déplacé, le réflexe était inévitable après une décennie d'isolement quasi total et une autre d'occupation vietnamienne. Depuis deux ou trois mois, ils déchantent lentement mais sûrement, avec une dose infinie - une longue habitude - de fatalisme. A Phnom-Penh, ils regardent passer les convois de l'ONU et ces dizaines de grosses voitures blanches agglutinées autour de bureaux, d'hôtels, de restaurants ou de dancings.

Au sein de l'APRONUC, on se pose de sérieuses questions. « Il faut repenser notre mission », déclare l'un des responsables, qui ne souhaite pas être cité. « Nous ne sommes pas venus ici pour ouvrir des infirmières et construire des écoles », dit un officier. L'impasse est complète : l'ONU ne peut ni accomplir sa mission ni quitter le Cambodge. Comme le compte à rebours a commencé, faut-il encore attendre que les Khmers rouges « rejoignent le navire » à la dernière minute ?

Pour les Cambodgiens, la guerre et l'oppression sont des genres de vie. Les plus avertis d'entre eux espèrent que l'ONU prolongera son mandat et que le temps fera son œuvre. Comme des dizaines de milliers d'armes traînent encore, ils ont peur qu'une fois les bêtises bleues partis la guerre ne reprenne. La population, quant à elle, est plus apathique. A chaque jour ses lourdes peines et ses quelques joies. Une chose, cependant, est de plus en plus sûre à ses yeux : UNTAC est le fils de personne.

JEAN-CLAUDE POMONTI



Isabelle Caravola, quadrille, dans une salle de répétition de l'Opéra Garnier

Regardez-la vivre. De quoi est faite sa vie? De LYCRA*, quand son scène le confort de son justaucorps lui donne grâce et liberté de mouvement. Du film de SURELY*, qui protège les cernerelles qu'elle somme au petit-déjeuner. De CÔRIAN*, quand elle fait admirer sa cuisine demi-cré. Ces produits découverts par Du Pont font partie de son confort, de sa sécurité, de son bien-être. De sa vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France, écrivez à : Jean-Louis Tranc, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cédex 07

DU PONT

Tous les jours de nos vies

هكذا من الامم

ASIE

CHINE : accusé de faire preuve de « mauvaise attitude »

Le gouverneur de Hongkong a été accueilli fraîchement à Pékin

Le gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, a été accueilli, mercredi 21 octobre, des entretiens avec le directeur chinois, à Pékin, où il était arrivé la veille pour une visite de quatre jours, qui promet d'être orageuse après l'annonce de son plein de réforme pour la colonie britannique. Le *Quotidien du peuple* a déjà annoncé que Pékin avait l'intention de « se battre sur les principes ».

PÉKIN

de notre correspondant

M. Patten a été, c'est le moins qu'on puisse dire, reçu fraîchement. La veille de son arrivée, un organe de presse qui reflète souvent les vues des dirigeants avait formulé à son égard un des plus sérieux reproches dont dispose le langage diplomatique de Pékin : l'encontre d'un partenaire coriace ; le nouveau gouverneur, écrivait le mensuel *Perspective*, fait preuve « d'une mauvaise attitude ». Peu auparavant, un journal pro-pékinois de Hongkong avait usé d'un autre classique dans le registre de l'invective en estimant qu'avec ses déclarations d'intention sur les réformes politiques à introduire dans la colonie avant sa rétrocession en 1997 (le *Monde* du 9 octobre), M. Patten avait « soulevé un très gros rocher qui lui retomberait sur le pied ».

De telles admonestations traduisent en général la fureur que Pékin éprouve à avoir été placé, sans moyen de parade immédiate, devant un fait accompli. Cette fureur est d'autant plus grande que M. Patten, avant d'arriver à Pékin pour sa première visite, s'était acquis le soutien de ce qui tient lieu de Parlement à Hongkong. Le Conseil législatif (Legco) a voté le 14 octobre en faveur des projets de démocratisation mesurée que M. Patten avait exposés en public une semaine auparavant. L'ironie

de la situation n'est pas mince quand on sait que Pékin s'était secrètement réjoui de voir le nouveau gouverneur tenir pour le moment à l'écart des instances dirigeantes le plus ardent partisan d'une libéralisation du système politique de la colonie, l'avocat Martin Lee.

Mais ce qui a irrité Pékin plus encore est de voir M. Patten refuser de négocier avec ses représentants avant d'abattre ses cartes, face à une opinion hongkongaise toujours relativement enthousiaste envers son nouveau gouverneur. Il a ainsi « ouvert de manière irresponsable un débat public », a écrit, non sans candeur, la presse communiste. Première conséquence attendue, la Chine a repoussé les énièmes propositions du gouverneur pour financer le nouvel aéroport dont l'administration britannique veut équiper la colonie.

A son arrivée à Pékin, M. Patten a tenté de calmer le jeu : « Je suis, a-t-il dit, de nous montrer « calmes, raisonnables, compréhensifs et dignes ». Il ignorait cependant quelle haute personnalité, au sein de la cour entourant le trône communiste, consentirait à recevoir ce Barbare qui, deux siècles après lord Mac Cartney, semble aussi peu disposé que son prédécesseur à se frapper la tête sur le sol en signe de soumission.

FRANCIS DERON

politique étrangère

REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES
Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

L'Allemagne après l'unité

Numéro spécial consacré au bilan d'un an d'unité telle qu'elle a été vécue en Allemagne et perçue en Europe. Analyses documentées, commentaires d'experts permettent de mieux comprendre les difficultés que créent les retrouvailles entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne et les problèmes qu'entraîne la réalisation d'un édifice européen commun aux deux moitiés de notre continent.

(LRI)

n° 4/91 - 98 F

En vente en librairie ou par correspondance à :
Armand Colin BP 22-41353 VINEUIL
Tél. (16) 54-43-89-94

Le Monde de l'éducation

ENQUÊTE RÉUSSIR À L'ÉCOLE

Le *Monde de l'éducation* a mené l'enquête sur un sujet tabou : Comment devient-on bon élève ? Comment se fabriquent les bonnes classes ? Les enseignants font-ils le succès de leurs élèves ? Quel rôle joue l'aide des parents ? Un dossier à lire absolument pour connaître les grands et les petits secrets de la réussite scolaire.

- **BANC D'ESSAI : LES DICTIONNAIRES**
Élèves et enseignants ont testé neuf dictionnaires. Primaire, collège, lycée : comment passer des dictionnaires pour juniors aux dictionnaires pour adultes.
- **EXCLUSIF : PHILO, LE PROJET DE RÉFORME**
De nouveaux programmes sont à l'étude pour la terminale. Le *Monde de l'éducation* publie le texte intégral de l'avant-projet : les nouveaux auteurs à étudier, les propositions pour l'épreuve du bac.
- **AVENIR : LES MÉTIERS DE LA VENTE**
Dans un secteur en expansion, dont les métiers se transforment, les filières de formation sont de plus en plus nombreuses et spécialisées. Un dossier pratique avec des adresses et des conseils pour mieux s'orienter.

NUMÉRO D'OCTOBRE 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

La loi d'amnistie contestée au Parlement

Après un premier rajet (le *Monde* du 17 octobre), le Parlement sud-africain a finalement adopté, lundi 19 octobre, un amendement constitutionnel autorisant, pour la première fois dans l'histoire du pays, les Noirs à entrer au gouvernement. Aux termes de ce nouveau texte, il n'est plus nécessaire qu'une personne nommée à un poste ministériel soit membre du Parlement sud-africain, ce qui ne pouvait être le cas des Noirs, toujours privés du droit de vote.

Le projet de loi d'amnistie présenté par le gouvernement rencontre, en revanche, une forte opposition de la part des partis indiens Solidité et Parti national du peuple, ainsi que du Parti démocratique, qui représente les libéraux blancs. Le texte, qui permettrait de libérer plusieurs centaines de détenus noirs déjà condamnés, prévoit également que tout auteur de crime commis dans un contexte politique peut ne pas être poursuivi, sous réserve, notamment, d'aveux secrets passés devant une commission. Ferme combat-tus par le Congrès national africain, cette dernière disposition soulève également l'opposition de plusieurs parlementaires, qui estiment qu'elle vise surtout à laisser dans l'ombre les actions douteuses commises par les forces de l'ordre.

FRANCIS DERON

■ **INDONÉSIE** : le président Suharto sollicitera un nouveau mandat. — Le président Suharto, au pouvoir depuis vingt-sept ans, a décidé de solliciter un nouveau mandat de cinq ans à la tête du pays, au nom du parti Golkar, au pouvoir. Cette annonce, faite mardi 20 octobre, garantit pratiquement la réélection du général, âgé de soixante et onze ans, lors de l'élection présidentielle de mars prochain. Il a déjà obtenu le soutien de l'armée, force dominante sur la scène politique. — (Reuters.)

MOZAMBIQUE

Les rebelles de la RENAMO se sont emparés d'une quatrième ville

GABON

Plus de dix mille Nigériens expulsés

Selon un communiqué du conseil des ministres gabonais rendu public mardi 20 octobre, plus de dix mille Nigériens, immigrés en situation irrégulière ou « partants volontaires », ont quitté le Gabon dans le cadre d'une opération de rapatriement lancée cinq jours plus tôt. D'après des images montrées à la télévision, ces Nigériens ont été conduits puis transportés à bord de camions vers des camps où ils ont été regroupés dans l'attente de leur expulsion.

Le quotidien national *l'Union* a indiqué que « les bavures sont nombreuses et que les autres communautés étrangères africaines, qui ne sont pas épargnées, ont pris peur ». Le journal relève toutefois que, « dans leur majorité, les Gabonais approuvent la mesure et souhaitent qu'elle soit étendue à tous les étrangers en situation irrégulière ». Le Parti gabonais du progrès (PGP, opposition), a pour sa part estimé, dans un communiqué, que ces méthodes violent « les principes élémentaires des droits de l'homme et les accords passés avec un Etat frère ». — (AFP.)

TADJIKISTAN

Nouveaux combats meurtriers

Cinquante personnes ont été tuées lors de nouveaux combats, lundi 19 octobre à Ichan, dans le sud du Tadjikistan, entre groupes procommunistes et islamodémocrates, selon des journalistes de Douchebne.

A l'issue d'un entretien à Moscou avec son collègue tadjik, le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, a estimé lundi que des mesures « décisives » devaient être prises pour mettre fin aux combats au Tadjikistan.

« La Russie ne peut pas rester un observateur détaché devant ce qui se passe » dans cette République d'Asie centrale, a ajouté le chef de la diplomatie russe. Lundi également, un hélicoptère de l'Aéroflot a été détourné dans le sud du pays par un groupe de Tadjiks armés qui l'ont forcé à se poser en Afghanistan. — (AFP, Ikar-Tass.)

La RENAMO a présenté cette offensive — la plus importante depuis 1986 — comme une réponse aux initiatives gouvernementales menées dans ces zones.

En vertu des accords de paix signés entre le gouvernement de Maputo et la RENAMO, aucune des deux parties ne doit chercher à étendre sa zone d'influence. Toute violation doit faire l'objet d'un examen par la Commission de l'ONU chargée de superviser l'application du cessez-le-feu. — (AFP.)

Deux raisons nous ont conduits à soutenir la Cité de la Réussite. La deuxième est qu'on est forcément séduit par une initiative qui réussit à faire entrer des étudiants dans une université un dimanche, de leur plein gré et en payant.

Le gouvernement de

ON NE S'APPELLE PAS TOUT

POLITIQUE

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

Le gouvernement défend le bilan économique de la législature

Les députés ont commencé, mardi 20 octobre, l'examen du projet de loi de finances pour 1993, le gouvernement s'employant, par la voix de M. Martin Malvy, ministre du budget, à faire valoir, à cette occasion, un bilan de législature économiquement positif. L'opposition a confirmé qu'elle déposera en fin de semaine une motion de censure en réplique à un engagement de responsabilité du gouvernement sur la première partie du budget. Le groupe communiste s'est associé aux socialistes pour repousser la question préalable opposée par les groupes RPR, UDF et UDC.

Comme l'entourage du premier ministre l'avait annoncé depuis plusieurs jours, l'exercice, toujours quelque peu fastidieux, qui consiste à présenter le budget de la nation, a donné l'occasion au représentant du gouvernement, M. Malvy, ministre du budget (et non secrétaire d'Etat, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 21 octobre), de livrer à l'Assemblée nationale et, au-delà, à l'ensemble de l'opinion publique, mardi, un véritable bilan de la législature qui s'achève. Dans un

contexte international difficile, marqué par « un coup d'arrêt brutal donné à la croissance mondiale au second semestre de 1990 », qui a pesé en définitive sur les observateurs de la conjoncture, a expliqué M. Malvy, « notre pays s'en est sorti plutôt mieux que ses voisins ».

Si l'inflation est maîtrisée, si les comptes extérieurs se rétablissent et si la croissance est plus rapide en France que chez ses principaux partenaires, c'est grâce aux « efforts constants accomplis, depuis 1988, pour améliorer la compétitivité de notre pays et le préparer à l'ouverture des frontières au 1^{er} janvier 1993 ». « Longtemps habitué à croire, par l'inflation, la dévaluation et le déficit extérieur, a affirmé M. Malvy, notre pays, grâce à la politique menée sous l'autorité de M. Bérégovoy, a pu enfin rompre avec ses maux traditionnels. Si cela n'avait pas été le cas, si le discours de l'opposition recouvrait la vérité, nous serions, aujourd'hui, dans la même situation que l'Italie ou le Royaume-Uni, avec peu de croissance, une explosion du chômage et, finalement, une monnaie dépréciée ».

En présence de M. Bérégovoy, témoin silencieux de cette défense et illustration de la politique de désinflation compétitive mise en œuvre par ses soins rue de Bercy, puis à l'hôtel Matignon, le successeur de M. Michel Charasse au ministère du

budget a conseillé aux députés et, particulièrement, à ceux de la majorité : « Hâte au spleen ! » M. Malvy a justifié le taux de croissance de 2,6 % - retenu par le gouvernement bien qu'il soit très supérieur aux hypothèses des différents organismes spécialisés - en rappelant quelques-unes des plus récentes erreurs des prévisionnistes.

« Sérieux et volontariste »

A propos du déficit affiché, qui passe de 89,9 milliards de francs dans la loi de finances initiale de 1992 à 165,4 milliards de francs en 1993, le ministre a assuré : « Nous faisons deux fois mieux que nos partenaires. eux, ils le savent et le disent. Si certains ici ne veulent pas l'entendre, alors, à nous de le dire très fort, car la vérité est là ! » « Quel plus bel exemple de réussite de la politique économique menée depuis 1988 ? », s'est-il enfin interrogé, en relevant que le déficit public reste sensiblement inférieur à 3 % du produit intérieur brut, le plafond fixé par le traité de Maastricht pour intégrer l'Union économique et monétaire.

D'avantage destiné, à l'évidence, à servir d'argumentaire pour la prochaine campagne législative qu'à entamer le scepticisme des Français, le discours de M. Malvy s'est att-

ché à livrer une profusion de chiffres sur les mérites de la législature : cinquante-cinq mille emplois supplémentaires dans l'éducation nationale et quatre mille pour les services pénitentiaires depuis 1988, dix-neuf mille policiers en plus depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, 1 500 kilomètres d'autoroutes, et des moyens doublés en cinq ans pour le ministère de l'environnement. « Ce budget est sérieux et volontariste. La France est prête pour l'Europe », a conclu le ministre. Estimant que les efforts accomplis devaient permettre de « traverser un cap conjoncturel difficile », il a assuré que, parmi les grands pays industriels, « seul le Japon fait mieux ».

Après avoir, le rapporteur général de la commission des finances, M. Alain Richard, avait ouvert le débat sur un mode plus feutré, en invitant ses collègues à oublier les « incantations » et les « imprécisions ». « Il n'est à la portée, ni d'une tendance politique, ni d'une autre, d'ordonner la croissance ou l'équilibre extérieur », a affirmé le député (PS) du Val-d'Oise. Une incertitude pèse sur le cadre économique dans lequel s'inscrit le budget, a-t-il expliqué : le ralentissement de l'économie des pays développés observé depuis

deux ans est « plus lent, plus modéré » que lors des crises de 1973 ou de 1979, mais, « en contrepartie, la sortie de cette phase s'opère elle-même lentement et faiblement ».

Cette situation, cependant, ne doit pas masquer les « points forts » de l'économie nationale, tels que la stabilité des prix et la capacité exportatrice. Pour en tirer le meilleur parti, le rapporteur a proposé quelques options pour l'avenir. Elles sont au nombre de quatre : le renforcement de l'épargne, la consolidation de la protection sociale, l'Europe comme facteur d'émulation et de stabilisation, et la recherche d'une politique active de l'emploi. « Les grandes options de politique économique ont progressivement cessé d'être un enjeu d'affrontements politiques », a observé M. Richard. En revanche, nous divergeons sur la répartition des richesses, les dépenses prioritaires, la place du public et du privé, le partage du financement entre le contribuable et le consommateur, du lieu, donc, d'inventer d'autres politiques, nées, mieux vaut discuter de choix de société, de justice, d'efficacité du service public ».

M. de Gaulle (RPR) : « Engrainage interne »

Elu du Nord, le président de la commission des finances, M. Jean Le Garrec (PS), a rappelé l'existence de « ceux qui sont touchés de plein fouet par les mutations de l'économie », « pour un même taux de croissance, l'emploi progresse chez nous moins vite », a-t-il constaté, en appelant à la poursuite des efforts engagés pour « adapter la formation, lutter contre le chômage de longue durée, développer les emplois d'entraînement et d'accompagnement, partager le travail ».

Avant les interventions de la trentaine d'orateurs inscrits dans le débat général - dont les principaux porte-parole des groupes, qui se devaient commenter le budget que mercredi - la seule voix discordante a été celle de M. Jean de Gaulle, député des Deux-Sèvres, à l'occasion d'une question préalable défendue par le groupe RPR. Dans un discours rigoureux, le député a présenté un aperçu de l'ensemble des critiques formulées par l'opposition à l'encontre du projet de loi de finances : celui-ci repose sur « des hypothèses macro-économiques pour le moins aléatoires » ; il « trompe » les Français, avec des prévisions de croissance « exagérément optimistes », une surestimation des

recettes et une sous-évaluation de l'importance de la dépense publique ; il continue de laisser filer la dépense publique.

« A l'heure où les entreprises multiplient les efforts de productivité, où les ménages réduisent leur train de vie, où les grands pays européens adoptent des plans d'économies, il est inadmissible que l'Etat français hésite à rationaliser ses dépenses courantes, à redépenser ses moyens financiers, à définir clairement des priorités d'action et des ambitions réformatrices », a affirmé M. de Gaulle. Quant à l'augmentation du déficit budgétaire, le député des Deux-Sèvres a jugé que la France est désormais placée dans « un engrainage infernal, où le déficit alimente la dette, qui alimentera les charges d'intérêt, qui à leur tour alimentent le déficit ».

Evocant l'éventualité d'un retour de la droite au pouvoir, le porte-parole de l'opposition a affirmé qu'après l'établissement d'un « état des lieux de la maison France », il faudrait encore « expliquer aux militants de la facilité budgétaire et monétaire, particulièrement offensifs ces derniers mois, qu'ils font fausse route ». « Notre pays, a-t-il ajouté, est aujourd'hui pleinement intégré dans les grands courants d'échanges internationaux, et il ne supporterait pas longtemps un regain des tensions inflationnistes ou un retour aux dévaluations répétées du franc ».

En déplorant « l'encadrement des loyers en région parisienne » et « le dérapage de la dépense publique », ou en préconisant « la privatisation d'une quarantaine d'entreprises publiques », le propos de M. de Gaulle a eu aussi le mérite de rappeler les divergences existant parmi les opposants au projet de budget du gouvernement. Par des « mouvements divers », les députés communistes ont confirmé qu'ils ne pourraient s'associer, dans un vote de censure, à cette critique de la politique économique de M. Bérégovoy. « M. de Gaulle propose de vendre l'argent », a lancé M. Jean-Pierre Bard (PC, Seine-Saint-Denis), avant d'appeler le gouvernement à ne pas désespérer « la France qui travaille et qui souffre ».

La question préalable, visant à affirmer qu'il n'y a pas lieu de débattre sur le projet de budget, a finalement été repoussée à une majorité de 300 voix contre 263, formée par les socialistes et les communistes.

JEAN-LOUIS SAUX

Accord sur l'élection de la Haute Cour

Les groupes de l'Assemblée nationale ont décidé, mardi 20 octobre, lors de la conférence des présidents, de s'accorder sur une liste de douze candidats, afin que l'élection des députés à la Haute Cour de justice puisse être menée à son terme. Aucune majorité absolue n'ayant été dégagée lors des deux tours précédemment organisés en avril et en décembre 1989, la composition de la Haute Cour était restée incomplète, seul le Sénat étant représenté, par douze de ses membres.

M. Bernard Pons, président du groupe RPR, a indiqué que cette procédure devrait permettre d'« éviter un troisième tour ». M. André Lajoinie, président du groupe communiste, a demandé que la liste de douze candidats comprenne un député du PC.

D'autre part, M. Christiane Papon (RPR, Val-de-Marne) a été désignée, mardi, par le bureau du groupe RPR, membre du bureau de l'Assemblée nationale en remplacement de M. Pierre Mauger (RPR, Vendée). Absent lors de la réunion du bureau qui avait déclaré irrécusable, le 14 octobre, la proposition de mise en accusation devant la Haute Cour de justice de MM. Laurent Fabius, Edmond Hervé et M. Georges Dufour, M. Mauger s'était démis de ses fonctions de secrétaire. Il n'avait pas caché qu'il était en désaccord avec l'initiative de son parti visant à établir la responsabilité des trois anciens ministres dans l'affaire du sang contaminé.

EN BREF

□ M. Séguin : « Une société en état de sinistre » - M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, écrit dans le Figaro du 21 octobre que la discussion budgétaire, à l'Assemblée nationale, « sera l'occasion de confirmer que le prochain gouvernement héritera d'une société en état de sinistre, où la récession se dispute à l'exclusion ». « Le budget 1993 est moins désastreux par le déficit qu'il annonce que par l'absence de politique économique qu'il incarne », précise-t-il, en répétant que « le rétablissement de marges de manœuvre minimales passe par une vote et une seule : briser le verrou des taux d'intérêt ».

□ Les députés adoptent en deuxième lecture le projet de loi sur le défaut de sécurité des produits. - Les députés ont adopté en deuxième lecture, lundi 19 octobre, le projet de loi sur la responsabilité liée au défaut de sécurité des produits. Seul le PS a voté « pour » ; le RPR, l'UDF et l'UDC ont voté « contre » ; le PC s'est abstenu. Les députés ont rétabli le texte dans la version adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale.

□ M. Bianco : pas de désengagement de l'Etat en milieu rural. - M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, a assuré, mardi 20 octobre, lors de la discussion en première lecture du projet de loi sur les services déconcentrés de son ministère, au Sénat, que ce texte « ne porte pas en germe le démantèlement des directions départementales, ni le désengagement de l'Etat en milieu rural ». Le projet de loi a été adopté par 232 voix contre 15.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD.



ons nous
à soutenir
Réussite.
est qu'on
nt séduit
lative qui
re entrer
dans une
dimanche
gré et en

POLITIQUE

La relance de la compétition présidentielle

Le RPR somme l'UDF de « clarifier » sa position

Après les déclarations de M. Veléry Giscard d'Estaing, le 18 octobre, relançant la compétition présidentielle au sein de l'opposition, M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a confirmé implicitement, mardi 20 octobre, que la confédération libérale et centriste n'est pas certaine de s'inscrire dans la procédure de « primaires » prévue pour désigner un candidat commun de la droite à l'Elysée. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a demandé aussitôt une réunion de « clarification ».

M. Bayrou a déclaré, mardi 20 octobre, sur Europe 1, à propos du système des « primaires », à droite, pour l'élection présidentielle : « Nous pouvons aller encore plus loin. Puisque nous serons au pouvoir, si les Français votent pour nous dans quelques mois, il nous reste une ressource pour que les Français puissent participer en toute

égalité à cette élection : proposons-leur de faire une loi qui organisera les primaires en France comme on les organise en Amérique. » Le secrétaire général de l'UDF a indiqué que celle-ci est « prête » à organiser des primaires, « mais il faut prendre des précautions élémentaires ». « Il est très important que ce soient les Français qui choisissent le candidat et, donc, le président de la République », a-t-il ajouté. « Comme nous voulons présenter un candidat unique à l'élection présidentielle, il va de soi que nous devons présenter aussi, dans le plus grand nombre de circonscriptions et, si possible, dans toutes les circonscriptions, un candidat unique ou commun aux élections législatives », a continué M. Bayrou. Il a déploré les quatre-vingts à cent vingt cas de « primaires » envisagés par le RPR. Ce sentiment est partagé par M. Yves Galland, président du Parti radical, lequel a déclaré, mardi, que « le RPR ne peut réclamer l'unité de candidature de l'opposition pour l'élection présidentielle et multiplier les primaires aux élections législatives ».

M. Juppé a réagi très vite aux propos de M. Bayrou en se demandant, dans un communiqué, s'il faut, « en attendant le vote d'une loi autorisant les primaires, geler toute mise en œuvre de l'accord » conclu à ce sujet entre l'UDF et le RPR. « En cas d'élection [présidentielle] anticipée, quel autre système que celui de la consultation d'un collège d'élus, dont la légitimité a été mise en cause, peut-on envisager ? demande le secrétaire général du RPR. Le fait de se situer, comme le président de l'UDF, dans une logique de non-cohabitation, qui aboutit à provoquer un scrutin présidentiel dès les prochains mois, ne rend-il pas encore plus nécessaire la conclusion d'un accord sur la procédure à suivre en pareil cas ? » M. Juppé a précisé qu'il souhaitait la « réunion d'urgence d'une délégation du RPR et de l'UDF, en vue de clarifier la situation ».

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, se montre beaucoup plus pessimiste dans une interview publiée mercredi par le Figaro. « Depuis plusieurs semaines,

déclare-t-il, nous nous demandions pourquoi nous n'arrivions pas à finaliser avec nos partenaires de l'UDF la mise en place définitive des primaires. M. Bayrou vient de nous en fournir la réponse. Il semble qu'il n'ait pas la volonté de [les] mettre en œuvre. La situation est très préoccupante. »

A l'UDF, M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a contesté par avance, mardi, cette interprétation. Souhaitant, comme M. Juppé, que « le RPR et l'UDF se rencontrent, se parlent, et passent un accord pour organiser des primaires présidentielles dans tous les cas de figure », M. Bosson veut « mettre fin au duel insensé et fratricide Giscard-Chirac ». « Tout le monde a accepté l'idée des primaires, maintenant, il faut les mettre en œuvre et passer aux actes pour aboutir à un accord concret », a ajouté M. Bosson. Au contraire, M. Jacques Barrot, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, estime qu'il n'est pas opportun, aujourd'hui, de vouloir trancher le problème des primaires. Il redoute que ce débat ne devienne trop vite, ne devienne l'opposition de

l'essentiel, qui est de lancer dans le pays une dynamique de l'alliance.

M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a réaffirmé le souhait de voir les primaires s'organiser. « Il faut les préparer. Nous avons conçu un dispositif avec une option courte et une option longue. Il faut le mettre en œuvre. Les propositions de notre ami Bayrou constituent une aimable plaisanterie », déclare-t-il dans le Figaro de mercredi. « Les primaires ne sont pas destinées à contrôler Giscard ou à contrôler Chirac : elles doivent, tout simplement, nous éviter d'aller droit dans le mur », ajoute M. Longuet. Il estime qu'un candidat à l'élection présidentielle se présentant à droite en dehors du système des primaires « n'aurait pas la légitimité et la crédibilité » de celui désigné par ce système et qu'il « apparaîtrait comme le diviseur universel ».

Le propos de M. Longuet correspond à l'analyse de M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui déclarait mardi : « Face de primaires pour désigner un candidat commun, il y aura abon-

dance de candidats. » Il ne convainc pas, en revanche, M. Raymond Barre (app. UDC, Rhône), selon qui les Français « sont assez grands » pour choisir leur candidat. Avec les primaires, a ajouté l'ancien premier ministre devant l'Association de la presse étrangère, « on entre dans une procédure par laquelle ce ne sont plus les Français qui décident, mais les partis qui tentent d'influencer le choix des Français ». « On parle de primaires, et personne ne sait si elles auront lieu. Laissons la frénésie aux autres et gardons-nous de toute agitation », a conclu M. Barre.

La polémique à droite a suscité l'ironie des socialistes. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, avait déclaré, le 19 octobre, lors de son point presse hebdomadaire, qu'il assistait à « un nouvel épisode du « Dailys » politique, marquant la rivalité des deux leaders de la droite, chacun cherchant à enfoncer l'autre ». Mardi, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est moqué du « western de l'opposition ».

Prenant leurs distances avec la direction du PCF

Les « refondateurs » de Seine-Saint-Denis organisent leur propre campagne pour les élections législatives

M. Jack Ralite, maire d'Aubervilliers, a présenté à la presse, lundi 19 octobre, au nom de la Coordination communiste démocratique (CCD), créée en avril dernier par les communistes contestataires de Seine-Saint-Denis, les Assises pour la banlieue, qui se dérouleront les 27 et 28 novembre prochain dans sa commune. « Notre volonté est de lancer des démarches-processus étalés sur le temps, car notre idée de départ est que la banlieue parle, et elle parle d'elle-même, a déclaré l'ancien ministre. Nous souhaitons faire sortir la banlieue de ce qu'elle est, car, contrairement aux idées reçues, les banlieues

de notre département ont du ressort. » Profitant de cette rencontre, M. Ralite a fait le point sur l'activité de la CCD, qui associe trois cent cinquante militants et élus communistes de Seine-Saint-Denis. « Cette coordination a été créée car le débat n'est plus possible à l'intérieur du parti », a-t-il souligné. Nous, nous désirons multiplier les contacts avec les autres forces, groupements, associations et individus du département qui veulent aussi le changement et la transformation sociale. Notre travail doit être conçu comme un processus où chacun restera lui-même. »

Les membres de la CCD qui feront

acte de candidature aux élections législatives ou se présenteront pas, toutefois, sous cette étiquette. Les députés sortants qui en font partie, MM. Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil, François Asselineau, maire de Tremblay-en-France, ainsi que le nouveau maire de Saint-Denis, M. Patrick Brazeau, député de M. Marcelin Berthelot, député sortant de la deuxième circonscription, ne refuseront pas le soutien éventuel du PCF, mais ils ont tenu à prendre leurs distances vis-à-vis de la Place du Colonel-Fabien, en indiquant que « les appareils feront ce qu'ils voudront ».

P.-E. B.

Le piège des primaires

par Daniel Carton

M. FRANÇOIS LEOTARD avait vu juste. « Ces primaires, confiait-il en avril, pourraient avoir, pour la droite, le même effet que le congrès de Rennes pour le PS. » Elle y est ! Le leçon du Zénith, quand, en novembre 1990, l'UDF et le RPR s'étaient ridiculisés en annulant, toujours à cause de ces primaires, un grand rassemblement commun de leurs militants, n'aura servi à rien. Le référendum sur Maastricht, qui avait fait promettre à beaucoup qu'il était décisif, n'a rien fait d'autre que de les querelles politiques pour répondre au désarroi des Français, n'aura été qu'une parenthèse. L'opposition est retournée dans ses sables, dont le militant le plus patient n'aurait même plus à démentir l'échec.

On l'attendait unie et décidée sur le budget. On la croyait résolue, enfin, à prendre à bras-le-corps les vrais problèmes qu'il lui faudrait demain résoudre si la pouvoir lui revenait. Tout cela peut attendre. Une seule obsession : gagner ! Pour quoi faire ? On verra plus tard... Comme si la large défaite annoncée et programmée de la gauche entraînait dans ces rangs une certaine jouissance à pouvoir faire n'importe quoi sans risques majeurs...

Ce qui s'est passé mardi aura été un rare moment de cafoilage « ennemi ». M. François Bayrou, qui, sans prévenir quiconque à l'UDF, propose brutalement le matin sur Europe 1 de changer la règle du jeu. M. Alain Juppé, qui, aussitôt, bondit en exigeant une « clarification ». M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, au sortir d'un entretien au Sénat avec M. René Monory, joue les innocents en refusant de répondre à toute question de « politique » présidentielle. M. Gérard Longuet, qui vole au secours de M. Juppé en qualifiant la proposition de M. Bayrou, dont il conteste depuis toujours le rôle de secrétaire général de l'UDF, d'« aimable plaisanterie ». Les centristes, qui surgissent en ordre dispersé avec M. Bernard Bosson, frère-ennemi de M. Bayrou, réclamant l'application des primaires dans tous les cas de figure, et M. Jacques Barrot, lesté par le poids de l'Auvergne giscardienne, expliquant, lui, qu'il n'y a rien d'urgent. M. Raymond Barre, riant sous cape de voir tant d'agitations inutiles. Des dépu-

tés alarmés du spectacle donné et des conséquences pour leur réélection. Il faut admettre que dans ce genre de mise en scène burlesque, l'opposition dispose d'un indéniable talent.

Depuis des mois, on savait pourtant que l'engagement signé par le RPR et l'UDF, après bien des vicissitudes, n'était qu'un leurre, sorti de l'esprit subtil de M. Charles Pasqua, un décor imaginé pour rassurer l'électorat de la droite et décourager M. La Pen, mais impossible, pratiquement, à mettre en place, pour la très simple raison que personne encore, aujourd'hui, ne sait comment financer une telle organisation. De multiples débats ont eu lieu pour décider, aussi, de la composition du collège électoral concerné, sans donner de résultats satisfaisants, puis, qu'en dernier ressort, il était prévu que « le moment venu », un comité national aurait à se pencher sur la question afin « de juger de la valeur démocratique » de la procédure.

Responsabilité partagée

En cas d'élection présidentielle anticipée, les solutions avancées étaient encore moins probantes. Pour savoir ce que coûte l'union, le RPR et l'UDF ont été contraints de se livrer à un jeu de dupes, qui aboutit, aujourd'hui, au résultat que l'on voit. M. Jacques Chirac a toujours pensé qu'un imposant à l'UDF, en juin 1991, cette charte sur les primaires, il disposait d'un moyen infaillible de bloquer M. Giscard d'Estaing, dans l'espoir qu'il se résignerait à se retirer de la compétition pour éviter un affront final. M. Giscard d'Estaing s'est dit qu'il pouvait signer, que cela ne l'engagerait nullement puisque, de toute façon, une élection présidentielle anticipée, qu'il pronostiquait depuis longtemps, balayerait ce système des primaires et que dans une campagne normale il serait toujours le meilleur.

Ce jeu de dupes aurait pu se prolonger encore si M. Giscard d'Estaing et Bayrou ne s'étaient pas montrés, ces derniers jours, aussi maladroits : le premier en voulant soudainement anticiper les échéances et, donc, en posant immédiatement le problème de l'élection présidentielle ; le second en se plaignant, au contraire, dans une

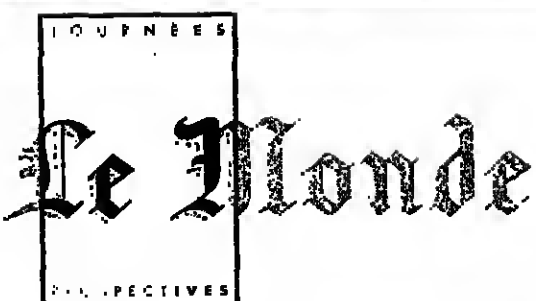
hypothèse de cohabitation et en proposant de légiférer sur la question. Ce qui revient effectivement à remettre en cause le dispositif arrêté. Le secrétaire général de l'UDF souhaite, maintenant, que les Français soient davantage associés à cette procédure, et il réclame une loi. C'est une manière de mettre incidemment la doigt sur la question du financement de ces fameuses primaires.

En avril, M. Léotard avait rejoint M. Barre pour émettre de sérieuses réserves, sans soulever les protestations ni du RPR ni de M. Longuet. « Nous sommes en train d'enlever aux Français, expliquait-il, le droit de choisir leurs candidats, pour le confier à des professionnels de la politique. » Il ne l'acceptait pas et concluait même qu'en cas d'élection anticipée, il était inutile « de chercher des formules magiques ».

Compte tenu du démenti de M. Giscard d'Estaing, la RPR ne pouvait rester, cette fois, les bras ballants, d'autant moins que les réactions réserves, sans soulever les protestations de M. Longuet et Bosson lui fournissent l'occasion précieuse de saper les fondations de l'UDF. Ce qui est signé est signé, affirment les dirigeants du RPR, qui ne vont pas commettre la maladresse de se priver d'un si beau rôle. Les deux formations sont convenues de se rencontrer au plus vite, mais le dialogue de sourds peut continuer, avec de graves interférences sur la préparation des élections législatives. Le RPR menace de multiplier les primaires dans les circonscriptions si M. Giscard d'Estaing ne lui apporte pas enfin un « oui » net et définitif. L'UDF attend juger de la façon dont se passeront les négociations pour ces législatives avant de répéter son « oui » de principe.

Ces primaires pour l'élection présidentielle ne verront jamais sans doute le jour. Si M. Mitterrand démettait de son mandat demain, les électeurs retrouveraient tout aussi probablement, devant eux, le même couple terrible. Quand le rassemblement du Zénith était tombé à l'eau, M. Chirac n'avait pas été tendre avec M. Giscard d'Estaing. « Puisque vous avez décidé que nous serons ridicules, l'avait-il prévenu moi, je porterai le chapeau, mais vous, vous porterez le sombrero ! » Y-a-t-il encore, aujourd'hui, un couvre-chef à leur taille ?

Deux jours pour décider de votre avenir professionnel



Renseignements : (1) 48-06-51-91 du lundi au vendredi de 9 heures à 13 heures

Mercredi 28 octobre entrée libre et gratuite

Les Tribunes des Entreprises

- BOSSARD CONSULTANTS** : « Bossard et les nouveaux territoires du conseil »
- BULL** : « Passeport pour l'avenir, ou comment faire évoluer la réalité sociale en fonction d'une ambition technologique novatrice »
- CRÉDIT MUTUEL** : « Gestion des ressources humaines : un second souffle »
- ELF** : « La gestion des hommes par famille professionnelles Deux exemples : la famille des explorateurs et celle des juristes »
- FRANCE TÉLÉCOM** : « Le défi du changement »
- LA POSTE** : « La force de la Poste : les Hommes »
- PRICE WATERHOUSE** : « Auditeur et consultant : recrutement, carrières et débouchés en 1993 »
- SNCF** : « La SNCF : décentraliser et anticiper »

Les Rendez-vous des Métiers

- FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS** : « Les travaux publics : quels métiers ? Quelles ambitions ? »
- FÉDÉRATION NATIONALE DU BÂTIMENT** : « Profession : Bâtimeur »
- TEMPS DENSE et le CIGREF** : « Profession : informatique »

Le Débat

- « Vendeurs et commerciaux : comment combler le déficit ? Les enjeux de la formation des vendeurs de demain »

Les Profils

- 3615 LM, télématique emploi du Monde en accès gratuit
- le kiosque aux stages de la MNEF
- les conseillers d'orientation de l'ONISEP invités par la MNEF

“Les restes du communisme sont dans la casserole”

Qui a su si bien les accommoder ? *



3617 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé. 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Communisme casserole

22 octobre : M. de mer. App. M. Chirac et moi" de M. Barre. Ouverture du 14e Salon Méditerranéen

مركزا من لامل

POLITIQUE

entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac

« Ça recommence ! »

Le RPR somme l'UDF, le CDS contredit l'UDF, le PR rassure le RPR... mais, officiellement, la droite s'apprête toujours à gouverner. A quelques mois des élections législatives, la perspective d'un nouvel affrontement entre M. Jacques Chirac et M. Valéry Giscard d'Estaing et la remise en cause, par certains membres de l'UDF, de l'accord conclu avec le RPR sur l'organisation de primaires « présidentielles », inquiètent pourtant plus d'un député. « Je suis un député de l'opposition », tempête M. Philippe Vasseur (UDF-PR, Pas-de-Calais). « Nous sommes devenus fous », s'exclame-t-il dans les couloirs du Palais-Bourbon. Il suffit que l'un d'entre nous dise quelque chose pour que l'autre dise le contraire. A force de parler de nos c... on oublie de dire qu'on a un programme. »

« On est en pleine folie », constate aussi M. Etienne Pinte (RPR séguiniste, Yvelines). Evoquant la proposition de M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, de remettre à plus tard les primaires, M. Pinte ajoute : « Je trouve stupéfiant que l'on puisse renier aussi facilement la parole donnée, le contrat signé et les engagements pris. » Persuadé que M. Bayrou exprime le point de vue de M. Giscard d'Estaing, M. Pinte affirme : « L'UDF ne veut pas de primaires parce qu'elle craint le résultat. Et, surtout, ses dirigeants veulent absolument nous tailler des croupières aux législatives. A part ça, vive l'union ! » Ça recommence ! commente, désabusé, M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-

Marne). Je ne vois plus qu'un duel sur le pré entre Chirac et Giscard, ce sera le seul moyen de faire un choix simple. Les primaires, c'est comme Furiel, dès qu'on y touche, ça s'effondre. » La sempiternelle rivalité entre l'ancien président de la République et son ancien premier ministre « rajoutée » M. Patrick Doyedjen (RPR, tendance Liotard, Hauts-de-Seine). « Je me retrouve en 1976, j'avais trente-deux ans ! observe-t-il avec ironie. Je les remercie, mais il ne faudrait tout de même pas que ça dure trop longtemps. Ça face-à-face va écourter les électeurs, ouvrir un aspect à d'autres candidats et en définitive mettre en danger la victoire de l'opposition. » Le président du groupe UDC, M. Jacques Barrot, en est tout aussi persuadé : « On va finir par décourager ce pays de la politique ! »

Quinze ans pour faire un candidat

Le pessimisme des députés de l'opposition sur le colidité de l'union se nourrit, encore, des discordances apparues mardi au sein de l'UDF. Ostensiblement, dans les couloirs, MM. Gérard Longuet, pour le Parti républicain, et Hervé de Charette, porte-parole officieux de M. Giscard d'Estaing, viennent livrer chacun sa part de vérité. M. Longuet dénie sagement à M. Bayrou le droit de « s'exprimer au nom de l'UDF. « Il n'a pas été mandaté pour cela. Lorsqu'il parle, il s'engage que lui-même et la première circonscription des Pyrénées-Atlantiques dont il est l' élu », déclare le président du

PR. Le porte-parole du Parti républicain, M. Ladislas Poniatowski, dément, à son tour, toute remise en cause de l'accord sur les primaires. « Le RPR peut être rassuré, affirme-t-il, nous n'avons pas changé de position. »

M. de Charette se montre moins conciliant. Tout en affirmant que l'UDF respectera sa signature pour l'organisation des primaires, il demande des gages : « Le sujet du moment, ce sont les candidatures uniques aux élections législatives. Dans beaucoup de départements, on me rapporte que le RPR prépare des primaires. Il faut résoudre ce problème d'urgence. »

M. Philippe Séguin (RPR, Vosges) balaise d'un geste cette polémique et veut croire à un « dément rapide de l'UDF ». « La moins mauvaise » solution, observe-t-il, c'est de s'expliquer à la loyale avec les primaires. Chacune des deux candidatures est légitime. Chacune est susceptible de l'emporter, mais une double candidature serait de nature à compromettre les chances de l'opposition. » A l'attention de ceux qui s'irritent de l'éternel retour du couple que forment MM. Chirac et Giscard d'Estaing, il ajoute : « De toute façon, il n'y a pas d'autres candidats que ces deux-là. » Le député des Vosges va puiser ses arguments à bonne source : « Comme l'a dit M. Mitterrand, en France, il faut quinze ans pour faire un candidat... » M. Séguin a encore besoin de quelques années.

G. P. et P. R.-D.

LA VRAIE CHINE

Découvrir Pékin en hiver est un privilège. Rencontrer la vraie Chine est un authentique enrichissement.

Car nous sommes les défenseurs du "voyager vrai", des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi). Nous vendons directement, sans intermédiaire.

Et vous êtes en contact direct avec une vraie équipe spécialisée pour la Chine.



VOYAGER PLUS VRAI

Bon à découper pour recevoir votre brochure à retourner à : "Voyageurs en Chine", 45 rue Saint-Amand, 75001 Paris.

VOTRE NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____ TÉLÉPHONE _____

VOYAGEURS EN CHINE FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans
DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70



120 Frs.

CINEMA A MONTPELLIER

22 octobre : Matin frais, petit galop en bord de mer. Après-midi d'émotions entre Bazille et Courbet au Musée Fabre. 21 heures, le Corum : "Tito et moi" de Markovic en avant-première pour l'ouverture du 14ème Festival International du Cinéma Méditerranéen.



MONTPELLIER LA SURDOUEE

MONTPELLIER EUROOCITE

"Montpellier, c'est pour la vie"



POLITIQUE

Un entretien avec M. Antoine Waechter

« Il est souhaitable, pour les écologistes, que le balancier ne reparte pas trop à droite aux élections législatives » nous déclare le porte-parole des Verts

Les délégations des Verts et de Génération Ecologie, au terme de discussions menées depuis le 20 mai dernier, sont sur le point de conclure un accord programmatique. Celui-ci reste à finaliser et devra, avant d'être rendu public, être validé, à la mi-novembre, par l'assemblée générale annuelle ou le congrès de chacun des deux mouvements. D'après l'entretien qu'il nous a accordé, le porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter, s'explique sur la stratégie de son mouvement.

« Il y a un en, vous affirmiez ne pas croire à l'avenir de Génération Ecologie (1). Manifestement, vous vous êtes trompés. Où en êtes-vous, aujourd'hui, dans la constitution de ce pôle écologiste fort que vous voulez bâtir avec les amis de M. Brice Lalonde ?

« L'erreur d'appréciation est réelle, mais elle n'est que partielle. Les facteurs qui pouvaient conduire à la disparition de Génération Ecologie au lendemain des élections régionales existent toujours. Ce que nous n'avions pas prévu, c'est l'impact de Génération Ecologie sur un électeur non écologiste. La majorité des électeurs de Génération Ecologie sont venus du Parti socialiste. Nous n'avions pas envisagé un pareil transfert.

» Nos deux organisations ont donc engagé des discussions dans la perspective des prochaines élec-

tions législatives. Nous sommes en voie de parvenir à un accord programmatique. D'autre part, nous travaillons aux modalités d'une présentation concertée de nos candidats, mais je précise bien que mon intention est de construire un pôle écologiste fort, et non pas un simple pôle électoral. Un pôle écologiste, cela signifie une action commune autour d'un projet politique commun.

En attendant la présidentielle...

« Autre changement que l'on peut observer : après vous être tenus longtemps à l'écart des autres formations, vous courez, aujourd'hui, d'une rencontre à l'autre, comme si vous étiez désormais saisis par le démon du pouvoir.

« Ce n'est qu'une apparence. Notre logique n'a absolument pas changé. Depuis 1987, je ne cesse d'affirmer que nous sommes prêts à prendre des responsabilités gouvernementales, à la condition qu'il y ait un partenaire pour signer un contrat avec nous et que nous disposions, d'autre part, d'un rapport de forces qui oblige ce partenaire à respecter le contrat. Il se trouve qu'aujourd'hui ce rapport de forces existe et conduit les formations politiques, pas seulement le PS, à solliciter notre participation au gouvernement. Face à ces sollicita-

tions, nous sommes bien obligés de répondre !

» Le dialogue avec toutes les formations politiques, hormis le Front national, est la conséquence logique des décisions prises l'août dernier lors de notre assemblée générale de Saint-Brieuc. Notre motion de stratégie prévoyait l'éventualité d'une participation au gouvernement sur la base d'un contrat très précis. Nous avons donc porté le contenu de ce contrat à la connaissance des principales formations politiques et nous avons enregistré leurs réactions. En aucune manière, cette démarche ne comportait une volonté de négociation pour un éventuel accord électoral.

« Sur la base des élections régionales, le rapport de forces vous est en effet très favorable, mais avec 15 % des voix et un mode de scrutin majoritaire, vous risquez de n'avoir aucun député au lendemain des élections législatives ?

« La projection des résultats des élections régionales dans chacune des circonscriptions législatives montre que, même avec une candidature unique, la probabilité d'avoir des élus est très faible. En revanche, si, comme l'indiquent les sondages, le pôle écologiste pouvait réunir 17 % des voix et davantage, il est incontestable que, malgré le mode de scrutin, nous pourrions être traités ou quarante à entrer à l'Assemblée nationale.

» Cependant, au lendemain de ces élections, il est peu vraisemblable qu'une majorité forte UDF-RPR soit intéressée par une obo-

sculation sur le fond avec les écologistes. De plus, je pense qu'il n'est pas dans l'intérêt des Verts d'entrer dans un gouvernement, en 1993, dans un contexte marqué par l'incertitude d'une recomposition éventuelle au lendemain de l'élection présidentielle, incertitude accrue par la situation économique difficile de l'ensemble des pays de la Communauté européenne, qui ne laisse à la France qu'une marge de manœuvre très réduite. La probabilité de réunir les conditions d'une participation au gouvernement sera plus grande au lendemain de la prochaine élection présidentielle.

Développer d'abord les Verts

« Seriez-vous prêts à des accommodements locaux avec le Parti socialiste pour éviter une forte majorité de droite à l'Assemblée nationale ?

« Si nous devions avoir une telle démarche, elle se ferait selon notre propre logique, à notre initiative et sans accord. Les écologistes peuvent peser d'autant plus lourdement sur les décisions que le paysage politique est équilibré. Il est souhaitable, de ce point de vue, que le balancier ne reparte pas trop de l'autre côté. Le pôle écologiste peut y contribuer. Dans tous les cas, les écologistes seront les arbi-

tres de la prochaine élection présidentielle.

« Comment voyez-vous le développement du pôle écologiste ?

« Je le vois, d'abord, pour les Verts. Il s'agit d'attirer à nous de nouveaux acteurs et de faire en sorte qu'ils se sentent à l'aise chez les Verts. Les derniers Assises de l'écologie ont permis de faire adhé-

ment, une double candidature pourrait produire un résultat encore meilleur pour l'ensemble des écologistes. L'important est d'aboutir à une stratégie convergente : deux candidats, mais une volonté commune au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle.

« Tout indique, donc, que vous n'êtes pas prêts à passer la main ?

« Le change de vie tous les dix ans, et je n'en suis qu'à la sixième année...

« Il est tout de même curieux que, pour des gens qui prétendent faire de la politique autrement, vous en soyez, M. Lalonde et vous-même, à peu près au même stade de rivalité personnelle que M. Chirac et M. Giscard d'Estaing ?

« Ce n'est qu'une apparence. S'il y a deux formations, c'est que nous avons une origine, des objectifs, un mode de fonctionnement très différents. Génération Ecologie est une structure pyramidale, sans projet global, d'essence social-démocrate. Les Verts constituent une formation démocratique, décentralisée, qui se réclame d'une pensée écologiste globale et cohérente.

« L'humanité est confrontée à de formidables enjeux nouveaux, tels que l'explosion démographique, l'épuisement des ressources, la dégradation du milieu de vie. Sa propre existence est menacée. Or la sphère du politique perd la maîtrise des événements parce qu'elle ne répond plus qu'à des préoccupations immédiates. Sans projet, nous ne serions que le jouet des événements.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

(1) Le Monde du 24 octobre 1991.

« M. Diebold, directeur du cabinet de M. Bannet, - M. Patrice Diebold a été nommé directeur du cabinet de M. Gilbert Bannet, ministre du commerce et de l'artisanat, par arrêté paru au Journal officiel du 10 octobre.

[Né le 2 juin 1954 à Thionville (Moselle), diplômé de l'ENSAE et ancien élève de l'ENA, M. Diebold a été successivement adjoint au chef, chef du bureau de l'industrie navale (juin 1981-juillet 1987), directeur du cabinet du préfet de la région Languedoc-Roussillon, sous-préfet de Gournay (1987), avant de retrouver une carrière dans les cabinets ministériels. Chargé de mission auprès de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan en septembre 1989, il est conseiller technique au cabinet de M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, en juin 1991, et d'avril à juin 1992 conseiller technique au cabinet du ministre de la ville.]

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de M. Jean-Pierre BERDAH - Dominique SAUVAN, avocats au barreau de NICE, 6, boulevard Victor-Hugo.

A la requête de :
La SARL AUX CINQ CONTINENTS dont le siège est à PARIS 75011, 75, rue de la Roquette. Agissant par son gérant en exercice, M. ABRAMOVIK.

La 4^e Chambre de la cour d'appel de PARIS, par arrêt du 9 juillet 1992, a :

» Dit que la société CONTINENT HYPERMARCHÉS, en adoptant à titre d'enseigne la dénomination « CONTINENT et C^o CONTINENT » en faisant usage de cette dénomination pour désigner des produits des classes 3, 29, 30, 31, 32, 33 de la classification internationale, a commis des actes de contrefaçon de la marque « AUX CINQ CONTINENTS », dont la société AUX CINQ CONTINENTS est propriétaire ;

» Dit que la marque « C^o CONTINENT » 398 805 constitue la contrefaçon de la marque « AUX CINQ CONTINENTS » ;

» Prononce la nullité de la marque 643 575/1 220 899 et de la partie française de la marque 398 805 ;

» Ejoignant la société CONTINENT HYPERMARCHÉS de procéder à ses frais à la radiation de la marque française et de la partie internationale de la marque internationale ;

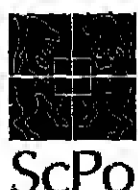
» Interdit à CONTINENT HYPERMARCHÉS de faire usage de la dénomination « CONTINENT » pour tous produits des classes 3, 29, 30, 31, 32, 33 sous astreinte provisoire de 1 000 F par infraction constatée à compter de la signification de l'arrêt.

» Autorise « AUX CINQ CONTINENTS » à publier par extraits l'arrêt dans quatre journaux ou revues français ou étrangers de son choix, et aux frais de CONTINENT HYPERMARCHÉS, sans que le coût mis à la charge de celle-ci puisse excéder 30 000 F par insertion ;

» Condamne CONTINENT HYPERMARCHÉS à payer à « AUX CINQ CONTINENTS », au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile, la somme de 20 000 F ;

» Dit que CONTINENT HYPERMARCHÉS supportera les dépens de première instance et d'appel.

Le Monde

5^e SÉMINAIRE SCIENCES PO-LE MONDE

Faut-il enterrer l'autorité ?

« Pas de pouvoir sans autorité », dit l'adage.
Qu'en est-il dans notre société ?

mercredi 25 novembre 1992

9h00 INTRODUCTION par Michel Crozier

Séances présidées par René Remond

9h15 SOCIÉTÉ : CONTRAINTES ET CONVIVIALITÉS...

Animée par Frédéric Gausson avec : Paul Bernard, Gérard Demuth, François Dubet, Bruno Frappat, Marguerite Genzbitel.

11h15 POLITIQUE : POUVOIRS ET CONTESTATIONS :

Animée par Patrick Jarreau avec : Marie-Christine Blandin, Henri Emmanuelli, Alain Juppé, Yves Meny, Gilles de Robien.

après-midi

Séance présidée par Jacques Lesourd

14h30 ENTREPRISES : EXÉCUTANTS OU ACTEURS ?

Animée par Alain Lebaube avec : Jean-Louis Belfa, Jean Bergougnoux, Arnaud de Boysson, Daniel Labbé, Rose-Marie Van Lerberghe, Michel Mayer, Renaud Sainsaulieu.

17h30 CONCLUSION par Alain Lancelot

Ce séminaire s'adresse aux membres des Directions Générales des Entreprises, Administrations et Collectivités locales.

Hôtel NIKKO, 75015 Paris

Frais de participation : 2 100 Francs

Renseignements et inscriptions : Institut d'Etudes Politiques de Paris - Service Formation Continue 215, bd Saint-Germain - 75007 Paris.

Tel : 45 49 30 97 - 45 49 51 94 / Fax 42 22 60 79

Avec la participation de :

- Jean-Louis BEFFA, Président de Saint-Gobain
- Jean BERGOUNGNOUX, Directeur Général d'EDF
- Paul BERNARD, Préfet de la région Rhône-Alpes
- Marie-Christine BLANDIN, Présidente du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais
- Arnaud de BOYSSON, Président des Etablissements Soulé
- Michel CROZIER, Directeur de recherche au CNRS
- Gérard DEMUTH, Président Directeur Général de Cofinergie France
- François DUBET, Professeur des Universités à l'Université de Bordeaux II
- Henri EMMANUEL, Président de l'Assemblée Nationale
- Bruno FRAPPAT, Directeur de la rédaction du journal Le Monde
- Frédéric GAUSSON, Directeur du Monde de l'Éducation
- Marguerite GENZBITTEL, Proviseur du Lycée Fénelon
- Patrick JARREAU, Journaliste au Service politique du journal Le Monde
- Alain JUPPÉ, Secrétaire Général du RPR
- Daniel LABBÉ, Responsable CFDT à la Régie Renault de 1979 à 1989
- Alain LANCELLOT, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris
- Alain LEBAUDE, Chef du Département social du journal Le Monde
- Jacques LESOURD, Directeur du journal Le Monde
- Michel MAYER, Directeur des Ressources Humaines de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel
- Yves MENY, Professeur des Universités à l'I.E.P. de Paris
- René REMOND, Président de la Fondation Nationale des Sciences politiques
- Gilles de ROBIEU, Député-maire d'Amiens
- Renaud SAINSAULIEU, Professeur des Universités à l'I.E.P. de Paris
- Rose-Marie VAN LERBERGHE, Directeur Général de l'Alsacienne

POINT

les mystères
une galaxie

un commun

Anglo-Sax

Les héri

POINT / LA FRANC-MAÇONNERIE

Les mystères d'une galaxie

Les instances des principales obédiences maçonniques françaises viennent d'être renouvelées à l'occasion des convocations, les assemblées générales maçonniques, qui sont organisées, en règle générale, au cours du mois de septembre. Au Grand Orient, la principale obédience française, qui compte plus de trente-cinq mille membres, ce renouvellement s'est traduit par l'élection d'un nouveau grand maître, M. Gilbert Abergel.

En dépit des efforts de communication entrepris ici ou là, la franc-maçonnerie reste pourtant entourée en France de fantasmes et d'idées simples. Société

secrète, puissance occulte, réseau actif dans les affaires et en politique ou simple société de pensée qui tend à l'amélioration de l'homme, le phénomène franc-maçon ne se laisse pas facilement saisir. D'autant que la franc-maçonnerie française n'est pas un bloc homogène mais qu'elle est éclatée en plusieurs obédiences.

Ainsi, le Grand Orient tient toujours la laïcité comme la clef de voûte de sa conception du monde et traque avec vigilance, au risque d'apparaître souvent déshéant, les résurgences cléricales. De son côté, la Grande Loge de France, la

deuxième obédience française, ne rechigne pas à dialoguer avec les Églises. Parfois divisées, les principales obédiences maçonniques se rassemblent cependant dans la combat contre les intégrismes, dont le Front national est, à l'extrême droite, le dernier avatar politique.

Fortement implantées dans les départements et territoires d'outre-mer, les obédiences françaises, le Grand Orient et la Grande Loge de France en particulier, consacrent enfin une bonne partie de leurs efforts en faveur de la renaissance de la maçonnerie dans les pays de l'Est.

Un front commun contre les intégrismes

Un socle humaniste sur lequel s'est ancrée la République à la fin du XIX^e siècle en même temps qu'un terreau fécond pour les affirmations de toutes sortes : telle est l'image ambivalente que véhicule depuis toujours la franc-maçonnerie française. « Un ordre maçonnique qui n'aurait sa dimension spirituelle ou qui récuserait le devoir humaniste ne pourrait que se transformer, au mieux, en association ou en club, au plus, en organisation perverse », prévient M. Michel Barot, quarante-quatre ans, grand maître de la Grande Loge de France (GLDF), la deuxième obédience française, dans son livre *La Conception du regard*, qu'il vient de publier (1).

Cette dérive n'a pas toujours été évitée. Que le président de la République lui-même s'en prenne, en janvier, en privé, à l'occasion de l'affaire des fausses factures de la SAGES, « au petit groupe maçonnique » organisé autour de M. Michel Rey, PDG de cette société, voilà qui alimente encore, si besoin était, la machine à fantasmes qu'est la franc-maçonnerie. Le Grand Orient de France (GODF), auquel était rattachée la loge Victor-Scholcher, mêlée au scandale, peut bien expliquer sa « stupéfaction » devant les propos présidentiels, les obédiences peinent à affirmer à qui veut l'entendre que la justice maçonnique passe toujours, et sans complaisance, pour les « mauvais frères », le soupçon demeure, presque indélébile.

Mais il serait assurément malhonnête de réduire la franc-maçonnerie à ces malaises. Comment expliquer d'ailleurs l'engouement qui ne se dément pas pour cette forme d'association qui ne recrute que par cooptation, selon des rites initiatiques, pour travailler à l'amélioration morale ou matérielle de l'humanité ? Les effectifs franc-maçons sont toujours en pleine croissance. Ils ne subissent

pas, à l'instar du syndicalisme ou du militantisme politique, le contre-coup de la montée de l'individualisme déploré par ce et là.

« Les frères s'investissent d'autant plus dans le Grand Orient qu'ils se désinvestissent des autres secteurs associatifs traditionnels », explique M. Gilbert Abergel, quarante-trois ans, nouveau grand maître de la principale obédience française, à la fois la plus nombreuse et la plus engagée dans la société. Le parcours de M. Abergel, enfant de mai 68, passé par le PSU et la CRDT, avant d'entrer en 1972 dans la loge Action socialiste - créée par d'anciens communistes en 1901 - est éloquent.

L'acquis de la laïcité

Le grand maître fixe à son obédience un objectif en apparence simple : « La chute des idéologies est désormais un vieux constat, alors qu'est-ce qu'on fait ? On cherche les idées pour demain ! ». Un objectif qui justifie, selon lui, pour une large part la position des loges vis-à-vis de la société : la nécessité des rites, « prise de distance contre les excès du monde profane », tout comme la méditation à l'égard de la méditation. « Les amitiés de télévision, pour ne parler que d'elles, sont en règle générale génératrices de slogans et de mots d'ordre ; ce n'est pas notre nature. Le GODF n'a pas de volonté programmatique. Nous n'avons pas besoin à priori de la place d'un appareil politique définitif », explique M. Abergel.

Les choses étaient bien plus simples. Il est vrai, quand au début du siècle la franc-maçonnerie avait comme tâche principale la consolidation de la République et l'installation de la laïcité. Le Grand Orient peut bien aujourd'hui attirer l'attention sur l'idée fautive qui consiste, selon lui, à tenir cette laïcité

comme un acquis défectueux. Ses appels à la mobilisation tombent souvent à plat.

Le positionnement politique de cette obédience reste, lui aussi, difficile à saisir. Pendant longtemps, le Grand Orient est apparu comme très proche du Parti socialiste. L'élection à sa tête de membres ou de proches du PS, Roger Leroy ou Paul-Henri Gourdet, au début des années 80, en a été un signe tangible, tout comme les ressemblances entre les cent une propositions du candidat François Mitterrand, en 1981, et la déclaration du conseil de l'ordre rendue publique la même année. Depuis, le Grand Orient s'est pris ses distances vis-à-vis du pouvoir. Il n'hésite plus à dénoncer ses carences en matière d'éducation ou de droits sociaux.

De son côté, la Grande Loge de France, classée trop schématiquement à droite, M. Barot assure que « tout parti, en accordant au pouvoir, ne peut que décevoir les espoirs dont il était porteur dans l'opposition ». « A jouer [le] jeu dangereux de l'intégrisme politique, la moindre faute dans l'ordre moral devient flagrant délit de tarification. A vouloir être des saints hommes, nombreux ceux qui, ces derniers années, ne furent que des abbés de cour », ajoute-t-il sentencieusement (2).

En 1992, la franc-maçonnerie subit, tout comme son ancienne bête noire, l'Église, les effets indirects d'une image désormais diversifiée.

Tout en s'inquiétant de la raideur du droit canon, qui déclare que « la franc-maçonnerie présente un risque de péché grave qui doit être sanctionné par une juste peine », et en regretant l'absence de Mgr Jean-Marie Lustiger au retour des cendres de l'abbé Grégoire, de Condorcet et de Monge au Panthéon, M. Barot se félicite « du courage intellectuel insigne des hommes d'Église quand ils plaident contre

l'intolérance et pour la liberté », comme « de l'attitude de Mgr Decourtray quand il dénonce les compromissions de certains membres de l'Église pour protéger Tourner ». Les obédiences maçonniques françaises avaient d'ailleurs dénoncé la montée du racisme conjointement avec les Églises en 1985.

La lutte contre les extrémismes semble à l'heure actuelle le principal ciment pour les obédiences les plus actives de la franc-maçonnerie française. « Les intégrismes politiques ou religieux peuvent s'allier pour dénoncer la spiritualité libre et ouverte de la franc-maçonnerie », écrit M. Barot. Le discours du Grand Orient, sur ce point, est identique. Ces deux obédiences, dissoutes le 19 août 1940 par un décret signé par le maréchal Philippe Pétain (3), sont depuis longtemps dans le collimateur du Front national, qui multiplie les attaques à leur endroit.

Une initiative dénoçant « les thèses extrémistes et intégristes » tout comme « la violence physique ou morale » a rassemblé en février 1992 la Grande Loge de France, le Grand Orient, la Grande Loge féminine et le Droit humain. Elle a enfin été relayée au niveau international par le CLIPSAS (voir ci-dessous), qui a lancé en mai à Lisbonne un appel contre « tout intégrisme, toute agression et toute exclusion ».

GILLES PARIS

- (1) Michel Barot, *La Conception du regard*, Albin Michel, 1992.
- (2) *Ibidem*.
- (3) Le Droit humain devait connaître un sort identique en février 1941. Une loi du 11 août 1941 alla par la suite ordonner la publication au *Journal officiel* des noms et des grades des dignitaires des loges, qui subissaient également le sort des juifs leur interdisant d'exercer des fonctions publiques.

Les diverses obédiences

Le Grand Orient de France (GODF) est le plus ancienne obédience française. Exclusivement masculine, elle revendique près de 35 000 frères répartis dans 700 loges. Le grand maître du GODF est désigné tous les ans par un conseil de 33 membres élus par les congrès maçonniques régionaux et confirmés par une assemblée générale, le conseil. Le conseil du GODF est renouvelable par tiers tous les ans.

Les conseillers, élus pour trois ans, ne peuvent solliciter un nouveau mandat au cours de l'année qui suit leur descente de charge. Le

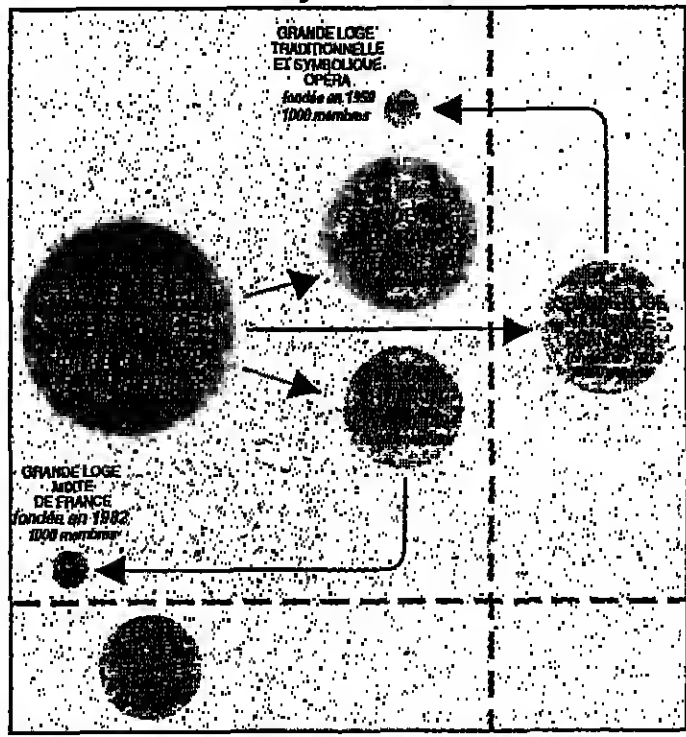
assuré par M. Claude Charbonnaud, qui devrait lui succéder officiellement en décembre.

La Grande Loge traditionnelle et symbolique Opéra compte plus d'un million d'adhérents.

Le Droit humain, né en 1894 d'une scission du Grand Orient, compte plus de 11 000 membres et 400 loges. Cette obédience a été la première à admettre des femmes comme membres. Son grand maître est élu directement par le conseil, qui rassemble des délégués des loges.

La Grande Loge féminine de France (GLDF) compte plus de 8 000 membres réparties dans

La franc-maçonnerie en France



La Grande Loge nationale française est la seule obédience reconnue par la Grande Loge unie d'Angleterre.

grand maître du GODF est, depuis le 19 août 1940, M. Gilbert Abergel, qui avait été élu au conseil en 1991.

La Grande Loge de France (GLDF), née d'une scission du Grand Orient en 1894, compte 18 000 membres divisés en 450 loges. Le grand maître de la GLDF est élu directement par le conseil. Il ne peut exercer cette fonction plus de trois ans. Le GLDF compte également un conseil fédéral renouvelable par tiers tous les ans. L'actuel grand maître de la GLDF est M. Michel Barot, qui a été élu pour la première fois en 1990.

La Grande Loge nationale française (GLNF), née en 1913 d'une scission du Grand Orient, regroupe environ 13 000 membres dans plus de 400 loges. Le grand maître de la GLNF est élu pour trois ans par l'assemblée générale des responsables des loges. Les frères se prononcent sur le candidat unique choisi par un « souverain grand comité » dont les membres sont presque tous désignés par les grands maîtres. Depuis le décès en janvier du grand maître de la GLNF, André Roux, l'intérim est

assuré par M. Claude Charbonnaud, qui devrait lui succéder officiellement en décembre.

La Grande Loge mixte universelle est née en 1973 d'une scission du Droit humain.

La Grande Loge mixte de France, issue en 1982 d'une scission de la Grande Loge mixte universelle, compte un million de membres répartis dans 50 loges qui peuvent être soit masculines, soit féminines, soit mixtes. Le conseil élu par tiers, qui désigne lui-même le grand maître, l'actuel grand maître est M^{me} Martine Lannes qui a été élue cette année. M^{me} Lannes avait déjà été grand maître de 1986 à 1989.

Il existe également d'autres obédiences telles que la Grande Loge écossaise d'Orient et d'Occident, ou le Rite ancien et primitif de Memphis-Misraïm.

« Anglo-Saxons » et « libéraux »

La franc-maçonnerie est partagée en deux grandes tendances. La première s'inscrit dans la tradition anglo-saxonne, qui regroupe plus de quatre-vingt-dix pour cent des francs-maçons dans le monde.

La maçonnerie qui se réfère aux principes de la Grande Loge unie d'Angleterre est profondément attachée à la croyance en Dieu, « grand architecte de l'univers ». Cette tendance exclut systématiquement tout investissement social et politique des maçons dans le domaine temporel. C'est le cas, en France, de la Grande Loge nationale française, qui est d'ailleurs la seule obédience française tenue pour régulière par les instances anglo-saxonnes, qui ne reconnaissent qu'une seule obédience maçonnique, le suprême conseil, par pays.

La deuxième tendance, qui l'emporte en France depuis les origines, est une tendance beaucoup plus libérale. Le Grand Orient, fervent défenseur de la laïcité, en est le meilleur symbole. Dès 1877, il a d'ailleurs sup-

primé l'obligation pour les loges de travailler « à la gloire du grand architecte de l'univers » et rompu les liens avec les loges anglo-saxons, dont il ne reconnaît pas la tutelle. Il ne doit donc pas d'une manière aussi systématique le domaine spirituel du domaine temporel, dans lequel il ne se prive pas d'intervenir.

Par rapport aux engagements et aux prises de position du Grand Orient, la Grande Loge de France apparaît comme nettement plus en retrait. Si ses loges travaillent toujours sous l'invocation du « grand architecte de l'univers », la Grande Loge de France n'en entretient pas moins de bons rapports avec le Grand Orient, de même que la Grande Loge féminine de France, le Droit humain ou la Grande Loge mixte de France. Mais il serait imprudent, en tout cas, de classer schématiquement les obédiences selon qu'elles seraient ou non anticléricales. En effet, l'adhésion au symbole du « grand architecte » n'implique pas forcément la reconnai-

sance du Dieu judéo-chrétien, mais plutôt celle d'un principe organisateur.

Le Grand Orient anime avec les obédiences françaises ou étrangères qui lui sont proches une association internationale maçonnique : le Centre de liaison et d'information des puissances - maçonniques - signalaires de l'appel de Strasbourg (CLIPSAS). Conformément à la tradition du Grand Orient, l'appel de Strasbourg, lancé en janvier 1961, invitait les obédiences respectueuses de « la liberté absolue de conscience » à se rassembler, au-delà de « rétrogrades exclusives » - comme les querelles sur la place accordée au « grand architecte ».

Le CLIPSAS compte aujourd'hui quarante-deux obédiences maçonniques d'Europe, d'Afrique mais aussi d'Amérique du Nord et d'Asie. Il est actuellement dirigé par M. Jean-Robert Ragache, qui était, jusqu'en septembre dernier, le grand maître du Grand Orient de France.

Les héritiers des « francs métiers » du Moyen Âge

Ses racines symboliques remontent à la création du monde. Les frères maçons considèrent généralement la construction du temple de Jérusalem (X^e siècle avant Jésus-Christ), due à Hiram, l'architecte du roi Salomon, comme le premier grand œuvre. En vérité, les origines historiques de la franc-maçonnerie sont difficiles à préciser.

Il existe beaucoup de théories fantaisistes, mais aucune preuve qui puisse permettre d'établir une filiation directe entre les sociétés savantes de l'Antiquité, au sein desquelles philosophes, chercheurs et mystiques cherchaient ensemble à comprendre le monde, et l'ésotérisme ou la raison, et les confréries professionnelles qui se sont développées au Moyen Âge dans tous les pays d'Eu-

rope. Il est clair, en revanche, que les organisations maçonniques d'aujourd'hui sont les héritières des associations de « francs métiers » apparues à l'époque des bâtisseurs de châteaux forts, d'églises, de cathédrales, lorsque les professionnels de l'art de bâtir, qui se transmettaient généralement leur savoir-faire par le geste et la parole, s'émancipèrent des servitudes féodales pour se regrouper en « francs-maçons », l'adjectif « franc » étant alors devenu synonyme d'indépendance professionnelle.

Avec le renouveau des techniques architecturales, le développement de l'enseignement écrit et les troubles politiques qui provoquèrent la fin des grands chantiers, cette franc-maçonnerie opérative connue aux XIV^e et XV^e siècles a été remplacée, au point de disparaître déca-

que complètement en France. C'est en Angleterre, d'abord, que les associations de francs-maçons se renouvellèrent, à ce moment-là, en ouvrant leurs loges à des membres du clergé, de la noblesse ou de la bourgeoisie cooptés mais sans aucun rapport avec les traditions des corps de métiers.

Le nombre croissant de ces « maçons acceptés » transforma vite la maçonnerie opérative en maçonnerie spéculative, et ce renouveau de la franc-maçonnerie entraîna naturellement une évolution de ses objectifs, les considérations spirituelles prenant le pas sur les travaux matériels mais provoquant aussi, entre intellectuels, des querelles de chapelle portées de scissions.

Quatre loges londonniennes constituèrent ainsi, en 1717, la Grande Loge de Londres, qui se proposa

d'unifier l'ensemble de la maçonnerie sous l'autorité de son grand maître, un huguenot français, Jean-Théophile Desaguliers, et c'est de 1723 que date le *Libre des Constitutions*, paru sous la signature de James Anderson, qui établit le principe de la tolérance religieuse et demeure le règlement originel de la maçonnerie moderne, bien qu'en 1813 la création de la Grande Loge unie d'Angleterre ait substitué à ce libéralisme le dogme de l'obligation de la croyance en un Dieu révélé.

La franc-maçonnerie spéculative a été introduite en France par les Anglais en 1725-1726, et elle s'y développa rapidement. Vers 1740 on comptait une dizaine de loges à Paris et une quinzaine en province. Dans son *Histoire des francs-maçons*, Alain Guichard précise : « En 1789, le

Grand Orient de France en contrôlait soixante à Paris, quatre cent quarante-huit en province, quarante dans les colonies, dix-neuf à l'étranger et soixante-huit dans l'armée royale, l'ensemble regroupant quelque soixante-dix mille francs-maçons ».

Comme en France, la maçonnerie se répandit dans les pays d'Europe par l'intermédiaire des Anglais, mais très vite les émissaires des loges britanniques devinrent mineurs et chaque pays vit se constituer des obédiences autonomes. La première loge fut fondée en Russie en 1717, en Belgique en 1721, en Espagne en 1728, en Amérique du Nord (Boston) et en Italie en 1733, en Allemagne (Hambourg) en 1736.

Des loges toujours interdites aux femmes

Le *Libre des Constitutions* d'Anderson, bible de la franc-maçonnerie anglaise, rédigé en 1723, fixe comme principe intangible la non-admission des femmes dans les loges maçonniques (1). Ce principe a été globalement respecté. La première obédience mixte a été le Droit humain, à la fin du dix-neuvième siècle.

Les femmes se sont souvent constituées en ateliers d'adoption calqués sur les loges masculins, mais il s'en est cependant fallu attendre le vingtième siècle pour qu'une véritable obédience féminine prenne corps, la Grande Loge féminine de France, qui compte d'ailleurs dans ses rangs un fort courant féministe.

La question de l'admission des femmes dans les loges du Grand Orient et de la Grande Loge de France est aujourd'hui d'actualité. Les grands maîtres de ces deux obédiences, MM. Gilbert Abergel et Michel Barot, tiennent d'ailleurs la non-admission des femmes pour un archaïsme. L'ouverture de ces loges aux femmes n'est cependant pas pour demain. Au Grand Orient, on estime qu'il poserait dans l'immédiat un véritable problème institutionnel, mais on met en avant le rôle précurseur de la Grande Loge mixte de France, qui comprend à la fois des loges mixtes, des loges féminines et des loges masculines, et que préfigure certainement ce que peut devenir la franc-maçonnerie.

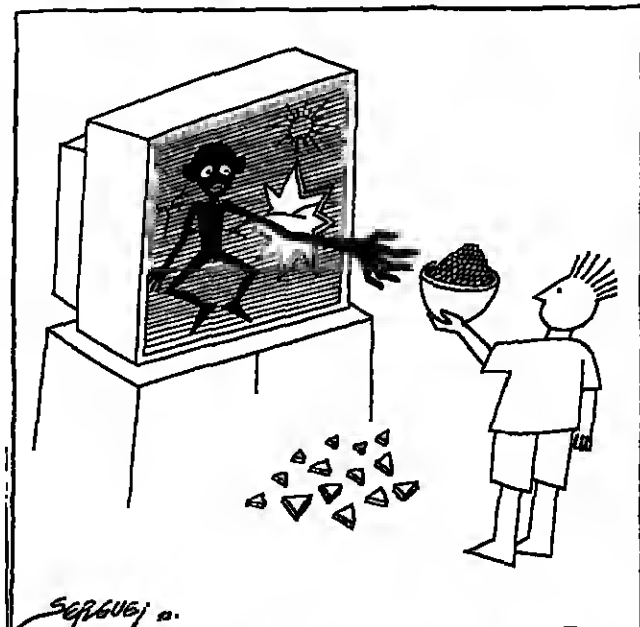
(1) « Les esclaves, les femmes, les gens immoraux ou déshonorés ne peuvent être admis, mais seulement les hommes de bonne réputation. »

SOCIÉTÉ

La collecte de riz pour la Somalie dans les écoles

Devoir accompli

Près de 8 000 tonnes de riz ont été collectées dans les 74 000 établissements scolaires qui participent, mardi 20 octobre, à la campagne « Du riz pour la Somalie » engagée par les ministères de la santé et de l'éducation nationale avec le soutien bénévole de La Poste, de la SNCF et de l'UNICEF. Les sacs de riz, acheminés par train jusqu'à Marseille, et par bateau jusqu'à Mogadiscio, devraient être distribués vers la fin du mois de novembre. L'opération avait suscité de vigoureuses critiques dans les milieux agricoles et politiques (le Monde du 21 octobre).



A l'heure de la cantine, le camion de La Poste est venu charger l'école. Comme un facteur d'ordinaire ramasse son courrier, onze sacs d'une vingtaine de kilos, stockés dans la loge à l'accueil, ont été recueillis à l'école de la rue Pierre-Larousse, dans le 14^e arrondissement à Paris. Huit cents grammes par élève, près du kilo qu'annonçait l'affichette dans le hall d'entrée. Comme un devoir accompli.

« Les sacs spéciaux de l'action humanitaire sont arrivés il y a trois jours. Indique le directeur, M. Richard Zeldman, les instructions officielles hier seulement... » Qu'importe, la télévision avait déjà fait son travail. C'est par la télévision que j'ai vu vent de l'opération la semaine dernière, confie une enseignante de cours élémentaire. Les enfants avaient vu les images des petits Somaliens. Ils ont retenu le slogan. C'est comme cela que j'ai vu qu'une opération avait été menée dans l'école. Une note a été envoyée aux parents. Prière de ne pas dépasser les quantités. Un seul père téléphonera son indignation : « Et d'ailleurs, comment feront-ils pour cuire ce riz sans eau ? »

En CE 1 les enfants (sept ans), y sont allés de leur poche, cassant leur tirelire pour l'occasion. Ils ont bien sûr posé des questions sur ces enfants lointains qui meurent de faim. En un mot : « Pourquoi ? ». Les cours préparatoires (six ans) ont expliqué que c'était « à cause des guerres ». On leur a aussi parlé de sécheresse. Ils ont demandé pourquoi du riz et non pas du blé. Des CE 2 (huit ans) ont remarqué qu'on n'avait rien fait pour la Yougoslavie et se sont interrogés sur le fait que « cela arrive bien à destination ». Ils ont remarqué aussi que, « tout de même, on gaspille beaucoup à la cantine ». Anna, institutrice en cours moyen, a fait le lien avec l'éthiopie. Certains se souvenaient des chantiers. Cours d'instruction civique, d'action humanitaire et... de nutrition. « Il n'y a que ceux qui n'ont pas de problèmes pour manger qui se préoccupent de nutrition », a fait remarquer un enfant.

UNIVERSITÉ PARIS X NANTERRE

Ecole doctorale de philosophie, psychologie et sciences de l'éducation (dir. G. LABICA)

D.E.A. La philosophie et la cité (prof. G. LABICA)
D.E.A. La philosophie et son histoire (prof. G. BRYKMAN)
D.E.A. Psychologie, sciences des comportements et des pratiques sociales (prof. M. CHIVA)
D.E.A. Sciences de l'éducation (prof. P. DURNING)
Cinq centres de recherche sont associés à ces formations.
Renseignements et inscriptions : 200, avenue de la République, 92001 NANTERRE CEDEX - Tél. : 40-97-74-22

JUSTICE

L'accident de la gare de Lyon devant le tribunal correctionnel de Paris

Les erreurs d'un conducteur chevronné

M. Daniel Saulin, quarante-sept ans, conducteur du train qui en a percuté un autre, le 26 juin 1988, gare de Lyon, a été longuement interrogé, mardi 20 octobre, par le président de la quatorzième chambre correctionnelle de Paris. L'accusation reproche à ce conducteur, qualifié de « haut de gamme » par le magistrat, d'avoir commis une série d'erreurs qui seraient à l'origine de cette catastrophe ferroviaire dont le bilan s'élevait à cinquante-six morts et autant de blessés.

T.S. Chez les cheminots, ce code inspire le respect. Il désigne ceux qui ont une longue expérience et qui sont parvenus à un haut degré de professionnalisme. Entré à la SNCF à l'âge de quinze ans, Daniel Saulin est de ceux-là, et le président, Jean-Claude Antonetti, le souligne volontiers. « Vous êtes apte à conduire un TGV, vous êtes bien noté, vous êtes un très très bon conducteur. » Alors, on parle de sa formation, des exercices pratiques que les cheminots doivent effectuer régulièrement, et la phrase tombe sur un ton dédaigneux : « Jamais, depuis l'âge de quinze ans jusqu'à aujourd'hui, jamais il n'a été question d'un train en dérive. »

Le vocabulaire technique est parfois évocateur, et le mot « dérive » est chargé de sens. C'est l'image de ce train sans freins qui flotte, qu'on ne peut plus contrôler. C'est aussi le terme qui désigne le comportement de ceux qui s'écarteraient insensiblement du chemin de la rigueur. On pense irrésistiblement au temps où l'exactitude de la SNCF était proverbiale. Mais aujourd'hui, ce sont les erreurs d'un conducteur chevronné qui sont évoquées devant une salle en partie composée de cheminots amers confrontés aux choix économiques d'un service public qu'ils continuent à aimer par-dessus tout.

Quand le signal d'alarme a été déclenché à Vert-de-Maisons, M. Saulin a tenté de le réarmer sans succès. « J'ai pensé qu'en manipulant le robinet de conduite générale, ça permettrait d'arranger les choses. Pour moi, ça a marché », explique le conducteur. Ce robinet de conduite générale semble être la véritable cause de la suppression du freinage.

Mais M. Saulin est formel. Certes, il l'a manipulé, mais il affirme l'avoir remis dans sa position initiale. « Pour moi, c'était bon », insiste le conducteur. Ce robinet si dangereux est pourtant accessible à tous, y compris aux usagers de la SNCF, et la commission administrative d'enquête n'a pas recommandé qu'il soit « plombé ou supprimé ».

« Il faut toujours se presser »

Constatant que les freins sont bloqués après le réarmement du signal d'alarme, M. Saulin donne son diagnostic : « Pour moi, c'était une surcharge » et il entreprend la purge du système de freinage, voiture par voiture. En fait, cette purge prolongée se traduit par une vidange. Une erreur supplémentaire que le conducteur tente de justifier. « Il faut voir le contexte. Je suis dans une gare, j'étais pressé. Tout à l'heure, il a déjà dit : « Il faut toujours se presser sur le réseau banlieue. Il faut que le train reparte. » Et il a perdu du temps sur une tirette de purge en mauvais état. Mais le président écarte l'explication. « Ce défaut n'est pas à lui seul la cause de l'accident. » Un argument que pourrait revendiquer M. Mirroir, l'occupant d'aujourd'hui de la cabine, pour avoir tiré le signal d'alarme, ou M. André Fouquet, agent d'accompagnement du train percuté, qui comparait sous la même inculpation, pour être arrivé en retard à son train.

Car c'est un procès qui, à l'origine de débats, se conjugue au conditionnel. Si M. Saulin avait

appliqué les textes du « règlement général de sécurité », et des « prescriptions générales concernant les mécaniciens », l'accident ne se serait peut-être pas produit. Si le conducteur avait utilisé le frein rhéostatique, il aurait commis une erreur de moins. S'il s'était identifié en lançant à la radio son appel de détresse, les aiguilleurs l'auraient peut-être guidé vers une voie libre. S'il avait donné les deux coups de sifflet brefs du code d'alerte, les trains auraient peut-être été évacués. Mais, pour M. Saulin, ce n'est pas si simple : la littérature technique n'était pas adaptée pour résoudre un problème de surcharge de pression. On s'écarterait sur cet aspect technique, et quand le président veut parler le langage des spécialistes, on ricane sur la banc des cheminots à chaque erreur commise par le magistrat. Le frein rhéostatique était, selon M. Saulin, inutilisable sur une motrice dont les roues, déjà bloquées, glissaient sur les rails, poussées par sept wagons sans freins. Non, il ne s'est pas identifié à la radio. « J'étais paniqué », explique-t-il. Il se pourrait qu'il cache un autre témoin à dire aux enquêteurs que le conducteur était sorti de sa cabine pour demander calmement aux voyageurs de se coucher sur fond de wagon, ce qu'il a fait lui-même.

Si M. Fouquet était arrivé à l'heure, son train serait parti avant l'arrivée de la rame « en dérive » et il y aurait eu moins de victimes. Lui, de son côté, estime qu'il n'aurait pas été en retard si, sur le chemin, des voyageurs irrités par la suppression d'un train ou qui avaient demandé des explications et si son propre convoi n'avait pas été changé de quai. Son retard n'ayant fait l'objet d'aucune sanction après l'accident, pour M. Bernard Darcel, conseiller de plusieurs familles de victimes, « c'est symptomatique de la mauvaise conscience de la SNCF dans cette affaire ».

MAURICE PEYROT

CATASTROPHES

Un appel aux experts internationaux

Cent quarante monuments égyptiens auraient souffert du séisme

Cent quarante monuments pharaoniques, coptes et islamiques ont subi des dégâts plus ou moins graves après le tremblement de terre qui a secoué l'Égypte le 12 octobre. C'est ce qu'indique un rapport détaillé de l'Organisation égyptienne des antiquités, remis au ministère de la culture de M. Farouk Hosni.

LE CAIRE

de notre correspondant

Le plus célèbre monument affecté par le séisme, même si ce n'est pas celui qui a subi les dégâts les plus importants, est la pyramide de Cheops, sur le plateau de Gizeh. Le revêtement en calcaire qui recouvre encore la partie supérieure de la seconde pyramide a été fissuré. Des fissures qui sont visibles à la jumelle et dont il est encore difficile d'évaluer l'importance. Toutefois, les experts estiment qu'elles ne peuvent pas présenter de danger pour les touristes. La pyramide de Cheops, elle, a perdu qu'une pierre de vingt-cinq centimètres de côté qui n'a déjà été remise en place. La pyramide à degrés de Sakkara, construite par Imhotep, le premier architecte de l'histoire, a pour sa part perdu trois pierres. Le Serapeum, sépulchre souterrain des rois de la dynastie des Ptolémées, a subi des dommages importants. Des fissures ont été constatées dans les colonnes de la salle d'Osiris, à 300 kilomètres au sud du Caire.

La Croix-Rouge française a reçu 53,8 millions de francs pour l'aide aux sinistrés de l'Aude et des Pyrénées-Orientales. — M. Martin Malvy, ministre du budget, a décidé, le 15 octobre, de reporter au 15 décembre la date limite de paiement des impôts pour les contribuables des communes de l'Aude et des Pyrénées-Orientales touchées par la catastrophe naturelle du 26 septembre. Il demande aux agents des services fiscaux des départements concernés d'examiner avec « bienveillance » les demandes particulières émanant de contribuables affectés par des dommages importants, de nature à faire l'objet d'une procédure d'indemnisation.

Si les temples de Louxor n'ont pas souffert du tremblement de terre, il n'en va pas de même pour celui de Kom Ombo où deux blocs pesant chacun dix tonnes sont tombés du plafond, obligeant l'Organisation des antiquités à fermer cette pièce aux touristes. Les fissures du temple d'Héliopolis (XVI^e siècle) ont des profondeurs de dix mètres. Dans l'ouest de Kharga, dans le désert libyen, se sont élargies. Une raison supplémentaire pour démanteler le temple dédié aux dieux Horus et Sobek (dieu crocodile) qui souffrait déjà d'infiltrations d'eau souterraines.

« Une occasion unique »

Toutefois ce sont les monuments coptes et surtout islamiques qui ont subi les dégâts les plus importants. L'église Monique (« suspendue »), remontant au VII^e siècle, a vu les fissures de ses murs s'élargir. Fissures aussi pour quatre autres églises dans la région du vieux Caire et dans la synagogue Ben Ezra (XII^e siècle). Le Musée d'art copte, mitoyen de la Monique, a lui aussi subi quelques dommages qui ont poussé les responsables à réduire l'affluence touristique. La mosquée d'Amr Ibnel Ass, qui était à l'origine une des plus anciennes de l'islam, a perdu le croissant de cuivre surmontant son minaret.

Même situation pour la mosquée d'Al Azhar, la Sorbonne de l'islam sunnite où, de plus, des blocs de pierre se sont détachés. Blocs effondrés aussi du minaret de la mosquée d'Al Touloun (IX^e siècle), un des plus admirables vestiges architecturaux encore intacts de l'islam. Il en va de même pour la mosquée d'Al Ghouri (XVI^e siècle), dernier des grands sultans mamelouks, celle d'Al Zahir Baibars (XIII^e siècle), la mausolée Quattar (XV^e siècle) un des plus beaux d'Égypte, le palais Bichtar (XIV^e siècle), récemment restauré par l'Institut allemand et qui avait valu à l'architecte suisse Philipp Speiser le prix de l'Agas Khan.

Des dégâts relativement mineurs, comparés à ceux de la Mosquée bleue (XIV^e siècle). Cette mosquée, qui s'était déjà partiellement écroulée lors d'un précédent séisme et qui avait été restaurée au XVI^e siècle, a vu ses murs se lézarder. Son minaret cylindrique penche dangereusement, de même que celui de la mosquée d'Al Hussein (XIII^e au XIV^e siècle) abritant la tête d'Hussain, fils d'Ali, gendre de Mahomet. Quant à la mosquée de Tachouchi (XVI^e siècle), elle a vu sa voûte s'écrouler totalement.

Tous ces dégâts ont poussé le ministre de la culture à lancer un appel à l'aide internationale. Une équipe de l'UNESCO est attendue dans les jours qui viennent. « Nous avons surtout besoin d'experts et de spécialistes du sauvetage des monuments », nous a déclaré M. Hosni. Le ministre, qui souhaite que des entreprises étrangères viennent travailler de concert avec les sociétés égyptiennes chargées de stopper la dégradation des monuments, a notamment demandé l'aide « des Français qui sont les meilleurs au monde en ce qui concerne la pierre de taille ». L'expertise internationale devrait nous permettre de trouver les méthodes les plus adaptées à l'opération de sauvetage et, dans un deuxième temps, à la restauration des monuments », a-t-il ajouté.

Mais le ministre de la culture veut aussi tirer parti de ce qu'il estime être « une occasion unique » pour rénover certains sites et notamment la rue Al-Moza dans Le Caire islamique. « Maintenant que le séisme a fait prendre conscience aux Égyptiens de la valeur inestimable des trésors au milieu desquels ils vivent, nous devons aller de l'avant », a-t-il conclu.

ALEXANDRE BUCCIANI

Le scellement de la Loi constitutionnelle du 25 juin 1992

« Garder le Sceau de l'Etat »

Entourés des fastes que le République réserve aux moments solennels de son histoire, le garde des sceaux, M. Michel Vuzeille, a apposé le Grand Sceau de France, le mardi 20 octobre, sur la Loi constitutionnelle du 25 juin 1992 relative à la ratification du préambule à la Constitution. M. Vuzeille revenait ainsi aux sources républicaines : « La fonction du ministre de la justice, précisait un décret du 27 mai 1791, sera de garder le Sceau de l'Etat et de sceller les lois. »

En présence de ceux « qui légifèrent et qui jugent » — M. Robert Badinter, le président du Conseil constitutionnel, M. Henri Emmanuelli, le président de l'Assemblée nationale, M. Etienne Dailly, qui représentait la présidence du Sénat, M^{me} Elisabeth Guigou, le ministre des affaires européennes, MM. Pierre Drai et Pierre Bézu, premier président et procureur général de la Cour de cassation, — M. Vuzeille a solennellement apposé le Grand Sceau sur le ruban tricolore qui entoure le texte de la Loi constitutionnelle. « J'ai cru devoir contribuer au maintien d'une grande tradition d'Etat, soulignait-il. (...) A une époque où l'activité législative multiple des textes à caractère souvent technique, sans doute nécessaires à la bonne gestion d'une société complexe, il est bon que certains actes rappellent les valeurs fondamentales de notre société et le fait que notre peuple entend conduire l'interprétation, au rythme de son histoire. »

Que ce geste ait vieilli un texte européen est apparu, aux yeux de M. Vuzeille, comme un symbole : « Nous témoignons en un seul et même geste, notait-il, du maintien de la souveraineté de la France et de la prise en charge désormais clairement assumée de notre nouvelle citoyenneté européenne. » La dernière cérémonie de scellement avait eu lieu en 1982, sous la conduite de M. Robert Badinter, alors garde des sceaux. Il s'agissait alors d'apposer le Grand Sceau sur la loi abolissant la peine de mort.

Une caisse d'épargne condamnée pour le « licenciement abusif » d'un employé séropositif. — La Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône et de la Corse, qui avait licencié le 3 mai 1989 un employé séropositif, a été condamnée pour « licenciement abusif » par la 9^e chambre sociale de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Treize-trois mille francs d'indemnités ont été alloués aux héritiers de Philippe Nardini, décédé à la fin 1990 à l'âge de trente et un ans. Le motif invoqué : « incompatibilité d'humeur qui porte atteinte à une bonne coexistence entre les membres de la communauté de travail » — n'a été considéré insuffisant pour justifier le licenciement « dépourvu de cause réelle et sérieuse », contrairement à un jugement du conseil des prud'hommes de Marseille du 15 mars 1990, qui avait débouté Philippe Nardini de sa demande de réintégration.

Le promoteur de Super-Cannes remis en liberté. — Dans un arrêt rendu jeudi 15 octobre, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné la remise en liberté de M. René Cros, l'homme d'affaires qui avait été à l'origine de la démolition, sans autorisation, d'une hatterie de marine classée sur un terrain situé dans le quartier de Super-Cannes, à Vaucluse (Alpes-Maritimes). M. Cros avait été inculpé de corruption et placé sous mandat de dépôt, le 26 septembre, par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse (le Monde du 29 septembre). Il lui est reproché d'avoir distrait une somme de 3 340 000 F sur le montant de la vente du terrain à un groupe suédois.

M. Jack Lang

Le scellement de la Loi constitutionnelle du 25 juin 1992

« Garder le Sceau de l'Etat »

Entourés des fastes que le République réserve aux moments solennels de son histoire, le garde des sceaux, M. Michel Vuzeille, a apposé le Grand Sceau de France, le mardi 20 octobre, sur la Loi constitutionnelle du 25 juin 1992 relative à la ratification du préambule à la Constitution. M. Vuzeille revenait ainsi aux sources républicaines : « La fonction du ministre de la justice, précisait un décret du 27 mai 1791, sera de garder le Sceau de l'Etat et de sceller les lois. »

En présence de ceux « qui légifèrent et qui jugent » — M. Robert Badinter, le président du Conseil constitutionnel, M. Henri Emmanuelli, le président de l'Assemblée nationale, M. Etienne Dailly, qui représentait la présidence du Sénat, M^{me} Elisabeth Guigou, le ministre des affaires européennes, MM. Pierre Drai et Pierre Bézu, premier président et procureur général de la Cour de cassation, — M. Vuzeille a solennellement apposé le Grand Sceau sur le ruban tricolore qui entoure le texte de la Loi constitutionnelle. « J'ai cru devoir contribuer au maintien d'une grande tradition d'Etat, soulignait-il. (...) A une époque où l'activité législative multiple des textes à caractère souvent technique, sans doute nécessaires à la bonne gestion d'une société complexe, il est bon que certains actes rappellent les valeurs fondamentales de notre société et le fait que notre peuple entend conduire l'interprétation, au rythme de son histoire. »

Que ce geste ait vieilli un texte européen est apparu, aux yeux de M. Vuzeille, comme un symbole : « Nous témoignons en un seul et même geste, notait-il, du maintien de la souveraineté de la France et de la prise en charge désormais clairement assumée de notre nouvelle citoyenneté européenne. » La dernière cérémonie de scellement avait eu lieu en 1982, sous la conduite de M. Robert Badinter, alors garde des sceaux. Il s'agissait alors d'apposer le Grand Sceau sur la loi abolissant la peine de mort.

Une caisse d'épargne condamnée pour le « licenciement abusif » d'un employé séropositif. — La Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône et de la Corse, qui avait licencié le 3 mai 1989 un employé séropositif, a été condamnée pour « licenciement abusif » par la 9^e chambre sociale de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Treize-trois mille francs d'indemnités ont été alloués aux héritiers de Philippe Nardini, décédé à la fin 1990 à l'âge de trente et un ans. Le motif invoqué : « incompatibilité d'humeur qui porte atteinte à une bonne coexistence entre les membres de la communauté de travail » — n'a été considéré insuffisant pour justifier le licenciement « dépourvu de cause réelle et sérieuse », contrairement à un jugement du conseil des prud'hommes de Marseille du 15 mars 1990, qui avait débouté Philippe Nardini de sa demande de réintégration.

Le promoteur de Super-Cannes remis en liberté. — Dans un arrêt rendu jeudi 15 octobre, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné la remise en liberté de M. René Cros, l'homme d'affaires qui avait été à l'origine de la démolition, sans autorisation, d'une hatterie de marine classée sur un terrain situé dans le quartier de Super-Cannes, à Vaucluse (Alpes-Maritimes). M. Cros avait été inculpé de corruption et placé sous mandat de dépôt, le 26 septembre, par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse (le Monde du 29 septembre). Il lui est reproché d'avoir distrait une somme de 3 340 000 F sur le montant de la vente du terrain à un groupe suédois.

Le promoteur de Super-Cannes remis en liberté. — Dans un arrêt rendu jeudi 15 octobre, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné la remise en liberté de M. René Cros, l'homme d'affaires qui avait été à l'origine de la démolition, sans autorisation, d'une hatterie de marine classée sur un terrain situé dans le quartier de Super-Cannes, à Vaucluse (Alpes-Maritimes). M. Cros avait été inculpé de corruption et placé sous mandat de dépôt, le 26 septembre, par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse (le Monde du 29 septembre). Il lui est reproché d'avoir distrait une somme de 3 340 000 F sur le montant de la vente du terrain à un groupe suédois.

Le Monde EDUCATION • CAMPUS

M. Jack Lang relance la réforme universitaire

Alors que deux millions d'étudiants s'apprentent à rentrer dans l'enseignement supérieur, le ministre de l'éducation remet à l'ordre du jour la rénovation des premiers cycles

Les rentrées universitaires sont normalement prévues. Celle de 1992 démarrait presque en sourdine. Soudain, M. Jack Lang a fait passer la nouvelle université. Tout juste s'était-il contenté d'une communication devant le conseil des ministres du 14 octobre, soulignant que la rentrée des étudiants s'effectuait « dans de bonnes conditions ».

De fait, l'actuel locataire de la rue de Grenelle bénéficie désormais pleinement de la mobilisation engagée, depuis quatre ans, par son prédécesseur pour faire face au développement accéléré de l'enseignement supérieur. Ainsi, entre 1989 et 1992, on a pu créer 800 000 mètres carrés de locaux d'enseignement nouveaux qui auront été construits ou rénovés, dont plus de 300 000 mètres carrés en 1992. Pour la rentrée en cours, pratiquement toutes les villes universitaires devraient bénéficier d'équipements supplémentaires, la palme revenant à Rouen (plus de 50 000 mètres carrés), Lille et Grenoble (plus de 30 000 mètres carrés). A quoi s'ajoute la livraison, cet automne, de 9 000 places supplémentaires dans les restaurants universitaires (lire l'article de Michèle Aubagnon, page 10).

Ces investissements sont confortés par un effort soutenu de création de postes d'enseignants. L'ensemble des mesures prévues cette année repré-

sente un potentiel de près de 3 000 emplois supplémentaires, dont la moitié d'enseignants-chercheurs. Quant à la création, pour cette rentrée, de plus de mille postes de personnels administratifs ou techniques et de 130 postes de bibliothécaires, elle devrait permettre d'améliorer l'accueil des étudiants.

Ainsi importants soient-ils, cependant, les efforts budgétaires consentis ont dû mal à suivre le rythme de l'augmentation des effectifs. Fixé, il y a seulement cinq ans, comme un objectif pour l'an 2000, le cap des deux millions d'étudiants sera pratiquement atteint dès cette rentrée. Selon les prévisions du ministère, ce sont en effet 1 950 000 jeunes — 107 000 de plus que l'an dernier — qui devraient suivre, cette année, des études dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur, universités, classes préparatoires et grandes écoles, sections de techniciens supérieurs, etc. En cinq ans, le nombre d'étudiants, au sens le plus large du terme, aura donc progressé de plus d'un demi-million. Les effectifs devaient s'élever à 1 214 000 étudiants, soit une progression de plus de 55 % en un an (+4,8 %).

Un impératif absolu

Face à une vague aussi imposante et avec un équipement en cours à cinq mois des décisions définitives, tout incitait à la prudence. En particulier sur le dossier épineux, voire explosif, de la rénovation des cursus universitaires, sur lequel MM. Jospin et Allègre s'étaient cassés les dents au début de cette année. En prenant le relais, au mois d'avril, M. Lang avait bien affirmé sa volonté de poursuivre dans la même direction et avait publié, le 26 mai dernier, un arrêté général reprenant les points du projet Jospin qui ne soulevaient pas de polémiques (information des étudiants, orientation pédagogique grâce à une organisation pédagogique en modules, introduction du tuteur et modalités de contrôle des connaissances).

Puis il avait invité les universitaires à réfléchir sur l'organisation plus précise des études, discipline par discipline, et s'était donné jusqu'à l'automne pour arrêter de nouveaux textes. L'été et la campagne du référendum semblaient toutefois avoir eu raison de toute velléité réformatrice, et nombreux étaient, parmi les présidents d'université notamment, ceux qui craignaient que le dossier ne soit discrètement laissé en plan.

C'est ce scénario attentiste que M. Lang vient de rejeter en invitant le directeur des enseignements supérieurs du ministère, M. Daniel Bloch, à relancer fermement la concertation tous azimuts sur la rénovation des filières universitaires, et notamment des premiers cycles. Et il le fait, dans sa lettre de commande (lire ci-dessus), avec un mélange de vigueur et de fermeté qui traduit bien la volonté d'avancer et d'aboutir, mais sans mettre le feu aux poudres.

Sur la nécessité de rénover les pre-

miers cycles, l'engagement du ministre est catégorique. « Elle constitue à mes yeux, écrit-il, un impératif absolu, qui conditionne l'avenir de notre système éducatif et universitaire. » Autrement dit, assurer le développement massif de l'enseignement supérieur ne peut se résumer à investir dans le béton et les profs. Cela suppose également de repenser l'organisation, le contenu et les modalités de diplômes qui ont guère évolué depuis le début des années 70, alors que les étudiants sont aujourd'hui deux fois plus nombreux, leur origine beaucoup plus diverse et leur insertion sur le marché du travail plus complexe.

Mais si l'objectif rejoint celui qui animait M. Jospin il y a un an, la méthode proposée est beaucoup plus souple. Pour désamorcer immédiatement une source inépuisable de controverses, le ministre précise tout d'abord que les volumes horaires des diplômes universitaires d'études générales (DEUG) ne seront pas modifiés.

Il trace ensuite un cadre de discussion initial suffisamment large pour que chacun s'y retrouve. Les diplômes actuels de premier cycle seraient ramifiés à une dizaine de DEUG, regroupés en trois grandes familles : d'une part sciences, technologie, activités physiques et sportives, d'autre part lettres et langues, sciences humaines, arts, théologie, enfin droit et sciences politiques, sciences économiques et de gestion, administration économique et sociale. Pour ménager à la fois les susceptibilités acadé-

ques et l'intérêt des étudiants, chaque DEUG pourrait être assorti de mentions correspondant à des domaines plus précis et auxquels serait consacrée environ la moitié du volume horaire global.

Des accords au cas par cas

Deuxième garde fou : le ministère ne cherche plus à tout prix à présenter une réforme globale. Au contraire, il entend traiter les situations au cas par cas, discipline par discipline. Et il envisage d'avancer plus vite et de formuler des projets plus précis dans les secteurs où les réflexions sont plus mûres (par exemple les sciences, la technologie ou les arts), quitte à prendre davantage de temps pour convaincre les universitaires des disciplines plus réticentes à la réforme.

Enfin, M. Lang veut éviter à tout prix de s'enfermer dans des textes préparatoires trop ficelés. Cela devrait permettre d'éviter le petit jeu des moutures successives dont son prédécesseur avait fait la pénible expérience au début de l'année. De toute façon, insiste-t-on au ministère, on ne formalisera les choses par des projets d'arrêté que lorsqu'on sera assuré d'un accord très large.

Mais, surtout, ces marges de manœuvre supplémentaires devraient permettre de laisser aux universités et aux universitaires, dans chaque discipline, une véritable capacité d'initiative et d'adaptation, inscrite dans le cadre de la politique contractuelle mise en œuvre depuis quatre ans. Autrement dit, les textes réglementaires que le ministre souhaite adopter fixeraient un cadre national plutôt que des maquettes minuscules. Ainsi, par exemple, pour chaque DEUG et chaque « mention », ce seraient fixés que des minimums horaires dans les disciplines de base, le jeu des modules optionnels permettant à chaque université de donner sa touche particulière à ses diplômes.

Reste à surmonter le scepticisme inhérent à une communauté universitaire habituée aux réformes avortées. Et à jouer avec un calendrier politique peu favorable. Mais on paraît confiant, rue de Grenelle, compte tenu de la concertation déjà amorcée avec les présidents d'université comme avec les organisations syndicales, en la possibilité d'aboutir, d'ici à la fin de l'année, dans plusieurs secteurs, puis de boucler l'ensemble au début de l'année prochaine. Dans ce cas, les nouveaux dispositifs seraient appliqués dès la rentrée 1993. « Si l'accord des universitaires est large, il n'y a aucune raison que la rénovation soit remise en cause en cas d'alternance politique », ajoute-t-on à mi-voix.

GÉRARD COURTOIS



La relance de la rénovation

Voici les principaux extraits de la lettre adressée, le 19 octobre, par le ministre de l'éducation et de la culture, au directeur des enseignements supérieurs, M. Daniel Bloch.

« J'ai décidé au mois d'avril de poursuivre la rénovation des premiers cycles universitaires. Elle constitue, en effet, à mes yeux un impératif absolu qui conditionne l'avenir de notre système éducatif et universitaire (...). J'ai dit également quelle serait ma méthode. (...) Toute innovation dans le fonctionnement de l'enseignement supérieur suppose une concertation approfondie avec les organisations représentatives des enseignants et des étudiants, avec les établissements représentés par leurs conseils d'administration et avec la conférence des présidents d'université. D'autre part, j'attache une importance essentielle à la contractualisation dans la mise en œuvre de ma politique en matière d'enseignement supérieur. Je souhaite, donc le respect des objectifs nationaux de cette politique, favoriser au maximum les initiatives et la responsabilité des universités. Les arrêtés que je publierai ne seront appelés qu'à servir de cadre à cette procédure de contractualisation. »

« Nous avons franchi une première étape avec l'arrêté du 20 mai 1992. Il favorise l'information des étudiants, leur orientation progressive (...). Il ouvre aux étudiants, en première année de DEUG la possibilité de bénéficier du soutien et des conseils d'un tuteur. Et il leur apporte des garanties en matière de contrôle des connaissances. »

« Au lendemain de la parution de cet arrêté, vous avez pour suivi, à ma demande, la concertation avec nos partenaires. (...) Il ressort de votre rapport qu'il existe un très large accord sur la mise en place des trois grands ensembles constitués à la base par une dizaine de DEUG, rapidement diversifiés avant le fin de la première année par un certain nombre de mentions. »

« Le premier ensemble couvrirait les formations en sciences, technologies, activités physiques et sportives. Le deuxième ensemble comporterait quatre groupes intéressant les lettres et les langues, les sciences humaines, les arts, la théologie. Le dernier ensemble comporterait les formations en droit et sciences politiques, en sciences économiques et de gestion, en administration économique et sociale. Au sein de chacun de ces groupes, les mentions permettraient aux étudiants de confirmer leur vocation initiale ou de préparer leur spécialisation. »

« Le temps est donc venu d'entrer dans une seconde phase de la rénovation des cursus et des diplômes. Il s'agit maintenant de fixer le nombre et l'intitulé des mentions, de préciser l'articulation des premières et deuxième années, de préciser les contenus pédagogiques et scientifiques (enseignement constitutif de chacun des diplômes nationaux, pratique des langues vivantes, utilisation de l'outil informatique, mise en place de modules optionnels, etc.). »

« Je vous demande donc d'engager immédiatement la concertation avec l'ensemble des organisations représentatives concernées, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et la conférence des présidents d'université, sur la base des propositions évoquées ci-dessus. C'est au terme de ces entretiens et en fonction de leurs conclusions que vous me proposerez des projets d'arrêtés qui conserveront les hautes valeurs et qui laisseront une large marge d'initiative et de responsabilité aux universités. »

« Je vous prie, monsieur le directeur, de me rendre compte à la fin du mois de novembre, du résultat de vos conclusions. »

Les pulls moutarde de Limoges

MODÈRE, LIMOGES

de notre envoyé spécial

La banderole plaquée sur le fronton du hall d'entrée de la faculté de lettres et de sciences humaines de Limoges donne le ton : « Bienvenue, les étudiants accueillez les nouveaux. » A l'intérieur, sagement installés derrière des tables en Formica, les étudiants-tuteurs prennent leur rôle fort au sérieux. Vêtus de pulls couleur moutarde, sensés « donner du goût à la fac », ils répondent aux multiples questions des nouveaux possesseurs d'une carte d'étudiant. Et parfois à celles de leurs parents, plus nombreux qu'on ne le croit et visiblement plus anxieux que leur progéniture.

« Les premières questions sont toujours pratiques : où est la bibliothèque ? Pourquoi y a-t-il une inscription administrative et une autre pédagogique ? », explique Sven, étudiant-tuteur en deuxième année de langues étrangères appliquées. Puis ils reviennent et, à nos questions sur les différentes options, la façon de s'organiser durant l'année. Globalement, ils sont complètement perdus, comme nous sommes arrivés à la fac. Si, les premiers jours, les petits nouveaux ont eu du mal à comprendre la mission des tuteurs — des étudiants qui ne sont pas des enseignants mais connaissent l'université comme leur poche et ne sont pas chargés du moindre bien-être — la grille a aidé.

« Cette expérience répond à un véritable besoin », estime le doyen de la faculté de lettres et de sciences humaines, M. Jean-Paul Lecurtier. Le département accueille cette année 1 300 étudiants en première année, dont près de 800 nouveaux inscrits. Le dernier jour de la semaine d'accueil, début octobre, les tuteurs avaient été sollicités par environ 400 étudiants.

Bonne conscience

Cette initiative est à porter au crédit du département des sciences de l'éducation. En juin dernier, M. Jean-François Marchat, maître de conférence, propose une action expérimentale sur le tuteurat d'accueil. Selon la première mouture du projet, les étudiants tuteurs devaient suivre une formation puis effectuer leur mission durant la première semaine de la rentrée. En échange, ils obtenaient un certi-

cat de stage de l'université. Devant le faible nombre de candidats, les tuteurs ont été modifiés : les tuteurs sont finalement rémunérés, à hauteur de 1 500 francs chacun, financés par le fonds d'aide à la vie étudiante.

Seize jeunes ont été autorisés à se transformer durant un semestre en tuteurs d'accueil. Ceux qui devaient repasser des examens n'ont pas été retenus. Trois jours durant, en liaison avec le département de sciences de l'éducation, le centre régional des œuvres universitaires et scolaires et le bureau universitaire d'information, ils se sont initiés aux différents services de l'université, ont réfléchi sur les causes de l'échec en premier cycle et les façons d'y remédier. « Nous avons découvert des possibilités que nous ignorions, raconte Stéphane en deuxième année de langues et civilisation étrangère. Pour ma part, je ne savais pas que l'on pouvait changer de filière en cours d'année. J'ai perdu un an. Si le tuteur peut permettre à quelques-uns de profiter de cette opportunité, cela vaut la peine. »

Cette procédure d'accueil mise en place à Limoges devrait être évaluée par les étudiants, les tuteurs et les enseignants concernés. Une réflexion est actuellement engagée pour savoir si une validation est possible. Un module optionnel de formation au tuteurat vient d'ailleurs d'être proposé en deuxième année.

Expérimenté dans quelques universités, Rennes-II par exemple, le tuteurat d'accueil est sans aucun doute un des moyens de baliser l'entrée à l'université des « néo-arrivants ». Il pose néanmoins le problème de l'orientation au lycée, qui ne suffit pas à fournir les quelques repères essentiels : « Les nouveaux bacheliers ne connaissent pas le contenu des enseignements », explique Laurent, étudiant-tuteur en deuxième année d'histoire. Beaucoup n'ont demandé s'il y avait des maths en histoire ! En revanche, ils ignorent que le programme comprenait de la géographie. »

Reste à savoir si ce tuteurat n'est pas, pour les enseignants, une façon de se donner bonne conscience. Disposant d'une petite équipe de tuteurs motivés, ils peuvent, d'autant plus tranquillement, faire l'impasse sur l'accueil des nouveaux étudiants et l'organisation pédagogique des cours.

M. A.

EN PLEIN SUJET...



ÉDUCATION • CAMPUS

Bilan mitigé pour le plan social étudiant

Malgré des efforts importants pour les résidences et les restaurants universitaires, les promesses de 1991 n'ont pas été tenues

REPÈRES

ALLOCATIONS RECHERCHE. L'enveloppe consacrée par le ministère de la recherche et de l'espace dans le projet de budget pour 1993 à la formation par la recherche s'élève à 1,7 milliard de francs. Cofinancés à hauteur de 277 millions de francs par le ministère de l'éducation nationale et de la culture, l'essentiel de ces crédits (1 184 millions de francs, soit une progression de 166 millions par rapport à 1992) sont destinés à financer des allocations de recherche (7 400 francs par mois) dont le flux annuel sera passé, entre 1988 et 1993, de 1 900 à 3 800, soit un doublement en cinq ans. En outre, selon le ministère de la recherche, 90 % des étudiants devraient recevoir, en 1993, une allocation d'une année supplémentaire pour financer leur 3^e année de thèse, contre 44 % en 1988.

CHAMPAGNE. La toute nouvelle école supérieure de commerce de Troyes (Aube) va accueillir, à cette rentrée, sa première promotion de 120 étudiants. Installée en centre-ville, elle a été financée à parité par la chambre de commerce et d'industrie et les collectivités locales. D'ici trois ans, la nombre total des étudiants devrait être porté à 450. Par ailleurs, l'antenne délocalisée à Tréves de l'université de Champagne-Ardenne (Reims) s'installe en centre-ville, dans les locaux rénovés de l'ancien hôtel-Dieu. Elle devrait ouvrir cette année à trois cents étudiants supplémentaires.

CÔTE D'IVOIRE. Les étudiants en lettres, droit et sciences économiques de l'université d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ont boycotté les examens de fin d'année scolaire 1991-1992 pour la seconde fois lundi 19 octobre. Seuls ceux des facultés de médecine et de pharmacie ont passé les leurs. En juillet, les épreuves avaient été différées pour toutes les disciplines, à la demande de la Fédération étudiante et scolaire, qui exigeait un report pour permettre aux étudiants armés de manifestations violentes et libérés en juillet après une amnistie de se présenter aux examens. Cette fois, la Fédération réclame un retour à la gratuité des transports pour les étudiants et l'abrogation d'une disposition visant à limiter les possibilités de redoublement en faculté.

INDEMNITÉS. Après d'âpres négociations entre le ministère de l'éducation nationale et de la culture et les syndicats d'enseignants, les montants des indemnités attribuées aux enseignants exerçant la fonction de professeur principal dans les collèges et les lycées sont enfin fixés. Les mesures de revalorisation engagées par Lionel Jospin en 1988 prévoyaient une refonte globale du système. Depuis la rentrée 1990, tous les enseignants du second degré perçoivent une indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) d'un montant de 6 428 francs par an. Les enseignants exerçant la fonction de professeur principal vant, en plus, percevoir désormais une indemnité supplémentaire modulée en fonction du niveau d'enseignement : 7 550 francs pour les classes de troisième et de seconde (y compris les classes de seconde professionnelle et techniques), 8 600 francs pour les classes de sixième, cinquième, quatrième, 4 800 francs pour les classes de première et de terminale. Jusque-là, seuls les collèges et les classes de seconde de l'enseignement général étaient dotés de professeurs principaux. En outre, de la sixième à la seconde, le montant des indemnités variait seulement en fonction du grade de l'enseignant : 5 538 francs pour un PEGC, 10 558 francs pour un agrégé. « Le nouveau dispositif est plus juste, précise le ministère dans un communiqué. Il s'attache à la fonction exercée et non plus au grade. » Enfin, dans quatre-vingts établissements sensibles faisant l'objet de mesures particulières en matière, notamment, de sécurité, deux enseignants par classe seront indemnisés comme professeurs principaux.

NANTES. M. Jacques-Henri Jazy a été élu président de l'université de Nantes, vendredi 2 octobre, par 92 voix sur 127 votants, au premier tour de scrutin. Il remplace M. Serge Renaudin.

[Né le 14 juillet 1943 à Taret (Algérie), M. Jazy est diplômé de l'école nationale supérieure de mécanique de Nantes, docteur-ingénieur en informatique de l'université Paul Sabatier de Toulouse et docteur en sciences. Il devient maître assistant à l'université de Nantes en 1968, maître de conférences en 1975 et professeur en 1981. Depuis 1987, il dirige l'UIT de Nantes et, depuis 1983, il était premier vice-président de l'université.]

Le plan social étudiant risque de devenir rapidement un dossier cancéreux pour le gouvernement. Lancé avec tambour et trompette, il y a deux ans, entériné par un accord signé en mars 1991 par quatre des cinq syndicats d'étudiants (l'UNEF s'est abstenue), ce texte engageait le ministère de l'éducation nationale à réunir dans les dix-huit mois une table ronde chargée de faire le bilan des nombreuses mesures prévues pour améliorer les conditions de vie des étudiants en matière de logement, de restauration et de financement des études. Après avoir longtemps repoussé l'échéance, il vient de décider d'organiser, les 15 et 16 décembre prochain, une vaste manifestation mettant en scène le monde universitaire et camporatoire des débats sur la protection sociale, le budget, le logement et la restauration, enfin, les maisons de l'étudiant.

Ces hésitations de la rue de Grenelle à rouvrir le dossier du plan social s'expliquent aisément. Si la situation s'est améliorée, depuis deux ans, dans un certain nombre de domaines, d'autres engagements sont restés lettre morte sur plusieurs points.

21 000 logements en quatre ans

Au chapitre des succès, il faut, sans conteste, inscrire le plan social en matière de logement universitaire. Le plan négocié en 1991 prévoyait la construction de 6 000 logements par an durant cinq années. L'objectif a été largement dépassé puisque 6 500 ont été édifiés en 1991, près de 10 000 en 1992, selon le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

En quatre ans, l'Etat aura mis à la disposition des étudiants 21 000 lits supplémentaires. Force est de constater, toutefois, que l'Ille-de-France reste à l'écart de cet effort. « Les besoins en région parisienne ne sont pas couverts, reconnaît M. Albert Prévost, directeur du CNOUS. Nous nous heurtons ici à un problème insoluble : l'absence de

terrains, et de terrains bien situés. » A cette reprise de la construction, s'ajoute un effort de réhabilitation des résidences existantes pour 140 millions de francs par an. En outre, la convention signée en juin entre le CNOUS et la Caisse des dépôts et consignations permet l'attribution aux étudiants, selon des critères sociaux, de logements gérés par la SCIC, filiale de la Caisse et détenteur d'un très important patrimoine immobilier.

Le domaine de la restauration universitaire présente également un bilan positif. 8 460 places nouvelles ont été créées en 1991, 10 000 le seront en 1992 et autant devraient l'être en 1993. Ces efforts permettront de rattraper un lourd retard puisque, entre 1975 et 1988, 10 000 places supplémentaires seulement avaient été créées, malgré l'augmentation rapide des effectifs d'étudiants.

En revanche, le plan social étudiant prévoyait un retour à la parité Etat/étudiant, rompue en 1983, sur le prix du ticket de « restau U ». En juillet 1991, soit trois mois après la signature de l'accord, le CNOUS décidait d'augmenter de 1 franc le prix d'un repas. Il vient d'être à nouveau majoré pour atteindre 12 francs. Or, pour chaque ticket, l'Etat ne verse plus que 7,50 francs. Les étudiants, toutes tendances confondues, contestent cette augmentation et réclament la parité. Une analyse contestée par le CNOUS pour qui le calcul doit tenir compte des investissements réalisés par l'Etat pour construire de nouvelles places de « restau U ». Si l'on tient compte de cet effort budgétaire, souligne M. Prévost, la parité est largement dépassée, au profit des étudiants.

Accueil des handicapés

D'autres mesures promises par le plan social n'ont pas été suivies d'effet. Certaines n'impliquaient pourtant que des crédits limités. Mais la décision de les différer revêt pour les étudiants un relief particulier, du fait de leur caractère symbolique. Ainsi, l'Observatoire de la vie étudiante, laborieusement mis en place en 1990, devait publier un rapport annuel sur le budget des étudiants, afin de servir de base régulière aux discussions sur le financement des études. Or ce document de travail n'est toujours pas disponible, et le ministère espère seulement qu'il sera prêt pour la manifestation de décembre.

Autre point noir : le dossier social unique, destiné à regrouper les systèmes d'attribution des bourses (jusqu'à présent gérées par le rectaire) et des logements (dépendant des CROUS), n'a pas dépassé le stade expérimental. Cinq Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, Grenoble, Bordeaux, Limoges, Montpellier et Clermont-Ferrand, ont amorcé l'expérience. Seul l'un d'entre eux, Limoges, a réalisé un document unique. Et si le ministère annonce, pour cette année, l'élargissement de l'expérience à une dizaine de CROUS supplémentaires, il est

clair que cette mutation est laborieuse.

Le sentiment est le même à l'égard des commissions sociales d'établissement, composées de représentants de l'université, des étudiants, des CROUS, des collectivités locales et des milieux socio-économiques, et censées gérer ce dossier social unique. Quarante-huit ont été constituées, quarante-cinq se sont réunies au moins une fois. Mais ces commissions ont manifestement du mal à trouver leur place. Chargées, par exemple, d'affecter les crédits du fonds d'aide à la vie étudiante créé en 1991 et financé par les étudiants à hauteur de 40 francs par tête, elles n'ont toujours pas su les utiliser à bon escient.

Le fiasco des prêts

« On n'observait, note M. Prévost, quelques dérives. Des universités ont détourné ces fonds de leur utilisation prévue pour rénover des locaux pédagogiques, aménager les bureaux des services d'information et d'orientation, voire même pour capitaliser les fonds... Mais dans l'ensemble, les règles du jeu ont été respectées. » Une quinzaine de commissions sociales d'établissement ont effectivement choisi d'affecter ces fonds à l'accueil des étudiants handicapés, quelques autres ont choisi d'améliorer la communication, l'action culturelle, l'aide aux associations... Dix autres ont décidé d'en reverser une partie au fonds de solidarité universitaire des CROUS, ce qui revient à faire financer une partie de l'aide aux étudiants par les étudiants eux-mêmes.

Mais les commissions sociales ont surtout été privées de leur fonction essentielle, du fait de l'échec cuisant du système de prêts bancaires aux étudiants mis en place à la fin de l'année 1991 avec la garantie de l'Etat. En effet, si les engagements ont été tenus sur l'augmentation du nombre et du montant des bourses, il est loin d'en être de même pour les prêts. Les banques, dès l'origine, n'avaient joué le

jeu que du bout des lèvres, s'engageant à mettre sur le marché 36 000 prêts, au lieu de la centaine de milliers espérés par le gouvernement. La complexité du dispositif, dans les universités, n'a rien arrangé.

Mais surtout les taux d'intérêt de ces crédits, supérieurs de un à deux points aux taux des prêts bancaires habituels aux étudiants, ont été partiellement dissuadés. Les résultats sont éloquentes : en tout et pour tout, sur le plan national, 64 prêts ont été accordés. Un chiffre ridicule mais logique en mise en œuvre du système. Au ministère de l'éducation, on l'a reconnu à demi-mot l'erreur commise, on ajoute, avec un sens aigu du paradoxe : « L'objectif a été atteint. Ce système de prêts n'a permis à beaucoup d'étudiants d'obtenir un crédit bancaire classique, alors qu'ils n'auraient jamais pensé qu'une banque leur en accorderait ! » De la vertu pédagogique de l'échec...

Enfin, le plan social prévoyait deux dispositions supplémentaires qui sont restées largement caduques. La création des maisons de l'étudiant, animées par les étudiants, n'a jusqu'à présent été suivie d'effet qu'à Toulon. La plupart des autres projets présentés, souligne M. Prévost au CNOUS, « n'avaient pas grand-chose à voir avec l'esprit du plan social étudiant » et ressemblaient davantage à des centres administratifs ou à des galeries marchandes. Quant à la « Carte anaphore étudiante » pour la région parisienne, elle est au point mort (le Monde du 1^{er} octobre).

Tant de déconvenues font oublier les progrès accomplis en matière de logement, de restauration ou de bourses. Et exaspèrent d'autant plus les organisations étudiantes qu'elles avaient engagé leur crédit sur l'accord de mars 1991. M. Philippe Campinchi, président de l'UNEF-Indépendante et démocratique, que l'on avait connu plus conciliant, conclut ainsi sans ménagements : « Les promesses de plan social n'ont pas été tenues. »

M. A.

Barème d'outre-mer

Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 15 octobre à propos du mouvement de protestation des enseignants de Guadeloupe, ces derniers ne sont pas défavorisés quand, ayant été mutés en métropole, ils enchaînent regagner un département d'outre-mer (DOM). Au contraire.

Tous les enseignants agrégés d'un DOM bénéficient en effet d'une « priorité quasi absolue », selon le ministère, qui se traduit par une bonification de 600 points au barème, dès leur première année d'enseignement. Par comparaison,

un professeur certifié, en fin de carrière, marié et ayant deux enfants bénéficie d'un barème d'environ 300 à 350 points.

Reste que certains disciplines sont écartées dans les DOM et que le mouvement des parassanale y a été, du coup, totalement fermé aux enseignants de métropole. C'était le cas cette année en anglais et en mathématiques notamment, où aucun enseignant venant de métropole, qu'il soit ou non agrégé des DOM, n'a pu être affecté aux Antilles.

UNIVERSITÉ DE LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉTUDES HISTORIQUES

Troisième cycle d'études doctorales 1993-1995
Avis de concours pour 24 postes de doctorant

L'École Supérieure d'Études Historiques de l'Université de la République de Saint-Marin ouvre son troisième cycle d'études doctorales le 1^{er} juin 1993

Les quatre sessions bimestrielles d'enseignement auront pour thème :

- 1) Structures et événements
- 2) Population et ressources dans les campagnes européennes
- 3) La naissance de la pensée moderne : de l'humanisme à la révolution scientifique
- 4) La démocratie des anciens et la démocratie des modernes.

Sont mis au concours :

16 postes de doctorant bénéficiant d'une allocation mensuelle de recherche de 1.200.000 liras italiennes du 1^{er} juin 1993 au 31 octobre 1995
8 postes de doctorant non-boursier astreint au paiement des droits d'inscription
8 postes d'auditeur libre.

La sélection des candidats sera assurée par le Conseil Scientifique de l'École composé de :
Mauro Aymard, Valerio Castronovo, Gabriele De Rosa, Giuseppe Galasso, Francis Haskell, Wolfgang Mommsen, Aldo Schiavone, Carrada Vivanti, Renato Zangheri.
Secrétaire: Roberto Finzi.

Les dossiers de candidature devront être envoyés au Secrétariat de l'École avant le 31 décembre 1992.

Pour tout renseignement et pour recevoir le texte de l'avis de concours :
Scuola Superiore di Studi Storici - Contrada delle Mura, 16 - 47031 Rep. di SAN MARINO
tel. 1939/549/882507

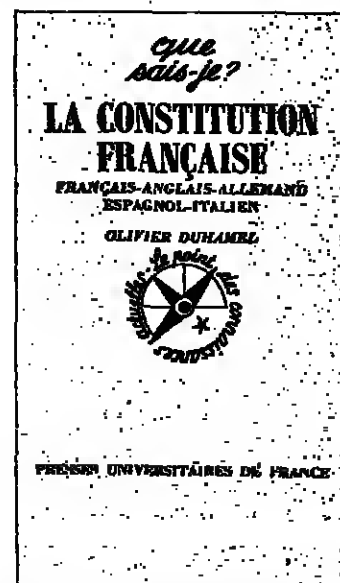
Il Presidente della Scuola
Aldo Schiavone

Il Rettore dell'Università
Renato Zangheri



L'écrivain juif et les Évangiles
par BLUMA FINKELSTEIN
A la lumière d'un siècle de débat
152 pages 150 FF
BEAUCHESSNE
2, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

MAASTRICHT
La 1^{re} édition européenne de la Constitution française

N° 2525
128 pages,
38 FF

pufl

COLLECTION « QUE SAIS-JE ? »
L'encyclopédie au format de poche

EDUCATION • CAMPUS

Grenoble joue l'international

Le pôle européen vient enfin d'être doté de statuts

GRENOBLE

de notre bureau régional

« **C**ELA ne se fait pas sans mal, mais cela se fait », note aujourd'hui M. Guy Romier, président de l'université Pierre-Mendès-France et président également, depuis peu, de la conférence académique des présidents d'université de Grenoble. On ne saurait souligner plus sobrement combien l'émergence du « pôle européen » de Grenoble est une affaire complexe.

Revenons, dès 1990, parmi les quelques villes universitaires que le ministère de l'Éducation nationale incitait à se réorganiser pour atteindre une meilleure compétitivité vis-à-vis des grands centres universitaires étrangers, Grenoble aura patiemment plus de deux ans avant de voir ce « pôle européen » enfin doté d'un statut. La première étape remonte à juillet 1991 avec la signature de la charte de coopération entre tous les acteurs concernés. Mais ce n'est que le 29 septembre dernier qu'est paru au Journal officiel l'arrêté de création du groupement d'intérêt public (GIP) qui constitue désormais le pôle.

En effet, à la différence du pôle de Strasbourg, créé dès 1991 mais ne regroupant que les trois universités de la capitale alsacienne, Grenoble a voulu associer tous les acteurs concernés : les trois universités et l'Institut polytechnique national bien sûr, mais aussi les grands organismes de recherche présents sur le site (Centre national de recherche scientifique, Commissariat à l'énergie atomique, Centre national de télécommunications, Centre national du machinisme

agricole, du génie rural, des eaux et des forêts) ainsi que les collectivités locales (conseil régional Rhône-Alpes, conseil général de l'Isère, ville de Grenoble et syndicat intercommunal d'études de programmation et d'aménagement de la région grenobloise).

Regrouper dans une structure académique des partenaires aussi différents, relevant de tutelles aussi diverses, ne fut pas une mince affaire. Et d'aucuns craignent déjà que cette organisation complexe du groupement d'intérêt public joue à l'encontre du dynamisme et de l'efficacité recherchés.

La poignée de responsables du projet, en revanche, est manifestement soulagée de sortir du provisoire. Le conseil d'administration du nouveau GIP va enfin pouvoir signer avec l'État un contrat quadriennal peaufiné depuis un an. Outre l'affectation de trois postes, les Grenoblois tablent sur un budget annuel de 7,3 millions de francs, dont 3,2 millions provenant du ministère de l'Éducation nationale et de la culture, 1 million du conseil régional et le reste des cotisations des membres du GIP. L'enveloppe peut sembler modeste, mais elle doit être essentiellement consacrée à des actions d'animation, de communication et d'échanges, destinées à inscrire cette nébuleuse de 40 000 étudiants et plusieurs centaines de chercheurs et d'enseignants dans une politique scientifique globale.

« Nous ne sommes pas là pour faire du béton », insiste M. Jean-Marie Martin, économiste, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et président du GIP. Ainsi, l'une des premières retombées de cette démarche est la création d'un institut de l'environnement, structure sans murs, censée faire émerger des projets pluridisciplinaires dans une communauté de chercheurs dispersés dans de multiples établissements.

De même, le pôle européen s'est doté d'un conseil scientifique original, largement international et présidé par le Prix Nobel de physique Alex Mullet, et qui n'a pas tardé à faire la preuve de son indépendance en remettant à deux reprises des rapports sans concessions sur les axes de recherche retenus pour structurer le pôle. Ainsi, dix projets ont été sélectionnés sur le thème de « l'accompagnement des grands instruments scientifiques » — dont Grenoble est une terre d'élection, avec le réacteur à haut flux de neutrons de l'Institut Laue-Langevin (ILL), et, bientôt, la source européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) — et trois autres projets dans le domaine, également très grenoblois, des « technologies de l'information ».

Le conseil scientifique a demandé en revanche que l'axe « science, technologie, société » fasse l'objet d'un « travail complémentaire important ». La démarche de « pôle européen » suppose également le soutien à de nouvelles formations, mais pose aussi la question cruciale des conditions de la vie étudiante. Ces dernières préoccupations rejoignent d'autres évolutions en cours, comme le projet de réaménagement du campus ou le schéma « Université 2000 ». D'où la tentation, parfois perceptible, de mélanger le tout sous le drapeur label européen, au risque de freiner le dynamisme engagé. Comme l'observe un universitaire de base : « A trop charger la barque, on peut la faire couler ! »

ELISABETH DEVAL

Campus en chantier

Les travaux d'urgence engagés cet été ont pris du retard

EN annonçant, le 30 juin, la mobilisation exceptionnelle de quelque 170 millions de francs pour rénover les campus universitaires les plus dégradés, M. Jack Lang avait promis des changements visibles dès le retour des étudiants à l'université. « J'entends bien que, dès la prochaine rentrée, les étudiants bénéficient d'un environnement plus convivial et plus humain », déclarait alors le ministre de l'Éducation nationale et de la culture (Le Monde du 1^{er} juillet). A la mi-octobre, force est de constater que si les travaux prévus ont bien été engagés, très peu sont terminés. Dans la majorité des sites concernés, le retour à la fac s'est effectué sur fond de maigre piqueur.

A l'est de l'agglomération lyonnaise, le campus de Bron-Parilly, l'un des deux pôles de l'université Louis-Lumière (Lyon-II), a pris ses couleurs d'automne avec l'arrivée de 13 000 étudiants, qui ont dû s'installer au bruit des tondeuses, des scies, des engins à l'ouvrage au milieu des échafaudages des peintures, des bobines de fil électrique et des armatures grillagées de chantier.

« La difficulté, c'est qu'on ne sait pas par où commencer : rénover les bâtiments pour les mettre aux normes ou construire du neuf », M. Eric Froment, président de l'université, tente, tant bien que mal, de concilier ces deux impératifs. Les crédits débloqués cet été, près de 11 millions de francs, ont permis d'acquiescer à un programme de travaux, de toute façon indispensables : nettoyage général, éclairage, signalétique, peinture, couverture du forum, entretien des espaces verts et

de la voirie. Mais les lourdeurs de procédure n'ont guère permis de démarrer ces différents chantiers avant la rentrée.

« Ce délai était nécessaire, explique M. Laurent Manoury, chargé de la mission à l'aménagement des sites universitaires au ministère de l'Éducation nationale et de la culture. Nous n'avons pas voulu accélérer à tout prix le rythme des travaux. Il était important de prendre le temps de la réflexion et d'accorder la place nécessaire à la conception. » Les opérations lourdes, engagées sur sept sites particulièrement mal lotis — Lyon-Bron, Lille-Villeueuve-d'Ascq, Toulouse-Le Mirail, Marseille-Saint-Jérôme, Paris-VIII-Saint-Denis, Paris-XIII-Villetaneuse et Paris-Jussieu — ne devraient pas, à quelques exceptions près, être terminées avant le début de l'année 1993.

Les grandes lignes des rénovations annoncées en juin ont été respectées. Comme prévu, les universités ont bénéficié de la maîtrise d'ouvrage, mais l'administration centrale a été très présente, par le biais d'architectes pilotes dépêchés sur place.

Parmi les sept projets majeurs, seul le site de Villetaneuse a bénéficié de financements complémentaires, du fait de sa situation « particulièrement délicate ». Ainsi le budget final devrait-il atteindre 31 millions de francs. Le ministère de l'Éducation a en effet majoré de 6 millions de francs les crédits d'urgence initialement prévus, afin de réaliser un projet de grande ampleur sur le forum. « Jus- qu'à présent couvert par une structure métallique, mais ouvert à tout vent, le cœur de l'université sera désormais fermé, afin de jouer son rôle d'agora »,

explique M. Pierre Cornillot, président de Paris-XIII. Le reste des crédits est consacré à l'amélioration des liaisons entre le campus et la ville et à la rénovation de lieux de passage.

Sur le site de Villetaneuse comme ailleurs, les étudiants sont accueillis par des grues et doivent s'élancer entre différents chantiers pour se rendre en cours. Le fait d'avoir décidé cette opération à la fin du mois de juin, alors que les campus étaient déjà désertés, a empêché toute communication cohérente sur ces rénovations. Et si des expositions d'information sont prévues début novembre sur chaque site pour informer étudiants et universitaires, pour l'instant chacun a quelque mal à comprendre la logique de ces initiatives tout terrain. Malgré ces désagréments immédiats, le credo est presque unanime : « Tout est bon à prendre. »

Enfin, la rénovation des campus concernait aussi une vingtaine d'autres sites universitaires pour des aménagements plus légers, de 1 à 3 millions de francs en moyenne. Là aussi, l'opération « été » a pris du retard. Saint-Charles, l'antenne des enseignements artistiques de l'université de Paris-I, a vu ses crédits passer de 3,1 à 4,4 millions de francs. L'architecte Wilmette, chargé de la culture et de l'éducation oblige, en assure la direction et n'a démarré qu'au mois de septembre la réalisation d'une nouvelle cafétéria. Une partie importante de ces crédits sera consacrée à l'application sur les murs d'une peinture anti-graffiti.

MICHELLE AULAGNON
et MICHEL DELBERGHE

COURRIER

Désenchantement des enseignants

J'ai lu dans le courrier des lecteurs de votre journal du 8 octobre la réponse de M. Kuback aux propos de M. Charles, que vous avez publiés dans votre édition du 17 septembre 1992. La question qui est posée est de savoir si, en dépit de toutes les révalorisations dont on a fait état, le travail des enseignants, dans ce pays, est rémunéré à sa juste valeur.

Comme professeur certifié (1966), agrégé (concours 1969), docteur d'État (1985) et professeur d'université (1988), je me permets respectueusement d'en douter quand je considère mon bulletin de paie et le travail accompli : 16 627,73 F de traitement mensuel (soit 818 F de classe, correspondant au 11^e échelon des professeurs agrégés), auxquels viennent s'ajouter les 6 411,20 F de la prime de recherche payée en deux versements semestriels. Est-ce vraiment trop quand on sait les obligations de service en matière de pédagogie, de recherche et d'administration qui incombent ordinairement à un enseignant-chercheur ?

Quant au tarif des heures complémentaires, parlons-en : 320 francs l'heure de cours magistral et 213 francs l'heure de travaux dirigés. Ces tarifs n'étant pas applicables à des surdents, on comprendra que le temps réel investi par le professeur dans la seule préparation d'une heure de cours magistral excède bien souvent les trois heures dont fait modestement état votre premier correspondant (...).

Mais ce qui, en fin de compte, peut paraître le plus dommageable et expliquer le grand désenchantement des enseignants — et plus particulièrement des universitaires —, c'est qu'ils se sentent frustrés dans leurs motivations profondes : la part de temps toujours plus importante donnée à l'enseignement, du fait de l'alourdissement des tâches, c'est aussi du temps enlevé à la culture personnelle, source pourtant incomparablement féconde du savoir que l'on a mission de transmettre (...). La vraie grande maîtrise des enseignants, elle est là (...).

MONIQUE MICHAUD
(professeur à l'université de Poitiers)

«Tango bleu» contre

«Economie britannique»

La Fédération interuniversitaire, dont du reste Sorbonne-Radio-France est membre, s'étonne que dans votre article du 8 octobre « Sorbonne sur ondes musicales », vous ne citiez que les émissions de cette vénérable institution, alors que les universités parisiennes impliquées dans l'enseignement à distance (Paris-I, Paris-III et Paris-X) diffusent depuis les années 60 plus de 200 heures d'émission par an et que l'ensemble des centres universitaires de téléenseignement français programment un total annuel de 654 heures. Ce n'est pas négligeable, même s'il fut un temps où ces émissions représentaient davantage d'heures d'écoute et étaient diffusées sur la modulation de fréquence. « Sic transit gloria mundi ! »

Depuis le transfert sur les ondes moyennes (864 kHz) — une fréquence d'ailleurs différente de celle de la Sorbonne, ce qui ne fait qu'ajouter à une situation déjà délicate — la diffusion de Radio-France à l'égard des universités n'a fait que s'accroître. Et lorsque l'extension de Radio Bleu e nécessité l'empêchement sur les créneaux réservés à l'université, que croyez-vous qu'il advint ? Radio-Bleu l'emporta... Sans commentaires !

Pourtant « la voix de l'université sur les ondes » a toujours été une possibilité de formation de haut niveau pour un public de toutes origines, et les inscrits à l'enseignement à distance ont là, autant que le grand public — lorsqu'il arrive à savoir que nous existons et qu'il réussit à nous capter, — un moyen d'accès au savoir qui se révèle finalement peu onéreux pour l'État. Ce n'est pas faire d'avoir attiré l'attention des responsables politiques successifs sur les capacités de la radio comme support de l'enseignement à distance. Mais à l'heure des « nouvelles technologies », le média radio n'a sans doute pas assez de lustre !

CHRISTIANE GUILLARD
(présidente de la Fédération interuniversitaire de l'enseignement à distance)

Universités Paris-XII et Paris-XIII

D.E.A. « Linguistique et didactique de l'anglais »

Ce D.E.A., ouvert aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent, est rattaché au Centre d'Études de Linguistique et Didactique de l'Anglais (CELDA, Université Paris-Nord), et fait partie d'une formation doctorale dans les principaux domaines de recherche et d'enseignement sont les suivants :

- théories linguistiques et enseignement de la grammaire ;
- interférences anglais-français ;
- didactique et sciences connexes (notamment psychologie cognitive et sociolinguistique).

Renseignements : P. Larrea, UFR Lettres, Université Paris-Nord, avenue J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse.
Tél. : 49-40-32-15 ou 45-38-53-13.

Collège sensible sans surveillance

Le collège Politz de Montrouil (Seine-Saint-Denis) est un établissement sensible, mais pas un établissement sensible, un des dix établissements les plus difficiles du département, affirme ses enseignants. La cité des Morillons, qui aligne ses barreaux grises autour du collège, est un quartier « chaud » de Montrouil. Mais, curieusement, Politz n'est pas en zone d'éducation prioritaire (ZEP). En 1982, les élus communistes de Montrouil avaient boudé ce dispositif-phare de la gauche socialiste. Et les enseignants, eux, comme les anciens le reconnaissent du bout des lèvres aujourd'hui, de « pré-servir l'usage » de leur établissement, n'avaient guère réagi...

Il s'en mordent les doigts, aujourd'hui. Car l'établissement a un autre handicap : sa taille. Il accueille en effet « seulement » quatre cents élèves. Résultat : hormis les enseignants, l'équipe éducative se compose en tout et pour tout du principal, de son adjoint et de deux surveillants. Car les normes appliquées par le rectorat de Créteil sont intransigeantes : seuls les établissements d'au moins six cents élèves ont droit, en plus, aux conseillers d'éducation (CE).

Jusqu'à présent, la vingtaine d'enseignants qui travaillent au collège s'étaient tant bien que mal accommodés de la situation. Mais aujourd'hui la coupe est pleine et le vin n'est plus. Ils veulent un conseiller d'éducation. A la croire, l'équilibre fragile qu'ils avaient pu ou prou réussi à préserver est en passe d'être rompu. L'absence de jeunes extérieurs au collège, jadis de

bambes lécrymogènes et bagarres dans les couloirs : les incidents se multiplient depuis la rentrée de septembre.

Grève sans résultat

« Nous sommes coincés », expliquent les profs. Nous devrions fréquemment interrompre nos cours pour séparer des élèves et pour rétablir l'ordre dans la cour. Est-ce notre travail ? Ce que nous demandons seulement, c'est que des mesures soient prises avant qu'il ne soit trop tard. Aujourd'hui, la situation est intenable. Le sera-t-elle encore dans six mois ? »

Les enseignants ont vu rouge en apprenant qu'ils étaient déclarés prioritaires pour recevoir, à la mi-novembre, l'aide de deux personnels du contingent. Non qu'ils soient contre. Mais tout de même... « Si nous sommes prioritaires pour recevoir des appels », soutient Jocelyne Héry, professeur de français, c'est bien qu'on reconnaît qu'il y a un problème de sécurité et de discipline au collège. Nous donner un CE, c'est quand même pas le bout du monde. »

Les vingt enseignants, soutenus par les parents d'élèves, ont observé, sans résultat, une grève d'une semaine début octobre. Mais ils maintiennent la pression en envoyant chaque jour un télégramme au rectorat de Créteil. M. Claude Lambert, la réponse de ce dernier, pour le moment, est sans appel : pas d'emploi disponible, donc pas de poste.

CHRISTINE GARIN

APPEL A CANDIDATURE INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FRANCE

1530 - Création du Collège de France
Objectif : rénover en profondeur l'enseignement supérieur
1991 - Création de l'Institut Universitaire de France
Objectif : faire de la création du savoir le moteur de l'ensemble du système universitaire

Organisme sans murs, l'Institut Universitaire de France rassemble des professeurs des universités au rayonnement international. Ses membres, seniors ou juniors, reçoivent une importante dotation pour leur recherche, voient leur charge d'enseignement allégée et peuvent bénéficier d'une promotion accélérée. Toutes les disciplines universitaires sans exception sont concernées.

La promotion 1991 compte 15 membres seniors et 25 membres juniors, sélectionnés par un jury présidé par le professeur Laurent Schwartz.

La promotion 1992, sélectionnée par deux jurys présidés par les professeurs Alain Touraine et Ivan Assenmacher, vient d'être installée par le ministre de l'Éducation nationale et de la culture.

Le présent appel à candidature concerne la promotion 1993.

Les membres seniors de l'Institut, nommés pour une durée de cinq ans renouvelable une fois, sont sélectionnés par un jury international. On ne peut se porter directement candidat : la candidature doit être proposée par deux personnalités scientifiques françaises ou étrangères et doit comporter au moins cinq lettres de recommandation confidentielles émanant de personnalités scientifiques, dont au moins trois exerçant leurs activités hors de France.

Les membres juniors, qui doivent être âgés de moins de quarante ans, peuvent en revanche présenter directement leur candidature. Celle-ci doit comporter au moins trois lettres de recommandation confidentielles émanant de personnalités scientifiques, dont au moins deux exerçant leurs activités hors de France.

Le règlement intérieur de l'Institut prévoit que peuvent être nommés comme membres juniors les enseignants-chercheurs exerçant dans une université française depuis plus de deux ans (cinq ans pour les membres seniors). L'exercice d'activité dans une université étrangère peut être regardé comme équivalent sous réserve que l'enseignant concerné devienne professeur dans une université française et y exerce effectivement.

Les deux tiers des membres juniors et seniors doivent appartenir à des universités de Province (hors Ile-de-France). Tous doivent demeurer dans l'université où ils ont été distingués.

Les propositions (pour les membres seniors) et les candidatures (pour les membres juniors uniquement) peuvent être envoyées aux adresses suivantes :

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture
Direction de la Recherche et des Études Doctorales
Sous-direction des études doctorales (tél. : 40-65-63-30)
61-65, rue Dutoit, 75732 PARIS CEDEX 15
AVANT LE 31 JANVIER 1993

MAGISTÈRES AGREMA

L'Association générale des responsables de Magistères

s'est engagée, en 1991, sur la

CHARTRE DES MAGISTÈRES :

- ★ Formation d'excellence.
- ★ Formation universitaire spécifique BAC + 5.
- ★ Accès sélectif après le 1^{er} cycle : capacité, personnalité et motivations.
- ★ Professionnalisation : 24 semaines de stages obligatoires en moyenne.
- ★ Préparation simultanée aux diplômes nationaux, dont DEA et DESS.
- ★ Formation européenne : possibilité 1 et 2 semestres d'études à l'étranger ou de stage de recherche intégrés dans le cursus.
- ★ Création en 1992 d'une Commission du Titre : Magistère AGREMA.

Les Magistères représentent actuellement 60 formations dans des domaines de pointe en :

- Aménagement et urbanisme ● Mathématiques, informatique ● Sciences juridiques, économiques et de gestion ● Sciences humaines ● Sciences physiques ● Sciences de la Terre ● Sciences de la vie.

Accès sélectif : dossiers, entretiens, concours, après un premier cycle ou deux années de classes préparatoires et dans certains cas un DUT...

Les Magistères représentaient déjà en 1991 :

- ★ plus de 1 100 diplômés BAC + 5, ★ plus de 7 000 candidats titulaires d'un premier cycle ou équivalent.

Adresse : AGREMA CESA - parc Grandmont, 37200 TOURS - Fax : (16) 47-36-70-64.

social étudiant

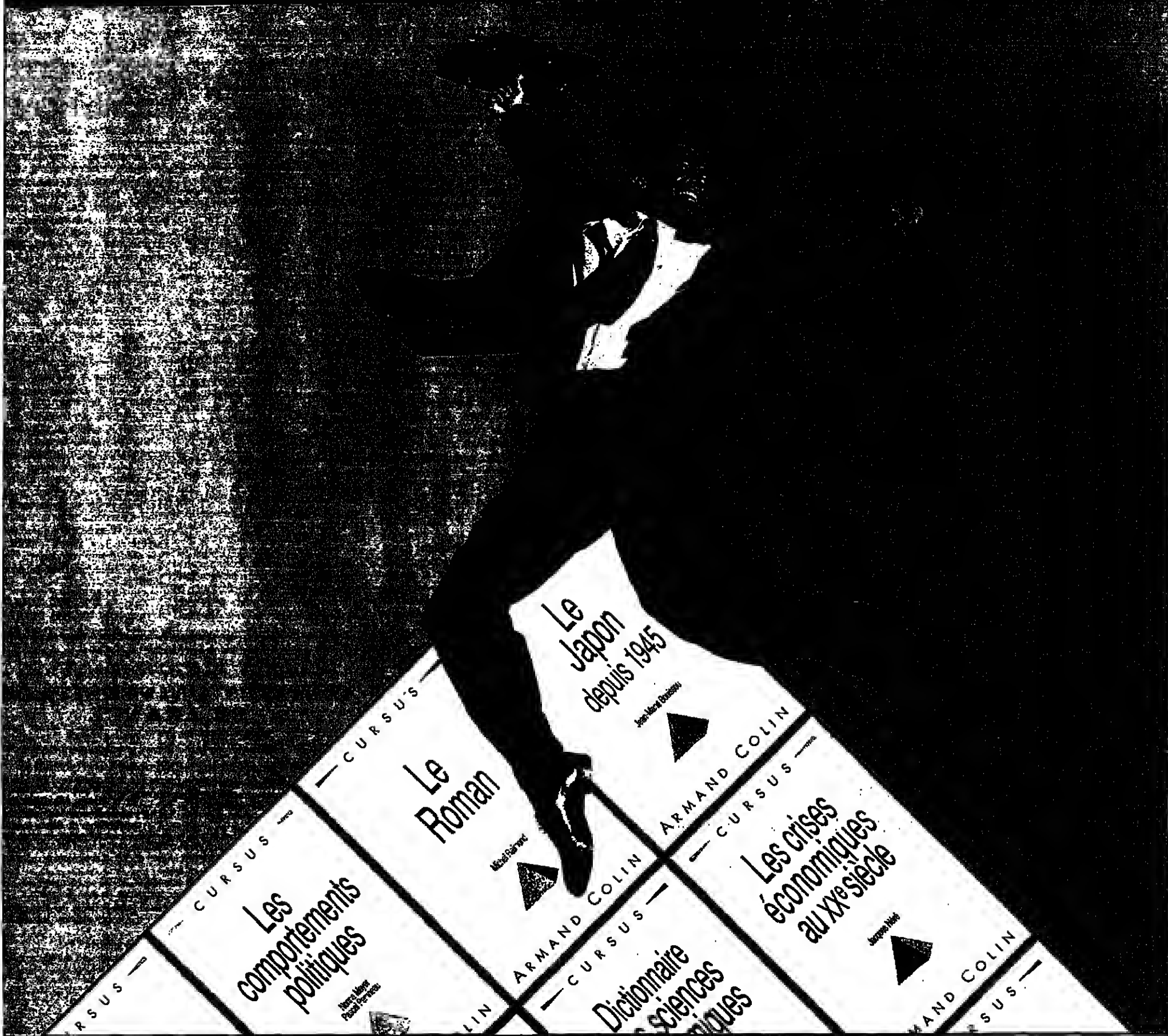
Barème d'outre-mer

MAASTRICHT
1^{re} édition européenne
Constitution française

UNIVERSITÉ
PARIS-NORD

مركزنا من الاموال

EN PLEIN SUJET, UN PLEIN SUCCÈS : CURSUS.



Complets, méthodiques, très efficaces ... les Cursus font le tour d'un sujet en 192 pages : succès assuré, en classe prépa comme à l'université. 70 titres déjà parus.

Lettres

- Le roman ■ La poésie ■ Le théâtre ■ Le théâtre latin
- Histoire de la scène occidentale ■ La grammaire
- La stylistique ■ La dissertation littéraire
- Géographie et ethnographie en Grèce antique

Histoire

- Introduction à l'histoire de l'antiquité
- La religion grecque ■ Le monde romain tardif
- La méditerranée antique ■ La méditerranée médiévale
- Société et mentalités dans la France moderne
- Les causes de la Révolution française
- La Révolution française ■ Le consulat et l'empire
- La croissance économique de la France (1815-1914)
- Histoire des techniques aux XIX^e et XX^e siècles
- Le monde du travail en France (1800-1950)
- Les relations internationales de 1871 à 1914
- La France de la Belle Epoque
- Les causes de la Première Guerre Mondiale

- La France des années 30
 - Les causes de la Seconde Guerre Mondiale
 - La France dans la Seconde Guerre Mondiale
 - Histoire politique de la France depuis 1945
 - Histoire de l'économie française depuis 1945
 - Histoire de la société française depuis 1945
 - La décolonisation française
 - Les Etats-Unis de l'indépendance à la Première Guerre Mondiale
 - Les Etats-Unis de Truman à Bush
 - Histoire de la République Fédérale d'Allemagne
 - L'Angleterre de 1945 à nos jours
 - Histoire du Japon (1968-1945) ■ Le Japon depuis 1945
 - Les relations internationales depuis 1945
 - Les crises économiques au XX^e siècle
 - Les politiques économiques au XX^e siècle
 - Méthodes statistiques descriptives pour les historiens
- Géographie ■ Géographie des transports
- Economie
- Analyse Economique de l'Etat
 - Le commerce international
 - Comprendre les probabilités
 - Comprendre la statistique descriptive

- La comptabilité nationale
 - Economie de l'Allemagne depuis 1945
 - Economie des Etats-Unis ■ Economie industrielle
 - Les économies socialistes européennes
 - Economie des finances publiques ■ Economie du travail
 - Economie et politique de l'énergie
 - Introduction à l'analyse économique
 - Introduction à l'économie du développement
 - Institutions et mécanismes monétaires
 - La pensée économique
 - Problèmes monétaires internationaux
- Science Politique
- Les comportements politiques
 - Les institutions politiques de la France
 - La pensée politique ■ La politique internationale
- Sociologie ■ Introduction à la sociologie
- Philosophie ■ Les méthodes en philosophie
- Dictionnaires
- Dictionnaire des biographies
 - Dictionnaire des sciences économiques
 - Dictionnaire de sociologie

CURSUS

39 F - 69 F - 79 F

ARMAND COLIN

Importation de déchets
être interdite au s

Le Japon depuis 1945
Johannes Eder

Les comportements politiques
Jean-Louis Pélissier

Les crises économiques au XX^e siècle
Jean-Louis Pélissier

Le Japon depuis 1945
Johannes Eder

Les comportements politiques
Jean-Louis Pélissier

Les crises économiques au XX^e siècle
Jean-Louis Pélissier

Le Japon depuis 1945
Johannes Eder

L'importation de déchets ménagers pourra être interdite au sein de la CEE





histoire de la sociologie

des lumières
à la théorie du social

Friedrich JONAS





COMPLET, COMPACT !

Dans cet ouvrage, Friedrich Jonas, l'un des
meilleurs spécialistes de la sociologie, analyse les principaux
courants sociologiques, des Lumières au fonctionnalisme, en
Europe et aux États-Unis. 512 pages, 84 F.

COLLECTION "RÉFÉRENCES" LAROUSSE, UNE SÉRIEUSE RÉFÉRENCE.



RÉFÉRENCES

Larousse

HISTOIRE

LANGUE FRANÇAISE

GÉOGRAPHIE

SCIENTES DE L'HOMME

ARTS ET LITTÉRATURE

VIE PRATIQUE

ÉCONOMIE

BILLET

Faut-il modifier l'ISF ?

Pour avoir déclaré, lundi 19 octobre, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il faudrait modifier la fonctionnalité de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), M. Alain Juppé s'est attiré les foudres du ministère du budget. Grosso modo, le nouveau ministre, M. Martin Malvy, reproche à celui qui fut ministre du budget en 1986 et 1987, au temps de la cohabitation, de vouloir revenir à l'injustice fiscale sous couvert de réforme.

Les propositions de M. Juppé méritent beaucoup mieux que la volée de bois vert qu'elles lui ont valu. L'impôt de solidarité sur la fortune pose à l'évidence beaucoup de problèmes. Ils sont de plus en plus gênants au fur et à mesure qu'apparaissent avec les années tous les défauts d'un impôt censé améliorer la justice fiscale. Il est un peu facile de dire, pour ne pas répondre à une question embarrassante, qu'en rapportant 7 milliards de francs l'impôt sur la fortune finance une bonne part du RMI (revenu minimum d'insertion).

Dès son retour au pouvoir en 1986, la droite avait commis l'erreur de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes pour des raisons évidentes de « clientèle ». Les leaders du RPR et de l'UDF ont par la suite regretté cette décision et son côté provocateur. Si la droite revient au pouvoir l'année prochaine, l'ISF ne sera pas supprimé. La proposition de M. Juppé consiste à modifier un impôt dont le fonctionnement est de plus en plus injuste. L'ancien ministre du budget avance l'idée d'un abatement sur la valeur des résidences principales dans la déclaration que doivent faire chaque année au fisc ceux qu'on appelle les « gros contribuables ».

De même M. Juppé propose-t-il d'instaurer un barème par parts. Ces idées doivent être discutées, examinées, non pas repoussées d'un revers de main. L'impôt de solidarité basé sur la valeur vénale des biens (à l'encontre de ce qui se passe à l'étranger où l'on retient des valeurs forfaitaires) touche de plus en plus des propriétaires d'appartements dans la région parisienne sans qu'on puisse affirmer que ceux-ci sont toujours de gros possédants. Les statistiques ont même plutôt tendance à montrer le contraire. Il existerait, en revanche, beaucoup de grandes fortunes constituées de biens mobiliers (actions, obligations). Et le système fonctionne de façon tellement absurde qu'un ménage riche constitué sous le régime de la séparation des biens et ne vivant pas sous le même toit peut légalement échapper à l'impôt. Est-il si déraisonnable de songer à réformer l'ISF ?

ALAIN VERNHOLLES



Le groupe Suez provisionne lourdement ses crédits immobiliers

Une stratégie sans ambiguïtés

La Compagnie financière de Suez, qui annonçait mardi 20 octobre ses résultats pour le premier semestre 1992, a décidé d'une stratégie sans ambiguïtés. Elle préfère prendre des maintenant tout le choc de l'immobilier sur ses bénéfices, qui ont été réduits pratiquement à zéro.

Malgré un résultat d'exploitation en hausse de 60 % (3,2 milliards de francs contre 2 milliards au premier semestre de cette année par rapport à un premier semestre 1991 assez médiocre, il est vrai), le groupe Suez affiche un bénéfice consolidé en forte chute, 0,5 milliard de francs contre 1,8 milliard de francs, après constitution de 1,9 milliard de francs de provisions sur ses crédits à court terme aux professionnels de l'immobilier, promoteurs et marchands de biens. Encore ce résultat serait-il dégrisé de 200 millions s'il ne tenait pas compte de 700 millions de francs de plus-value exceptionnelle sur cessions d'actifs.

Sur un total de 31,2 milliards de francs de crédits, dont 6 milliards de francs sur des immeubles de bureaux, c'est la filiale spécialisée Banque La Hénin qui en porte le plus, 18,1 milliards de francs (et qui, logiquement, provisionnera le plus, 917 millions de francs). Vient ensuite la Banque Indosuez (7,9 milliards de francs d'engagements et 448 millions de francs de provisions). Le taux de provisionnement global, après les imputations antérieures, atteint maintenant 10 %, dont 8 % pour la Banque La Hénin, 10 % pour la Banque Indosuez, et 27 % pour le grand « paquebot » du groupe, l'ancien immeuble des MNPP, rue Réaumur, à Paris, grevé de 3,4 milliards de francs de crédits.

En un an, le ralentissement de l'immobilier s'est transformé en une crise brutale, qui est « grave mais pas dramatique », estime

MM. Gérard Worms, PDG du groupe, et Philippe Fonsolle, directeur général. Tout d'abord, avance-t-il, Suez n'est pas endetté, grâce aux 11 milliards de francs de cessions d'actifs réalisées depuis deux ans, ses fonds propres atteignent 48 milliards de francs, et les plus-values potentielles sur son patrimoine immobilier, évalué à 17 milliards de francs, atteignent 8 milliards à 10 milliards de francs.

Restructuration et recapitalisation

Ensuite, une série de mesures vont être prises pour rétablir la situation. Ainsi, la Banque La Hénin, qui, au second semestre, constituera encore des provisions « à un niveau élevé », comme l'Indosuez d'ailleurs, va être restructurée et, surtout, recapitalisée, par fusion avec une autre filiale (à 34 %), la Compagnie foncière internationale (CFI), riche de 6 milliards de francs d'actifs immobiliers (deux tiers en logements dans la région parisienne et un tiers en bureaux, et de fortes plus-values). En outre, le groupe cédera, en dix-mois, pour 5 milliards de francs supplémentaires de participations non stratégiques. Enfin, affirme MM. Worms et Fonsolle, « nous nous devons comme des chiens sur l'immobilier, pour nous empêcher des gages, ou négocier une sortie honorable, et mobiliserons toutes les compétences ».

Un « questionnaire beaucoup plus décisif » sera opéré sur les budgets (lire des coupes claires) pour mieux maîtriser les frais généraux et les risques. Quant aux principales opérations de financement immobilier rencontrant des difficultés, elles feront l'objet d'une gestion concertée (ce qui laisse à penser qu'elle ne l'était pas auparavant).

Pour l'instant, aucune tête ne tombe, pas même celle de M. Philippe Pontet, président de la Banque La Hénin, mais les restructurations ne sont pas terminées, et,

déjà, la moitié de l'état-major du groupe a changé (rente personnes sur sixante). MM. Worms et Fonsolle se montrent pessimistes sur l'évolution de l'immobilier au second semestre : certains promoteurs qui paient encore les intérêts de leur emprunt ne le feront peut-

être plus. « Mieux vaut enregistrer les pertes maintenant que les repousser plus loin », ont-ils déclaré, suggérant perfidement que d'autres groupes bancaires ne l'ont pas encore fait et que l'on s'en apercevra bientôt.

F.R.

Les conséquences de la crise du marché du logement

Le GAN reprend Avis immobilier

Conséquence de la chute du marché dans le logement : les agences immobilières se restructurent. Le Groupe des assurances nationales (GAN), qui possède déjà le réseau Agence N° 1 (300 agences), vient de reprendre celui d'Avis immobilier.

Le GAN prévoit de garder entre 50 et 60 agences franchisées du réseau d'Avis, qui en comptait 86 avant son dépôt de bilan. En 1990, dans le cadre de sa politique de diversification, le GAN a déjà repris Agence N° 1, créé en 1984 par M. Jacques Riboulet qui introduisait ainsi la franchise à l'américaine dans une profession aux structures très traditionnelles. Il existe désormais en France des groupements d'intérêt économique comme ORPI, Avis, des successistes et des franchisés (comme Century 21, Catherine Mameet...).

Le métier d'agent immobilier est en pleine mutation : on en dénombre entre 14 000 et 16 000, à 90 % des indépendants ayant, dans 52 % des cas, plus de cinquante ans et travaillant pour moitié sans aucun salaire. Ces agents traditionnels traversent une période particulièrement difficile : d'abord, pendant les « années folles » de l'immobilier, ils ont vu leurs troupes s'enrichir d'occasionnels qui n'ont pas forcément amélioré l'image de la corporation.

F.V.

moitié, le tout à négocier, à peu près, bien entendu.

De telles perspectives de déteinte des taux, qui aurait pour effet de réduire l'écart de rémunération des capitaux de part et d'autre de l'Atlantique, actuellement proche de six points, ont dopé le dollar, les Bourses européennes, et, bien entendu, le MATIF, où l'échéance décembre a débordé le cours de 110 pour la première fois depuis le début de l'année.

Sous-évalué d'un mois 25 %

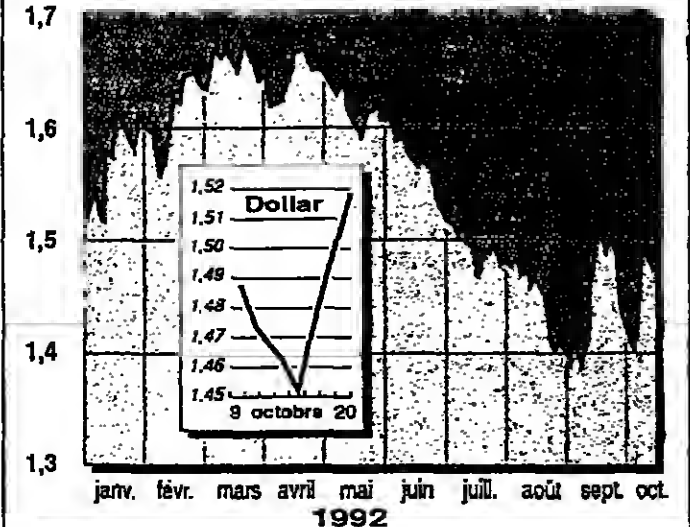
En ce qui concerne la monnaie américaine, bien des analystes estiment qu'elle a touché son plus haut niveau ces temps-ci et qu'elle aura évolué entre 1,45 DM

et 1,52 DM d'ici à l'élection présidentielle américaine, elle serait susceptible de toucher 1,80 DM l'année prochaine, en hausse de 25 %, au dépend d'une devise allemande moins vigoureuse.

Manifestement sous-évalué d'un mois 25 % si on a davantage (tous ceux qui vont outre-Atlantique s'en apercevront), le dollar profiterait d'une lente reprise de l'ex-

FRANÇOIS RENARD

Le dollar en deutschemark



Bundesbank à assouplir légèrement sa politique, de même que le net changement d'attitudes des syndicats, notamment l'IG Metall, dont le président, M. Franz Steinhilber, réitéré à une très large majorité, a proposé un pacte de solidarité pour l'unité allemande, et un gel des salaires pour trois ans, ou même cinq ans, avec tout de même une sorte d'échelle

leur émission « Le débat » retirée de la grille de TF1, en raison des critiques formulées par Libération envers TF1 et sa dérive vers l'« information spectacle » (le Monde du 14 octobre). M. Michèle Cotte, directrice de l'information de TF1 et productrice du « Débat », affirme que les deux journalistes avaient refusé de nouvelles propositions.

■ Serge Joly et Philippe Alexandre animeront une émission politique sur France 3. — Serge Joly, directeur de Libération, et Philippe Alexandre, éditorialiste à RTL, vont lancer une émission politique sur France 3, lundi 2 novembre, après le journal télévisé de Christine Ockrent qui participera à la nouvelle émission. MM. Joly et Alexandre avaient vu

la grille de TF1, en raison des critiques formulées par Libération envers TF1 et sa dérive vers l'« information spectacle » (le Monde du 14 octobre). M. Michèle Cotte, directrice de l'information de TF1 et productrice du « Débat », affirme que les deux journalistes avaient refusé de nouvelles propositions.

A partir de l'année prochaine

L'INSEE publiera deux nouveaux indices de prix

Deux nouveaux indices de prix seront publiés chaque mois par l'INSEE à partir de l'année prochaine. Le premier servira au gouvernement pour suivre l'évolution du pouvoir d'achat du salaire minimum. Le second sera l'indice de l'INSEE qui servira de référence nationale et internationale, utilisé notamment pour les comparaisons entre pays et les études économiques.

Le premier indice qui sera publié pour la première fois le 10 février (il portera sur le mois de janvier), concernera, comme l'actuel indice des 296 postes qu'il va remplacer, les ménages urbains ouvriers et employés. Il ne prendra pas en compte les dépenses de tabac. L'indice INSEE couvrira, lui, l'ensemble de la population et prendra en compte le tabac.

Les deux instruments de mesure des prix bâtis sur 266 postes couvriront un champ plus large. Les transports aériens et maritimes, les déplacements en ambulances, les services funéraires et vétérinaires, les locations automobiles seront désormais pris en compte. Globalement, ces rajouts permettront de couvrir 92,5 % de la consommation des ménages contre 91 % jusqu'à présent.

L'INSEE envisage de suivre plus tard les prix de l'assurance dont l'observation serait actuellement fort coûteuse du fait de la diversité des tarifs.

La prise en compte des rabais

Une autre innovation rendra les indices plus représentatifs de la réalité : la prise en compte des rabais, soldes et autres réductions de prix qui, pour l'habillement notamment, ont une grande importance. Enfin, les futurs indices évolueront plus brutalement : les variations des produits frais (fruits et légumes, poissons, crustacés, fleurs) seront transcrits tels quels chaque mois sans être « lissés » sur douze mois comme actuellement. Ainsi une forte période de gel en hiver fera monter brutalement les prix de certains légumes et poussera l'indice global à la hausse. Inversement, l'abondance des productions de fruits et de légumes en été entraînera des baisses.

L'évolution sera plus syncope à très court terme. A plus long terme, l'évolution des nouveaux indices sera très peu différente de l'actuel instrument de mesure. De même, les différences seront extrêmement faibles entre le futur indice « tous ménages » et l'actuel qui couvre les seuls ménages urbains employés et ouvriers : tous calculs refaits, sur la période 1980-1990, l'écart n'aurait été que de trois dixièmes de point...

AL. V.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente ses dernières études parues :

LA DISTRIBUTION SPECIALISEE EN EUROPE : analyse par segment - développement des marchés et des enseignes à moyen terme

• L'étude présente dans le détail la situation des différents marchés au sein de la CEE et leur évolution prévisible.

LES ACTEURS DE LA DISTRIBUTION SPECIALISEE EN EUROPE : analyse stratégique et résultats financiers comparatifs

• Analyse et comparaison des stratégies et résultats financiers de 23 grands acteurs européens. L'échantillon retenu tourne autour de trois grands pôles de la consommation des ménages : l'équipement de la personne, l'équipement de la maison et les loisirs.

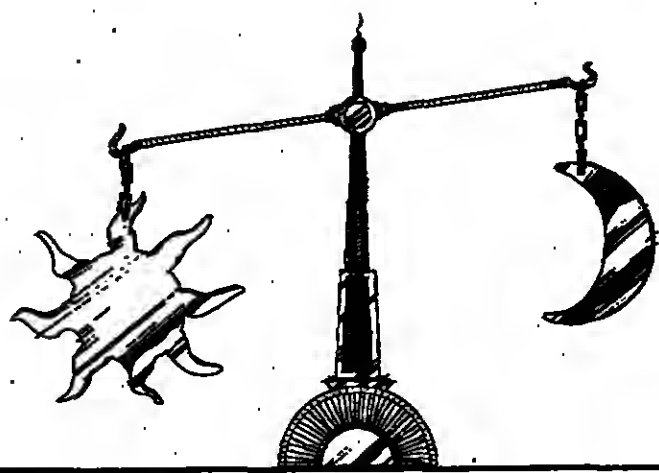
LA FONCTION DE GROS DANS LES BIENS DE GRANDE CONSOMMATION : Grossistes et autres intervenants

• Faut-il voir dans l'évolution de la fonction de gros un répit sur la voie de l'élimination progressive d'un secteur d'activités autonome du commerce de gros ou bien, au contraire, l'amorce d'un renouveau durable du secteur au travers de la permanence de la fonction de gros.

LA DISTRIBUTION DES PRODUITS DE LA PARFUMERIE

• A mi-chemin entre la grande distribution et le circuit sélectif, apparaissent les grandes surfaces de la parfumerie qui tentent de concilier les marques de luxe et les marques de mass-market, le livre-service et le conseil spécialisé. • De ces nouveaux types de circuits et modes de vente, il faut voir surtout l'indépendance des distributeurs vis-à-vis des fabricants. C'est là le phénomène majeur de la décennie 90. Un phénomène dans la lignée des concentrations qui se sont déjà opérées depuis longtemps dans d'autres circuits de distribution.

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contactez : EUROSTAF 80-82, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93



LE 13H DE TF1 EST SUIVI
PAR PLUS DE TÉLÉSPECTATEURS
QUE LES JOURNAUX DU SOIR
DE SES CONCURRENTS.

IL DOIT BIEN Y AVOIR UNE RAISON...

TF1

ÉCONOMIE

Les nouveaux atours de la politique industrielle

Aider l'entreprise ? Même les pays les plus libéraux y reviennent. Mais pas par les méthodes d'autrefois, aides publiques ou « Meccano ». On emprunte désormais des voies beaucoup plus diffuses

par Pierre-Angel Goy
et Caroline Mannot

Dix ans après M. Jean-Pierre Chevènement, M. Dominique Strauss-Kahn mobilise, jeudi 22 et vendredi 23 octobre, chefs d'entreprise, syndicalistes, personnalités politiques et universitaires, autour de « Rencontres de l'industrie ». Dix ans qui pourraient être un siècle, tant ont changé l'approche théorique, le discours et la pratique de la politique industrielle. Oubliés, l'éloge des « jilleries », les odes « au secteur public, fer de lance de la sortie de crise » ou encore le thème mobilisateur de la « reconquête du marché intérieur ». Dix années de crise, de restructurations industrielles et de mondialisation économique ont démodé un certain lyrisme du ministre de la recherche et de l'industrie d'alors, pour qui « il n'y avait pas de secteur condamné. Il n'y avait que des technologies dépassées » (1).

Depuis, la gauche a appris la « rigueur », s'est accommodée du libé-

ralisme bruxellois, a découvert les vertus du franc « fort » et de la désinflation compétitive. Un aggiornamento si profond que le gouvernement s'adonne, comme celui d'un banal pays anglo-saxon, aux privatisations pour pallier l'impécuniosité de l'Etat. Un aggiornamento si radical que l'on voit certains chefs d'entreprise réclamer des incitations fiscales à l'investissement pour relancer une machine économique défilante, quand M. Dominique Strauss-Kahn, qui aurait dû être leur intercesseur naturel, juge inefficace ce mode d'intervention des pouvoirs publics. Le plus d'Etat n'est pas toujours là où on le croit.

C'est qu'il y a dix ans, les milieux politiques pensaient que l'industrie française évoluait encore dans un monde qui, à défaut d'être simple, était connu. Les règles qui le régissaient étaient souvent de la Libération, ses grands ébéniers, de la 1^{re} République et ses réalisations portaient le sceau de la politique de

grandeur et d'indépendance nationale du général de Gaulle. De la locomotive BB au TGV, de la Caravelle à l'Airbus, de la fusée Diamant au lanceur Ariane, de la bombe de Reggane à l'atoll de Mururoa... Les échecs furent tout aussi révélateurs, avec le plan, Calcul ou celui de la machine-outil, le Concord ou les satellites de télédiffusion directe TDF 1-TDF 2.

Un génie français

« Ce pays n'a réussi sa politique industrielle que dans un cas de figure précis, commente un haut fonctionnaire. Là où a pu s'exercer une forte connivence entre l'Etat et les entreprises. C'est-à-dire là où les corps de Polytechnique étaient à la fois aux commandes de l'administration et des grands groupes industriels ; là où l'Etat pouvait jouer un rôle moteur par ses achats à l'industrie. Qu'on en juge par nos performances dans l'armement, les télécommunications, le nucléaire ou le BTP. Qu'on se souvienne du ministre Charles Fiterman annonçant lui-même le lancement du programme Airbus-320 au Salon du Bourget de 1984, les commandes d'Air France et de Lufthansa en poche. Il y a eu comme un génie français de la commande publique ».

Ce particularisme hexagonal, on le retrouve dans ce qui constituait longtemps les trois principaux leviers de la politique industrielle nationale. Il y eut d'abord ce M. Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS, appelé à l'économie de financement « publique », ces prêts aux entreprises — à des taux bonifiés — qui organisaient, pendant des décennies, un véritable transfert de l'épargne des particuliers vers l'industrie. Il y eut ensuite ces interventions sectorielles combinant les grands projets (le spatial, par exemple), les plans de sauvegarde (textile, sidérurgie) et la politique du « Meccano » dans le dernier avatar à été la tentative malheureuse de créer un « Toshiba à la française », feu Thomson-CEA Industrie.

Il y eut enfin l'existence de ce « pôle public structurant », né à la Libération avec la création d'EDF-CGE et les nationalisations des Houillères, de Renault, de Gnome et Rhône (la future SNECMA), de la Banque de France, des quatre plus grands établissements de crédit, de onze compagnies d'assurances, d'Air France et de la marine marchande. Un pôle qui a permis de porter à son apogée avec les nationalisations de 1982. Un pôle où la présence de l'Etat a engendré le pire, comme l'instabilité permanente des équipes de direction de Bull, illustrée une nouvelle fois par le récent limogeage de M. François Lorient. Ou le meilleur, avec Elf-Aquitaine qui a su, à la fois, préserver une relative autonomie et bénéficier de la signature de l'Etat.

Aujourd'hui, pourtant, « finance-mes administrations », interventions sectorielles et pôle public sont devenus inopérants. A cause de l'intégration européenne, tout d'abord, qui interdit à l'Etat de recapitaliser ou de désestimer les entreprises à sa guise. « La tentative avortée d'apporter 12 milliards de francs à Renault, consignée à cet égard une date-clé », note M. Cohen. A cause de la crise bud-

gétaire, ensuite, qui empêche les gouvernements d'investir autant qu'ils le souhaiteraient dans la recherche et le développement. A cause, enfin, de ce que les économistes appellent la « globalisation ».

Globale, ou mondiale, comme on voudrait, l'activité des entreprises intervient désormais dans un univers où la circulation du capital, des biens, des services et même du savoir est instantanée. Fini le temps où l'essentiel des innovations se faisait dans le pays le plus riche en épargne, en travail qualifié et disposant du plus grand marché — en clair, les Etats-Unis — avant de se diffuser dans le reste du monde industrialisé puis dans les pays en voie de développement. Aujourd'hui, trois pôles concurrents — Amérique du Nord, Europe et Japon — s'équilibrent et peuvent donner naissance à un produit qui met moins de six mois avant de gagner le monde entier.

L'implantation d'une activité industrielle ne répond plus aux mêmes impératifs qu'autrefois. « Pour convaincre une multinationale d'implanter chez lui autre chose qu'une usine-ignominie, un Etat doit désormais disposer d'un terrain industriel d'une exceptionnelle qualité. D'une exceptionnelle attractivité, explique l'économiste Jean-Louis Lévy, ancien conseiller de M. Edith Cresson à Matignon. La Grande-Bretagne n'en a eu, il y a huit ans, qu'il suffisait de favoriser l'arrivée d'investissements étrangers massifs pour renouer avec la croissance. Elle doit déchanter ».

De nouveaux modes d'intervention

L'Etat a donc dû s'adapter. Et forger ces modes d'intervention inédits que les industriels réclament tant en France — qu'à l'étranger. « Nous avons besoin de nouvelles règles du jeu qui imposent la transparence et assurent l'égalité entre les entreprises ; celles-ci sont pénalisées par l'absence d'Etat, l'insuffisance des infrastructures et des grands programmes publics », déplo-

rait ainsi l'italien Carlo de Benedetti, il y a deux ans dans la revue *A pour Affaires*. « Notre gouvernement doit être plus actif, l'Etat a un rôle central dans le développement du secteur, il doit travailler avec les entreprises », affirmaient en début d'année des industriels britanniques de l'électronique, les yeux rivés sur « un modèle français », pourtant désormais bien délicat à définir.

L'exemple japonais où Etat et entreprises sont liés par des solidarités aussi indéfectibles que discrètes, — comme sont étroits en Allemagne, les liens entre les Länder et l'industrie — a balayé les ingénuités ultra-libérales. Les pratiques américaines — qu'il s'agisse d'intégrer à un Thomson-CSF d'acquiescer les activités « défenses » de la firme locale LTV, ou plus récemment encore de protéger les sidérurgistes nationaux contre les importations européennes d'acier — ont mis à mal le credo farouche-ment non interventionniste de Washington.

La politique industrielle — révélée ou pas — emprunte des canaux plus diffus, moins habituels. La paternité du gouvernement Cresson, que M. Cohen qualifie de « réveil industriel compulsif » avec le retour au « Meccano industriel », a fait long feu. Les théories du « franc fort » et de « l'environnement de l'entreprise » prônées par M. Pierre Bérégovoy et Roger Fauroux, se révèlent désormais insuffisantes. On demande à l'Etat d'être non seulement l'aménageur du territoire, mais aussi l'avocat des industriels dans les grandes négociations commerciales internationales. Certains souhaitent en faire le bouclier capable de s'opposer à des raids étrangers jugés indésirables. « Un rôle qui n'est pas que de pure forme, à l'heure où l'on ne parle que de privatisations », relève M. Cohen. Qu'advient-il si Air France, Aérospatiale, Thomson SA, votre France Télécom et EDF passent sous contrôle étranger ?

(1) « La Cohérence d'une politique industrielle », Les Cahiers français, juillet-septembre 1983.

SOCIAL

Après sa démission de la CSMF

Le Docteur Beaupère redoute un « risque d'attente »

Le Docteur Jacques Beaupère, qui a démissionné lundi 19 octobre de la présidence de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), estime que « le risque d'attente est réel » si le relèvement des conclusions sur la maîtrise des dépenses de santé qu'il a signé avec le gouvernement et les caisses d'assurance-maladie, est rejeté par son organisation. Dans un entretien accordé au quotidien *Impact Médical*, le Docteur Beaupère souligne qu'il a « obtenu tout ce qui était possible à ce moment-là » lors de la négociation. Considérer que « tout ce qui vient de ce gouvernement est mauvais et que ce qui vient du suivant sera forcément meilleur, c'est de la débilite mentale », assure-t-il. « Ceux qui vont faire capoter cet accord vont se retrouver demain avec une majorité forte qui ne va pas leur faire de cadeaux », conclut le docteur Beaupère. Celui-ci reconnaît qu'il existe « un danger d'éclatement » de la CSMF.

COMMUNICATION

□ Nomination d'un administrateur provisoire au groupe Telpresse. — Le tribunal de commerce de Paris a nommé M. Hubert Lafont administrateur provisoire de Telpresse (Agence centrale de presse, Euroleurs, Epargner, etc.) pour une période de trois mois, qui pourra être prolongée. Cette nomination a lieu suite à la démission récente de M. René Tendon de la présidence du groupe et à l'autodissolution du conseil de surveillance, après que l'augmentation de capital prévue de 25 millions de francs eut échoué. Spécialiste des affaires de communication (le *Motif*, La Cinq), M. Lafont devra gérer et administrer les affaires de la société et convoquer une assemblée générale des actionnaires, en vue de reconstituer un conseil de surveillance et d'évaluer les conditions de viabilité de l'entreprise. Un premier bilan doit être dressé dans un mois.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de l'Ain Bureau des opérations immobilières

A 40 - ANTENNE AUTOROUTIÈRE D'OYONNAX

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET : ETAT-MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT ET DES TRANSPORTS : AUTOROUTE A 40 - Section ST-MARTIN-DU-FRESNE - OYONNAX.

ENQUÊTE PRÉALABLE :

- à la déclaration d'utilité publique du projet de liaison autoroutière A 40 - OYONNAX-SUD sur les communes de MAILLAT, ST-MARTIN-DU-FRESNE, BRION, PORT, GEOVREISSAT, MONTREAL-LA-CLUSE, MARTIGNAT, GROISSIAT et BELLIGNAT (01).
- et à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de ST-MARTIN-DU-FRESNE, BRION, PORT, MONTREAL-LA-CLUSE et MARTIGNAT.
- au classement dans la catégorie des autoroutes du contournement d'OYONNAX et à son déclassement de la voirie départementale sur les communes de BELLIGNAT, GEOVREISSAT, OYONNAX et ARBENT (01).

Par arrêté préfectoral du 15 octobre 1992, une enquête publique a été prescrite sur le projet d'autoroute d'OYONNAX pour être conduite dans les formes prévues par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 et le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application.

Cette enquête est ouverte du 16 novembre 1992 au 30 décembre 1992 (excepté jour férié) à la sous-préfecture de NANTUA, et sur les communes de MAILLAT, ST-MARTIN-DU-FRESNE, BRION, PORT, GEOVREISSAT, MONTREAL-LA-CLUSE, MARTIGNAT, GROISSIAT et BELLIGNAT pour la déclaration d'utilité publique du projet de liaison autoroutière A 40 - OYONNAX-SUD, et sur les communes de BELLIGNAT, GEOVREISSAT, OYONNAX et ARBENT pour le classement et le déclassement du contournement d'OYONNAX.

Cette enquête porte également sur la mise en compatibilité avec le projet de liaison autoroutière A 40 - OYONNAX-SUD des POS des communes de ST-MARTIN-DU-FRESNE, BRION, PORT, MONTREAL-LA-CLUSE et MARTIGNAT.

Le siège principal de l'enquête est fixé à la mairie de MONTREAL-LA-CLUSE. Toute correspondance relative à l'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité des POS des communes susvisées et aux mesures de classement et de déclassement du contournement d'OYONNAX peut être adressée à la mairie de MONTREAL-LA-CLUSE 01450 ou au Président de la commission d'enquête à son adresse personnelle.

Par décisions du 15 septembre 1992, Monsieur le président du tribunal administratif de LYON a désigné une commission d'enquête chargée de conduire cette enquête, et composée des personnes suivantes :

Président : M. TARDY Raymond, ingénieur principal de la Compagnie nationale du Rhône, en retraite, 7, allée des Tillands, 01150 LAGNIEU.

Titulaires : M. CONVERT Louis, chef d'arrondissement des Ponts-et-Chaussées en retraite, 11, rue du Collier, 01000 BOURG-EN-BRESSE.

M. BAILLY Charles, directeur d'école en retraite, chemin de Châteaule-Laron, 01000 BELLEY.

Suppléants : M. SCHWEITZER Michel, technicien supérieur du génie rural en retraite, 11, av. du Mail, 01000 BOURG-EN-BRESSE.

M. DEBORNE Albert, ingénieur des Ponts-et-Chaussées en retraite, 01370 MILLONNAY.

Le public pourra consulter le dossier complet du projet et, dans les communes concernées, le dossier de mise en compatibilité du POS, de 9 h à 11 h 45 et de 13 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi, de 9 h à 11 h 45 et de 13 h 30 à 16 h 30.

Et en mairies de :

- Mairies de MAILLAT, ST-MARTIN-DU-FRESNE, BRION, PORT, GEOVREISSAT, MONTREAL-LA-CLUSE, MARTIGNAT, GROISSIAT et BELLIGNAT pour la déclaration d'utilité publique du projet de liaison autoroutière A 40 - OYONNAX-SUD.
- en mairies de BELLIGNAT, GEOVREISSAT, OYONNAX et ARBENT pour le classement en autoroute du contournement d'OYONNAX et son déclassement de la voirie départementale.
- en mairies de ST-MARTIN-DU-FRESNE, BRION, PORT, MONTREAL-LA-CLUSE et MARTIGNAT pour la mise en compatibilité des POS respectifs.
- à la sous-préfecture de NANTUA, pour l'ensemble des objets.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public en mairies de :

MONTREAL-LA-CLUSE : le 16 novembre 1992, de 14 h à 16 h ; MAILLAT : le 23 novembre 1992, de 15 h à 17 h ; BRION : le 30 novembre 1992, de 14 h à 16 h ; PORT : le 7 décembre 1992, de 13 h 30 à 15 h 30 ; MARTIGNAT : le 11 décembre 1992, de 14 h à 16 h ; GEOVREISSAT : le 16 décembre 1992, de 14 h à 16 h ; BELLIGNAT : le 21 décembre 1992, de 13 h 30 à 15 h 30 ; GROISSIAT : le 28 décembre 1992, de 14 h à 17 h ; ST-MARTIN-DU-FRESNE : le 29 décembre 1992, de 13 h 30 à 16 h 30 ; MONTREAL-LA-CLUSE : le 30 décembre 1992, de 14 h à 17 h ; OYONNAX : le 30 décembre 1992, de 13 h 30 à 16 h 30.

A l'issue de l'enquête, le rapport et conclusions établis par la commission d'enquête pourront être consultés à la préfecture de l'Ain (bureau des opérations immobilières), à la sous-préfecture de NANTUA et dans les mairies des communes concernées par chacun de ses objets.

Stagnation de la production au mois d'août

La production industrielle a stagné en France au cours du mois d'août. L'indice mensuel calculé sur la base 100 en 1985 s'est inscrit — après correction des variations saisonnières — à 113,1, comme en juillet et en juin mais en recul de 1,2 % par rapport à août 1991.

Les industries produisant des biens intermédiaires restent sur une pente déclinante : indice 108,9 contre 110 en mai et 111,4 en août 1991 (-2,3 % en un an). Les industries produisant des biens de consommation stagnent également d'un mois sur l'autre et sont en baisse de 0,8 % par rapport à l'été 1991. Seules les industries produisant des biens d'équipement professionnel sont en progression légère et semblent être sorties d'une phase de baisse particulièrement nette au deuxième trimestre.

Dans l'ensemble, la production industrielle a retrouvé le niveau maximal atteint au milieu de 1990, à l'issue de plusieurs années de forte progression. Un pic à partir duquel la production avait baissé d'environ 5 % au moment de la crise du Golfe pour remonter progressivement par la suite, puis plafonner.

Le Monde des DEBATS

EDITORIAL

EUROPE

LA RESISTANCE DES NATIONS

Après Maastricht, le difficile apprentissage du patriotisme européen : un entretien avec Julia Kristeva, philosophe et écrivain. Une analyse de Dominique Wolton, chercheur au CNRS. Un face-à-face entre Paul Thibaud et Jean-Marc Ferry, philosophes. Le point de vue de Jack Hayward, sociologue britannique, et de Gabriel Liere, philosophe roumain.

EMPLOI

Peut-on partager le travail ?

MARCHÉ DE L'ART

Qui fixe le prix des peintures ?

COLÈRE

Les années de plomb

par Michel...

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

OFFRE SPECIALE DE LANCEMENT : 1 AN (11 NUMÉROS) : 216 F AU LIEU DE 330 F

Qui, je m'abonne au Monde des Débats, au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, soit près de 4 euros de lecture gratuite (offre valable jusqu'au 31/12/92). Pour l'étranger nous consulter au 01-40-15-42.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Code postal _____ Ville _____

Vous recevrez ci-joint mon règlement :

o Chèque joint

o Carte Visa n° _____ Expiry fin _____ Date et signature obligatoires :

o Carte Amex n° _____ Expiry fin _____

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre 1992 à :

Le Monde des Débats, service abonnements, 1, place Hubert-Reuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUK MINTEL 3615. LE MONDE code ABO

ÉCONOMIE

SOCIAL

Elue secrétaire générale de la CFDT

M^{me} Nicole Notat critique le gouvernement et le patronat

M^{me} Nicole Notat a été élue, mardi 20 octobre, secrétaire générale de la CFDT par le bureau national de la Confédération, convoqué pour une réunion extraordinaire au cours de laquelle M. Jean Kaspar a annoncé sa démission. L'élection de M^{me} Notat, largement acquiescée, a néanmoins été critiquée par plusieurs composantes de la Confédération.

« Constatant qu'au sein de la commission exécutive et du bureau national, les conditions d'un exercice normal de ma fonction n'étaient plus réunies, que, de plus, ces difficultés internes étaient exposées publiquement, j'ai estimé qu'il n'était plus possible, dans l'intérêt de la CFDT, de prolonger cette situation d'autant que les orientations et la politique d'action de la CFDT ne sont pas en cause. » C'est par cette courte déclaration que M. Jean Kaspar a confirmé son départ, mardi, à l'issue d'une réunion extraordinaire du bureau national.

L'élection de M^{me} Nicole Notat au secrétariat général a été acquiescée à une large majorité du bureau national. Elle a obtenu vingt-deux voix sur vingt-cinq votants, huit des trente-trois membres présents ayant refusé de prendre part au vote. M^{me} Notat prendra officiellement ses fonctions le 20 novembre, et la nouvelle répartition des responsabilités au sein de la commission exécutive sera examinée par le bureau national, qui se réunira les 18 et 19 novembre. Si l'ancien secrétaire général, élu et seriné à la fois, n'a pas laissé transparaître la moindre acrimonie - « il y a des moments où le destin d'une organisation syndicale est plus important que le destin personnel », a-t-il expliqué - une partie des instances dirigeantes de la centrale n'a pas apprécié la façon dont l'élection de secrétaire général s'est déroulée. Et l'a fait savoir.

Alors que M. Alain Chapin, secrétaire national chargé de la préparation des élections prud'homales du 9 décembre, a annoncé son départ, les huit dirigeants obédientistes ayant refusé de participer au vote ont, dans une déclaration lue avant le scrutin, « dénoncé la situation imposée à l'organisation ». Leur texte dénonce « le produit d'une stratégie programmée de prise de pouvoir conduisant à l'accession au poste de secrétaire général de Nicole Notat ». Cette prise de position, ont-ils indiqué, a reçu le soutien de sept organisations (les Fédérations de la chimie, de la fonction publique territoriale, des PTT et de l'énergie, ainsi que les unions régionales de Bretagne, des Pays de Loire et de Provence-Alpes-Côte-d'Azur).

Une motion rejetée de peu

Dans l'après-midi, devant le conseil national, les représentants de Provence-Alpes-Côte-d'Azur auxquels s'étaient joints ceux d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées ont présenté une autre motion affirmant que la démission de M. Kaspar résultait d'une série de décisions prises « en dehors du congrès confédéral, dans des conditions qui ne pouvaient être interprétées que comme un coup de force, contraire aux traditions démocratiques de la CFDT ». Celle-ci a été rejetée par 306 voix contre, 426 pour et 156 abstentions.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 21 octobre 1992 :

DES ARRÊTÉS

- Du 14 octobre 1992 fixant le calendrier du concours général des lycées pour 1993 ;

- Du 12 octobre 1992 relatif à l'imputation des sommes versées par les entreprises d'assurances au titre de l'année 1992 pour leur contribution aux frais de fonctionnement de l'Ecole nationale d'assurances sur la taxe d'apprentissage, d'une part, et sur le montant de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue, d'autre part ;

- Du 25 septembre 1992 relatif aux conditions d'inscription et d'apposition de marques extérieures d'identité des bateaux de plaisance circulant ou stationnant sur les eaux intérieures.

AFFAIRES

Afin de moderniser le matériel et de clarifier les coûts

La SNCF filialisera son parc de 85 000 wagons

La SNCF devait présenter, mercredi 21 octobre, au comité central d'entreprise un projet de filialisation de son parc de wagons qui sera examiné jeudi par son conseil d'administration.

Le transport de marchandises par voie ferrée n'a cessé de reculer au fil des ans : en 1974, la SNCF connaissait son âge d'or avec un trafic de 73 milliards de tonnes-kilomètres. Ces dernières années, les résultats stagnent autour de 50 milliards de tonnes-kilomètres. La route a dépassé le rail qui n'a pas su faire les investissements nécessaires pour tenir sa place. Face à ce constat, la SNCF a décidé de redresser la barre et d'augmenter son trafic de marchandises à 60 milliards de tonnes-kilomètres d'ici la fin du siècle. Cette progression touchera principalement le trafic international.

La filialisation du parc de wagons de la SNCF accompagnera cette politique. « Cette nouvelle structure devrait principalement nous aider à régler la question financière du renouvellement de nos wagons et nous apporter plus de souplesse pour développer notre trafic international », explique M. Alain Poinssot, directeur du fret à la SNCF. Cette modification ne devrait pas amener de grands bouleversements au sein de la société

nationale. La nouvelle structure, filiale à 100 % de la SNCF, emploiera tout au plus dix personnes et les personnels affectés à l'exploitation et à l'entretien des wagons resteront au sein de l'entreprise.

Cette société anonyme, qui devrait voir le jour avant la fin de l'année, sera propriétaire des 85 000 wagons de la SNCF, d'une valeur estimée à 5 milliards de francs. Si l'on soustrait la dette de l'ordre de 1,4 milliard de francs, l'actif net s'élèvera à 3,6 milliards. « Il s'agit avant tout d'une société de portage financier qui relèvera les wagons à la SNCF, continue M. Poinssot. Elle va nous permettre de mieux individualiser nos coûts et de gérer de manière plus intensive nos wagons. » Il y a en effet fort à croire. Un wagon SNCF effectuera en moyenne qu'un transport tous les vingt jours. Alors que les 85 000 wagons de la société nationale assurent 36 % du trafic ferroviaire en France, les 65 000 wagons privés (dits de particuliers) font le reste.

Souplesse et maîtrise

« Nous n'avons pas fondé notre activité de marchandises sur le prix de revient de nos wagons mais sur une prestation globale incluant le transport, reconnaît le directeur fret de la SNCF. En décidant d'isoler la gestion de ce parc, nous aurons une plus grande transparence sur nos coûts et nous serons plus à même de financer les acquisitions de nouveaux wagons. » D'un an à l'autre, le moyen de vingt-deux ans, ces derniers se font de plus en plus vieux.

Par ailleurs, la SNCF pourra disposer de son parc selon des modalités plus souples grâce à sa filiale. Les règles actuelles d'échange entre les différents réseaux nationaux de chemins de fer ne permettent pas une gestion efficace des wagons. Ainsi, une société de chemins de fer qui n'a des wagons à l'étranger reçoit chaque jour une redevance du réseau étranger mais n'a pas la maîtrise de ses wagons. A l'inverse, une société privée dont les wagons sont à l'étranger se voit de bout en bout, peut optimiser leur utilisation en chargeant de la marchandise pour le retour. A l'avenir, il est attendu à la filiale filiale des chemins de fer d'immatriculer une partie de son parc sous le régime des wagons dits particuliers pour bénéficier des souplesses de ce régime.

MARTINE LARONCHE

AUTOMOBILE

ZX Citroën : trois portes et des chevaux

Sur la lancée du Paris-Pékin, Citroën diffuse depuis le Mondial de l'automobile des versions de sa ZX en trois portes. La silhouette des nouvelles versions se rapproche, on s'en serait douté, des modèles de compétition mis sur la route de de l'Empire céleste avec le succès que l'on sait. Elargisseurs d'ailé, découpe des vitres, bas de caisse, donnent à l'ensemble une ligne dynamique qui ne laissera pas indifférent les amateurs de raids et de rallyes.

Ces coupés, tous fabriqués dans l'usine de Vign, en Espagne, ne sacrifient pas l'habitabilité générale dont on peut disposer dans les berlines à quatre portes et dont la première apparition remonte à mars 1991. A ce titre, ces nouvelles versions dans la gamme moyenne de la marque aux chevrons cherchent surtout à combler une absence tournée, dans son choix, vers les signes d'une certaine sportivité.

Bien entendu, un moteur couronne l'heureuse évolution du modèle, et Citroën n'a pas lésiné dans l'affaire, tant sur le nombre de chevaux disponibles que sur la souplesse de la mécanique. Il s'agit en l'occurrence du 1998 cm³ à 16 soupapes et double arbre installé dans certaines versions de la 405 d'ob l'on peut tirer 117,6 kW soit 155 chevaux, pour peu que l'on monte dans

les tours. Une fois de plus, il ne s'agit pas dans l'affaire de donner au conducteur l'occasion de risquer, en forçant les allures, sa vie et celle des autres, mais de fournir à l'utilisateur d'une telle machine, dont le couple (effort de traction) atteint des hauteurs plus que respectables (16,3 mkg à 2 750 tours/min), les moyens de se sentir à l'aise en toutes circonstances. La boîte répond bien à la demande avec des rapports courts dans les intermédiaires. Le freinage est à la hauteur des exigences de la conduite. A côté de cette version, baptisée ZX 16 V, on trouve une Furio, dotée d'un 1 761 cm³ (74 kW soit 103 ch), qui apparaît très homogène. Elle complète la nouvelle gamme à trois portes dont la déclinaison passe par les mixtures et les finitions connues en quatre portes, c'est-à-dire Volcano et Reflex.

Quels que soient les modèles on retrouve dans ces trois portes l'exceptionnel comportement routier des ZX depuis leur origine. On doit cette qualité certes d'abord à l'essieu arrière à effet - il suit sous certains angles le tracé du train avant - mais aussi à la rigidité de l'ensemble de la voiture.

C. L.

► Prix : ZX 16 V : 135 000 F. ZX Furio : 89 000 F. Autres versions trois portes : de 89 900 F à 114 000 F.

INDICATEURS

FRANCE

• Balance des transactions courantes : déficit de 1,9 milliard de francs en août. - Selon les chiffres publiés mardi 20 octobre par le ministère de l'économie et des finances, la balance des transactions courantes a enregistré un déficit de 1,9 milliard de francs en août, en données corrigées des variations saisonnières, contre un excédent de 0,3 milliard en juillet. En données brutes, le déficit atteignait 3,2 milliards en août après un excédent de 2,9 milliards en juillet. Quant à la balance de base (balance courante + balance des capitaux à long terme), elle enregistre en juillet un déficit de 15,6 milliards de francs après un excédent de 23,8 milliards en juin. Ce résultat s'explique, selon le ministère, par des sorties nettes de capitaux à long terme, liées à l'accroissement des investissements directs et de portefeuille à l'étranger.

• Réserves de change : baisse de 13,3 milliards de francs en septembre. - Le ministère de l'économie et des finances a publié un communiqué mardi 20 octobre indiquant que les avoirs officiels de change de la France s'élevaient fin septembre à 301,692 milliards de francs, soit une baisse de 13,229 milliards par rapport à fin août. Comparés à septembre 1991, ces avoirs baissent de près de 80 milliards de francs puisqu'ils s'élevaient l'année dernière à la même époque à 382,352 milliards de francs.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Grâce à son extrême pureté issue du filon naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme LE LION D'OR à Remorantin.

volic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

Nous n'avons pas
changé de nom,

BFCE

mais nous sommes
aujourd'hui
à la pointe des nouvelles
technologies.

A quoi serviraient les nouvelles technologies si elles n'établissaient pas entre les banques et les entreprises un nouveau type de relations fondées sur la rapidité, la souplesse, la transparence et, surtout, la sécurité. En investissant massivement dans la modernisation de ses outils de liaison avec la clientèle, la BFCE a été l'une des toutes premières banques à avoir rendu opérationnel le protocole ETEBAC 5, la norme la plus exigeante en matière de sécurité. Et la BFCE innove encore aujourd'hui avec la signature numérique en lançant BFCE-Cryptel, système codé personnalisé, qui permet aux responsables d'entreprises de signer en toute sécurité des ordres transmis quel qu'en soit le support. Par ailleurs, les clients de la BFCE peuvent faire appel à une gamme étendue de produits de télétransmission, tels BFCE-Télédisse pour les règlements et les encaissements aussi bien en France qu'à l'étranger et BFCE-Transcredoc pour les crédits documentaires à l'importation. La BFCE, c'est les nouvelles technologies au service des entreprises.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

Les métiers de la banque, les valeurs de l'entreprise

هكذا من راصل

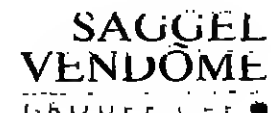
REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 22 octobre 1992 25

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE		
4^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 107 m², 5 ^e ét.	175, bd Péreire AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	12 500 + 1 200 8 895	2 PIÈCES 50 m², 2 ^e ét.	6, rue des Princes SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	4 500 + 972 3 240
4 PIÈCES DUPLEX 90 m², 1 ^{er} étage Possib. park.	6/8, rue des Guillemines CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 650 + 815 8 498	3 PIÈCES 68 m², 5 ^e ét.	52, bd des Batignolles GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	7 820 + 735 364	3 PIÈCES 64 m², 11 ^e ét. Park.	2, av. du Parc AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	4 816 + 528 3 428
7^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 105 m², r. de ch. Possib. park.	COURBEVOIE 333, bd Saint-Denis CIGIMO - 48-00-88-89 Honoraires de location	6 030 + 590 4 612
4 PIÈCES 123 m², 5 ^e étage	12, place Joffre GCI - 40-16-28-70 Frais d'actes	14 708 + 1 730 571	2 PIÈCES 58 m², 2 ^e ét. Park.	74/84, rue Petit AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	4 450 + 840 3 168	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e ét. Park.	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 800 + 510 4 000
STUDIO 31 m², 1 ^{er} ét.	159, rue de Grenelle AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	3 850 + 430 2 740	20^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 72 m², 3 ^e étage Parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 800 + 730 5 350
8^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 66 m², 2 ^e ét. Park.	18/21, rue d'Annam AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 450 + 1 045 3 878	4 PIÈCES 86 m², rez-de-ch. Parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 830 + 602 5 096
4 PIÈCES 127 m², 1 ^{er} étage	28-28, av. Hoche AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	14 810 + 1 450 10 539	4 PIÈCES, imm. neuf 82 m², 3 ^e ét.	57, rue de Bagnollet LOCARE - 43-48-47-07 Frais de commission	6 800 + 592 5 878	5 PIÈCES Imm. neuf 103 m², 5 ^e ét.	LEVALLUIS 138, rue Aristide-Brand LOCARE - 40-81-68-00 Frais de commission	9 400 + 878 7 862
4 PIÈCES 126 m², 2 ^e ét.	13, rue de Téhéran LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	16 562 + 1 575 11 790	5 PIÈCES DUPLEX Imm. neuf 98 m², 5 ^e ét.	57, rue de Bagnollet LOCARE - 43-48-47-07 Frais de commission	9 100 + 745 7 828	3 PIÈCES Imm. récent Très bon stand. 78 m², 2 ^e ét. Park.	NEUILLY 34/36, bd Victor-Hugo SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	8 630 + 1 444 6 213
12^e ARRONDISSEMENT			78 YVELINES			2 PIÈCES 69 m², 3 ^e ét. Park.	NEUILLY 22, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-16-28-70 Frais d'actes	7 080 + 801 378
4 PIÈCES, imm. neuf 93 m², 3 ^e étage Balcon	20 bis, rue Sibuet LOCARE - 44-73-49-80 Frais de commission	8 600 + 757 7 238	4 PIÈCES Imm. récent 80 m², 3 ^e ét. Séjour, 3 chbres Park.	CHATOU 17, rue des Ch.-Roger SAGGEL VENDÔME 47-78-15-85 Frais de commission	4 300 + 790 3 098	4 PIÈCES 159 m², 2 ^e ét. Box	NEUILLY 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-70 Frais d'actes	19 900 + 3 358 800
2 PIÈCES 52 m², 4 ^e ét. Park.	12, rue de Rambouillet AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 810 + 430 4 134	MAISON DE VILLE 111 m², jard. privat. Garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20/22, rue Schnapper SAGGEL VENDÔME 47-78-15-85 Frais de commission	8 325 + 947 6 994	4 PIÈCES 110 m², rez-de-ch. Balcon 18 m² Sur jardin	SAINT-CLOUD 14, rue de la Libération SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-38 Frais de commission	10 500 + 1 100 8 275
14^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 44 m², 1 ^{er} ét. Park.	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Usulines AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	3 910 + 545 2 782	3 PIÈCES 72 m², rez-de-ch. Park.	SAINT-CLOUD 2, square Ste-Croix AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	6 030 + 586 4 290
5 PIÈCES DUPLEX 106 m², 6 ^e ét. Park.	102, av. du Maine AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	10 859 + 1 292 7 728	5 PIÈCES 97 m², r. de j. Park.	VERSAILLES 6, rue du Gal.-Pershing SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Frais de commission	8 700 + 1 285 6 264	6 PIÈCES 122 m², 4 ^e étage Parking	SAINT-CLOUD 10, square de l'Hippodrome AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	12 225 + 1 360 8 899
15^e ARRONDISSEMENT			91 ESSONNE			2 PIÈCES 70 m², 3 ^e étage	SAINT-CLOUD 7, rue des Gîte-Caps AGIFRANCE - 49-03-44-05 Frais de commission	6 050 + 835 4 312
4 PIÈCES 90 m², 5 ^e étage 2 park., 2 balcons	15, rue rue Fisteau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	10 422 + 813 15 660	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² Garage	LONGJUMEAU 2, rue des Genêts AGIFRANCE - 60-11-77-40 Frais de commission	6 498 + 178 4 622	4 PIÈCES 86 m², 1 ^{er} étage 2 parkings, balcon	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-46-15-84 Frais de commission	6 827 + 1 175 5 202
3 PIÈCES 72 m², 2 ^e étage Parking	45, rue d'Alleray AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	7 500 + 1 335 5 337	4 PIÈCES 85 m², 4 ^e ét. Park.	VERRIÈRES-LE-BUISSON 2, square des Écrivains AGIFRANCE - 60-11-77-40 Frais de commission	4 892 + 1 347 3 907	3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. Terrasse 19 m²	NOGENT 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 165 + 850 5 774
3/4 PIÈCES 87 m², 2 ^e ét. Park.	21, rue des Cèvennes SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	7 510 + 990 5 407	92 HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES 71 m², 2 ^e étage Parking	SAINT-MANDÉ 2, av. Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 200 + 794 4 734
16^e ARRONDISSEMENT			4/5 PIÈCES Imm. neuf Bon standing 101 m², 1 ^{er} ét. Park.	ASNIÈRES 40, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME 47-78-15-85 Frais de commission	6 800 + 805 4 896	2 PIÈCES 53 m², 3 ^e étage Parking	VINCENNES 7, allée J.-Daguena AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 209 + 580 3 707

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)
Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise
Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

هكذا من الاصل

La société américaine Ingram Micro s'installe dans le Nord-Pas-de-Calais

COMPTANT

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV**

20/10

		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net		
Obligations																										
Emp.Etat 9,5/75	...	...	...	CLT R&M (R)	2600	...	Palet Crème	...	...	Aglobe	184 21	175 28	Frans Assoc.	38 52	36 52	Pw/Associations	3053 67	3053 67	CLT R&M (R)	2600	...	...	CLT R&M (R)	2600	...	...
10,0/0K 79/84	102 40	1 39	...	Comptrol	480	482	Piper Hudson	901	900	Aéro-gas	7020 26	6790 25	Frans-Cap.	43 82	43 17	Profibus	960 96	637 52	Comptrol	480	482	...	Comptrol	480	482	...
Emp.Etat 13,4/83	104 90	1 16	...	De Indolene	3700	3700	Porter	374	...	Amplitude	851 53	674 30	Franchise	229 67	236 13	Quatre	125 15	123 15	De Indolene	3700	3700	...	De Indolene	3700	3700	...
10,25% oct 84	104 75	6 26	...	Op Liza Alexander	311	301	Proximal (R)	366	360	Assoc.	1139 24	1128 34	Franchise action C	845 48	845 48	Rakibar	657 78	644 86	Op Liza Alexander	311	301	...	Op Liza Alexander	311	301	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Franchise action D	820 05	820 05	Radex	511 42	511 42	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	104 75	6 26	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82	1699 51	Geolcom	15350 10	15273 73	Remus	162 38	159 58	Comptrol	398	372	...	Comptrol	398	372	...
DAT 9,5% 2000...	108 80	4 02	...	Comptrol	398	372	Radex	540	540	Assoc. Albin	1699 82															

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements
46-62-72-67

Marché des Changes

Marché libre de l'or

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 21/10	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/10
Etes Unes (11 usd).....	5 119					
Ecu.....	6 642					
Allemagne (100 dm).....	338 090			Or fin (300 en barre).....	56500	56400
Belgique (100 f).....	64 477			Or fin (en lingots).....	56450	56750
Brésil (100 r).....	301 700			Napoleon (20R).....	329	326
Italie (1000 lire).....	3 888			Pièce F (10 f).....	300	
Danemark (100 kr).....	88 080			Pièce Suisse (20 f).....	327	326
Gde-Bretagne (1 l).....	80 230			Pièce Lettne (20 f).....	320	320
Grèce (100 drachmes).....	2 615			Souverain.....	417	419
Suisse (100 f).....	376 940			Pièce 20 dollars.....	2000	3000
Suède (100 kr).....	80 230			Pièce 10 dollars.....	1008	1050
Norvège (100 kr).....	83 180			Pièce 5 dollars.....	580	
Autriche (100 sch).....	48 202			Pièce 50 pesetas.....	2100	2105
Espagne (100 r).....	7 085			Pièce 10 florins.....	338	335
Portugal (100 esc).....	3 805					
Canada (1 \$ can).....	4 123					
Israël (1 N).....	1 000					

Hors-cote

[illegible]

c : coupon détaché - p : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

CHAOS MONET
T ENJEUX POLITIQUES

CULTURE

EXPOSITIONS

Qui a « découvert » l'Amérique ?

Une autre histoire de la conquête présentée par des artistes au Walker Art Center de Minneapolis

MINNEAPOLIS

correspondance

Rude mois pour Christophe Colomb! Des manifestations contre la célébration du cinquième centenaire ont eu lieu un peu partout aux Etats-Unis. Ainsi au Walker Art Center de Minneapolis - un musée américain des plus renommés - proposait-on une exposition et un spectacle virtuellement critiques de la « découverte » de l'Amérique, accros supplémentaires à la légende du navigateur génois.

L'année 1492, pour Guillermo Gomez-Pena, d'origine mexicaine, et sa collaboratrice, Coco Fusco, d'origine cubaine, est « l'année de l'ours blanc », d'après le nom donné aux premiers Européens par les indigènes. L'exposition, qui circulera aux Etats-Unis puis en Europe et sera l'objet d'un livre, procède par inversion subtile, plonge son visiteur dans une confusion historique voulue, pour l'amener à contester la version officielle de la découverte du Nouveau Monde. « L'année de l'ours blanc » renverse la perspective eurocentrée et remet en cause, du même coup, tout l'héritage postcolonial, sans romantisme ni polarisations simplistes.

Dès l'entrée, un ruban sémantique nous conduit des vocabulaires « découverts » et « invasions » à ceux d'« intervention » et de « rupture » pour aboutir au terme de « génocide ». Projet pluridisciplinaire, l'exposition juxtapose de vrais objets précolombiens, des souvenirs de la conquête et des œuvres contemporaines parodiques et grinçantes, invitant à la lecture générale. Un mural « chichén », haut en couleur peint les conquérants décapités et sodomisés des indigènes. Titre de ce tableau : *Christophe Colomb introduit la philosophie eurocentriste en Amérique*. Non loin de Colomb attisé en Superman, un collage explique le « nouvel ordre mondial » et l'opération « Terreur transatlantique » organisée, cette fois, par Colomb, Bush et leurs associés, tous membres de la « gringostroïka » (!). Plus loin, des pastiches de peintures de l'époque coloniale, et Isabelle la Catholique dans son costume de « découverte » - perruque en forme de caravelle et boussole en pendentif - la tombe de l'Américain inconnu, et un diorama à l'intérieur d'un (faux) temple de Chichen-Itza.

En fin de parcours, la réponse du chef indien Seattle au président américain Franklin Pierce qui lui proposait d'acheter ses terres : un manifeste spirituel, et écologique avant

l'âge, sur la tragédie de ceux qui ont été « découverts ». Si le commentaire est sérieux, le ton de cette anti-commémoration est toujours empreint d'humour, car les artistes déjouent vite les pièges de leur propre guérilla sémantique. Gomez-Pena a fondé le Border Art Workshop/Taller de Arte Fronteriza avec un groupe d'artistes de San-Diego qui travaillent sur la notion de frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. Bénéficiant depuis 1991 d'une bourse de la Fondation MacArthur, il vit maintenant à New-York. Coco Fusco est une sorte de sémioticienne pop, qui écrit et produit des spectacles d'avant-garde. Tous deux se définissent comme des enfants hybrides de l'Europe et de l'Amérique indigène.

Un pastiche du « nouvel ordre mondial »

Explorant le mythe du « sauvage » dans la culture occidentale, ces spécialistes d'histoire critique ont monté *Deux Amériques non découvertes*. Cette performance qui se déroule dans une cage, est censée recréer une pratique initiée par Christophe Colomb qui, dès 1493, exhiba des Indiens Anawak, devant la cour d'Espagne. Un autre de leurs spectacles a été présenté pour le « Columbus Day », à Minneapolis : *The New World Order*, un pastiche de ce « nouvel ordre mondial » qui devait être mis en place après la guerre du Golfe.

« Je vois les Etats-Unis comme un territoire d'incompréhension culturelle, de rencontres non résolues, de communication maladroite, comme une grande zone frontalière », explique Guillermo Gomez-Pena, qui compare l'Amérique de 1492 à celle de 1992, un pays encore à la recherche des langues qui articuleraient ses cultures plurielles et pourraient résoudre la question de l'immigration. Pour ces deux artistes ambulants, c'est à l'ère qu'il appartient de développer des modèles de coopération civile, de collaboration pluriculturelle, et de la transférer dans le champ politique. Pour pouvoir, suivant les mots de Guillermo Gomez-Pena, « donner sur les blessures de l'histoire » et redécouvrir, enfin, l'Amérique.

CLAUDINE MULARD

(1) Le comité pour la célébration du cinquième centenaire institué par le président Clinton Bush était chargé d'établir ce parallèle entre le nouvel ordre mondial et la découverte du Nouveau Monde.

INSTITUT

La rentrée des cinq Académies

Hommage à Ernest Renan

Il y a cent ans, le 2 octobre 1892, Ernest Renan s'éteignit à Paris. Cet anniversaire ne pouvait être mieux célébré qu'en cet Institut de France où il se sentait totalement chez lui (1). Il était normal qu'il ait fourni le thème de la séance solennelle de rentrée des cinq Académies que présidait, mardi 20 octobre, sous la Coupole, M. Maurice Schumann.

Paradoxe ou innuïe du sort? C'est à un religieux vété de l'Institut dominicain, au Père Carré, de l'Académie française, qu'a été confié l'éloge de l'auteur de la scandaleuse (en 1863) *Vie de Jésus*. Une querelle oubliée, quasi absoute. D'ailleurs, l'ancien séminariste d'Issy-les-Moulineaux, puis de Saint-Sulpice, n'avait pas cessé d'exprimer sa reconnaissance aux maîtres qui l'avaient formé, en dépit de la « terrible crise » rationaliste qui provoqua la rupture. « Ce qui ne l'empêcha pas, dit l'orateur, de garder une âme religieuse ».

C'est en tout cas au séminaire qu'il acquit non seulement de rigoureuses méthodes de travail mais sa passion de la philologie et des langues sémitiques, sa connaissance intime de l'histoire et des textes anciens. M. André Caquot, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, s'attache à mettre en lumière le côté ésotérique, cette face un peu cachée de l'œuvre de Renan. Sa thèse sur *Averroès et l'arabisme*, et, plus tard, le *Corpus inscriptionum semiticarum*, sa traduction de beaux textes bibliques notamment, ne sauraient être éclipsés par l'histoire des origines du christianisme et l'histoire du peuple d'Israël.

La curiosité de Renan pourtant ne s'arrêta pas à des travaux d'érudition, rappelle M. Etienne Wolff, de l'Académie des sciences. Un de ses grands regrets, avouait-il, est de ne pas avoir pu consacrer à la biologie. Sa correspondance avec Marcelin Berthelot et avec Claude Bernard en fait foi. D'ailleurs, son œuvre de jeunesse, *L'avenir de la science*, étudiée sur le tard avec le retentisse-

ment que l'on sait, demeure étonnamment actuelle.

Rien ne pouvait se soustraire à la boulimie de savoir de Renan. « Même pas l'ort », surprenait M. André Bettencourt, au nom de l'Académie des beaux-arts. Et c'est bien l'art qui a joué un rôle essentiel dans l'activité d'Ernest Renan en la subordonnant, en fin de compte, à un idéal esthétique. Il n'admettait pas une dualité beauté-progrès. M. Bettencourt évoque la mission de Renan en Italie, dont les richesses artistiques éblouissent durablement le jeune savant. Il évoque le salon de la famille Schaffer, rue Chapelle, fréquenté par Delacroix, Liszt, Saint-Saëns, Lamartine, Tourgueniev, etc. Cette exigence de la beauté sauve nombre de pages de la sécheresse de l'érudition, leur confère leur charme et les assure de leur survie.

Les infinités de dons et les œuvres d'Ernest Renan sont trop conformes en définitive à l'idéal de synthèse de l'Institut de France, en ses cinq Académies complémentaires, pour qu'il s'en soit tenu écarté. M. René Pommerehne, de l'Académie des sciences morales et politiques, établit le bilan de ses activités au sein de cet Institut, non seulement comme membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres (élu en 1856) et de l'Académie française (en 1878), mais indirectement au Collège de France, sur sa proposition.

Et il ne résiste pas au plaisir de citer ce passage flatteur : « La France seule a un Institut où tous les efforts de l'esprit humain sont comme liés en faisceau, où le poète, le philosophe, l'historien, le philologue, le critique, le mathématicien, le physicien, l'astronome, le naturaliste, l'économiste, le juriste, le médecin, le sculpteur, le peintre, le musicien, peuvent s'appeler confrères ».

JEAN-MARIE DUNOYER

(1) « Le Monde des livres » du 2 octobre 1992 a consacré un dossier à Renan.

MUSIQUES

Mort du compositeur et chef d'orchestre Maurice Le Roux

Le compositeur et chef d'orchestre français Maurice Le Roux est mort, lundi 19 octobre, dans un hôpital d'Avignon des suites d'une maladie rénale. Il était âgé de soixante-neuf ans. Si cet élève d'Olivier Messiaen n'avait été aussi bouillonnant d'idées, aussi entreprenant dans les années 60, la face de la musique en France en aurait, à cette époque, notablement été changée. Car Maurice Le Roux était le prototype du surdoué, et cela dès le Conservatoire. Premier prix de direction d'orchestre dans la classe de Louis Forestier, il fait partie, entre 1944 et 1947, dans celle d'Olivier Messiaen, du petit groupe des sélects, aux côtés de Pierre Boulez. En 1951, il s'initie à la musique, concrète dans les studios de la Radio.

Il compose alors, abondamment. Des musiques de film (*Le Ballon rouge*, *Crin blanc*, *Amère victoire*, *Le Petit Soldat*). Mais aussi les plus savantes partitions comme *Au pays de la magie* sur des poèmes de Michaux et *Le Cercle des métamorphoses*, pour orchestre (1953). En 1960, il abandonne la composition et occupe pour huit ans la direction musicale et administrative de l'Orchestre national de l'ex-ORTF. Le poste avait été créé pour lui, il s'en acquit brillamment pour la partie administrative. Mais ses musiciens ne tardent pas à le contester en tant que chef d'orchestre, en particulier lors d'une tournée aux Etats-Unis en 1967. Il démissionne.

En 1973, René Nicolai, alors administrateur de la Réunion des théâtres lyriques, le nomme conseiller artistique de l'Opéra de Paris, aux côtés de Paul-Emile Deiber, Roland Petit et Georges Delire. Entre-temps, Maurice Le Roux s'était préoccupé de l'enseignement de la musique dans les écoles, avait produit une série télévisée très regardée, *Arco*, écrit une étude marquante sur Monteverdi, une *Introduction à la musique contemporaine*. En 1973, il devient inspecteur général de la musique au ministère de la culture. Il continue à composer, rédige une étude sur Boris Godouïev. En 1984, il avait écrit la marche officielle de la 2^e division blindée.

A. R.

à Mort du chanteur de tango Ernesto Rondo. - Le chanteur de tango argentin Ernesto Rondo, 57 ans, de son vrai nom, est mort, le 19 octobre, à l'hôpital Léopold-Beaumont, à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans. Avec ses cheveux grisonnants, son costume de gauchiste et sa large ceinture élastique, celui qui se disait « le macho des Argentins » était un habitué des clubs parisiens où il se produisait régulièrement depuis une première prestation à La Coupole en 1955. En mars dernier, il devait jouer aux Troisième de Buenos Aires, lorsque, souffrant, il dut annuler son engagement le soir de la première. Ernesto Rondo avait commencé au théâtre à l'âge de cinq ans et fit ses débuts professionnels à dix-sept ans. Il avait travaillé avec les maîtres d'alors, Raymond Pastore et Marcello Ruggiero, avant de commencer à se produire à l'étranger.

PARIS EN VISITES

JEUDI 22 OCTOBRE

« L'Opéra, centre de la vie mondiale de la fin du dix-neuvième siècle. Garnier et la ville Napoléon III », 11 heures et 15 heures, devant l'entrée, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Jardins et cités d'artistes de Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Paris pittoresque et insolite).

« La basilique Saint-Denis, les tombeaux des rois de France », 14 h 30, sortie métro Saint-Denis-Basilique (Paris livre d'histoire).

« Emata Hébert, un peintre à découvrir », 14 h 30, 85, rue du Cherche-Midi (A nous deux, Paris).

« Le Grand Louvre, du doré à la pyramide. Les nouveaux aménagements », 14 h 30, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat (Art et caetera).

« Hôtels et palais autour de Saint-Sulpice », 14 h 30, à la fontaine, place Saint-Sulpice (M^e Cases).

« Splendeurs d'automne à Montsouris », 14 h 30, métro Cité universitaire (Paris capitale historique).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles inattendues, jardins, platanes et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Hauser).

« Notre-Dame des Halles : l'église Saint-Eustache », 15 heures, portail, rue du Jour (Sauvegarde du Paris historique).

CARNET DU Monde

Décès

- Jacques Babelot, Anne Babelot, Marc Babelot et Aïck Lesage. Mathieu et Aurélie Babelot. Gérard et Jacqueline Babelot, ont la douleur de faire part du décès de

Denis BABELOT, directeur de recherche au CNRS, leur époux, père, beau-père, grand-père, frère et beau-frère, survenu le 18 octobre 1992.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le mardi 26 octobre, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez adresser vos dons à l'organisation humanitaire de votre choix.

53, bd Beaumarchais, 75003 Paris.

- Le laboratoire de recherches sur les arts du spectacle du CNRS, ses collègues et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Denis BABELOT, directeur de la formation de 1979 à fin 1990, survenu le 18 octobre 1992.

- Nous avons le chagrin d'annoncer le décès de

M. Lucien BALTHAZAR, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, ministre plénipotentiaire, ancien consul général de France à Genève.

survenu, le 19 octobre 1992, à Colongue-sous-Salève.

De la part de M^{me} Simone Laprade-Balthazar, des familles Crest et Grosjean, et de tous ses amis.

Ses obsèques seront célébrées en l'église de Colongue-sous-Salève, le vendredi 23 octobre, à 15 heures.

La famille recevra au funérarium d'Annemasse le mercredi 21 et le jeudi 22 octobre, de 17 heures à 19 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une collecte sera effectuée au profit de la recherche médicale.

- Le docteur Michel Bonnet a la douleur de faire part du décès de son père

M. Georges BONNET, survenu le 19 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20, auront lieu vendredi 23 octobre dans l'intimité familiale.

77, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

- Le président, Les personnels de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 51, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 Créteil Cedex.

Il s'associe à la peine de sa famille.

Henry, Louis DURAND, professeur des Universités.

Il s'associe à la peine de sa famille.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Anne Giroit, son épouse, Et son fils Hugo, Michel et Roselyne Giroit, ses parents, Et leurs enfants Philippe et Hervé, Bernard et Monique Heitz, ses beaux-parents, Et leurs enfants Vincent et Dominique, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de

Pascal GIROT, journaliste, reporter d'images, survenu accidentellement durant sa mission de journaliste, le 15 octobre 1992, à Paris, à l'âge de trente-deux ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, à Paris-18.

12, rue Ramey, 75018 Paris.

- Hélène Lestari, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Claire Lestari, sa sœur, Et toute la famille, font part de rappel à Dieu du

docteur Pierre LESTERLIN, médecin du travail, survenu le 19 octobre 1992, à Paris.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas (Paris-9), le vendredi 23 octobre, à 8 h 30, suivie de l'inhumation, dans l'intimité familiale, à Saint-Pierre-d'Orléans (Charente-Maritime).

Ni fleurs ni couronnes. Merci d'adresser vos dons à Médécins du monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

44, avenue du Général-de-Gaulle, 17430 Tonnay-Charente.

- Le baron Edmond de Rothschild, président de l'Œuvre de protection des enfants juifs, Les membres du conseil d'administration, Les membres du personnel, Et les enfants de l'ŒPEI, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Franklin NASSERY-WARBURG, administrateur de l'ŒPEI, survenu le 18 octobre 1992.

Ses obsèques ont été célébrées au cimetière de Bagneux, le 21 octobre.

- M^{me} Georges Silveira, née Yvette Madar, M. et M^{me} Marc Silveira et leurs enfants, Le docteur Lina Silveira, M^{me} Lucette Silveira, Lumbroso, Athias, Fer, Madar, Luscia, ont la douleur de faire part du décès de

Maître Georges SILVEIRA, ancien bâtonnier au barreau de Sfax, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 19 octobre 1992.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 octobre, à 10 h 45, au cimetière de France, 133, av. de la Division-Ledec.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

1, impasse des Rouges-Gorges, 94260 France.

- M^{me} Pierre Théréné, son épouse, Ses enfants, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Pierre THÉRÉNÉ, capitaine de vaisseau (H.), ancien directeur au Commissariat à l'énergie atomique, officier de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite national, croix de guerre 1939-1945, survenu le 17 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt ans, en son domicile à Antony (Hauts-de-Seine), après une longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le jeudi 22 octobre, à l'église de Batz (Finistère).

Une messe à son souvenir sera donnée le lundi 26 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, 52, boulevard Lefebvre, Paris-15.

5, avenue de la Marquise-du-Delfand, 92160 Antony.

Le Rochigou, 29253 Ile de Batz.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons pour la recherche contre le cancer.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 96 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Communications diverses : 180 F

Thèmes étudiants : 55 F

- Les Amitiés de la Résistance ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-sept ans, de leur fondateur, président d'honneur.

Jean-Louis VIGIER, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosace de la Résistance, Military Cross, interné résistant, ancien président du conseil municipal de Paris, ancien député de la Seine, sénateur honoraire.

Une messe à son intention aura lieu en l'église Saint-Louis des Invalides, le mardi 27 octobre 1992, à 11 heures.

69, rue de la Glacière, 75013 Paris.

(Le Monde daté 18-19 octobre.)

Remerciements

- M^{me} Charles GARCIN, Et ses enfants, très touchés des marques d'amitié et de sympathie témoignées lors du décès de

M. Charles GARCIN, prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

- Le Père provincial de la Compagnie de Jésus, Les communautés jésuites de la rue de Grenelle, Le rédacteur en chef, Et les membres de la rédaction d'*Un Monde*, remercient chaleureusement toutes les personnes qui ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès du

Père Joseph THOMAS.

Anniversaires

- Pour le vingtième anniversaire de la disparition de

SAMSON FRANÇOIS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, admiré ou aimé.

Communications diverses

- Jeudi 8 octobre, à 20 h 30, au Cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Charles, 75003 Paris, tél. 42-71-68-19, pour le dixième anniversaire de sa mort : « Mendès France était-il un fou de la République ? », avec P. Birnbaum, H. Bujawski, et six témoins.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5894

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. N'attend pas longtemps pour se « déculotter ». - II. Qui colent bien. - III. Affabli. N'est pas un livre sérieux. - IV. Bourras dans les poignets. - V. Obtenues. Démonstratif. - VI. Des animaux qui n'ont qu'un os. - VII. Vaste plaine. N'ondula pas naturellement. - VIII. Mêle, c'est le cerf-volant. On se réjouit quand on en voit le bout. - IX. Ne laissons pas dormir. - X. Regardée comme un œuf. Figure biblique. - XI. Roi d'Iraël. Où il n'y a rien à enlever.

VERTICALEMENT

1. Se comporte comme un « chien ». Bien raillé. - 2. Le mot de la fin. Machine, parole. - 3. Utiles pour mesurer les pièces. Fit briller. - 4. Ce qu'est la préla. - 5. C'est parfois descendre. Dialecte ancien. - 6. Possessif. Il y en a parfois dans un livre. - 7. Qui ne laisse rien passer. Direction. - 8. Rejoint l'écaut. Dix sur dix. - 9. Abréviation. Provoque de grosses vagues.

Solution du problème n° 5893

Horizontalement

I. Ivrologie. - II. Noblement. - III. Elu. Nute. - IV. Nasse. Ici. - V. Agios. Ur. - VI. Réel. Arie. - VII. Regrets. - VIII. Assaut. Es. - IX. Bu. la. Psi. - X. Leur. Ne. - XI. Errent.

Verticalement

1. Inénarrable. - 2. Volage. Suer. - 3. Obusiers. Ur. - 4. Il. Soldats. - 5. Ribes. Gus. - 6. Emu. Art. Ne. - 7. Relure. Pan. - 8. Incrites. - 9. Et. Assis.

GUY BROUTY

Pour contenir la prolifération d'une algue tropicale

Le mouillage des bateaux de plaisance va être modifié en Méditerranée

Comment imaginer qu'une minuscule algue, jolies de surcroît, puisse mobiliser contre elle les autorités civiles et militaires, les collectivités locales et la communauté scientifique ? Pourtant, ce fut bien le cas, mardi 20 octobre, à la préfecture de Toulon : autour du secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, et de l'état-major des affaires maritimes en grand uniforme, une quarantaine de représentants du département, de la région et des laboratoires universitaires ont passé l'après-midi à mettre au point un plan de bataille contre ce fléau d'un genre nouveau : la redoutée *Caulerpa taxifolia*.

TOULON

de notre envoyé spécial

La *Caulerpa taxifolia* continue sa progression en Méditerranée. Comme l'a expliqué M. Charles Josselin, professeur d'océanographie à l'université d'Aix-Marseille et président du comité scientifique mis sur pied pour lutter contre le parasite, 400 hectares de littoral sont plus ou moins « contaminés » dans

les seules Alpes-Maritimes, dont 90 hectares entièrement colonisés. Des « taches » sont apparues sur tout le littoral français de Méditerranée, mais aussi en Italie dans la région d'Imperia, et en Espagne autour de Majorque. Cette expansion en « taches » s'explique par l'un des principaux vecteurs de l'algue : l'ancre des bateaux de plaisance.

Si la progression est plus mesurée que ne l'avaient laissée craindre les premières alertes lancées par le professeur Alexandre Meinesz, du laboratoire d'écologie marine de Nice, on n'observe pas de régulation spontanée de la plante, comme certains l'avaient espéré (le Monde du 5 août). Or la prolifération inquiète parce que la *Caulerpa taxifolia* est un « compétiteur positif », comme disent les chercheurs dans leur jargon. Elle l'emporte sur tous ses concurrents, à commencer par les herbiers de posidonies qui garnissent les fonds méditerranéens en bonne santé.

En outre, l'algue tropicale pondent une toxine appelée caulerpine, qui dissuade les prédateurs. Elle n'a donc pas d'ennemi naturel, excepté le poisson appelé sauge, qui accepte d'en goûter parfois, au moins dans son jeune âge. Heureusement, rien ne permet de conclure que l'algue présente un quelconque danger pour l'homme, que ce soit par contact ou

par ingestion d'animaux en ayant absorbé. Le comité scientifique a expliqué que la priorité, aujourd'hui, consiste d'abord à « contenir l'espèce dans les Alpes-Maritimes », puis à « déloger les herbiers de posidonies », et ceci dès l'hiver, au moment où l'algue est la plus vulnérable. Les expériences d'éradication menées au mois de juin par les chercheurs d'IFREMER ont en effet montré que l'algue repousse parfaitement au bout d'un mois. On va donc arracher les plants colonisateurs cet hiver, à la main ou à l'aspirateur, et aussi « dénaturer » l'eau chaude, puisqu'il est prouvé que l'algue supporte mal un choc thermique.

L'idéal serait que les plaisanciers nettoient leur ancre après usage. Mais il est difficile de les obliger à cette discipline, d'autant que la plupart sont étrangers. Reste la solution des mouillages de surface, qu'il s'agisse de bouées, de corps morts ou mieux de ces sîges métalliques fichés dans les fonds avec un anneau d'amarrage à fleur d'eau, comme dans le parc national de Port-Cros. « Nous allons réglementer le mouillage en zone sensible », a prévu le secrétaire d'Etat à la mer. Mais il faudra que les maires coopèrent en disposant les installations appropriées.

ROGER CANS

Dans l'attente des parités de fusion

Les cotations des actions Matra Hachette et MMB sont suspendues

Les actions Matra, Hachette et MMB (holding du groupe de M. Jean-Luc Lagardère) ont été suspendues de cotation, mercredi 21 octobre, à l'ouverture de la Bourse de Paris dans l'attente de la publication d'un communiqué des sociétés. Les parités de fusion entre Hachette et Matra devaient être annoncées dans la journée.

S'exprimant mardi 20 octobre devant le 17^e congrès de la Fédéra-

tio européenne des analystes financiers, M. Philippe Camus, président de MMB, déclarait que les parités de fusion ont été arrêtées lundi 19 octobre.

On indique par ailleurs à la direction d'Hachette que ces parités seront provisoires, puisque le tribunal de commerce de Paris ne s'est pas encore prononcé sur les dossiers relatifs à la liquidation de la Cinq.

SOMMAIRE

DÉBATS

Kosovo : le symbole de la complexité yougoslave et balkanique par André Bellon ; 4 L'Europe de l'obscurité par Pascal Bruckner ; 5 Les prévisions des historiens par Bernard Stasi ; 2

ÉTRANGER

Grande-Bretagne : M. Major annonce une réorientation de sa politique économique ; 3 Annulation de la tournée de M. Dumas dans l'ex-URSS ; 3 La situation dans l'ex-Yougoslavie ; 4 Brésil : les tristes premiers pas du nouveau président ; 5 Kenya : l'opposition reste déçue à l'approche des élections générales ; 5 Désastres américains : III. - Classes moyennes : désenchantement à « Suburbia » ; 6 Chine : le gouverneur de Hongkong fraîchement élu à Pékin ; 8

POLITIQUE

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale ; 9 La relance de la compétition présidentielle à droite ; 10 Le piège des primaires ; 10 Dans les coulisses de l'Assemblée nationale ; 11 Un entretien avec M. Antoine Waechter ; 12 POINT/Franc-maçonnerie : les mystères d'une géométrie ; 13

SOCIÉTÉ

Justice : le procès de l'accident de la gare de Lyon ; 14 Catastrophes : les dégâts aux monuments égyptiens ; 14 Environnement : les Douze et la circulation des déchets ; 19

EDUCATION • CAMPUS

M. Jack Lang relance la réforme

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : Lazare le Juste

Nicole Lapierre analyse la biographie de Bernard Lazare, dans laquelle Jean-Denis Brézin restitue la figure d'un révolutionnaire et passionné de ce grand intellectuel engagé dans le combat pour réhabiliter Dreyfus.

L'essai de Dominique Lacourt « Amérique entre la Bible et Darwin », lu par Jean-Paul Thomas, dénonce la ferveur des admirateurs tocouvilliens de la démocratie américaine et les naïvetés de certains biologistes.

ARTS • SPECTACLES

Architecture : le blues des bâtisseurs • Entretien avec Henri Lopez ; 23 profassins architectes • Enquête : les maîtres et la construction • Criaie des idées : couleurs d'automne avant l'hiver • Fiac : les promesses du marché italien • Polémique : comment figurer à la foire ; 31 à 42

ÉCONOMIE

Le groupe Suez provisionne lourdement ses crédits immobiliers ; 20 Le GAN reprend Avis immobilier ; 20 Les nouveaux atouts de la politique industrielle ; 22 La vie des entreprises ; 28

Services

Abonnements ; 28 Annonces classées ; 24 et 25 Automobile ; 23 Marchés financiers ; 29 Météorologie ; 28 Carnet ; 28 Mots croisés ; 28 Radio-télévision ; 29

La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE 36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » ; 31 à 42

Le numéro de « Monde » daté 20 octobre 1992 a été tiré à 490 135 exemplaires

Au conseil des ministres

M. Bérégovoy autorisé à engager la responsabilité du gouvernement sur le budget

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a été autorisé, mercredi 21 octobre, par le conseil des ministres à engager la responsabilité du gouvernement, en application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, sur le projet de loi de finances pour 1993. Rendu compte des délibérations, le porte-parole du gouvernement, M. Louis Mermaz, a indiqué que le premier

ministre avait « appelé à l'unité entre le gouvernement et sa majorité pour défendre le budget et la politique du gouvernement au moment où l'opposition est en train de se déchirer de plus belle ».

D'autre part, le président de la République, M. François Mitterrand, a évoqué « la formidable agression » dont le franc avait été la victime au cours de la récente spéculation internationale, avant de souligner, à propos de la situation générale du pays, que « tous les paramètres économiques français sont favorables, les plus favorables d'Europe ». Selon les propos rapportés par M. Mermaz, M. Mitterrand a notamment déclaré : « La crise monétaire nous a placés dans une situation exceptionnelle, le choc a été très rude, nous avons été l'objet d'une formidable agression », mais « jamais la France n'aurait dévalué ».

Le chef de l'Etat a ajouté que cette bonne tenue du franc au cours de cette période « est la traduction de la bonne santé de l'économie française ». « C'est à l'honneur de ceux qui ont géré l'économie française », a-t-il affirmé.

Quelques instants auparavant, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, avait fait la même analyse en précisant que la France avait bénéficié de prêts d'un montant de 160 mil-

liards de francs de part de la Bundesbank.

M. Mitterrand a également commenté les négociations du GATT, en disant notamment que les Américains avaient accepté des « concessions réelles », ces derniers jours, « mais absolument pas sur l'agriculture », à propos de laquelle « ils n'ont pas proposé grand-chose ». Il a estimé, sur ce point, que les Américains « n'ont pas fait, sur ce dossier, de progrès qui permettraient d'aboutir » à un accord.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, en outre, un mouvement préfectoral : M. Jean-Paul Proust, préfet de la région du Limousin, a été nommé préfet de la région Haute-Normandie, en remplacement de M. Jean-Claude Guyollet, nommé préfet hors cadre. M. Jean Mingasson, préfet hors cadre, est nommé préfet de la région du Limousin, préfet de la Haute-Vienne ; M. Jacques Barel, préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin, est nommé, préfet hors cadre ; M. Jean-Pierre Delpont, préfet des Yvelines, est nommé préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin ; M. Jacques Dewatre, préfet de la Réunion, est nommé préfet des Yvelines.

Réunis à Cotonou

Les chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest menacent le Libéria de nouvelles sanctions

Les chefs d'Etat et ministres des douze pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réunis à Cotonou, ont lancé, mardi 20 octobre, un nouvel appel au cessez-le-feu aux deux factions rebelles du Libéria, ce leur donnant quinze jours pour appliquer l'accord de « Yamoussoukro 4 », qui prévoyait notamment un cantonnement et un désarmement des parties belligères.

A l'expiration de ce délai, des sanctions visant à créer un « blocus de tous les points d'entrée » du Libéria, pour empêcher les livraisons d'armes et l'exportation de produits du pays, seront « totalement et automatiquement appliquées », selon le communiqué final des chefs d'Etat. La CEDEAO a décidé de demander l'assistance du Conseil de sécurité de l'ONU pour que ces sanctions, si elles entrent en vigueur, soient appliquées par la communauté internationale.

La force ouest-africaine d'inter-

position (ECOMOG), dont les participants ont rappelé le « droit à se défendre contre les attaques armées », sera chargée de veiller au respect du cessez-le-feu. Selon des sources diplomatiques à Abidjan, deux ou trois avions de l'ECOMOG ont bombardé, dimanche, le port de Buchanan (à 90 kilomètres au sud-est de Monrovia), principal « poumon » de « Taylorland », M. Charles Taylor, à la tête du Front national patriotique du Libéria (FNPL), contre la quasi-totalité du pays, la capitale exceptée.

En l'absence de contact direct avec Monrovia, où les communications internationales sont coupées depuis dimanche, tous les témoignages recueillis à Abidjan font état d'affrontements à Schieffo (à 20 kilomètres à l'est de Monrovia) et à Kakata (à 55 kilomètres au nord-est de la capitale) et du départ d'un très grand nombre de résidents étrangers, membres d'organisations humanitaires notamment. — (AFP)



Les Macintosh 11x



La gamme Quadra 700 et 950



Les Macintosh IIfx

Chez IC, le super est au prix de l'ordinaire. Plus que 691.200 secondes pour en profiter.

Où si vous préférez, 11.520 minutes. Soit 8 jours très exactement : vous avez jusqu'au 28 octobre pour découvrir chez IC, les gammes Macintosh II (si et ci) et Quadra (700 et 950) dans toutes leurs configurations sont à des prix vraiment pas ordinaires. Parce qu'avec 30 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est le premier distributeur Apple en Europe. Et que seul un leader peut vous offrir des prix



aussi bas alliés à un aussi haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.



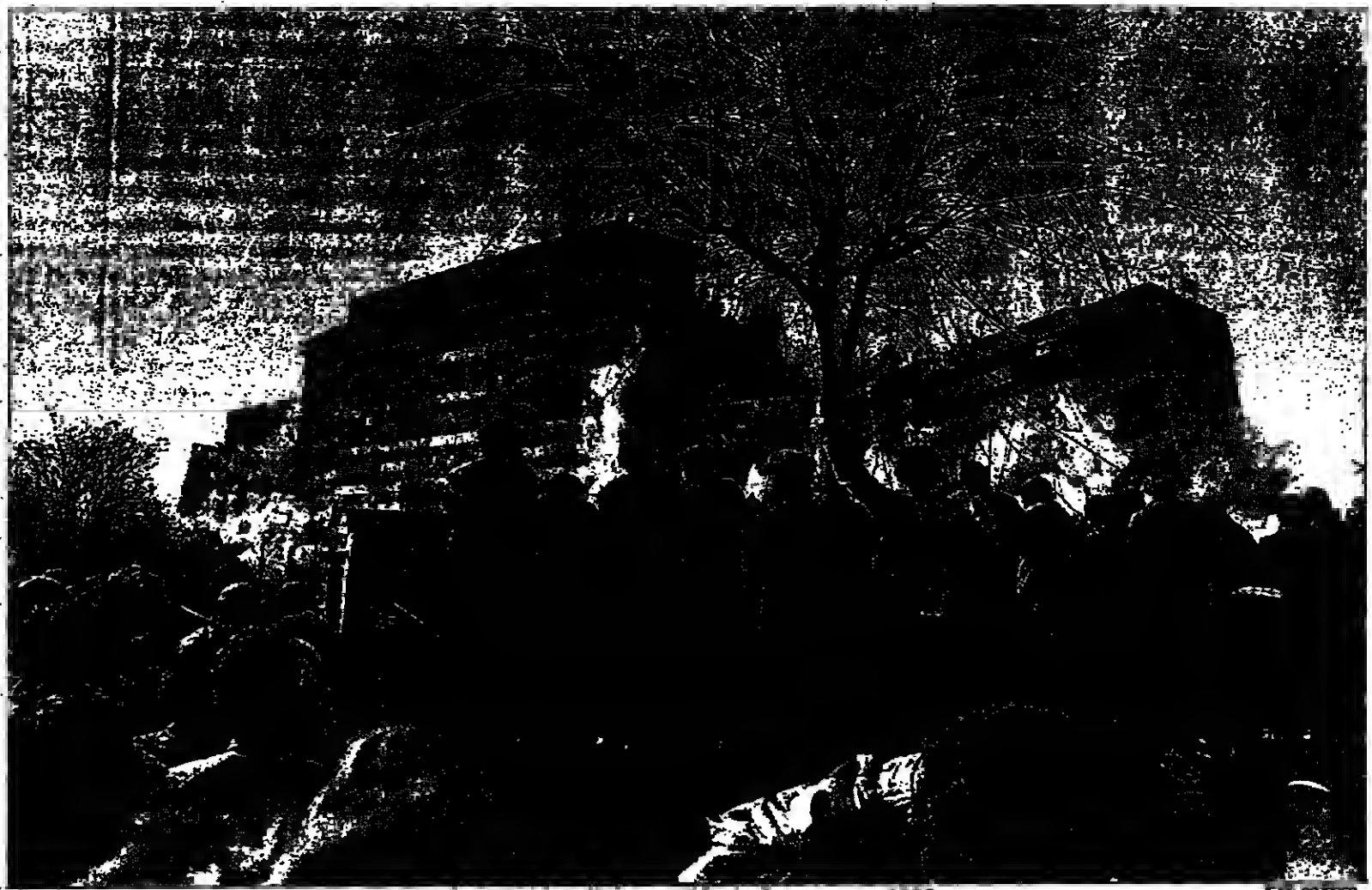
PARIS 4e IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 • PARIS 15e IC VENDOME (1) 42 86 90 90 • PARIS 15e IC MICRO VALLEY (1) 40 58 00 00 • IC MARSEILLE 8e 91 57 25 03 • IC TOULOUSE 6e 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 3e 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08

Entre Apple et vous il y a IC.

ARTS • SPECTACLES

Le blues des bâtisseurs

La quatrième Semaine de l'architecture – deux cents manifestations dans toute la France jusqu'au 25 octobre – et le Salon international de l'architecture – du 24 octobre au 1^{er} novembre à la Grande Halle de La Villette à Paris – s'ouvrent alors que la crise du bâtiment fragilise toute une profession. Elle qui avait montré depuis vingt ans une belle vitalité doit aujourd'hui se renouveler, s'ouvrir à l'Europe, s'accommoder de la décentralisation, repenser son enseignement. Vaste chantier en perspective alors que les Français semblent s'intéresser de plus en plus, comme le montre le sondage que nous publions pages 32 et 33, à l'architecture.



Démolition de la Cité des 4000 à La Courneuve en 1986...

JEAN POTTER

ARCHITECTURE

C'EST avec grand fracas que s'ouvrent cette année la quatrième Semaine de l'architecture, organisée par l'Ordre des architectes et le ministère de l'équipement, et, presque simultanément, le cinquième Salon international voué au même art, à la Grande Halle de La Villette. A première vue, la joie à toutes les raisons d'être complète, si l'on se rappelle l'état de déréliction qu'avait atteint la construction au tournant des années 60-70. Le Plan Construction, lancé à cette époque par Robert Lion, alors directeur de la construction, vient d'ailleurs de fêter ses vingt ans, et peut faire état d'un palmarès spectaculaire où l'on rencontre l'essentiel du *Who's who* jeune et moins jeune des maîtres d'œuvre – c'est le nom qu'on donne aux architectes par opposition à leur commanditaire, appelés maîtres d'ouvrage. Vingt ans après, serait-on parvenu, en France, à une manière de nirvana ? Le tableau, en vérité, est beaucoup plus contrasté. On assiste à une généreuse explosion de talents qui explorent des voies multiples et si contradictoires que beaucoup se demandent si la machine ne s'est pas un peu emballée. L'architecture est devenue un des premiers outils de communication des maîtres. On est donc loin de l'époque où le terme « architecte » pouvait servir d'invective, et, apparemment, cela satisfait les besoins immédiats d'une large partie de l'opinion, élus en tête.

Les concours se sont multipliés à propos de tout, mais aussi de rien, ce qui a induit une surconsommation à bas prix d'une matière grise pourtant précieuse si l'on en juge par la situation explosive de certaines villes. Les concours, aussi, se sont diversifiés. Notons pour mémoire la dernière invention, les concours associant « promoteurs » et « concepteurs », ce qui met ces derniers directement sous la férule de l'argent. Curieuse manière d'assurer la transparence dans cet univers de la construction si directement lié à celui de la corruption ! Mais au moins, cela signifie que l'architecture est désormais présente, serait-ce comme prétexte, là même où l'on ne pensait rencontrer que pure spéculation.

Somme toute, les Français aiment aujourd'hui l'architecture. Si nous lisons bien le sondage que nous publions, les mêmes Français sont en revanche d'une inculture « crasse » concernant la même matière. 60 % d'entre eux sont incapables de citer le nom d'un maître d'œuvre, fût-il « historique », et si 40 % ont un semblant de familiarité avec l'art de construire, la place prédominante qu'ils accordent à Le Corbusier (23 %), le « fada » de Marseille, et à Boffill (7 %), champion des relations publiques, conduit à s'interroger sur le sens réel de cet engouement culturel.

Il est en tout cas manifeste que la sympathie portée par nos contemporains à l'architecture n'est aucune-ment fondée sur une culture. Cela ressemble à s'y méprendre à un mouvement de mode, au sens éphé-



...A sa place, la rue tracée par Catherine Furet.

mère et léger que l'on donne à ce terme. Or, s'il est un domaine qui, par la force des choses, ne peut relever de l'instant et de goûts passagers pour les formes, c'est bien celui de la ville et de l'architecture. Gare au retour de balancier si la production actuelle, largement influencée par les notions de vitesse, de chaos, de rupture, de violence, d'irouie, vient, une fois passé l'effet d'image, à se trouver à contretemps des aspirations de la population ! On a déjà vu ce que cela donnait avec les barres qui firent la fierté de l'après-guerre. Il y a quelques jours, quatre tours de vingt étages ont encore été détruites dans la Cité du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie. Faut-il que la souffrance sociale engendrée par un tel urbanisme soit grande pour qu'on accepte comme un acte banal la destruction de plusieurs centaines de logements à l'heure où les sans-domicile-fixe deviennent légion.

Si la population paraît avoir totalement remis entre les mains des professionnels on des élus le sort de la ville, il y a un autre enseignement, à nos yeux majeur, du sondage. On observe en effet une nette corrélation entre la faculté de reconnaître un bâtiment pour ce qu'il est, en l'occurrence un lycée, et la préférence tout aussi nette exprimée pour le même édifice. Certes, il ne faudrait pas mésestimer le rôle propre de la photographie (bonne ou mauvaise, suggestive ou non) dans

cette tentative de viol du sens critique de nos concitoyens. Le résultat n'en apparaît pas moins comme le souhait d'une meilleure ou d'une plus lisible signification de l'architecture publique, et comme le rejet de ce qui semble perçu comme des « machines célibataires ». Détail amusant, les Français expriment un choix presque inverse de celui de la renommée critique des quatre équipes d'architectes concernés...

Ainsi, à l'inculture qui isole les professionnels de la ville du reste de la population, et à l'effet de mode qui tend à exalter quelques figures emblématiques d'architectes s'ajoute un effet de brouillage. Pas étonnant dans ces conditions que la profession soit actuellement traversée par un blues redoutable que n'explique pas la seule crise de la construction, et qui se retrouve dans tout ce qui fait l'univers des maîtres d'œuvre.

Les Français aiment l'architecture mais se désintéressent de la culture sur laquelle elle repose ? La sanction immédiate s'en retrouve dans la véritable hécatombe qui a frappé les éditeurs spécialisés. Pas un seul ne paraît être en mesure de survivre à 1992, parmi ceux au moins qui faisaient leur pain de la création ou de la réflexion contemporaine. Indifférence du public, mais aussi indifférence des professionnels, puisque les tirages plafonnaient à quelques centaines d'exemplaires pour une profession qui se compte en dizaines de milliers. De même qu'on peut attribuer l'indifférence du grand public au mutisme parfait qui entoure, dans l'enseignement secondaire, les choses de l'architecture, du patrimoine et plus généralement de l'art – le ministre de l'éducation et de la culture aurait cependant la ferme intention de faire évoluer cette situation, – de même l'asphyxie de l'édition s'explique aisément par la crise, beaucoup plus grave par ses conséquences, que traverse l'enseignement du métier d'architecte. Crise matérielle, plus que morale, car ce ne sont ni les idées ni les professeurs de talent qui manquent.

Lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, elle a tout mis en œuvre pour accélérer l'amélioration de l'architecture, notamment à travers les « grands travaux » qui ont eu un effet certain de locomotive. Voici deux ans, les émeutes de Vaulx-en-Velin étaient le signal du désarroi des banlieues et de certaines villes, désarroi pourtant clairement annoncé par tout ce que le monde de l'urbanisme, de l'architecture et de la sociologie compte d'esprits lucides.

Il est devenu alors curieux de dire, version optimiste, que la question urbaine serait le prochain des « grands travaux » du président. D'autres sont restés plus pessimistes devant l'évidente dispersion des responsabilités politiques et administratives, devant l'extrême lenteur des décisions prises, quand elles l'ont été, devant la perpétuation d'un clientélisme de haut vol (à Roland Castro, et à un carré de fidèles, l'Ecole d'urbanisme de Lyon ; à Pierre Mauroy, et à Lille, la

Fondation européenne pour la ville et l'architecture, dite FEVA). Pour ceux-ci, il est devenu assez clair que ce grand chantier-là sera inachevé. C'est que, pour l'achever, il aurait au moins fallu se soucier au préalable de la formation. Il est possible que la vitalité même de l'architecture française ait laissé penser qu'elle se perpétuerait quels que soient les moyens qu'on affecte à son enseignement.

La misère matérielle de cet enseignement s'est trouvée masquée par la mise en place d'une sélection post-universitaire remarquablement efficace à travers le Programme architecture nouvelle, premier-né du Plan Construction, à travers les Albums de la jeune architecture, et la multiplication des concours ouverts, ou, le développement de lieux d'exposition adossés (TIFA, Arc-en-rêve, le Pavillon de l'Arsenal, etc.). Le tout venant de l'architecture et des architectes a cru s'engouffrer dans ce noble sillage mais, qu'il s'agisse de culture ou plus simplement de métier, de capacité à diversifier ses pratiques, il a continué de souffrir de l'extrême pauvreté des écoles.

Là où il aurait fallu commencer, voilà dix ans, à former des urbanistes et des architectes de niveau honorable, connaissant l'histoire des villes et ayant voyagé, il semble qu'on ait trop souvent formé des pesticheurs variablement doués des maîtres contemporains, quelquefois anciens. Sont-ils immédiatement convertibles en aménageurs compétents ou en designers adroits ? On peut en douter.

Entre les Français et les architectes, il y a enfin la cohorte, multiforme, des maîtres d'ouvrage : maires ou promoteurs, responsables de sociétés d'économie mixte ou directeurs d'entreprises, ministères ou banques. L'un des mérites de la Semaine et du Salon de l'architecture est d'avoir révélé le rôle capital que jouent ces intervenants, surtout depuis la décentralisation. Ce sont eux qui choisissent les architectes, eux qui étudient avec les maîtres d'œuvre les projets, les négocient, obtiennent ou non leur modification. C'est d'eux que dépendent l'existence ou non des œuvres architecturales et leur niveau de qualité.

Depuis quelques années, la profession a commencé de prendre en charge sa formation grâce à divers organismes publics ou privés. Certes, on ne forme pas du jour au lendemain un arbitre des élégances, et nombreux sont ceux qui ont plongé, avec les meilleures intentions du monde, dans les océans les plus périlleux de la mode architecturale et urbaine. Au moins seront-ils peut-être prêts pour accueillir demain les élèves des écoles d'architecture rénovées. Ne vient-on pas de leur accorder un solide empiètre : quelque 37 % d'augmentation sur un budget de trois fois rien ?

FRÉDÉRIC EDELMANN
(Lire nos articles pages 32 à 36.)

IDENTIFICATION
D'UNE IMAGE

La première conclusion à tirer de cette enquête, c'est la reprise de l'intérêt des Français pour l'architecture, après un moment de rejet, dû, en partie, à l'explosion des banlieues et à l'image négative véhiculée par ces constructions « à problèmes » : 54 % des Français interrogés se déclarent intéressés par l'architecture et l'aménagement des villes (contre 49 % en 1989 et 48 % en 1987). A noter que les hommes manifestent plus d'intérêt (59 %) que les femmes (50 %) et que les plus de trente-cinq ans y sont plus sensibles (55 %) que leurs cadets (53 %). Enfin les milieux les plus aisés (professions libérales, cadres supérieurs et moyens, employés et techniciens)

Le sondage que nous publions a été réalisé les 7, 8 et 9 octobre auprès de 1 000 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française, âgée de quinze ans et plus, par IPSOS Opinion, pour l'ordre des architectes, le ministère de l'équipement et le Monde. De précédentes enquêtes avaient été menées, en 1987, 1989 et 1991, sur « L'image de l'architecture chez les Français ». Celle-ci reprend le même thème et les mêmes questions. Un élément nouveau a été ajouté : on a demandé aux personnes interrogées d'identifier et de juger des bâtiments à partir des photos reproduites ci-contre.

se sentent plus concernés par ces problèmes. Le clivage est également net entre Paris et la région parisienne (79 % d'intérêt) et la province (49 % d'intérêt).

En revanche, l'image de l'architecture pourrait être en train de changer. Si 38 % des sondés l'associent toujours au patrimoine ancien (Versailles, le Louvre), 32 % des personnes interrogées font référence aux constructions récentes. Les deux chiffres étaient beaucoup plus éloignés les années précédentes, mais c'est au détriment des « grands chantiers » et des villes nouvelles qui ont cessé d'étonner.

Les acteurs que le public souhaite voir intervenir dans le domaine de la construction et de l'urbanisme restent les mêmes : maires (80 %, contre 86 % en 1991), architectes (79 %, contre 80 % en 1991), pouvoirs publics (77 %, contre 76 % en 1991). Les promoteurs n'ont toujours pas la cote (33 %, contre 42 % en 1991) et les associations – notion introduite ici pour la première fois – recueillent 72 %.

Le rapport des Français avec la nouvelle architecture est encore fragile. Il leur était demandé d'identifier quatre bâtiments dont on leur montrait la photo. Logements, bâtiments administratifs, usines, hôpitaux ou lycées ? Tous les quatre étaient des lycées. Seule la première image (A) est identifiée comme un établissement scolaire par près de la moitié des interviewés (48 %). Dans la deuxième (B), on voit plutôt un bâtiment administratif (32 %) ou une usine (27 %). Dans la troisième (C), un tiers perçoit bien un lycée, mais un quart l'associe à des logements. Quant à la quatrième (D), pour 37 % du public, c'est un

bâtiment administratif, pour 28 %, des logements ; 5 % seulement tombent juste. Dans l'ensemble, ces réalisations emportent peu l'enthousiasme. Le lycée préféré est le moins « moderne » et le moins « futuriste » de tous, mais c'est aussi celui qui est, de loin, le mieux identifié. C'est sans doute l'adéquation de sa forme et de sa destination qui le propulse à la première place. La difficulté de repérer facilement la fonction d'un bâtiment est, vraisemblablement, le reproche implicite le plus répandu à l'égard de l'architecture contemporaine. L'indifférence avec laquelle le public des banlieues assiste à la destruction des « barres » ou des « tours », destructions scandaleuses à plus d'un titre, est symptomatique : ils ne sont pas perçus comme de véritables logements.

Enfin, si l'intérêt pour l'architecture va croissant, il faut tempérer cet optimisme par l'inculture architecturale dont font état les personnes interrogées : 60 % d'entre elles sont incapables de citer le nom du moindre architecte, vivant ou mort. Le premier nommé est Le Corbusier (23 %), indéniablement symbole de la modernité. Viennent ensuite Boffill (7 %) et Michel-Ange (4 %) – le néo-néo-classicisme l'emporte sur l'homme de la Renaissance, – Eiffel, Gaudi, Mansart et Pei (chacun à 3 %), puis Perrault (la TGB) et Van-der-Baan (2 %), puis Nouvel, Vinci, Poullon, Niemeyer et Castro (1 %). L'effet de mode et de vagues souvenirs scolaires tiennent lieu de culture architecturale.

E. de R.

ENTRETIEN
avec Rémi LopezPROFESSION
ARCHITECTE

« Comment voyez-vous le paysage de la profession ?

– Depuis le début des années 80, le public a été sensibilisé au renouveau de la création dans le domaine architectural, notamment à travers les grands travaux présidentiels. Certains architectes sont devenus des « stars ». Mais cette médiatisation ne doit pas donner le change. De graves difficultés frappent aujourd'hui la profession.

– La première est évidemment la crise, dont on ne voit pas l'issue et qui touche le bâtiment. De grandes agences d'architectes se sont séparées d'une partie importante de leurs collaborateurs ; les autres connaissent aussi de sérieux problèmes. Nous enregistrons de nombreuses demandes d'emploi. Certes, les architectes français sont très présents dans le domaine de la conception architecturale. Mais ils n'ont, en comparaison de leurs confrères d'outre-Rhin – deux fois plus nombreux – que des missions partielles. Ils n'interviennent guère dans les études de la programmation, pas plus que dans la totalité de la « chaîne » architecturale. Ils sont peu sollicités, en particulier, dans la maintenance et la gestion des bâtiments. En Allemagne, les missions architecturales couvrent la quasi-totalité du « marché » du cadre bâti. Et même en Italie, les interventions de nos confrères sont plus conséquentes. L'architecte français est avant tout maître d'œuvre : c'est une des conséquences de l'enseignement qu'il reçoit. Ce n'est évidemment pas une mauvaise chose, mais il devrait aussi être à même de jouer un rôle plus étendu, de l'aménagement urbain à la maîtrise d'ouvrage.

– Le problème de l'enseignement est donc fondamental. L'Etat doit définir et mettre en œuvre une grande politique de la formation des architectes. Ce n'est pas le cas à ce jour. Peut-être parce que le corps des Ponts et Chaussées qui tient les leviers de notre ministère de tutelle, le ministère de l'équipement, pri-

vilégie ses propres filières. Et la tutelle s'illusionne sur la santé de l'architecture à la vue de quelques réalisations de prestige.

– La profession partage aujourd'hui très largement les objectifs de qualité, mais ne peut les exprimer – en raison de très fortes contraintes – que de façon limitée. On mesure la valeur d'une architecture, y compris dans les équipements les plus modestes.

– L'enseignement architectural ne devrait-il pas relever du ministère de la culture ?

– C'est un débat un peu dépassé. Les compétences ministérielles sur le secteur sont trop éparpillées. Il faudrait aujourd'hui mener d'abord une réflexion sur la place du cadre de vie, de l'environnement, et du paysage dans le contenu même de cet enseignement. Et se préoccuper de trouver des crédits car il manque cruellement de locaux et d'enseignants. Le rapport du recteur Armand Frémont, dont nous ne connaissons que les premières conclusions, a posé un constat lucide qui rejoignait le nôtre. Ses propositions (mise en place d'un troisième cycle, de stages, diversification des débouchés) sont intéressantes. Tout cela exige des crédits budgétaires importants. Nous avons demandé le doublement des moyens de l'enseignement de l'architecture. Le projet de budget 1993 n'a retenu qu'une augmentation de 37 %. Cela signifie que le problème a été identifié, mais que les moyens sont insuffisants.

– La décentralisation a-t-elle modifié les bases de la profession ?

– Elle a accentué la fragmentation d'une maîtrise d'ouvrage déjà affaiblie en nombre et en qualité, du fait de la crise et de la diminution d'échelle des programmes. Elle a, de plus, tendance à déléguer ses pouvoirs à des « relais » avec qui le maître d'œuvre ne peut réellement dialoguer. Or l'échange maître d'ouvrage-maître d'œuvre est un des pivots de la qualité architecturale. Les élus municipaux ont désormais la haute

main sur l'urbanisme et l'architecture, et ont souvent, en ces domaines, qu'une formation médiocre. Il me paraît indispensable que l'architecte intervienne plus en amont, dès l'établissement des documents d'urbanisme. Afin de remplacer le « zonage » par une approche volumétrique, seule capable de qualifier le paysage urbain. Les entrées de villes, souvent zones d'aménagement concertées intercommunales, sont, aujourd'hui encore, trop souvent réalisées dans une cacophonie effroyable.

– L'ouverture de l'Europe vous inquiète-t-elle ?

– L'Europe est à la fois un espoir mais aussi une inquiétude car nos confrères européens sont parfois mieux armés. Nous avons voulu la création du conseil des architectes d'Europe qui rassemble les ordres et les syndicats professionnels européens. Il est difficile de mesurer l'ampleur des échanges qui vont s'opérer. Mais nous attendons de l'Etat que certains de nos handicaps soient comblés. En France, nous appliquons sans restriction la libre circulation des diplômés depuis 1985. Ainsi mille trois cents architectes étrangers sont-ils autorisés à exercer. Ils sont soumis aux mêmes règles professionnelles que les architectes français. Hélas ! la réciproque n'est pas toujours vraie ; des pays comme l'Espagne hier, et l'Italie, ont multiplié les obstacles. L'enseignement en France constitue un autre handicap. Enfin la généralisation des concours, obligatoire chez nous, au-delà d'un certain seuil, n'est qu'une pratique peu répandue chez nos voisins. L'harmonisation des règles s'impose. Là aussi.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX

Les français jugent l'architecture.
En kiosque début novembre.

QUAND L'ARCHITECTURE
RENCONTRE LE VIVANT
MONTELLI
LA RECONSTRUCTION DU PORT
RECONSTRUCTIONS
LA SCULPTURE VALLÉE ET PIERRE
SONDAGE : LES FRANÇAIS
JUGENT L'ARCHITECTURE

7, RUE DE CHAILLOT - 75116 PARIS - TEL. 44 43 95 00 - ABONNEMENT 210 F

icronos

3^e SEMAINE
INTERNATIONALE
DU FILM
ARCHÉOLOGIQUE
A BORDEAUX

du 26 au 31 octobre 1992

« Les civilisations
européennes »

Tél. : 56-52-22-75
Fax : 56-39-29-66

Avec le journal *Le Monde*

créteil

Maria Casarès
dans
ORESTE
de Vittorio Alfieri
adaptation Claude-Henri Roquet
mise en scène Jean Gillibert
16 oct-22 nov

UNIQUE RÉCITAL PIANO SOLO
KEITH JARRETT
25 octobre, 20 h 30
SALLE PLEYEL
LOCATIONS : 45-61-06-30 - S PLEYEL
NOUVEL ALBUM : VIENNA CONCERT

K H A L E D

ACTUELLEMENT EN TOURNÉE FRANÇAISE
À PARIS, LE BATACLAN À COMPTER DU
16 NOVEMBRE 1992



ARCHITECTURE

Vous intéressez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout aux questions concernant l'architecture et l'aménagement des villes ?

	Ensemble %	Rappel 1991 %	Rappel 1989 %	Rappel 1987 %
Beaucoup.....	19	13	17	15
Assez.....	35	30	32	33
Peu.....	25	32	28	28
Pas du tout.....	21	24	23	24
Ne se prononcent pas.....	—	1	—	—
	100	100	100	100

Pour vous, l'architecture est-ce surtout...

	Ensemble %	Rappel 1991 %	Rappel 1989 %	Rappel 1987 %
Le patrimoine ancien (Versailles, le Louvre...)	38	55	33	49
Les constructions d'aujourd'hui (votre logement, votre quartier...)	32	16	30	24
Les grands travaux (l'Arche de la Défense, la pyramide du Louvre...)	8	*	*	*
Les villes nouvelles et les grands projets urbains...	16	22**	29**	19**
Ne se prononcent pas.....	6	7	8	8
	100	100	100	100

(*) L'item non posé les années précédentes.

(**) L'item posé les années précédentes était le suivant : « Les grands projets en cours de réalisation ou les villes nouvelles ».

Pouvez-vous me citer trois noms d'architectes célèbres... contemporains ou non ?

	Ensemble %
Le Corbusier.....	23
Boullée.....	7
Michel-Ange.....	4
Gaudi.....	3
Massey.....	3
Pei.....	3
Perrault.....	2
Castro.....	1
Pouillon.....	1
Nienmeyer.....	1
Novel.....	1
Autres.....	14
Ne se prononcent pas.....	60
	(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

Chacun des intervenants suivants devrait-il, selon vous, jouer un rôle de plus en plus important ou de moins en moins important en ce qui concerne l'aménagement des quartiers et des villes ?

	Ensemble %	Rappel 1991 %
Les pouvoirs publics (ministère de l'équipement DDE) :		
De plus en plus important.....	77	76
De moins en moins important.....	13	18
Ne se prononcent pas.....	10	6
	100	100
Les promoteurs :		
De plus en plus important.....	33	42
De moins en moins important.....	53	48
Ne se prononcent pas.....	14	10
	100	100
Les architectes :		
De plus en plus important.....	79	80
De moins en moins important.....	13	14
Ne se prononcent pas.....	8	6
	100	100
Les maires :		
De plus en plus important.....	80	86
De moins en moins important.....	15	11
Ne se prononcent pas.....	5	3
	100	100
Les associations :		
De plus en plus important.....	72	
De moins en moins important.....	15	
Ne se prononcent pas.....	13	
	100	

A votre avis, que représente chacune des photos suivantes ?

	Photo A %	Photo B %	Photo C %	Photo D %
Une usine.....	5	27	3	5
Un lycée.....	48	15	34	5
Un bâtiment administratif.....	16	32	15	37
Un hôpital.....	10	7	12	13
Des logements.....	5	2	23	28
Ne se prononcent pas.....	16	17	13	12
	100	100	100	100

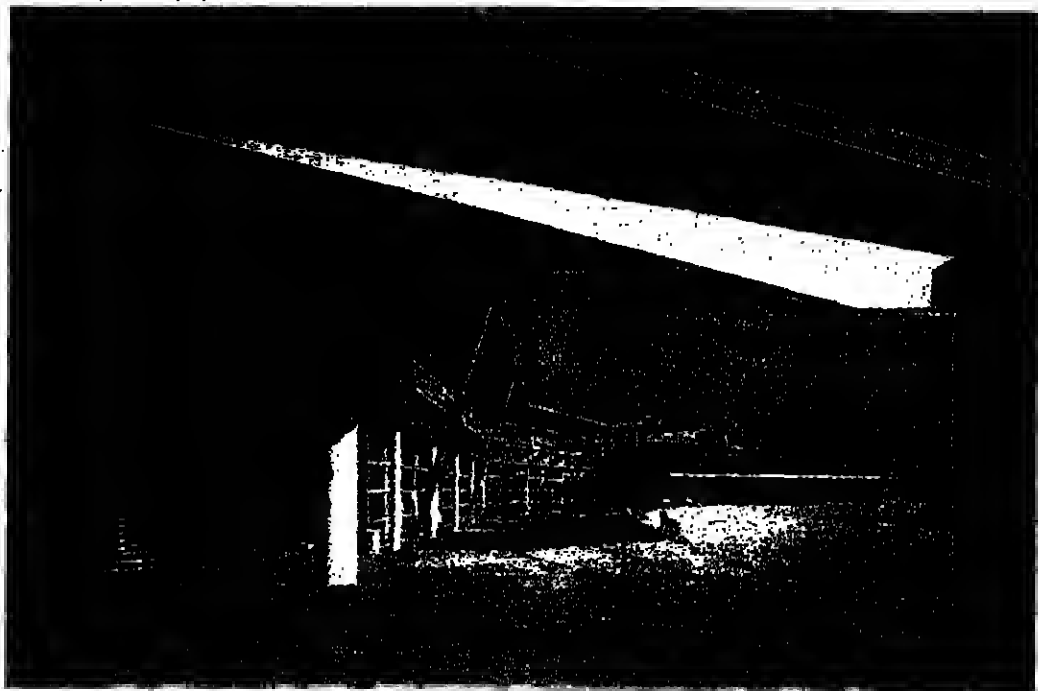
Ces quatre photographies représentent, en réalité, quatre lycées. Quel est celui que vous préférez ?

	Ensemble %
Photo A.....	36
Photo B.....	20
Photo C.....	18
Photo D.....	16
Ne se prononcent pas.....	10
	100

Pour chacun de ces lycées, pouvez-vous dire si chacun des adjectifs suivants correspond, selon vous, plutôt bien ou plutôt mal ?

	Photo A			Photo B			Photo C			Photo D		
	Plutôt bien %	Plutôt mal %	NSP %	Plutôt bien %	Plutôt mal %	NSP %	Plutôt bien %	Plutôt mal %	NSP %	Plutôt bien %	Plutôt mal %	NSP %
Beau.....	53	41	6	46	49	5	37	57	6	38	57	5
Futuriste.....	51	43	6	79	15	6	57	36	7	75	19	6
Accueillant.....	60	34	6	41	51	8	48	46	6	31	63	6
Moderne.....	78	17	5	85	11	4	80	15	5	85	10	5
Monumental.....	27	66	7	44	49	7	26	68	6	71	24	5
Original.....	55	40	5	75	21	4	62	33	5	58	37	5

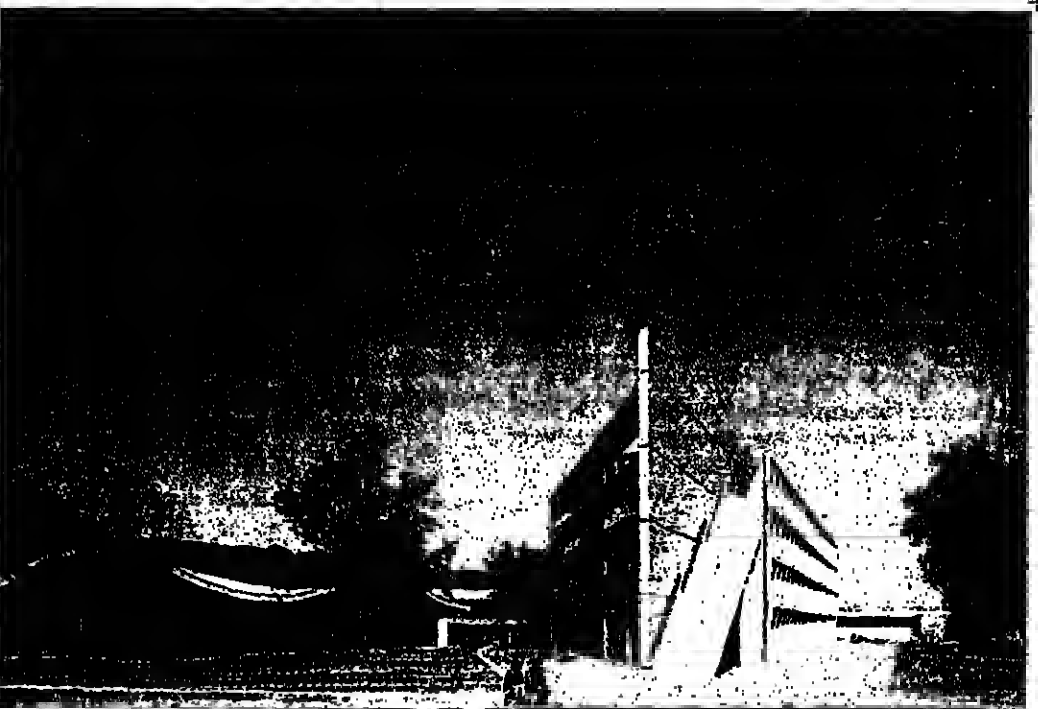
* 1 000 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française, âgées de quinze ans et plus, ont été interrogées par IPSOS les 7, 8 et 9 octobre 1992, selon la méthode des quotas.



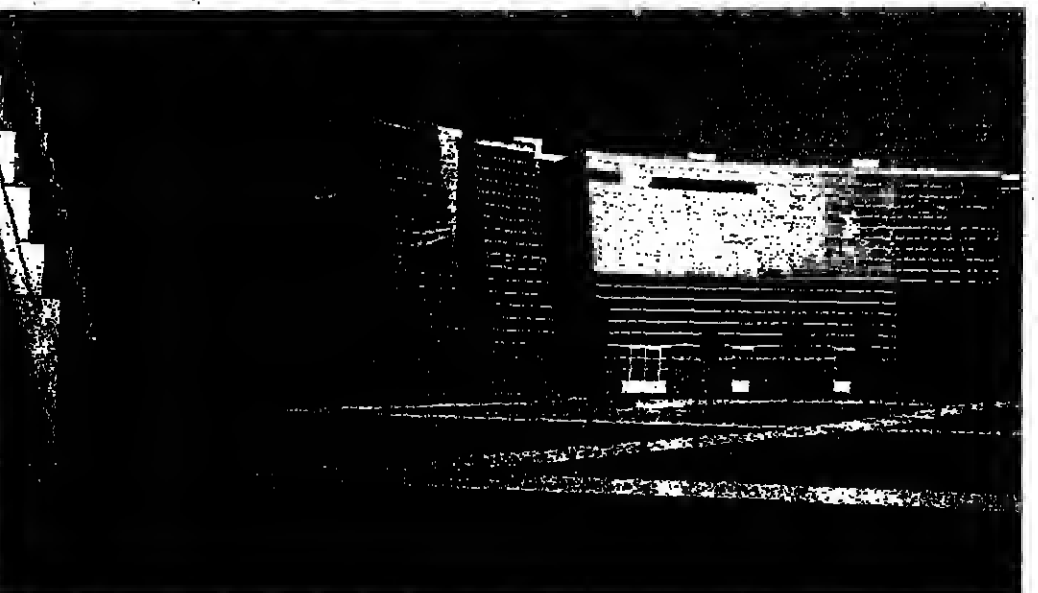
A. Lycée Les Pierres vives à Carrières-sur-Seine. Architecte : Pierre Lombard.



B. Lycée Jean-Monnet à Montpellier. Architecte : François Fontès.

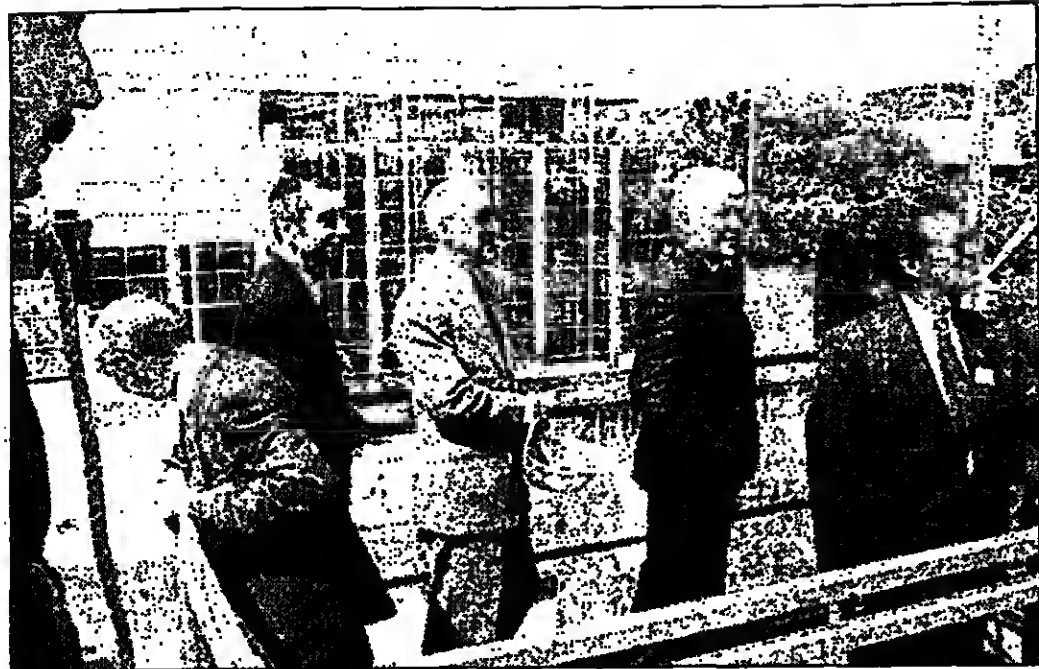


C. Lycée n°3 de Blois. Architectes : Gilbert Autret, François Duplex, Reynold Eugène, Philippe Tardits.



D. Lycée La Fayette à Clarmont-Ferrand. Architectes : Christian Hauvette et Atelier 4.

مركزا من الامم



Nîmes: Norman Foster et Jean Bousquet visitant le chantier de la Médiathèque.



Montpellier: Ricardo Bofill et Georges Frêche devant le quartier Antigone.

ARCHITECTURE

ENQUÊTE
les maires et la construction

LA VILLE DONT LE PRINCE EST UN ÉLU

Les princes ont le goût du bâtiment. N'est-ce pas le meilleur moyen d'inscrire durablement son nom dans l'histoire? Et l'architecte n'est-il pas le meilleur des interlocuteurs pour philosopher sur la cité? Depuis près de dix ans, depuis les lois de décentralisation votées à l'initiative de Gaston Defferre, depuis le lancement des «chantiers du président», au début du septennat de François Mitterrand, de nombreux maires, et pas seulement dans les grandes villes, ont goûté les délices de «la pierre» — ou du béton.

Histoire d'améliorer le bien-être de leurs administrés, d'embellir leur ville ou de parfaire leur image d'édile éclairé, ils ont lancé des projets ambitieux, souvent confiés à une «star» de l'architecture. Certains couples ont fait date: Montpellier et Ricardo Bofill, Lille et Rem Koolhaas, Nîmes et Norman Foster, Bordeaux et le tandem Bofill-Perrault, Strasbourg et Richard Rogers, Lyon et Renzo Piano, Héraultville-Saint-Clair et Jean Nouvel. Pour la rénovation du quartier Sextius-Mirabeau, Aix-en-Provence a choisi un quatuor impressionnant: Oriol Bohigas, le rénovateur de Barcelone, Vittorio Gregotti, Richard Meier et Christian de Portzamparc.

Ce mouvement est général, facilité par la loi qui a progressivement affirmé le pouvoir des municipalités au détriment de celui de l'Etat et du préfet dans la maîtrise de l'urbanisme et de l'architecture. Les mentalités ont également changé. Les maires s'investissent à fond dans l'urbanisme, affirment leurs goûts, font des «voyages d'architecture», lancent des concours, président des jurys. «Avant la décentralisation, le maire n'allait jamais contre les décisions de l'Etat et du préfet, affirme l'architecte Paul Chemetov, maintenant, ils décident avec qui ils veulent travailler.» C'est le cas de François Geindre, maire d'Héraultville-Saint-Clair, dans la banlieue de Caen, depuis 1971, et vice-

président de l'Institut français d'architecture (IFA): «A la fin des années 70, le débat autour du Centre Pompidou en a fait réfléchir plus d'un. Le bâtiment n'était plus neutre, mais devenait un monument. Auparavant, nous ne concevions l'urbanisme qu'en termes de fonctionnalité. Des villes comme Montpellier ont su montrer la voie. Puis nous avons vu arriver une génération de jeunes architectes de trente-trente-cinq ans qui ont bousculé les vieux Prix de Rome et avec qui nous voulions travailler.»

Les maires ont des «coups de cœur» et reconnaissent, en termes plus ou moins vniés, qu'ils imposent leurs choix en dépit des concours et des jurys qui régissent les projets d'envergure: «Le choix final m'appartient», affirme Jacques Chaban-Delmas, le maire de Bordeaux. «Les jurys ne sont pas bidon, mais c'est vrai que leurs préférences correspondent aux miennes», confirme le maire de Montpellier, Georges Frêche. «Une seule fois, j'ai laissé construire un bâtiment que je n'aimais pas», avoue François Geindre. Le maire de Lyon, Michel Noir, en revanche, affirme que son point de vue «n'est pas obligatoirement retenu par le jury».

Le maire de Valence, Rodolphe Pesce, intervient surtout sur l'urbanisme: «En quinze ans, je n'ai eu à trancher que sur deux ou trois dossiers, lorsque dans le jury n'arrivait pas à se dégager une majorité.» Le maire de Marseille, Robert Vigouroux, pense que son rôle n'est pas de «dire si ça [lui] plaît ou pas, mais de faire respecter des normes par la délivrance des permis de construire. Je ne m'occupe, de façon assidue, que des gros dossiers. En dernier ressort, je peux trancher. Je m'aperçois que c'est souvent un petit quelque chose qui fait la différence dans les jurys». Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, est très favorable à la formule du concours, au point d'en avoir organisé une dizaine depuis son élection. «Je ne décide pas seule mais j'ai la responsabilité finale.» Ainsi, elle a refusé le permis de construire du Palais des droits de l'homme, trouvant le projet «trop carcéral», et l'a ensuite confié à Richard Rogers.

Si la formule concours-jury permet de réfléchir, de débattre, de définir les choix d'urbanisme et de vérifier la viabilité technique d'un projet, beaucoup s'ennuient quand il s'agit de retenir un nom. Démocratie et choix de l'«artiste» ne font pas toujours bon ménage. A Valence, Rodolphe Pesce impliquait les associations de quartier dans les jurys, «mais leurs choix étaient rétrogrades, rien ne bougeait. La population ne voit souvent que l'aspect fonctionnel et choisit toujours le projet qui correspond à son rêve de vie individuelle. Je me suis tourné alors vers des jurys de spécialistes».

Pierre Mauroy a préféré supprimer une bonne partie des concours après son arrivée à la mairie de Lille «car ils favorisent les projets moyens au détriment des plus audacieux mais qui sortent du cahier des charges. C'était le cas de notre Palais des beaux-arts, où j'ai suspendu un concours pour que le projet de Jean-Marie Ibaou et Myrto Viart, le plus beau, entre dans les prix fixés et soit retenu». Certains élus reconnaissent que rien n'est plus facile que de «piéger» un concours. Ils appellent que le choix «à la balayette» permet de mieux travailler en amont avec un architecte «que l'on connaît bien et qui a compris la ville». Et surtout que le maire est responsable de la qualité du bâtiment devant ses administrés. Jury ou non.

Mais quand le coût des travaux, souvent très complexes, se chiffre par milliards de francs, et qu'ils engagent la ville pour des dizaines d'années, peut-on se fier à la seule compétence d'un élu? Certains dénoncent «l'inculture totale des élus», leur «incapacité à lire les plans», ou leur timidité devant telle «star» internationale, «par crainte de dire des bêtises». La plupart des élus reconnaissent qu'ils ont «appris sur le tas», parfois en regrettant l'absence de lieu de formation. Paul Chemetov tempère les risques de dérapage, notamment pour les grandes villes, riches en «garde-fous» (organismes, techniciens, bureaux du plan, audits...). Et au lieu de railler l'incompétence des maires, «les architectes feraient mieux de les écouter, poursuit-il. Leur discours est différent du leur mais il est souvent pertinent».

Pnurant Pierre Maury reconnaît que l'«élu peut faire des erreurs monumentales». Catherine Trautmann avoue avoir appris «à déjouer les ruses d'un plan». François Geindre insiste sur le danger représenté par le seul examen des maquettes: «Elles sont difficiles à interpréter parce qu'elles ont tendance à devenir des créations autonomes au lieu d'être l'expression d'un projet concret.» Rodolphe Pesce se méfie, lui aussi, de la lecture des maquettes «que l'on juge le plus souvent de haut alors qu'on découvre un bâtiment au ras du sol. Enfin, certaines de nos réalisations n'ont pas assez pris en compte l'environnement. D'où l'intérêt de maquettes insérées dans le quartier». Georges Frêche reconnaît qu'au début de son premier mandat, il «flottait» un peu, «mais je m'appuyais sur mon premier adjoint, une autorité nationale en matière d'urbanisme. C'est lui qui m'a proposé Ricardo Bofill. Maintenant, je me régale. J'ai appris à connaître, j'ai parcouru le monde pour voir des bâtiments nouveaux». Seuls Robert Vigouroux et Jacques Chaban-Delmas disent pouvoir «lire un plan et regarder une maquette» sans problème et affirment leur intérêt pour l'architecture «depuis toujours». «J'aime Le Corbusier et son élève Oscar Niemeyer», indique le premier, tandis que le second cite Barjact — un architecte du dix-neuvième siècle — Pouillon et

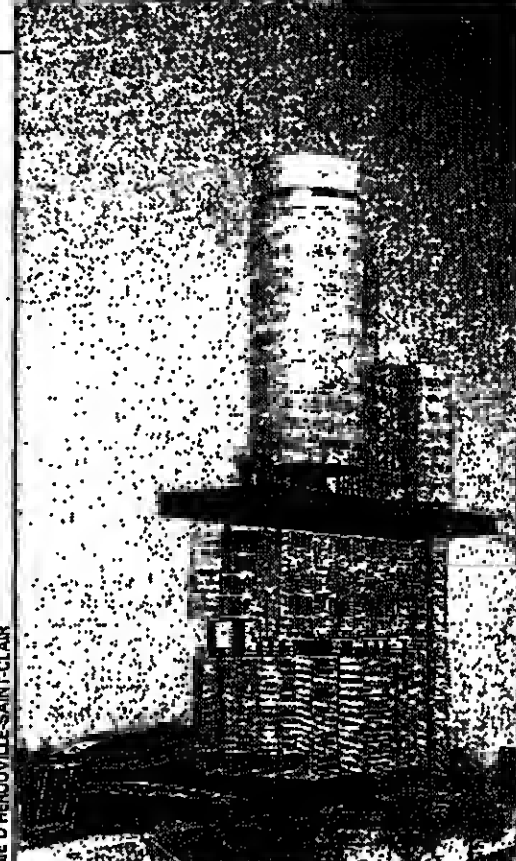
trancher que sur deux ou trois dossiers, lorsque dans le jury n'arrivait pas à se dégager une majorité.» Le maire de Marseille, Robert Vigouroux, pense que son rôle n'est pas de «dire si ça [lui] plaît ou pas, mais de faire respecter des normes par la délivrance des permis de construire. Je ne m'occupe, de façon assidue, que des gros dossiers. En dernier ressort, je peux trancher. Je m'aperçois que c'est souvent un petit quelque chose qui fait la différence dans les jurys». Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, est très favorable à la formule du concours, au point d'en avoir organisé une dizaine depuis son élection. «Je ne décide pas seule mais j'ai la responsabilité finale.» Ainsi, elle a refusé le permis de construire du Palais des droits de l'homme, trouvant le projet «trop carcéral», et l'a ensuite confié à Richard Rogers.

Si la formule concours-jury permet de réfléchir, de débattre, de définir les choix d'urbanisme et de vérifier la viabilité technique d'un projet, beaucoup s'ennuient quand il s'agit de retenir un nom. Démocratie et choix de l'«artiste» ne font pas toujours bon ménage. A Valence, Rodolphe Pesce impliquait les associations de quartier dans les jurys, «mais leurs choix étaient rétrogrades, rien ne bougeait. La population ne voit souvent que l'aspect fonctionnel et choisit toujours le projet qui correspond à son rêve de vie individuelle. Je me suis tourné alors vers des jurys de spécialistes».

Pierre Mauroy a préféré supprimer une bonne partie des concours après son arrivée à la mairie de Lille «car ils favorisent les projets moyens au détriment des plus audacieux mais qui sortent du cahier des charges. C'était le cas de notre Palais des beaux-arts, où j'ai suspendu un concours pour que le projet de Jean-Marie Ibaou et Myrto Viart, le plus beau, entre dans les prix fixés et soit retenu». Certains élus reconnaissent que rien n'est plus facile que de «piéger» un concours. Ils appellent que le choix «à la balayette» permet de mieux travailler en amont avec un architecte «que l'on connaît bien et qui a compris la ville». Et surtout que le maire est responsable de la qualité du bâtiment devant ses administrés. Jury ou non.

Mais quand le coût des travaux, souvent très complexes, se chiffre par milliards de francs, et qu'ils engagent la ville pour des dizaines d'années, peut-on se fier à la seule compétence d'un élu? Certains dénoncent «l'inculture totale des élus», leur «incapacité à lire les plans», ou leur timidité devant telle «star» internationale, «par crainte de dire des bêtises». La plupart des élus reconnaissent qu'ils ont «appris sur le tas», parfois en regrettant l'absence de lieu de formation. Paul Chemetov tempère les risques de dérapage, notamment pour les grandes villes, riches en «garde-fous» (organismes, techniciens, bureaux du plan, audits...). Et au lieu de railler l'incompétence des maires, «les architectes feraient mieux de les écouter, poursuit-il. Leur discours est différent du leur mais il est souvent pertinent».

Pnurant Pierre Maury reconnaît que l'«élu peut faire des erreurs monumentales». Catherine Trautmann avoue avoir appris «à déjouer les ruses d'un plan». François Geindre insiste sur le danger représenté par le seul examen des maquettes: «Elles sont difficiles à interpréter parce qu'elles ont tendance à devenir des créations autonomes au lieu d'être l'expression d'un projet concret.» Rodolphe Pesce se méfie, lui aussi, de la lecture des maquettes «que l'on juge le plus souvent de haut alors qu'on découvre un bâtiment au ras du sol. Enfin, certaines de nos réalisations n'ont pas assez pris en compte l'environnement. D'où l'intérêt de maquettes insérées dans le quartier». Georges Frêche reconnaît qu'au début de son premier mandat, il «flottait» un peu, «mais je m'appuyais sur mon premier adjoint, une autorité nationale en matière d'urbanisme. C'est lui qui m'a proposé Ricardo Bofill. Maintenant, je me régale. J'ai appris à connaître, j'ai parcouru le monde pour voir des bâtiments nouveaux». Seuls Robert Vigouroux et Jacques Chaban-Delmas disent pouvoir «lire un plan et regarder une maquette» sans problème et affirment leur intérêt pour l'architecture «depuis toujours». «J'aime Le Corbusier et son élève Oscar Niemeyer», indique le premier, tandis que le second cite Barjact — un architecte du dix-neuvième siècle — Pouillon et



Héraultville-Saint-Clair: le projet abandonné de la «tour aux quatre auteurs».

Perret, ainsi que la référence absolue, Le Corbusier. Certains maires, comme Catherine Trautmann, insistent sur la clarté de la demande municipale et le suivi de la réalisation, tant les architectes sont habiles à exploiter le «flou d'une proposition». «Si l'on ne sait pas ce que l'on veut, on est sûr de se voir livrer un dromadaire à la place d'un chameau», estime le maire de Strasbourg. C'est pourquoi, à Aix-en-Provence, Jean-François Picberal a imposé des projets d'«assemblages» (entrepreneur, promoteur, architecte et financier) afin de mieux apprécier l'ensemble du projet.

Depuis dix ans, une bonne vingtaine d'architectes de renommée internationale ont débarqué en régions, à la demande des collectivités locales. Les motivations sont diverses: une garantie de qualité, le prestige de faire travailler les «plus grands», la médiatisation qui en découle. «Le maire est un peu comme une maîtresse de maison qui veut briller, explique Paul Chemetov. C'est une perversion du phénomène des concours. A court terme, l'effet bénéfique est évident, mais, à long terme, les villes qui privilégient la communication au détriment du projet auront des surprises.»

Talonné par Jean Bousquet, qui a fait intervenir dans sa ville de Nîmes une pléiade de grands noms (Foster, Nouvel, Gregotti), Georges Frêche joue à finit, pour Montpellier, la carte des «stars» (Bofill naguère, puis Foster, Rogers, Meier, Botta, Vasconi, Portzamparc), des «artistes» qu'il implique dans ses jurys. «Il nous faut des grands comme l'étaient Leonard de Vinci et Michel-Ange. Au-delà de la qualité, c'est un fantastique moyen de médiatiser une ville. Bofill a ensorcelé tout le monde à Montpellier. Et son projet d'Antigone [un quartier nouveau de Montpellier, réalisé par l'architecte catalan] a fait le tour du monde, de New-York à Moscou.»

Maire d'une commune plus modeste, François Geindre a lancé, en 1980, un concours international pour redessiner son centre-ville (coût: 80 millions de francs). «J'ai reçu cent vingt dossiers, mais aucun signé par une «star». J'ai appris ensuite qu'elles se déterminent en fonction de la notoriété du jury.» S'appuyant sur un sondage SOFRES de 1988, révélant que 70 % de ses administrés trouvaient légitime de faire appel à des vedettes de l'architecture, François Geindre a réussi à atteler Jean Nouvel, William Alsop, Massimiliano Fuksas et Otto Steidle sur un projet: une tour de 100 mètres réalisée en commun. Cette étude a coûté 300 000 francs, et ne sera jamais réalisée: le prix de revient du mètre carré est trop cher (12 000 francs au lieu des 6 000 francs prévus à l'ère

TQI
La Balance

PAR
LES
VILLAGES

Peter Handke
Elisabeth Chailloux

20 h
du 13 oct au 8 nov
46 72 37 43

**LÉON
REVIENT**

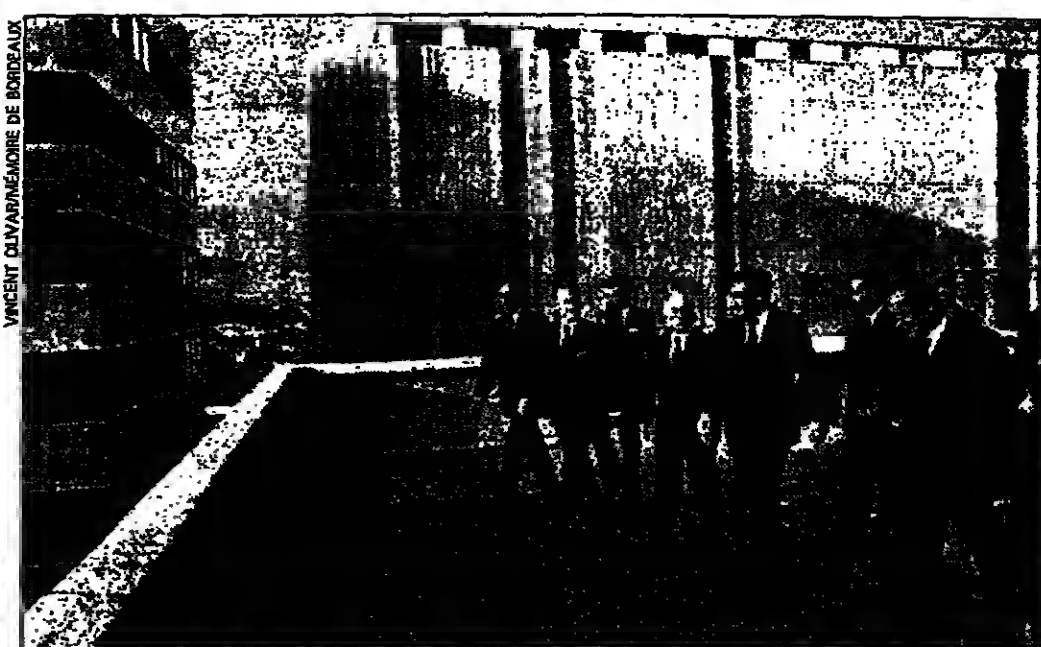
LÉON REDBONE à l'OLYMPIA
le 26 OCTOBRE à 20 h.

France Inter Le Monde

avantages
la page blanche



Lyon: Michel Noir sur le chantier de l'Opéra de sa ville.



Bordeaux: Jacques Chaban-Delmas inaugure un immeuble du quartier Mériadeck.

ARCHITECTURE

engagés). « Mais l'essentiel est le débat provoqué par la tour dont les dessins ont été publiés dans le monde entier. » A Valence, Rodolphe Pesce avait lancé la reconquête des berges du Rhône, à l'est de l'agglomération. Quatre « grosses pointures » ont rendu un projet : le trio Chemetov, Raig et Battie, Fukas, le duo Huet-Massa, et Luscher : « C'était aussi un moyen de séduire les investisseurs potentiels, comme l'Etat et les collectivités locales. »

Tout en appréciant la créativité des grandes signatures, Catherine Trautmann, dénonce cette médiatisation où l'on finit par ne parler que des bâtiments spectaculaires, et pas des projets de réhabilitation qui sont aussi importants. Rodolphe Pesce regrette que « des grands aient concouru pour le siège du conseil général, mais au vu de ce qu'ils ont proposé, on a l'impression qu'ils ont fait travailler des sous-fifres ». Il est aussi plus difficile de faire évoluer le projet d'un grand nom que celui d'un architecte local. « Ils sont entêtés comme des bourgeois, tant ils croient à leurs idées », affirme Pierre Mauroy, qui a réussi à faire modifier « l'ennemi », plan d'aménagement du quartier de la gare imaginé par le néerlandais Rem Koolhaas : « Il creusait trop sous la gare sous prétexte que les cinquante-dix trains quotidiens devaient encaisser dans la place. L'idée était excellente mais trop coûteuse. J'ai dû lui enlever l'excès. » Georges Frêche n'est pas de cet avis : « Je ne touche pas aux plans d'un artiste. On ne fait pas refaire son tableau à Léonard de Vinci. »

La « stérification » gonfle aussi les budgets – de 10 % à 30 % selon certains élus. Ce que nie Georges Frêche : « En douze ans, Bofill n'a pas dépassé son budget. C'est un de ceux qui construisent le moins cher. Avec Antigone et ses 40 % de logements sociaux, on a réussi à construire des HLM au centre-ville. »

Revers de la médaille, le maire, auréolé de son pouvoir de décision, est soumis à des pressions multiples. Les tentatives de corruption d'abord. Peu acceptent d'en parler ouvertement mais le mécanisme des financements des campagnes électorales est désormais bien connu. Pour Paul Chemetov, « il y a forcément plus de corruption. La décentralisation de la dépense entraîne l'augmentation de la dépense. Les entreprises ne sont pas naïves ». La pression des usagers est, elle, bien plus forte qu'il y a dix ou quinze ans, via les associations de quartiers : « Quand on construisait une école, personne ne se souciait de sa forme. Ça devait ressembler à une école. Aujourd'hui, on ne compte plus les demandes d'explication et les protestations », explique Rodolphe Pesce. A Aix, Jean-François Picheral insiste sur l'implication de la population : « On ne peut pas présenter n'importe quoi. »

Les architectes sentent bien le poids de ces pressions : « Le projet n'est pas plus fragile, il est ralenti », explique Paul Chemetov. Les négociations sont plus longues, mais finalement ce temps perdu est nécessaire. Autre pression, celle des architectes locaux, qui acceptent difficilement de voir leur pré carré piétiné. Même par des célébrités. Certains s'y retrouvent, impérativement associés par la municipalité aux architectes choisis. « Ils deviennent des sortes d'imprésarios et assurent le service local après vente », explique Paul Chemetov. « Ils permettent aussi aux architectes venus de l'extérieur de garder les pieds sur terre », ajoute Jean-François Picheral.

Pour les maires, un bon projet est celui qui allie esthétique, fonctionnalité, bonne insertion dans le quartier et respect des budgets. Mais les philosophies sont fort différentes quand il s'agit du rôle assigné à l'architecte et au bâtiment. Faut-il bouleverser la ville ou simplement l'aménager ? L'architecture doit-elle se plier à un plan d'urbanisme strict ou au contraire faire bouger les choses ? Le bâtiment est-il un monument ou a-t-il d'abord une fonction sociale ? Comment concilier les valeurs historiques et les nouveaux quartiers ? Michel Noir affirme qu'« il ne faut pas substituer l'architecture à l'urbanisme ». Nîmes, Aix et Strasbourg sont partisans de la douceur.

En choisissant Oriol Bohigas comme urbaniste pour le quartier Sextius-Mirabeau (25 hectares), Jean-François Picheral parle de « l'harmonie ». L'architecte catalan veillera à l'intégration du quartier à la limite de la vieille ville avec Richard Meier (salle de spectacle et Palais des congrès), Gregotti et Portzamparc (logements et bâtiments administratifs). « Le projet de Bohigas n'est pas révolutionnaire, mais plein de tact, proche des gens. Il a « vécu » la ville, il a pensé à l'orientation du mistral, à l'ensoleillement, à l'importance d'un quartier semi-piéton. Il a compris Aix », affirme le maire de la ville. On constate le même souci à Strasbourg. « Aux architectes de se couler dans le tissu urbain », affirme Catherine Trautmann, qui a chargé Gregotti de « penser » l'urbanisme de la place de l'Etoile. J'ai plus une approche d'habitant que d'élue, j'ai donc refusé les tours qu'on voulait implanter place de l'Etoile, car le seul repère élevé qui doit rester, ici, est la cathédrale. Nous ne sommes pas là pour nous faire plaisir, mais pour que le centre-ville

regagne ses habitants. » Avec son projet de tour, François Geindre s'était lancé à Hérouville dans l'architecture-spectacle.

« Le risque est de privilégier l'image par rapport au contenu. Mais je préfère ce risque à la disparition de la fonction architecturale qui est aussi une fonction de rêve. On ne fait pas une ville sans la rêver et en l'abandonnant aux urbanistes et aux géomètres. » Georges Frêche, tout en affirmant qu'« une architecture sans urbanisme, c'est la pagaille », a tenté de fabriquer un second centre-ville – le fameux quartier d'Antigone. « L'Histoire montre que les cités ont été plusieurs fois détruites, il ne faut donc pas hésiter à raser et à reconstruire. » Et de défendre l'architecture néoclassique de Bofill : « Certains évoquent à son propos Mussolini ou Speer, l'architecte de Hitler. C'est stupide. Moi, je pense à la Crète, aux Grecs. 60 % des gens aiment ce qu'a réalisé Bofill. »

Pierre Mauroy défend également « un urbanisme de rupture », dont le projet de Rem Koolhaas est l'illustration. « Le choix était simple : ou bien s'étaler sur 1 kilomètre et faire de l'architecture horizontale, avec le risque d'avoir un sac de nœuds conventionnel, ou bien faire un projet ramassé sur les 400 mètres qui séparent l'ancienne gare de la gare TGV, afin de dégager un parc

de 10 hectares. J'ai choisi cette option, avec deux ou trois tours de 90 mètres qui seront un signal, moins élevé cependant que le beffroi de Lille. Koolhaas a gagné le concours à l'unanimité. Il pensait être recalé car il proposait une solution provocante par rapport à l'histoire de la ville, bâtie essentiellement aux dix-septième et dix-huitième siècles. La population est plus vigilante quand il s'agit du respect de la ville ancienne. Nous avions un projet audacieux pour la place de la cathédrale : une flèche de verre, plus haute que l'église, pour plaquer la modernité sur le dix-neuvième siècle. L'évêché était d'accord. Mais on a dû reculer devant l'hostilité des Lillois. »

Paul Chemetov donne une autre version de la liberté offerte au maire de bouleverser sa ville depuis la décentralisation : « Tout a basculé. Comment concilier un pouvoir local, quasiment sans limite, avec le principe d'une République une et indivisible ? Le malaise vient d'une confusion entre les pouvoirs et les possessions. Qu'est-ce qui relève de la communauté nationale et de la collectivité locale ? Si la France se transforme en un amalgame de cantons bosniaques, la vie politique va devenir difficile. »

MICHEL GUERRIN

Les avantages de la page blanche

JEAN-JACQUES FOURNIER est maire de Moissy-Cramayel, une des dix communes de la ville nouvelle de Sénart. Il est également président du syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), qui réunit les élus des différentes communes. Son rôle, qu'il nous explique ici, est d'autant plus complexe qu'il doit accoucher d'une agglomération nouvelle, respecter les volontés des communes et batailler avec l'Etat.

« A Sénart, les choix en matière d'urbanisme et d'architecture sont particulièrement complexes, car ils dépendent d'un établissement public, qui représente l'Etat, et du SAN, qui représente les dix communes de la ville nouvelle. Nous devons décider ensemble. L'établissement public est plus soucieux du court terme, nous du long terme. Pour le concours international que nous avons lancé en 1987 sur le futur centre-ville de Sénart, nous voulions des études, mais elles coûtent cher et n'ont pas de retour immédiat. Nous sommes donc engagés dans une bataille permanente, confuse, qui parfois nous échappe. Le grand stade en est l'illustration. Un grand groupe travaille avec Dominique Perrot pour l'implantation de ce projet à Sénart. Mais on sait qu'il y a de fortes pressions politiques pour que cet équipement aille s'installer à Nemours. »

« Pourtant, nous avons de la chance. Nous n'avons pas à nous soucier des contraintes d'un centre historique et nous pouvons éviter les erreurs des autres villes nouvelles, françaises ou étrangères. Pour les 35 000 à 40 000 habitants du futur Sénart, il faut une ville lisible, avec un centre unique, des places, des grands axes et

des rues secondaires. Les dix communes deviendront des quartiers. Ce projet doit être ambitieux, sinon les vedettes de l'architecture que nous faisons travailler ne viendront que pour des raisons alimentaires, sans investissement personnel. Ce n'est pas aujourd'hui le cas : le centre commercial Francilia, réalisé par Jean-Paul Viguier, sera de qualité. »

« Mais on ne construit pas une ville en juxtaposant des « monuments » qui sortent de toutes les manières, trop coûteux pour nous. Il faut donc privilégier la qualité des matériaux par rapport à la complexité des formes. Pour l'Hôtel de la Communauté, Stenias Fisser voulait un bâtiment ovale : très beau, mais trop cher. On lui a demandé de retravailler son projet qui a évolué pour devenir un rectangle, avec de la belle pierre à 4 000 F le mètre carré. »

« Nous obéissons aux règles des marchés publics : la pratique du concours est donc systématique. Si je préside tous les jurys – c'est le SAN qui paie –, je ne vois jamais contre la volonté d'un maître. Ce système est souvent décevant. Les élus sont mal formés : la plupart ne savent pas lire les plans. Le climat des jurys est plus passionnel que rationnel. D'habitude, les vraies solutions n'emportent pas la décision : neuf fois sur dix, le jury a déjà son poulain. Il serait sans doute préférable de pouvoir travailler avec une équipe perchée parce qu'on la connaît. Un bon bâtiment, c'est un bon architecte, mais aussi un maître d'ouvrage qui sait ce qu'il veut. »

M. G.



photo de Guy Le Querrec présentée dans le cadre de l'exposition Architecture et lycées en Ile-de-France au Palais de la Découverte.

1986-1992 : 66 nouveaux lycées construits

Etre bien dans son lycée, c'est essentiel pour réussir. Depuis 1986, le Conseil régional d'Ile-de-France améliore la qualité de vie des lycéens. En six ans, 66 nouveaux lycées ont été ouverts, 103 000 places créées, 350 rénovations programmées.

Plus de 16 milliards de francs ont été investis hors programme de rénovation pour atteindre cet objectif et assurer des filières de formation adaptées à l'emploi. Le Conseil régional d'Ile-de-France contribue ainsi au développement de la polyvalence des établissements, pour regrouper enseignements professionnels, technologiques, et généraux. Parce qu'être bien dans son lycée, c'est aussi être bien dans la vie.



COULEURS
D'AUTOMNE
AVANT L'HIVER

par François Chaslin (*)

Le climat en architecture est étrange. Partout, mûrissent de beaux fruits alors qu'inexorablement monte pourtant l'inquiétude. Les écoles vont mal et dans des locaux souvent sordides les enseignants remâchent à l'infini leur amertume, leurs espoirs depuis longtemps fanés, leur crainte de partir bientôt à la retraite sans le sou, tandis que l'administration tente vainement de redonner une structure à leur marais déprimé, d'accorder à quelques-uns d'entre eux seulement, faute de crédits, des perspectives de carrière. Mais à quoi bon ce bricolage, quand c'est toute une génération de professeurs qui désespère ?

L'édition va plus mal encore. C'est l'un des symptômes de la crise ambiante, mais le signe aussi de ce que les architectes refusent une fois de plus ce qu'ils considèrent encombrer l'esprit inutilement, c'est-à-dire l'histoire, les sciences humaines, les disciplines «soixante-huitardes» et plus généralement tout ce qui est perçu comme brimant la créativité et l'émergence du nouveau.

Bref, c'est la crise, cette érise à laquelle ils ne croient guère bien que leurs confrères des États-Unis ou de Grande-Bretagne l'aient perçue depuis plusieurs années déjà. Elle tardait à s'apaiser sur notre pays, divers mécanismes régulateurs permettant de reporter les échéances, de freiner la soudaineté des phénomènes économiques. On sait qu'ici «quand le bâtiment va, tout va». Et voici que le bâtiment est au plus mal. Les mises en chantier ont diminué de 20 % cet été et l'année 1993 sera plus dure encore. Le ciment se vend moins, ce qui ne relève pas des seuls excès de l'architecture de verre et d'acier.

Cette crise atteint les architectes en pleine frénésie. Rarement ils avaient été aussi vibrants que ces derniers temps, aussi actifs, courant çà et là déposer les marques de leur inventivité, ces formes en ailes d'avion, ces toitures inclinées, ces éperons de fer, ces verrières obliques, ces toiles, ces bastinges colorées, tout l'attirail un peu éblouissant qui habille en moderne leurs constructions comme le pantalon à pattes d'éléphant avait pu être, durant quelques saisons, le *ne plus ultra* du moderne.

Crise de la commande, crise de l'emploi en attendant que vienne sans doute la crise morale. Où en est cette année le débat, alors que pointe peut-être la débâcle ? Eh bien ! la querelle continue, à grands coups d'exclusives parfois, entre les vrais modernes et les

Les architectes vont mal. Ils ne lisent plus guère. Ils démarquent, press-book sous le bras, des clients qui se font rares, puis s'en retournent et, perchés sur leur planche à dessin ou bien se morfondent.

authentiques, maintenant que sont quelque peu rentrés dans l'ombre (mais pour combien de temps ?) toutes les tendances antimodernes, les postmodernes et les historicistes d'autrefois, et ces scrupuleux analystes de la ville qu'on appelle en jargon les typo-morphos.

D'un côté campent donc les modernes orthodoxes, modernes «authentiques» que leurs ennemis taxent volontiers d'académisme et d'archaïsme. Assez nombreux dans la jeune génération, ce sont ceux qui poursuivent la recherche entreprise avant la guerre par Le Corbusier et consorts. Ils pensent que l'architecture doit d'abord travailler en elle-même, qu'elle vise notamment à élaborer des espaces. A eux, la géométrie blanche, souvent de béton, et l'obsession de la lumière naturelle. A eux, la plasticité puriste des formes soigneusement agencées. A eux, une manière très contrôlée qui nous a valu cette année quelques belles réalisations : près du pont Mirabeau, le siège de Canal Plus du New-Yorkais Richard Meier ; non loin de lui, l'ensemble d'ateliers d'artistes du virtuose Mies van der Rohe ; surtout, à Péronne, le splendide Musée de la Grande Guerre d'Henri Ciriani.

Face à cette tendance s'agit la cohorte plus bigarrée des modernes hétérodoxes, les modernes «véritables». Ils se situent souvent dans la mouvance de Jean Nouvel. Ils veulent échapper aux limites d'une architecture concentrée sur sa propre logique et travaillent plutôt à en subvertir les règles, à faire naître des registres d'émotion qui s'inspirent des développements récents de la sensibilité contemporaine (art minimaliste ou conceptuel par exemple, mais aussi art povera, cinéma ou littérature). Ils souhaitent que l'œuvre soit d'abord «sens» (quand ils ne disent pas bizarrement «concept»), ne croient plus guère au beau et au vrai, mais se jettent dans une quête incessante de la nouveauté, adhèrent aux multiples dimensions du présent, se déclarent tout à fait dépourvus de nostalgie et, en quelques cas, paraissent cultiver les paradoxes. Superbe chef-d'œuvre du genre, la curieuse maison particulière qu'a construite l'an dernier à Saint-Cloud l'architecte

néerlandais Rem Koolhaas. Il y a un désir de matérialité chez les premiers, un souci de l'espace, de sa fluidité et de ses manifestations physiques, volonté qui parfois se mêle à une aspiration à plus de complexité, à un certain baroque même chez Henri Gaudin, parfois encore à une attention à la forme urbaine, très sensible chez Christian de Portzamparc, lequel achève cet automne la sculpturale cité musicale de La Villette et le réaménagement du Musée Bourdelle.

Gaudin déploie aujourd'hui des envois de verrières sophistiquées qui le rapprochent de la matérialité plus légère et finement technique qui s'est répandue, souvent dans la veine du *high tech* anglo-saxon, et dont témoignent les logements de Renzo Piano, rue de Meaux, ou la gare du funiculaire de François Deslaugiers à Montmartre, parfois plus éthérée et chargée d'aura poétique, comme dans les très élégantes serres que Patrick Berger vient de terminer au jardin Citroën.

Mais d'autres aspirent ouvertement à l'immatérialité. Une fameuse exposition à Beaubourg en avait semé le virus il y a quelques années. Ils développent un goût du virtuel, souvent nourri aux pensées de Baudrillard et de Virilio, un goût de la transparence enfin qui peut faire naître de fort belles œuvres mais qui parfois ne conduit guère plus loin que chez Saint-Gobain. Cette manière «transparentiste» devrait trouver son

rôle social de leur métier. Et c'est le paradoxe du moment que l'époque ait pu paraître aussi enjouée, que les œuvres aient à ce point foisonné, parfois surabondantes, trop diverses, exhibitionnistes et constituant à certains égards un agaçant bric-à-brac, et qu'en même temps des préoccupations plus essentielles se soient évanouies.

Dans l'urbanisme, on a le sentiment que rien ne procède plus vraiment du plan, de la culture et des techniques des architectes, ni des urbanistes d'ailleurs. La ville est en proie à des actions ponctuelles, spectaculaires et médiatiques. Il est politiquement plus rentable de détruire par implosion tours et barres des années 50, que d'élaborer un projet abstrait, long à mener, difficile à financer et dont rien ne prouve qu'il puisse vraiment pallier le mal de vivre. Fin septembre encore, c'était au Val-Fourré. Puis 15 étages, à Dijon-Epière. Il existe une véritable politique-spectacle de la destruction qui a pour partie remplacé les inaugurations et flâneries et rubans tricolores d'autrefois.

Le développement social des quartiers et la croissance économique des régions passent par des méthodes nouvelles. Ce sont les gens de marketing, les conseillers politiques, les inventeurs de stratégies commerciales et d'image de marque, les pourvoyeurs



Manifestation des étudiants en architecture de Paris-Belleville devant l'Arche de la Défense (1992).

accomplissement dans les travaux de Dominique Perrot et Francis Soler, les auteurs des deux derniers grands projets mitterrandiens, la Bibliothèque de France et le Centre de conférences du quai Branly. Ce sont là des adeptes du geste simple, de l'acte «fondateur», deux architectes qui (outre quelques idées pour le coup un peu simplistes sur le caractère démocratique de cette transparence) préfèrent «travailler avec le vide» pour y poser des objets forts, générateurs de «tension», ce que tentent de faire avec une certaine distinction (minimalistes aussi, mais dans un tout autre genre) Vignier-Jodry et François Seigneur pour le pavillon de la France à l'Exposition universelle de Séville.

Tout irait pour le mieux dans ce paysage contrasté, et l'affrontement des tendances serait un vrai plaisir si les architectes ne commençaient à sentir que l'organisation des villes leur échappe et que, tandis qu'ils explorent telle ou telle voie, se soucient surtout d'esthétique et fournissent la société en édifices de qualité, une de leurs compétences anciennes, l'urbanisme, leur avait largement échappé. Et cela alors même que la banlieue craque et souffre et que toute la périphérie urbaine, le long des nationales, est en proie à la saugerie marchande, aux établissements provisoires, au chaos paysager et social.

Beaucoup d'architectes, soit réalistes, soit fascinés par ces atmosphères urbaines de déréliction, pensent que l'état des choses, le fait «métropolitain» doit nourrir leur démarche. Le chaos est notre futur, estiment-ils ; il faut sinon prétendre l'organiser, du moins l'assumer consciemment et le mettre en scène (certains s'y emploient activement, comme Rem Koolhaas à Lille). Ils déclarent vouloir s'y immerger, y prendre place pour le semer d'événements, de moments singuliers qui lui donneraient du sens, en tout cas l'esthétiseraient.

Dans ce chaos, maints architectes ont vu l'amorce de la ville de demain, d'une ville que la littérature d'anticipation, la bande dessinée ou le cinéma avaient déjà rêvée et dont Hongkong ou telle ou telle ville imaginaire leur semble offrir les fascinantes prémices. Au prétexte que la mégapole japonaise ou Los Angeles participerait du désordre spontané et semblerait pourtant d'une vitalité sans égale, ils veulent faire de l'acceptation du chaos un outil de l'aménagement. L'incertitude devient une technique de composition urbaine, le provisoire et la perturbation le fondement de nouvelles esthétiques. La ville a «exploré», elle est devenue une «nébuleuse», il faut donc «composer avec le chaos et le reconquérir» exprimait récemment Jean Nouvel.

Mais la plupart sont désabusés. Ils ne croient plus au

d'imaginaires urbains prêt-à-l'emploi, les initiateurs de technopoles, de pôles d'excellence et autres pépinières d'entreprises qui font, ou plutôt qui défont sans cesse la ville et, sous le label de quelques architectes du «star system» international, la livrent à des expériences dont ils attendent des résultats immédiats. Partout se sont répandus l'empirisme, le souci du seul lendemain, la quête de l'«effet d'annonce».

L'aménagement sera incontestablement le grand échec de la décennie, même si la notion de «projet urbain» règne souveraine, dans le discours du moins, sans cesse invoquée de manière incantatoire, en véritable langue de bois, notion insincère, parfaitement creuse, prématurément usée d'avoir été trop employée.

Que peut être le rôle de l'architecture, qui a longtemps prétendu à sa dimension sociale et politique, quand le monde des élus locaux est obsédé par l'urgence, par le sentiment du danger et qu'il se montre prêt à tout lâcher au profit d'une amélioration rapide de l'emploi et du développement économique de la région ?

Que peut l'urbanisme, cette discipline finalement bien idéaliste (toute technocratique qu'elle soit), qui avait l'habitude de parler sur le long terme ? Que peut-elle lorsque la politique est livrée au rythme court des échéances électorales, lorsque partout la citoyenneté s'effondre, que la solidarité ne peut endiguer la montée des discriminations et la constitution des ghettos ?

Qu'est le projet architectural et qu'est le projet urbain quand la société entière est elle-même sans projet ? Lorsqu'elle n'envisage qu'un horizon de brumes, ne perçoit que l'écho des guerres qui se rapprochent, la rumeur du chômage, de la souffrance sociale ou de la maladie ? Qu'est-ce qu'un style, et qu'en a-t-on à faire, qu'est-ce qu'une doctrine architecturale quand la société est sans le moindre optimisme et sans autre idéologie que celles qui sont jour après jour forgées par l'inquiétude ?

Voici pour les architectes aussi une période inquiète. D'abord parce que la crise du travail est là, mais aussi parce qu'ils savent qu'ils n'ont pas les moyens intellectuels de répondre aux questions que leur pose le siècle et qu'ils commencent à sentir qu'ils ne pourront plus se complaire longtemps à ce rôle d'artistes ou d'amuseurs dans lequel ils se sont laissés enfermer. Il ne leur suffit plus d'être dynamiques, chics, inventifs et paradoxaux ; il leur faudra un jour se réactiver sérieusement aux problèmes qui angoissent la société. Mais pour cela, comme il y a vingt-cinq ans, peut-être leur faut-il d'abord traverser une crise.

(*) Rédacteur en chef d'Architecture d'aujourd'hui.

Agenda

La Semaine de l'architecture

Sur le thème «Architecture, art de ville», la quatrième Semaine de l'architecture propose jusqu'au 25 octobre plus de deux cents manifestations dans toute la France. Visites guidées, débats, rencontres, expositions, autant d'occasions de porter un autre regard sur la ville. Principaux rendez-vous à Paris et en Ile-de-France :

- le 21 : opération «portes ouvertes» dans cent vingt agences d'architectes de l'Odéon, du Marais et de la Bastille, de 16 heures à 19 heures ;
- le 23 : «Nuit de l'architecture et du cinéma» à la Vidéothèque de Paris, de 21 heures à 5 heures du matin. Trois programmes seront présentés simultanément dans trois salles : un historique de l'architecture et de l'urbanisme parisiens, un florilège de vidéogrammes réalisés par des étudiants d'écoles d'architecture, la vision des cinéastes sur la ville, au travers de films comme *Mon oncle*, de Jacques Tati, *L'ère industrielle* et *L'ami de mon oncle*, d'Eric Rohmer, ou le *Désordre et la nuit*, de Gilles Grangier (tél. : 40-26-34-30, minitel 3615 VDP15) ;
- le 24 : deux circuits organisés en présence d'architectes et de maîtres d'ouvrage autour de réalisations de la vallée de la Seine et de réhabilitations en banlieue sud (tél. : 45-53-58-58) ;
- le 25 : opération «un bus, un architecte». Plus de trente architectes, dont un bon nombre de célébrités, proposent, chacun à bord d'un bus, des parcours pour découvrir Paris, la banlieue, leurs réalisations et celles de leurs confrères. Le succès de cette opération est tel qu'il est prudent de s'inscrire à l'avance.

* Quatrième Semaine de l'architecture, jusqu'au 25 octobre. Tél. : 40-70-12-93. Minitel : 3616 TELARCH.

Le Salon international de l'architecture

Du 24 octobre au 1^{er} novembre, le Salon international de l'architecture (SIA) prend possession de la Grande

Halle de La Villette. Lieu de rencontre, de présentation et de réflexion sur l'architecture et l'urbanisme, ouvert aux professionnels et au grand public, le SIA 92 accueille 500 réalisations et projets du monde entier, et également :

- un hommage à l'architecte Luis Barragan, lauréat mexicain du Pritzker Price 1980 ;
- une rétrospective intitulée «10 ans d'architecture en Espagne 1980-1990» ;
- une exposition sur les techniques et composantes de pointe utilisées en matière de construction et d'aménagement intérieur ;
- le 26 : journée «portes ouvertes» aux étudiants ;
- le 29 : plusieurs tables rondes sur le thème «Urbanismes et transports».

* Salon international de l'architecture à la Grande Halle de La Villette, du 24 octobre au 1^{er} novembre, de 11 heures à 20 heures en semaine, les samedis et dimanches de 10 heures à 19 heures, nocturnes jusqu'à 22 heures, le 27 et 30 octobre. Tél. : 48-03-22-00.

Les albums de la jeune architecture 1992

Les albums de la jeune architecture ont été créés en 1980 par la direction de l'architecture pour promouvoir auprès des maîtres d'ouvrage les jeunes architectes de talent. Les huit albums de la douzième édition seront présentés à la Maison de l'architecture. Lauréats : Atalanta (Laurent Gouyou-Beauchamps, Dominique Guimard et Philippe Turcey) ; Yves Bathellier et Véronique Fournier ; François Desprez ; Nicolas Desmazères ; Grégoire Bignier et Anouk Legendre ; Memelle Gautrand ; Anne-Françoise Jumeau et Louis Paillard ; Thierry Lacoste et Antoinette Robain ; Florence Lipsky et Pascal Rollet.

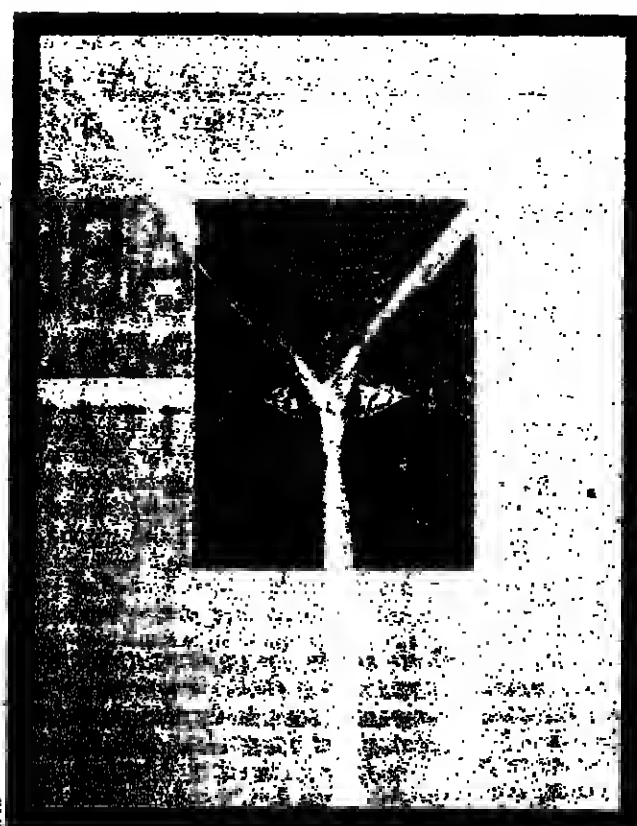
* Exposition du 23 octobre au 28 novembre, Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot, Paris-16^e. Tél. : 40-70-01-65.

Les promesses du marché italien

Cent quarante mille visiteurs sont attendus à la Foire internationale d'art contemporain de Paris, du 24 octobre au 1^{er} novembre. Ils pourront visiter, sous la verrière du Grand Palais, l'un des 161 stands installés cette année par des galeristas venus du monde entier. L'Italie tient la vedette. Dans ce pays bouleversé par les scandales, inquiet de la progression du mark, apeuré par les proclamations de la Ligue lombarde, et engagé dans la tâche difficile de se refaire une crédibilité internationale, les nouvelles provenant du marché de l'art semblent presque rassurantes. Moins dramatiques en tout cas que les données apocalyptiques de Londres, Paris ou New-York.



COL. PARTICULIERE/PAUSA



ADAM ZEFKA/COURTESY, GAL. DURAND-DESSERT



De gauche à droite et de haut en bas : Giorgio De Chirico : « Autoportrait, avec son frère, Alberto Savinio », 1924. Gianni Dessi : « Primo Piano », 1990. Francesco Clemente : « Testa Coda, Heart », 1988-1990. Mario Merz : « Che fare? », 1969.

ROME
correspondance

La crise de l'art contemporain ne s'est certes pas arrêtée aux Alpes. Même à l'ombre du Dôme ou de la coupole de Saint-Pierre, les ventes stagnent, les galeries menacent de fermer, et les collectionneurs, qui remplissaient les salles de ventes à la fin de la dernière décennie, se contentent aujourd'hui de regarder. Tout le monde sait que l'époque des « vaches grasses » est révolue, que dans les années à venir le marteau des commissaires-priseurs ne sanctionnera plus les envolées que l'on a connues il y a deux ans encore. L'art semblait l'emblème d'un bien-être diffus, une nouvelle catégorie de collectionneurs non « avertis » avait fait son apparition, qui confondait tableaux et titres au porteur.

Puis la guerre du Golfe a éclaté, la récession est arrivée. Christie's et Sotheby's ont vu leurs ventes s'écrouler, suivies de près par les maisons italiennes comme Finarte et Semenzato. Celles-ci ont enregistré en 1991 une baisse importante de leur chiffre d'affaires. Semenzato est passé de 100 milliards de lire (380 millions de francs environ) en 1990 à 80 milliards (304 millions de francs), soit une baisse de 20 %, alors que pour Finarte la baisse a été plus importante : 150 milliards (570 millions de francs) en 1989 (une année d'or), 120 milliards (456 millions de francs) en 1990 et seulement 90 milliards (342 millions de francs) l'année dernière.

Cette débâcle est la conséquence d'une crise générale dont, malgré tout, l'Italie souffre beaucoup moins que d'autres, estime M. Francesco Micheli, président de Finarte : « Sur le plan international, le marché a subi les contrecoups de la crise des liquidités qui avait gonflé les cotes de l'art contemporain et des impressionnistes français. En Italie, nous ne sommes jamais arrivés à de tels excès. Aussi, lorsque la crise s'est produite, nous avons subi un ralentissement des échanges sans connaître la plongée américaine. » « Dans notre pays, ajoute Marco Semenzato, l'intérêt du public va plutôt à l'art ancien, où le marché est beaucoup plus stable, la crise a donc été moins grave. »

D'autant plus qu'il existe un monde de collectionneurs privés, amateurs d'artistes « locaux » encore inconnus sur les marchés internationaux. Ces collectionneurs, qui continuent à fréquenter les maisons des ventes de Rome et de Milan, sont restés fidèles à leurs goûts et assurent un flux de ventes continu, même dans les moments difficiles : « Dans les années du boom, ils avaient été découragés par les prix excessifs, et maintenant ils achètent à nouveau », indique Emmanuel Clave, le jeune responsable du département de l'art contemporain de chez Christie's à Rome.

Qu'achètent-ils ? Principalement des artistes italiens qui n'avaient pas atteint des cotes astronomiques, comme Burri, Fontana, De Chirico et les futuristes.

Des peintres tels que Osvaldo Licini, Felice Casorati, Alberto Savinio, Ottone Rosai, Renato Guttuso, peu connus sur le marché international, sont en revanche très appréciés sur le marché italien, ne dépassant que rarement les 200 millions de lire.

Mais attention, ces collectionneurs ne doivent pas être confondus avec les spéculateurs des années 80, qui achetaient avec désinvolture de grandes quantités d'œuvres « vierges » (jamais apparues auparavant sur le marché), accompagnées d'un « pedigree » irréfutable qui en atteste l'importance. « A Rome, l'Ecole romaine est très prisée : les natures mortes de Majak et les portraits de Pirandello sont cotés autour de 40 millions de lire (150 000 francs), explique Cristina Corsini, de la maison Finarte, alors que l'art abstrait est pénalisé : la psychologie particulière des collectionneurs les pousse à rechercher l'art figuratif, considéré comme plus sûr dans les moments de crise. Aujourd'hui, Turcato et Sironi se vendent bien, alors que Fontana ne bouge plus, sa cote s'étant écroulée : des œuvres de grande qualité, qui avaient atteint par le passé la valeur d'un demi-milliard de lire (1,9 million de francs) ne dépassent pas aujourd'hui les 150 millions (570 000 francs). »

Pour faire face à cette « impasse », les salles de ventes sont en train d'élaborer de nouvelles stratégies : miser sur le marché intérieur, en abandonnant les artistes internationaux qui se vendent moins en Italie, et ne présenter que des œuvres de qualité, avec des estimations très basses, pour encourager les collectionneurs. La plupart des galeries d'art partagent l'optimisme timide de Christie's et de Finarte. La baisse des prix a été saluée avec soulagement aussi bien par des directeurs de galeries renommées comme Lucin Amelin – qui a exposé dans sa galerie napolitaine des maîtres tels que Koonellis, Twombly et Paolini – que par les plus jeunes qui ont ouvert, dans les années 80, de nouveaux espaces à Milan, Turin, Rome ou Bologne pour promouvoir des artistes nouveaux. « Le marché italien est différent de celui des grandes places internationales, New-York, Zurich, Paris ou Amsterdam, constate Enzo Cannaviello, directeur de galerie milanais et nouveau président de l'Association des

marchands d'art, parce qu'il propose des prix moyens qui dépassent rarement les 50 millions de lire (190 000 francs) : là où il n'y a pas de gros chiffres, il ne peut pas y avoir de grandes galeries. D'ailleurs l'Italie n'est pas un pays centralisé comme la France, mais une nation morcelée, sans grande métropole. »

Le véritable problème, selon Cannaviello : ramener les gens dans les galeries, seules véritables interlocutrices du collectionneur dans un pays où il n'existe que trois musées d'art contemporain (le château de Rivoli, dans le Piémont ; le musée Pecci, à Prato ; la Galerie nationale d'art moderne, à Rome), dotés d'un budget d'acquisition très limité et ayant une programmation bien différente des rythmes soutenus du MOMA ou du Stedelijk.

« La galerie doit retrouver son rôle culturel originel, en proposant des artistes nouveaux pour réveiller la curiosité du public, toujours attiré par les nouveautés, ajoute Cannaviello. Dans les derniers mois, j'ai vendu uniquement des œuvres de jeunes artistes. Une peinture du Turinno Pierluigi Pusale – 5 millions de lire (19 000 francs) – et une toile du Milanais Marco Cingolani – 7 millions de lire (26 600 francs). A Milan, le cœur économique de l'Italie, on n'est pas très optimiste. « Aujourd'hui le marché stagne complètement, avoue Carlo Guezani, jeune directeur de galerie. Nos collectionneurs sont effrayés par la situation générale. Mais ce n'est peut-être pas un mal : dans les mois à venir il y aura moins d'expositions, mais elles seront de meilleure qualité, et nous inviterons les artistes étrangers à travailler chez nous, puisque nous ne pouvons plus nous permettre d'acheter leurs œuvres à l'étranger. »

Guezani prévoit pour 1993 des expositions personnelles de jeunes artistes italiens : Massimo Kauffmann (un des quatre Italiens présents à l'exposition « Metropolis », Stefano Arienti, Eva Marisaldi et Antonin Cotelani. Sergin Casoli, propriétaire de deux espaces au centre de Milan, a décidé d'imprimer des textes théoriques et des écrits d'artistes, afin de focaliser l'attention sur les fondements intellectuels de l'art. « Le marché est faible parce que les gens ont des idées confuses, explique Casoli. C'est pour cette raison que

je souhaite mettre l'accent sur la nature idéologique de l'art, qui est à la base de la recherche poursuivie par le « groupe de Piombino », le mouvement que j'ai suivi pendant ces dernières années. Il s'agit de quatre artistes qui proposent des œuvres réalisées à partir d'un élément fondamental : l'intervention active du public dans le processus de formation de l'œuvre. »

Même une célèbre directrice de galerie comme Claudia Gianferrari, qui ne traitait, naguère, que des œuvres du début du XX^e siècle, s'est récemment emballée pour de jeunes artistes. « L'art est un acte de foi, pas un simple investissement, explique-t-elle. Je suis très heureuse que les vrais collectionneurs soient de retour. » Dans le nouvel espace qu'elle consacre à l'art contemporain, Claudia Gianferrari propose les abstractions de deux artistes romains, Marco Tirelli et Gianni Dessi – découverts au début des années 80 par le critique d'art Achille Bonito Oliva, – à côté des sculptures en terre cuite du Bolognais Luigi Mainolfi (révélé par un autre critique, Renato Barilli) et des peintures figuratives d'un jeune Espagnol, Carlos Forn Bada. Les prix sont très abordables : de 6 millions de lire (22 800 francs) à 20 millions de lire (76 000 francs) pour une pièce de grandes dimensions.

Un autre marchand italien présent à la FIAC, Toselli, va à contre-courant : il y a quelques jours, il a ouvert une seconde galerie avec une exposition de dessins signés par une femme, Lisa Fonti. Un coup de tête ? « Absolument pas, explique-t-il, seulement l'envie de combattre le manque de confiance général avec des nouvelles énergies. » Toselli, lui aussi, mise sur quelques jeunes tels qu'Augusto Brunetti ou Paola Pezzi, à côté des grandes toiles colorées de Nicola De Maria – le « compagnon de route » de Cucchi et Clemente – et des peintures ironiques de Jan Knapp.

Des nouvelles plus encourageantes viennent de Turin, la ville de l'Arte povera, qui peut compter sur la présence d'une bourgeoisie locale, riche et cultivée, détentrice d'importantes collections depuis les années 50. D'après Tucci Russo, un des galeristes connus de la ville piémontaise, la crise est moins grave que celle des années 70, lorsque le marché stagnait complètement : « Ce début de saison est incertain, mais les acheteurs sérieux achètent, aussi bien des artistes plus jeunes, comme Alfredo Pirri ou Wim Delvoye, que des artistes confirmés sur le plan international, tels que Tary Cragg ou Richard Long. De plus, Turin, grâce à sa position géographique, attire une grosse clientèle étrangère : allemande, suisse, belge et hollandaise. »

LUDOVICO PRATESI

Lire la suite page 39

FIAC

G L O S S A I R E

de l'art italien aujourd'hui

ALPHABET
DES MODERNES

ARTE POVERA

Plus qu'un groupe ou un mouvement, l'Arte povera, littéralement «art pauvre», est un label dont l'inventeur fut le critique et théoricien Germano Celant. Dès 1967, ce dernier s'avise du goût de quelques jeunes artistes pour les matériaux ordinaires, les rebuts et les restes. Plutôt que le marbre ou le bronze, ils emploient la pierre, le bois brut et les objets quotidiens. Quelques expositions internationales affirment alors la cohérence de l'Arte povera, qui fait figure de réponse italienne aux courants du minimalisme et de l'art conceptuel. *Situations et cryptostructures* (Amsterdam, 1969), *Quando le arti diventano forme* (Berne, 1969), la *Biennale di Venezia* (Rome, 1970), imposent plusieurs noms, Giovanni Anselmo, Mario Merz, Luciano Fabro, Jannis Kounellis et Giuseppe Penone. S'ils exposent parfois ensemble, plus souvent à l'étranger qu'en Italie du reste, leurs œuvres n'en demeurent pas moins très distinctes les unes des autres. Seuls points communs, le goût des assemblages hétéroclites, mais aussi la recherche, reconstruite ou cachée, d'une élégance nouvelle, sinon d'une beauté nouvelle.

L'Arte povera évolue dès les années 70 vers une recherche technique très élaborée et volontiers spectaculaire. Giovanni Anselmo dispose dans l'espace, suspendus ou en équilibre précaire, des dalles de granit et des blocs, dont il a grand soin de choisir le dessin et le grain. Giuseppe Penone, adorateur presque païen de la nature, taille et polit des troncs d'arbres avec un souci constant de la couleur, des dissymétries et de la dynamique des verticales. Une anti-esthétique se métamorphose ainsi en esthétique, évolution sans doute logique de la part d'artistes chargés d'une histoire et d'une mémoire très lourdes.

BONITO-OLIVA (Achille)

Le plus illustre des critiques d'art italien contempo-

Cette année, les galeries italiennes sont à l'honneur à la FIAC : vingt-cinq d'entre elles camperont sous la verrière du Grand Palais, représentant douze villes de la Péninsule, tandis que sur le parvis du bâtiment, une sculpture de Giulio Paolini sera installée. Nous présentons ici un petit glossaire de l'art italien contemporain et de son évolution depuis une génération.

rain – et le plus controversé – est né en 1939 près de Salerne et enseigne à l'université de Rome. Après avoir été l'un des défenseurs de l'Arte povera dans les années 70, il est frappé par une révélation foudroyante : les avant-gardes périssent, il faut trouver autre chose. Cette «autre chose», il la nomme fièrement «trans-avant-garde». Si ses tentatives théoriques pour définir le terme n'ont guère abouti qu'à des propositions obscures, ses efforts en matière de publicité et de diffusion ont réussi à merveille, au point de faire de lui, quelque temps, l'une des personnalités les plus influentes du marché de l'art. En 1980, il publie la *Transavanguardia internazionale*, catalogue de tous ceux qui ont été depuis les vedettes, éphémères ou durables, des années 80. On ne saurait cependant le tenir simplement pour une sorte d'«homme-sandwich», ou d'homme d'affaires, de l'art italien actuel. Avant d'accéder à la gloire médiatique, il a été l'auteur d'essais acides et cyniques, au premier rang desquels, en 1976, son *Ideologia del Traditore* (l'idéologie du traître), réflexion sur le maniérisme remarquablement symptomatique.

CHIA (Sandro)

L'un des trois «C» de la Transavanguardia, en compagnie de Francesco Clemente et Enzo Cucchi, et le premier à avoir bénéficié de l'effet Bonito-Oliva, Sandro

Chia est né à Florence en 1946. Après des études artistiques dans sa ville natale, il adopte d'abord les procédés de l'Arte povera. A partir de 1977, il s'en détache cependant. En 1979, une exposition à la galerie Sperone à Rome fait de lui le héros du retour à la figure, aux sujets mythologiques et aux allusions historiques. Combinant souvenirs michelangelesques, références futuristes, allusions à Picasso et à Matisse, ses toiles de très grands formats font scandale. Dès 1981, il est exposé à New-York, puis dans la plupart des musées d'art moderne occidentaux, à Paris comme à Amsterdam. Ses sculptures, des bronzes colossaux, mettent en pratique la même esthétique de la réminiscence et du spectaculaire. La décennie des années 80 est pour lui celle de tous les succès et de toutes les commandes. Elle finit mal cependant : la crise du marché affecte tout particulièrement ce «golden boy» de la palette. Il commence à se dire que l'un de ses collectionneurs les plus enthousiastes, le Britannique Saatchi, a cotépris de se défaire de ses Chia. Le soupçon s'établit, la cote se dégrade et les galeristes qui avaient exposé jusqu'à l'esquisse la plus indigente de Chia montrent de moins en moins d'ardeur à le défendre en Europe. En dépit de cette déconfiture, Chia a bénéficié cet automne d'une rétrospective à Berlin. Résurrection ou fin d'une époque ?

CLEMENTE (Francesco)

Napolitain, né en 1952, Clemente n'a pas, à l'inverse de Chia, reçu une formation de praticien spécialisé. Son éducation doit plus à ses origines et à ses voyages. Latiniste, helléniste, poète, il a brièvement étudié l'architecture à Rome avant de séjourner à Madras, où il s'initie à la philosophie et aux arts indiens. Autodidacte en matière de peinture, il pratique d'abord essentiellement le dessin et l'aquarelle avant de s'essayer à la fresque – à l'évidence sous l'influence des maîtres du Quattrocento.

Son art refuse de choisir entre figure ou abstraction ; il alterne les styles et les techniques. Mais s'il est une constante à son œuvre, c'est la part qu'y tient la poésie. Clemente a exécuté plusieurs «livres d'artistes» et illustré Allen Ginsberg aussi bien qu'Alberto Savinio ou Jorge Luis Borges. A partir de 1983, porté par le succès de la Transavanguardia, il s'établit à New-York et collabore avec Warhol et Basquiat le temps de quelques toiles en commun. En dépit de la notoriété, il demeure un artiste à l'écart.

CUCCHI (Enzo)

Né dans les Marches en 1949, Cucchi a connu la pauvreté et les emplois de fortune avant de se consacrer enfin à la peinture à partir des années 70. De la tradition italienne récente, il retient le pathétique dépourvu d'un Sironi, qu'il interprète à l'aide de procédés explicitement expressionnistes, empâtés en reliefs, gestualité très visible, effets de nocturne ou de clair-obscur

violemment contrastés, paysages désertiques et orageux, symboles macabres, tonalités sanglantes et ténébreuses. Il ne lui déplaît pas de poser à l'artiste maudit. Aussi s'est-il donné souvent Rimbaud pour héros de ses compositions allégoriques.

Quoiqu'il ait été associé à eux par Bonito-Oliva, Cucchi est plus proche par ses procédés et son pathétique de l'Allemand Kiefer que de Chia ou Clemente. Dans les années 80, il a été largement exposé à New-York par Mary Boone et Sperone, et en Europe.

CHIRICO (Giorgio De)

Son fantôme hante l'art italien de ce siècle, dont il demeure le premier héros et la plus troublante énigme. Né en Grèce en 1888, il s'établit à Paris en 1911, en compagnie de son frère Andrea, qui choisit le pseudonyme d'Alberto Savinio. Dès 1912, les paysages urbains de Chirico et ses natures mortes hétéroclites déconcertent la critique – et séduisent Guillaume Apollinaire. Jusque vers 1924, Chirico est une avant-garde à lui seul, admiré par les surréalistes, imité par des suiveurs qui le tiennent pour l'inventeur d'une nouvelle modernité, mélancolique et inquiétante. Ce culte, ces admirateurs, cette légende, Chirico les renie alors. Au nom du retour au «beau métier», il se fait l'élève des Vénitiens et des baroques, son art devient tout de références et de pastiches exécutés avec autant d'adresse que de froideur. Breton l'excommunique, Chirico n'en a cure et poursuit jusqu'à sa mort, en 1978, une œuvre délibérément anti-moderne, poussant l'ironie jusqu'à produire des copies des toiles qui lui avaient valu les suffrages des surréalistes. Cette attitude, à partir des années 80, a pu paraître prophétique, et l'on a vu nombre de trans-avant-gardistes, à commencer par Sandro Chia, citer Chirico et Savinio dans leurs tableaux. A l'avant-garde pure et dure des années 70, ils ont préféré la peinture, le métier et le plaisir de la couleur, comme Chirico les avait préférés à ses propres expérimentations.

FUTURISME

Autre souvenir héroïque, autre énigme, qui s'incarne en Carlo Carrà. Les futuristes, qui se voulaient avant 1914 les peintres de la vie moderne, de la vitesse, de l'électricité et des automobiles traversant sans ralentir les vieilles cités italiennes, se sont métamorphosés après la guerre en élèves respectueux des maîtres d'autrefois et pour certains d'entre eux en admirateurs du Duce. Dès 1916 Carrà se réclamait de Giotto et d'Uccello, avant de se faire le champion d'un retour aux valeurs traditionnelles de la peinture, programme

P O L É M I Q U E

Comment figurer à la Foire

CETTE année, 161 galeries pourront s'abriter sous la verrière du Grand Palais, pas une de plus. Ce ne sont pourtant pas les candidatures qui manquent : le Comité d'organisation de la FIAC, présidé par Denise René, la madone de l'art en mouvement, reçoit environ 2000 dossiers par an. La sélection aura donc fait, en 1992, 1839 désespérés. Comme le «chep-tel» rassemblé sur les bords de la Seine évolue, au fil des ans, sur une surface figée – 15000 mètres carrés d'exposition, balcons compris – il ne suffit pas d'«en être», encore s'agit-il d'y rester : des galeries doivent, régulièrement, «sortir» de la Foire, de gré ou de force, pour faire place aux nouveaux. Les «jeunes» du COFIAC ne sont pas trois comme ceux des engagements, mais onze, chiffre impair qui permet de décaler automatiquement une majorité. Et cette majorité est nécessaire pour qu'un dossier soit accepté.

«A la FIAC, explique Denise René, il n'y a pas de bail à vie». Chaque année, toutes les candidatures sont donc remises en jeu. Mais pour la moitié d'entre elles, reconnaît la présidente, ce n'est qu'une formalité. L'autre moitié fait l'objet de discussions, parfois vives. D'autant plus vives que la présence étrangère (60 % des galeries) est souvent perçue par les galeristes français comme préférentielle. «Que ne proposerait pas le COFIAC pour que certains poids lourds new-yorkais soient présents un peu

EN
OU
ÊTRE
PAS

Malgré la crise, les galeries se bousculent toujours pour figurer à la FIAC. Mais la surface du Grand Palais n'est pas extensible. Et, parmi les vingt mille qui s'étaient portés candidats, cent soixante et un pourront cette année obtenir un stand. Comment et pourquoi a-t-on le droit de figurer à cette manifestation ? Réponse des organisateurs et objections des professionnels.

plus souvent ?», interroge ce marchand parisien. Comment trancher-t-on au milieu de tant de demandes ? «Nous examinons chaque dossier, explique Patrice Trigano, vice-président du COFIAC. Il comporte d'habitude les catalogues des expositions organisées par la galerie, des coupures de presse, éventuellement des propositions de programme pour la FIAC. Une exposition personnelle consacrée à un artiste est toujours bien accueillie. Ensuite, nous votons.»

Pour Denise René, les choix ne sont pas sous-tendus par des engagements esthétiques, «mais le discours des galeries retenues doit être consistant sur le plan culturel. Et puis, celles-ci doivent répondre à l'image qu'on veut donner de la FIAC». C'est-à-dire une manifestation résolument immergée dans les grands courants de l'art contemporain.

C'est ce que lui reproche Alain Blondel, qui défend, du côté de Beaubourg, des artistes «réalistes» : «Après quatre ans de présence à la FIAC, nous avons simplement appris que nous n'avions pas de stand cette année. Sans explication. Nous avons été évincés parce que nous refusions de suivre la ligne de l'Art officiel. Bien sûr, nous n'irions pas naïf au point de ne pas saisir le caractère dérangeant de notre présence au sein de cette grand-messe de l'art du discours sur l'art. Mais nous espérons – au nom du pluralisme vanté par le COFIAC – que cette ambiguïté puisse se maintenir. Je ne suis pas surpris que ce raidissement intervienne en cette année de crise. Le préjudice est considérable pour la galerie. Pour nos artistes aussi.»

Autre exclu, Jean-Pierre Lavignes, qui exerce près de la Bastille : «J'ai été évincé, mais sans savoir pourquoi, au juste. Après cinq années de présence consécutives un groupe d'aimables confrères a décidé que ma galerie n'était plus digne de participer à la FIAC. Je sais que, l'an dernier, au Grand Palais, mon exposition consacrée à Yvon Taillandier a délégué à certains membres du COFIAC. Cette foire tourne maintenant au marché : il ne s'agit plus de promouvoir de jeunes artistes. On vient y acheter des œuvres chères. Ceux qui soutiennent la jeune création sont éliminés.»

Ce n'est pas l'opinion de Philippe Cazeau, associé d'Hervé Oudermatt, dans la galerie qui porte leur nom, rue du Faubourg-Saint-Honoré, absents d'une manifestation qu'ils fréquentent depuis le début : «La FIAC devrait être plus sélective. Exposer des jeunes artistes, c'est très bien, mais il y a le salon Découvertes pour ça. Les gens qui viennent au Grand Palais veulent embrasser l'art

contemporain dans sa globalité. Ici on accepte trop de galeries qui montrent n'importe quoi. Cela fait des années que nous réclamons un stand plus grand – et mieux placé – pour exposer, à la fois, nos classiques – Lam, Matta – et des contemporains ayant déjà une production solide derrière eux – Baselitz, Barcelo. Nous ne l'avons pas obtenu. Nous ne venons pas cette année.»

Galeriste à Paris, rue Guénégaud, et à Bruxelles, Isy Brachot estime que la FIAC «n'est pas une foire, un lieu beaucoup plus professionnel, mais un salon. Le meilleur salon européen, le mieux organisé, qui accueille le public le plus nombreux et permet une véritable initiation à l'art contemporain». Pourtant, il ne sera pas au Grand Palais : «La crise m'a contraint de faire une demande de redressement judiciaire pour ma galerie. Cette demande est un acte de gestion qui permet d'assainir ma situation financière et de discuter avec les banques. C'est dans cet esprit de gestion que nous avons dû renoncer à la FIAC, cette année. En ces temps de crise, les foires et les salons sont trop chers pour nous. La FIAC, c'était bon pour mon image, mais je n'y ai jamais couvert mes frais.»

Ici, le mètre carré est loué 1300 francs, équipé. Pour un stand moyen, il faut compter de 70000 francs à 500000 francs, mais les étrangers ou les provinciaux doivent payer leur séjour parisien et les prix sont alors à multiplier par trois. Les galeries, durement touchées par la récession, peuvent-elles se payer le luxe de passer une semaine au Grand Palais avec le mince espoir de rentrer dans leurs fonds ? «Ce sont les faux frais qui sont chers ici», explique Henri Jobbé-Duval, l'un des responsables de l'OIP, maître d'ouvrage de la Foire depuis ses débuts à la Bastille. Mais les artistes opèrent une forte pression auprès de leurs galeries pour figurer dans une manifestation qui a encore un impact fort.

«Nous avons reçu l'an passé 140000 visiteurs, indique Henri Jobbé-Duval, une diminution de 2 % ou 3 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires effectué sous la verrière était de 200 millions de francs en 1991, – également en baisse. Mais il semble inespéré si on le regarde avec les lunettes que nous portons il y a une dizaine d'années seulement. A l'époque, on ne venait pas à la FIAC pour faire des affaires. C'était la foire la moins commerciale de toutes les manifestations de ce genre. Elle reste d'ailleurs la plus petite foire du monde.» Raison de plus pour «en être» et montrer que, en dépit du pessimisme ambiant, le monde de l'art bouge encore.

E. de R.

JACQUES GAUTIER
Bijoux d'Art
36, rue Jacob – Paris-6°
42-60-84-33

JEANNE
BUCHER
53, rue de Seine
75006 Paris (t) 43 26 22 32
FIAC 92
WILFRID MOSER

KOKOSCHKA
dessins d'écluse
GALERIE LAMBERT ROULAND
42, rue du Faubourg-Saint-Honoré
DU 22 OCTOBRE AU 14 NOVEMBRE 1992

GALERIE MARWAN HOSS
STAND B 12
RIOPELLE
Peintures 1970-1989
FIAC – GRAND PALAIS
24 OCTOBRE - 1^{er} NOVEMBRE

ARTCURIAL, 9 AVENUE MATHIGNON
75008 PARIS TEL : 42 99 16 04
ISABELLE WALDBERG
Sculptures
7 OCTOBRE - 14 NOVEMBRE 1992
FIAC
24 OCTOBRE - 1^{er} NOVEMBRE 1992

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
DES
Le Monde LIVRES

MESSSES
RCHÉ
LIEN

que des artistes tels que Mario Sironi, Filippo de Pisis ou Felice Casorati ont mis en œuvre durant l'entre-deux-guerres. Leur évolution, étrangement proche de celle de Chirico, a donné des arguments aux sceptiques de la modernité.

KOUNELLIS (Jannie)

Né au Pirée en 1936, ce contestataire de toutes les institutions s'établit à Rome en 1956. Dès cette date, par dérision de l'art informel et de l'expressionnisme abstrait américain et français qui triomphent alors, il ne peint que des majuscules et des chiffres sur des pages de journaux ou des planches. De 1965 à 1967, il suspend son activité artistique et, quand il la reprend, c'est pour exposer des sacs de toile remplis de café ou de riz, des naseaux en cage et jusqu'à des chevaux vivants, transformant une galerie en écurie.

A cette phase aiguë de dérision et de provocation succèdent dans les années 70 des œuvres moins surprenantes, assemblages de bois et de métal, panneaux entrecoupés de traverses et de consoles qui dessinent des motifs géométriques. Kounellis semble alors évoluer vers un maniérisme formel parfois rehaussé de symbolisme et de néoclassicisme. Ses œuvres les plus récentes reviennent, en réaction contre ce risque d'édification, à des mises en scène plus brutales. Quatrièmes de bœufs sanglants, matelas et couvertures brûlés, évoquent l'histoire du vingtième siècle et ses tragédies.

MERZ (Mario)

S'il fallait une figure archétypale à l'arte povera, Mario Merz serait cette figure. Né à Turin en 1925, adepte de l'abstraction dite alors informelle dans les années 50, il rompt avec elle bientôt, introduit des néons et des objets ordinaires, dans ses assemblages, et perfectionne de la sorte une stratégie de la provocation esthétique très efficace. En 1968, date symptomatique, il construit ses premiers « igloos », structures hémisphériques de métal recouvertes de branches, de verre ou de débris variés. A partir de cette date, Merz a cultivé la prolifération et la complexité dans les assemblages. On l'a vu utiliser à peu près tous les matériaux et les objets imaginables, de l'automobile en panne au fagot, les peaux de reptile, les coquillages, des meubles et jusqu'à des toiles à peindre — puisqu'il est revenu à cette pratique à la fin des années 70, renouant prudemment avec le dessin et la peinture de ses débuts. Cette proximité, qui peut aller jusqu'au baroque, se double d'une belle habileté dans la mise en scène ou en espace des œuvres. Jeux de lumières, reflets, monumentalité, font la qualité visuelle d'une œuvre qui semble n'avoir ni toute préoccupation esthétique que pour la « restaurer » plus fermement ensuite.

NOUVEAUTÉS

Quelles nouveautés dans l'art italien actuel, après l'arte povera et la Trans-avant-garde ? Il est tentant de distinguer deux courants antithétiques parmi les artistes entre trente et quarante ans.

Le premier, nourri de Kounellis et d'abstraction géométrique, se plaît à élaborer architectures spatiales et constructions très épurées, équilibres de droites et d'obliques, intersections de plans réglées par l'algèbre et la géométrie dans l'espace. A cette école appartiennent Roberto Pietrosanti et Mauro Fucini qui usent tous deux d'acier, de câbles et de verre afin de dessiner dans l'air des volumes parfaits.

Le second pourrait être placé sous le signe de trois artistes, Domenico Bianchi, Giuseppe Gallu et Gianni Dessi, qui exposent parfois ensemble. Tous trois sont essentiellement peintres et élaborent des images qui, un peu à la manière de Clemente, refusent de choisir un parti, citation figurative ou tradition abstraite. Plus que ces classifications, la force de suggestion de la peinture leur importe. Aussi l'emploi de formes symboliques et de titres poétiques leur est-il familier. S'il était permis de prendre un parti, ce serait celui de leur future célébrité hors des frontières italiennes.

PALADINO (Mimmo)

Bien qu'il en ait été l'une des premières figures publiques, Mimmo Paladino a su se dégager de la Trans-avant-garde et de ses afférences. Né en 1898 à Benevento, il doit moins à l'art contemporain international qu'aux primitifs et aux archaïques. Son œuvre, ni abstrait ni figuratif, est symbolique, peut apparaître comme l'un des derniers épisodes du primitivisme.

Visages schématisés, corps blessés ou incomplets, crânes, masques, surfaces griffées, couleurs grumeleuses et sanguines : Paladino cultive un pathétique expressionniste qui, dans ses œuvres les plus récentes, impressionne par sa puissance. Pourtant, il lui arrive aussi souvent de confondre éloquence et grandiloquence.

PAOLINI (Giulio)

L'un des mieux connus en France des artistes italiens contemporains, Paolini ne craint ni de passer pour un cérébral ni de manipuler les citations. Géniois, né en 1940, il a été associé dès sa fondation à l'arte povera, quoique son entreprise relève davantage de l'art conceptuel. Paolini s'est en effet donné pour sujet la réception de l'œuvre d'art plus que l'écriture d'une œuvre propre. Lorenzo Lotto, la sculpture classique, le Quattrocento et le baroque ont été tour à tour ses champs d'exploration, non point pour leur rendre hommage, mais pour s'efforcer de rendre perceptibles les phénomènes de compréhension et de

contemplation des tableaux ou des marbres.

De là l'ambiguïté, et sans doute le charme, de Paolini : ses mises en scène sont riches en miroirs, moules d'antiques, reproductions et fragments. Art conceptuel ou néoclassicisme déguisé ?

PENONE (Giuseppe)

L'écologiste de l'arte povera ; il n'a d'autres sujets et d'autres matériaux que ceux que lui suggère la nature. Né dans le Piémont, près de Cuneo, en 1947, il a d'abord conçu son œuvre sous la forme d'une intervention dans la croissance des végétaux. De cette pratique minimale, il a peu à peu, très lentement, évolué vers des expérimentations plus visibles, mais non moins attachées à ses motifs de prédilection, les arbres, leurs feuillages, la terre, la pluie et le vent. On l'a vu employer le bronze, mais en rubans déchirés noués autour de souches et de rameaux, ou le dessin, mais à l'aide de pigments végétaux, de frottements et de charbon de bois et pour figurer les nervures d'une feuille ou l'entrelacs des branches. Ces dernières années, sans renoncer pour autant à cette poétique panthéiste, il a exposé des pièces de plus en plus complexes et spectaculaires. Aussi Penone, en dépit de l'archaïsme avoué de son inspiration et de ses intentions religieuses, glisse-t-il à son tour vers l'esthétisme et l'élégance — suivant en cela l'évolution générale de l'arte povera.

TRANS-AVANT-GARDE

Qu'est-ce que la trans-avant-garde (Transavanguardia en italien) ? L'invention fructueuse et factice d'A. Chille Bonito-Oliva ? La plus formidable réussite commerciale et médiatique des années 80 ? Un authentique mouvement artistique, d'une cohérence ? Il faut se garder de choisir entre ces hypothèses, car la trans-avant-garde a été tout cela à la fois, et encore un événement aussi bruyant qu'éphémère, une révolution sans lendemain et, plus sérieusement, l'occasion pour quelques peintres de se révéler.

Car c'est de peinture qu'il s'agit. Contre le règne fatigant du monochrome et de l'angle droit, contre la réduction des beaux-arts à leur plus simple expression, un trait, un mot, ou rien du tout, un critique et des peintres ont entrepris de restaurer la couleur, la figure, l'histoire, la mythologie et le plaisir de l'œil. Sur des toiles de plus en plus vastes, multipliant empâtements, dissonances chromatiques, allusions et citations de toutes espèces, Chia, Clemente, Cucchi, Paladino, De Maria, Longobardi, Tafiorelli, leurs contemporains et leurs émules ont popularisé un art

chamarré et décoratif qui a séduit d'autant plus vite qu'il s'opposait au puritanisme américain. Surprise, onirisme et sexualité étaient privilégiés, au nom d'une doctrine qui définissait la peinture comme « *accidentalité non planifiée qui rend chaque œuvre différente de l'autre* » (A. Bonito-Oliva).

Très vite parvenue à la notoriété, diffusée par les musées européens et américains, la Transavanguardia s'est voulue bientôt un mouvement international, et son promoteur principal a tenté de fédérer sous le signe de la peinture retrouvée. Outre les Italiens, les néo-expressionnistes allemands et norvégiens, Kiefer, Lipertz, Polke, Kirkeby, le *bad-painting* à la manière de Combas et Di Rosa et les peintres américains au goût du jour, Julian Schnabel, David Salle ou Jean-Michel Basquiat. Dix ans après, il reste à vrai dire peu de chose de ce mouvement. Les peintres italiens plus jeunes le considèrent avec quelque méfiance et refusent tout embrigadement. L'effondrement du marché a frappé durement des cotes qui avaient bénéficié jusqu'à d'un taux de croissance très élevé. Ne demeurent que ceux dont l'œuvre est indépendante des slogans et de la réclame. C'est le cas d'un Clemente, peut-être d'un Paladino.

ZORIO (Giberto)

Chez Sperone, dès 1967, Zorio, alors âgé de vingt-trois ans, exposait des œuvres délibérément instables et variables, surfaces enduites de chlorure de cobalt qui changent de couleur quand change le taux d'humidité de l'air, colonnes où l'eau, en s'évaporant, dépose des croûtes de sel, chambres à air qui, en se dégonflant, changent de forme. C'était manifester éloquentement l'une des idées-forces de l'arte povera, que l'art est chose fragile, sinon éphémère. C'était aussi trahir un goût prononcé pour un art savant, sinon scientifique, fondé sur la physique et la chimie et non sur la tradition des musées. Ce goût, Zorio n'a cessé de le satisfaire depuis, usant d'aimants, d'éclairs électriques, de lumière noire, de néons, de tubes de verre et de signes cabalistiques ou symboliques. Dans des creusets et des urnes de terre cuite, des pigments et des poudres s'accumulent. Dans l'air, sont suspendues les cornues et les condensateurs d'un ne sait quelle alchimie hermétique. L'Arte povera, dans l'œuvre de Zorio, se métamorphose en magie des matériaux, hommage aux cabinets de curiosité du Moyen Âge et mise en scène d'un laboratoire énigmatique.

PHILIPPE DAGEN

LES PROMESSES DU MARCHÉ ITALIEN

Suite de la page 37

La région de Venise est aussi une bonne place : beaucoup de petits entrepreneurs s'intéressent à l'art contemporain. « Malgré la crise, je suis optimiste », confie Hélène De Francibus, du Studio La Città à Venise. Les collectionneurs moyennement fortunés continuent d'acheter des œuvres de jeunes qui ne dépassent pas les 5 millions de lire (19 000 francs). C'est pourquoi j'ai amené à la FIAC des œuvres pas trop compliquées qui peuvent aussi éveiller la curiosité des Français.

La situation est stationnaire à Naples, place forte d'un marché limité mais très attentif, développé autour des deux galeries les plus importantes de la ville, celle de Lucio Amelio et celle de Lia Rumma. « Notre stratégie pour faire face à la crise, dit-on chez le premier, est née en janvier avec une série d'expositions consacrées à la commedia dell'arte, accueillies d'emblée avec un grand intérêt par les artistes. Nous avons présenté Vedova, Kounellis, Paolini et Baselitz avec un grand succès public et critique. Grâce à leur prix bas, les nouveaux artistes sont les favoris, en ce moment. »

A Rome, les affaires ne vont pas si mal, même pour les nouvelles galeries comme celle de Valentina Moncada. « La province est une des ressources de l'Italie », affirme-t-elle. On y trouve de très belles collections dans les endroits les plus isolés, amoureusement entretenues par des professionnels qui achètent avec passion des œuvres importantes, même si c'est pour les ranger dans un garage. « Dégagée de tout lien avec la Bourse, protégée par la coupole de Saint-Pierre, privée d'une bourgeoisie cultivée, Rome accueille des collectionneurs plus prudents et plus tranquilles, moins « hystériques » que ceux de Milan. Ici, l'achat d'un tableau se fait encore avec la mentalité de l'Italie paysanne. »

reconnait Cleto Pulcinella, qui a présenté dans son espace romain des expositions de Lupertz, Penck, Cucchi, Beuys et Tappin, loin du « *diktat* » des modes culturelles. « L'œuvre fait partie du patrimoine de la maison, et une fois qu'elle est accrochée au mur, personne ne l'enlèvera plus. »

Gian Enzo Sperone, qui se partage entre Rome et New-York, taxe la capitale de provincialisme : « La bourgeoisie romaine aime le confort, les bateaux, les voitures de luxe, et ne s'intéresse pas à l'art contemporain. » Sperone, qui a eu un espace célèbre à Turin dans les années 60, où il exposa le premier des artistes de l'arte povera, note qu'il y a une différence fondamentale entre les deux villes : « Les Turinois considèrent l'art comme un vecteur de connaissance, et non pas seulement comme un statut symbolique. C'est la raison pour laquelle une galerie comme la miene, consacrée aux avant-gardes européennes et américaines, n'a pas le statut qu'elle devrait avoir dans une ville comme Rome. »

« Ici on vend bien les artistes historiques », ajoute Manuela Oddi Baglioni. Vis-à-vis des jeunes, il y a une certaine méfiance, qui ne peut être dépassée que par une promotion sérieuse de l'artiste par la galerie, en particulier à travers les foires internationales. A la FIAC, les marchands romains ont choisi deux options. D'une part, les grands maîtres tels que Rauschenberg (présenté par deux galeries, Sperone et Li Gabbiani), Beuys et Masson (par Cleto Pulcinella), Giacomo Balla (par Spravieri). De l'autre, les « *nouveaux* » : Licia Galizia, qui présente quelques installations poétiques chez Mara Coccia, et un groupe de jeunes chez Oddi Baglioni, tous à moins de 15 millions de lire (57 000 francs).

Quel est l'effet de la crise économique sur le travail des artistes ? « Sûrement salutaire, prétend Angela Vattese, critique d'art de Sole 24 ore, car elle balayera tous les épigones qui proliféraient pendant les années 80. Aujourd'hui, nous assistons à une « *ruie* » esthétique : les sujets idéologiques liés à la complexité de notre temps remontent à la surface : les relations ethniques, la survie physique, la violence, les nouveaux nationalismes. Les œuvres des artistes ne sont plus des objets, comme dans les années 80, mais des fragments souvent privés de matérialité, et par conséquent peu vendables. » Les artistes ne se sentent plus contraints par le marché, ajoute Carolyn Christy-Balagiev, correspondante en Italie de Flash Art International, et leur travail se fait donc, en partie, hors des galeries, dans les revues, dans les espaces autogérés, dans les vitrines des magasins. En ces temps difficiles, après avoir rempli les musées et les galeries, l'art, à nouveau, s'expose sans complexe.

LUDOVICO PRATESI (critique d'art du quotidien La Repubblica)

COLLECTION : Fondation Peter Stuyvesant

L'art dans l'usine : 30 ans de collection

Plus de 60 tableaux de la collection Peter Stuyvesant sont exposés à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts à partir du 21 octobre 1992.

En 1960, la Fondation Peter Stuyvesant est créée dans le but d'acquérir des œuvres d'artistes contemporains destinées à être exposées dans les usines et sur les lieux de travail.

Aujourd'hui, la collection Peter Stuyvesant rassemble environ 1 000 œuvres d'artistes originaires de 37 pays différents.

C'est une partie de ces œuvres qui seront exposées à Paris, à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts, poursuivant ainsi leur tour d'Europe des musées.

21 OCTOBRE - 20 DECEMBRE 1992

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES BEAUX-ARTS
11, QUAI MALAQUAIS - PARIS 6^e
TOUS LES JOURS DE 13 H A 19 H
FERME LE MARDI

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

→ du rap et du jazz, c'est de la poésie et de la musique, et c'est très frais, à ne pas laisser aller.

Le 25, Elysée-Montmartre, 19 h 30, 105 F.

Indigo Girl

Elles sont extraordinaires, douces et bizarres, courageuses et modestes. Seuls les gens de courte vue pensent qu'elles font du folk à l'intention des dames en jupe longue à fleurs. Les autres savent que leurs chansons sont pleines de pièges irrésistibles.

Le 26, Espace Ormoy, 19 h 30. Tél. : 42-55-67-57.

Marva Wright and the BMW's

Marva Wright aime à dire - citant Howlin' Wolf - qu'elle est « construite pour le confort, pas pour la vitesse », et c'est vrai que son timbre, ample et chaleureux, vaut bien son tour de taille. Gospel, blues, rhythm'n'blues, la chanteuse de la Nouvelle-Orléans sait tout faire, et bien.

Les 28 et 27, Jazz Club L'Orléans-Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-60-30-42.

Festival

EMO SON à Bourges

En deux jours on entendra du rock (les Edmonds, les French Lovers, alternatifs français), du jazz (Françoise Monnot, du même métal) et du théâtre (enfin, une espèce de théâtre) et des artistes, le tout proposé par l'une des associations les plus dynamiques à encore exister en France.

Les 23 et 24 octobre, Bourges, Théâtre Jacques-Cœur, 800, soirée, Forêt 2, soirée, 100 F. Renseignements, tél. : 48-66-17-27.

Tournées

Bob Brozman

Enceinte de blues, musique hawaïenne, jazz des années 20, Bob Brozman apprendra deux ou trois choses aux plus savants.

Le 22 octobre, au Théâtre de Chartres, 21 heures, 84 F. Le 23, Marseille, Espace Julien, 21 heures, 100 F. Le 24, Toulon, Espace Comedia, 21 heures, 80 F. Le 25, Annecy, la Négociant, 18 heures, 50 F. Le 26, Villeneuve, Théâtre Bonneton, 20 h 30, 80 F.

Les Négresses vertes

L'essence de ce qu'il y a de plus drôle, de plus dardant, de plus vigoureux dans les musiques qui se pratiquent en France (musique, rap et flamenco compris), avec en prime le funk gracieux de Prince et Erika, qui assure la première partie.

Le 22 octobre, Béthune, salle Orléans-Palais de la Retenue, 20 heures, 100 F et 120 F. Le 23, Lille, Théâtre Sébastopol, 20 h 30, 137 F. Le 24, Soest, salle polyvalente, 21 h 30, 126 F. Le 25, Mulhouse, Palais des Sports, 17 heures, 80 F et 100 F.

Les Casse-Pieds

C'est pour rire, bien sûr, mais c'est quand même du rock, simple et réjouissant.

Le 23 octobre, Limoges, l'Auditorium, 23 heures. Le 24, Paris, Palais des Expositions, 20 h 30, 70 F. Le 25, Hénin (62), (demi-finale du Printemps de Bourges), salle Eden, 17 h 30, 40 F.

Leon Redbone

Le musicien à remonter le temps se produit dans le plus beau music-hall parisien. Un abaissement logique, autant que la tournée qui amène ses évocations de l'Amérique d'avant le rock dans toute la France.

Le 22, Festival Nancy Jazz Pulsations. Le 23, Elancourt, Cino 7 Mars. Le 24, La Haye, la Voleur, 20 h 30, 80 F. Le 25, Paris, l'Olympia, 20 heures, 160 F. Le 26, Berlin, Festival du 810.

Chanson et musiques du monde

Kent

L'ancien leader du groupe de rock Star-butter devenu chanteur français compose aujourd'hui de jolies mélodies et de beaux textes. Après l'album *Tous les hommes* (chez Barclay) et quelques balades d'essai sur de petites scènes au festival (les Francofolies), Kent le Lyonnais installe son spectacle un peu trop sage au Café de la danse.

Ou 21 au 24, Café de la danse, 20 heures.

Ensemble Al Kindi

Un chanteur, chef de la confrérie des derviches tourneurs de Damas, est venu renforcer les rangs informels de l'Ensemble Al Kindi, fondé par le musicien français Julien Weiss, virtuose du kanoun, la citare arabe. Avec un joueur de tambourin égyptien et un grand maître du *ney*, la flûte en roseau d'Asie Mineure, venu de Damas lui aussi, l'Ensemble présentera un répertoire de chants et de musiques soufies de Damas.

Le 21, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Malavoi

Vingt ans déjà, vingt ans de concept de renouveau antillais à base de traditions dansantes, de valse créole et de violations de bal populaire. Les concerts du Bataclan sont un hommage à la Martinique, qui sait chanter, rire, se soulever, avec invités surprises parmi ceux que l'on retrouve dans l'album anniversaire (*Lire la chronique en page 42*).

Le 23, Bataclan, 19 h 30. Tél. : 47-00-30-12.

Tangofon

Cinq Argentins ont assimilé pour eux très belle exploration du répertoire tango, pas seulement par le tango, mais aussi par les milongas, valses et autres complaisances de la chanson populaire argentine. L'humour est toujours présent, les musiciens sont excellents, du pianiste et leader au jeune joueur de bandoneon. La soirée passe entre personnes de honneur accompagnées, avec deux d'élégance. A témoigner, un album, *Tangofon*, chez Cédric/Médis.

Le 27, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Indigo

Vocalistes, joueurs de mots, arrangeurs doués, les chanteurs d'Indigo se sont installés pour plus d'une semaine au Passage du Nord-Ouest. Une occasion d'affiner le répertoire, le style, de seigner les voix de ce quatuor vocal juvénile.

Du 21 au 25, Passage du Nord-Ouest, 21 h 45. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées

Nilda Fernandez

Nilda est un magicien à la voix caressante, qui jingle entre l'Espagne de ses origines et la France de son quotidien. Il met en scène avec subtilité les ambiances décalées de chansons qu'il s'inspire pas à chaquer son micro. *Madrid, Madrid, le Lyon à Barcelone*, le charme est certain, l'audace est coquette.

Le 26, Marseille, au Dock, 20 h 30, 114 F. Le 27, Lille, Théâtre Sébastopol.

Charlène Couture

Quelle tournée! Des mois, presque deux, les chanteurs d'Indigo se sont installés pour plus d'une semaine au Passage du Nord-Ouest. Une occasion d'affiner le répertoire, le style, de seigner les voix de ce quatuor vocal juvénile.

Le 22 octobre, au Théâtre de Marosque, 23 heures, 130 F. Le 23, Langres, Salle des fêtes. Le 24, Marne-la-Vallée, Centre d'art et de culture, 20 heures.

Alpha Blondy

Alpha, des années de galère et un disque d'or plus tard, revient sur le devant de la scène. S'il n'est plus tout à fait un modèle pour les jeunes des rues d'Abidjan, il en est encore un des héros préférés. Porte-parole du reggae en Afrique, l'intrigue du peuple, Alpha mène une tournée en forme de points d'interrogation.

Les 23 et 24 octobre, Lyon, Le Transbordeur, 20 h 30, 120 F. Le 27, Paris, Zénith, 20 h 30, 135 F.

Yousouf N'Dour

Yousouf est bien le jeune prince de Dakar à la voix tendue, au charisme fait d'élégance et de timidité contenue. Son entrée dans la baïe du cinéaste noir américain Spike Lee, par l'album *Seven* (*Seven* Open, 42 Acres and a Mule's Record), n'a pas entravé la longue marche de Yousouf vers le marché africain. Sur scène, Yousouf N'Dour, c'est aussi un groupe de merveilleux musiciens, des danseurs.

Le 22 octobre, Lyon, Le Transbordeur, 20 h 30, 120 F. Le 23, Montpellier, salle Victorin II, 21 heures, 110 F. Le 27, Canon (hors de Bordeaux), gymnase Palmer, 20 h 30, 84 F.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Ray.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

ARTS

Nouvelles expositions

Julien Blaine

Julien Blaine ne manque pas de souffle : trois expositions marquent la sortie de quarante du fondateur de la revue *DocZib*. Joyeux anniversaires.

Galerie J. et J. Duguay, 57, rue de la République, Paris 11^e. Tél. : 47-00-10-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Galerie Roger Polak, 36, rue Quincampoix, 7^e. Tél. : 48-04-71-31. Jusqu'au 28 novembre.

Galerie Lina Viny, 47, rue de Seine, 6^e. Tél. : 43-26-72-51. Jusqu'au 30 novembre.

Boulogne, 150 ans de photographie

La « ville des temps modernes » redécouvre son histoire. Au programme : le regard d'une douzaine de photographes ayant notamment les travaux de Mory sur la décomposition du mouvement, l'histoire des usines Renault fixée par quelques appareils de haut-vol, les débuts de l'aviation, les fameux studios de cinéma et un patrimoine architectural souvent remarquable et surprenant.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-95. Tous les jours sauf dimanche de 8 heures à 21 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Max Jacob

Il partageait un gamin sordide avec Picasso, qui fut aussi, lors de sa conversion au catholicisme, son parrain. Il était riche que d'argent, mais pauvre en amour. Les artistes de Montmartre. On savait Max Jacob poète, critique, romancier, accoucheur de talents, on le découvrait aussi peintre.

Musée du Montmartre, 12, rue Cortot, Paris 18^e. Tél. : 46-06-81-11. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 11 novembre.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-45-12-73. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 14 février 1993.

Général 1 : Désordres

Le corps dans tous ses états, éclaté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, Julia Streb et Tunga, tout à tour comiques ou oppressants, se dressent contre l'ordre moral imposé par une certaine Amérique puritaine.

Galerie nationale du Jeu de paume, place du Carrousel, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-68-68. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 novembre.

Général 2 : Désordres

Quand les critiques se veulent artistes, les artistes deviennent critiques. Une passionnante et complexe exposition sur les rapports entre l'art et la littérature, et sur les tentatives de l'art à se faire littéraire, ou à se faire critique.

Hôtel des arts, Fondation nationale des arts, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 42-56-71-71. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

L'art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 50, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens aux quels les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engagés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky, état des lieux.

Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 44-05-38-10. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre.

Les Etrusques et l'Europe

Ils n'avaient pas envahi la France depuis trente-cinq ans. Les Etrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre.

Champs de silence

Sept artistes font résonner l'abbaye de Royaumont : tubes de verre de Saulnier, hommage aux constructeurs d'Alkema.

ruines de Charpin, occultation du lien de culte par Skoda, ouvertures des lieux à contrario pour Fleischer, austérité cistercienne pour Localmonte, et chants, pas forcément grégoriens, de François Desd.

Abbaye de Royaumont, Fondation Royaumont, Paris 4^e. Tél. : 552-70. Tél. : 30-35-40-18. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Dessins de Liotard

Après Genève, le Louvre accroche 30 dessins choisis dans les cartons du fleur de la Suisse du XVIII^e siècle, Jean-Etienne Liotard. Il faut découvrir cet artiste qui fut un des premiers à se dégager de l'esthétique rocaille pour s'orienter vers un style plus dépouillé qui annonce une part du néo-classicisme et beaucoup de l'inspection dans le portrait du XIX^e siècle.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jussieu - côté jardin des Tuilleries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-81. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 17 h 15, nocturnes un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 14 décembre. 31 F. Billet d'entrée du musée.

Eau et gaz à tous les étages

Un siècle d'amélioration de l'habitat parisien retracé en trois temps : 1900-1940, l'habitat post-haussmannien ; 1950-1970, la rénovation urbaine ; 1970-1990, la réhabilitation de l'habitat existant et les nouvelles formes d'urbanisme. Aujourd'hui, eau, gaz et électricité montent à peu près à tous les étages. Cela d'empêche toutefois pas qu'il y ait parfois de l'eau dans le gaz.

Pavillon de l'Arche, 21, boulevard Morland, Paris 13^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf dimanche de 10 h 30 à 18 h 30. Dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Figures de pierre

Henry Moore, André Breton, Hans Hartung et John Huston avaient un point commun : ils collectionnaient les statues mexicaines, guerriers, parmi les plus anciennes formes d'art connues dans l'Amérique précolombienne. Une centaine de formes animales, humaines ou architecturales d'une pureté comparable aux idoles cyclopiques.

Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Sureau, Paris 7^e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Fragonard et le dessin français au XVIII^e siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIII^e siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des illustrations qu'il fit des Contes de La Fontaine. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devaient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-45-12-73. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 14 février 1993.

Général 1 : Désordres

Le corps dans tous ses états, éclaté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, Julia Streb et Tunga, tout à tour comiques ou oppressants, se dressent contre l'ordre moral imposé par une certaine Amérique puritaine.

Galerie nationale du Jeu de paume, place du Carrousel, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-68-68. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 novembre.

Général 2 : Désordres

Quand les critiques se veulent artistes, les artistes deviennent critiques. Une passionnante et complexe exposition sur les rapports entre l'art et la littérature, et sur les tentatives de l'art à se faire littéraire, ou à se faire critique.

Hôtel des arts, Fondation nationale des arts, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 42-56-71-71. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

L'art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 50, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens aux quels les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engagés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky, état des lieux.

Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 44-05-38-10. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre.

Les Etrusques et l'Europe

Ils n'avaient pas envahi la France depuis trente-cinq ans. Les Etrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre.

1993. 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Flassco » : 60 F).

Les monuments de Calder

Calder fut le premier à créer une œuvre pour le parvis de la Défense. Elle le rend bien avec un bel et monumental hommage qui réunit, pour la première fois au monde, quarante statues géantes habituellement considérées comme inamovibles, en provenance de toute la France. A proximité, on visitera l'exposition des maquettes et des travaux préparatoires de Monsieur Loyal on de For qui pique.

Parvis de la Défense, la Défense, 92200. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Manifeste

Prologation bienvenue pour l'exposition « Manifeste », et dernières occasions de se frotter à une petite partie des collections du Musée national d'art moderne et du CCL. Art, architecture et design contemporains à tous les étages.

Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf dimanche, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 novembre.

Emma Kunz

Rebouteuse et radicalement suisse, Emma Kunz dessinait à l'aide de son pendule et de papier millimétré des figures étranges. Curieuse idée que de la rattacher au train d'une certaine avant-garde : il n'est pas certain que cela rende service à l'une et à l'autre.

Centre culturel suisse, 39, rue des Francs-Maçons, Paris 8^e. Tél. : 42-71-44-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Alfred Manessier

Il fut, comme tant d'autres, obéissant par la vague de l'avant-garde américaine. Loin de l'actualité, il poursuivit son œuvre, dont une rétrospective nous est proposée aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en bête de Somme, les travaux d'un peintre religieux, et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993.

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'entourer. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris dressa l'inventaire en 150 œuvres du brio-brac d'où jaillirent quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 décembre. 36 F. Possibilité de billet jumelé avec « Les Etrusques » : 60 F.

Victor Roman

Roman a fui sa Transylvanie natale, et un obligatoirement socialiste, pour Londres, puis Paris. Libéré, mais nostalgique, il a su puiser dans le folklore roumain et dans l'art de Brancusi une vision abstraite, originale, équilibrée et pure.

Musée d'art et d'histoire, 11, rue des Petites Écuries, 92000 Meudon. Tél. : 46-34-75-15. Tous les jours sauf dimanche, dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Charlotte Salomon

170 gouaches extraites d'une déclaration d'amour en 1325 feuilles à un professeur de chant, réalisées par une jeune Berlinoise qui grandissait à l'ombre du nazisme. Un journal intime illustré, en une époque où en vit naître d'autres. Charlotte Salomon fut gazée à son arrivée à Auschwitz, en 1943. Elle avait vingt-six ans.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Trans-voies

Parallèlement à l'American Center et aux autres new-yorkais et parisiens, le Centre Pompidou accueille affiches, vidéos, bandes sonores, sans compter un débat le 24 octobre concernant les places respectives de l'art, du public, de la société, de la communication et de la propagande. Quarante-huit artistes français et américains regardent le monde changer.

Centre Georges-Pompidou, petit foyer, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 26 octobre.

Galleries

Jephah de Villiers

Des fragments de bois, des marbreaux d'écorce ou des petits bouts de brindilles d'où surgissent des personnages engagés dans une sombre procession, des élites et des lutins chassés d'une époque où les forêts couvraient la terre, qui viennent témoigner de la fin d'un monde.

Galerie Caroline Carré, 14, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-54-57-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

Helmnt Federle

S'il est courant de chercher la nature dans l'abstraction lyrique, le cas est moins fréquent chez son pendant géométrique. Federle tente d'en restituer, non le pittoresque, mais le sublime, montrant l'humanité de certains paysages par des toiles qui plongent le regard dans l'abîme.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Leppes, Paris 11^e. Tél. : 42-06-82-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Eve Gramatzki

Des œuvres plus larges que hautes, encore étonnées par un réseau de lignes irrégulières, mais généralement parallèles à l'horizontale. La couleur est dense, mate et lourde, mais sans être opaque. Elle attire et repousse l'œil successivement, en une pulsation qui n'est pas sans rappeler les meilleurs Devide.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue de Tami, Paris 4^e. Tél. : 42-72-39-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 novembre.

James Guitt

Attention, l'exposition est piègée : un premier regard vous fera découvrir 150 cartes peintes rythmant les murs de la galerie : tiens, une installation... Non, ne vous penchez pas. Si le premier de ces carrés vous semble facile, vous y serez encore deux heures plus tard. Quelles redécouvertes la vision, pour notre plus grand bien.

Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4^e. Tél. : 42-77-19-61. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 11 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre.

Christian Jaccard

Une démarche radicale, mais sensible, qui en fait un des rares artistes français de sa génération à avoir réellement une œuvre derrière eux, et un immense potentiel devant. L'aspect spectaculaire des papiers colorés et la complexité des ses objets peuvent trompeusement surprendre, ils ne laisseront pas indifférent.

Galerie Louis Carré, 10, av. du Messia, Paris 14^e. Tél. : 45-62-57-0